

Nesroulah Yous  
*Avec la collaboration de Salima Mellah*

# Qui a tué à Bentalha ?

*Chronique d'un massacre annoncé*

*Postface de*  
*François Gèze et Salima Mellah*

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE  
9 bis, rue Abel-Hovelacque  
PARIS XIII<sup>e</sup>  
2000

À Anne

*À mes enfants et à tous les enfants victimes,  
qui j'espère pourront vivre libres un jour  
et pardonner*

*« Je veux tourner la page, mais je veux la lire avant. »*

Driss Benzekri,  
président du Forum Vérité et Justice  
au Maroc

Catalogage Électre-Bibliographie

YOUS, Nesroulah

Qui a tué à Bentalha ? : chronique d'un massacre annoncé / collab. Salima Mellah. – Paris :  
La Découverte, 2000. – (Cahiers libres)

ISBN 2-7071-3332-9

Rameau : Algérie : politique et gouvernement : 1992-...

massacres : Bentalha (Algérie)

islam et politique : Algérie

Dewey : 320.7 : Science politique (politique et gouvernement). Conjoncture  
et conditions politiques

Public concerné : Tout public

Si vous désirez être tenu régulièrement au courant de nos parutions, il vous suffit  
d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 9 bis, rue Abel-Hovelacque,  
75013 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel **A La Découverte**.

En application du Code de la propriété intellectuelle, il est interdit de reproduire intégrale-  
ment ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans auto-  
risation du Centre français d'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins,  
75006 Paris).



## Introduction

---

### En quête de vérité

26 septembre 1997. Trois jours après le massacre. Me voici, seul, debout, appuyé sur mes béquilles, un fusil à l'épaule, devant l'immeuble où habite ma mère, à Baraki. Le lieutenant de la Sécurité militaire vient de me raccompagner en voiture. C'est lui qui m'avait dit, il y a à peine une semaine, lorsque je m'étais rendu à la caserne de Baraki accompagné de deux voisins pour demander pour la énième fois où étaient nos armes : « J'en ai marre de vous voir ici, ne venez plus, je vous convoquerai en temps utile ! » Et il avait lancé des insultes à mes compagnons. Il est bien plus discret maintenant.

Je me sens lourd, très lourd, comme si un poids invisible me clouait sur place. Les mots que les militaires de la caserne m'ont lancés en me remettant ce fusil à pompe resurgissent et retentissent dans ma tête comme si on frappe du pilon : « Va, va chasser le *hallouf*, le sanglier. Va attraper les terroristes ! »

Je ne ressens plus rien. C'est le vide autour de moi, le vide en moi.

Et puis lentement, très lentement, je reprends conscience, je regarde autour de moi et je vois les jeunes adossés aux murs qui m'observent. Aucun ne s'approche, aucun ne m'interpelle,

comme s'ils sentaient que je ne suis plus de ce monde... Je replonge dans mon délire.

« Va où tes pieds te porteront et venge-toi », m'ont-ils dit ! Mais où peuvent-ils m'emmener ces pieds meurtris, comment peuvent-ils porter ce corps épuisé, brisé ? Ces armes qu'ils ont refusé de nous donner avant le massacre, ces armes qui nous auraient permis de résister aux égorgeurs et de sauver des vies, ils nous les donnent maintenant, quelques heures seulement après nous avoir fait massacrer à Bentalha ! à nous, qui n'avons plus qu'un seul désir : tuer.

Toute la région est en effervescence. Depuis des semaines, ces terroristes dont personne ne sait d'où ils viennent et où ils disparaissent une fois leur tâche accomplie, font irruption dans nos quartiers, massacrent des centaines d'innocents, de préférence des femmes et des enfants, les découpent en morceaux, les jettent par le balcon, les grillent dans le four, les clouent aux murs, sans état d'âme.

Quelle est cette folie barbare qui déferle sur nous ? Qu'avons-nous fait pour subir ces tornades de sauvages ? N'y a-t-il personne qui puisse arrêter ces monstres ?

Nous savions ce qui allait nous frapper. Nous le pressentions. Mais où aller ? Où serions-nous protégés ? Où que ce soit, dans les environs d'Alger, nous avions l'impression d'être condamnés. À part Hydra peut-être, le quartier des généraux, des intouchables.

Mais ce n'est pas vrai que nous n'avons rien entrepris. Le fait déjà de rester à Bentalha, de relever ce défi, est un acte de courage et de résistance. Encore aurait-il fallu que les autorités nous soutiennent... Depuis toutes ces années de guerre, de feu et de sang, d'horreur et d'angoisse, elles nous ont abandonnés, livrés en pâture aux égorgeurs...

Au début, en 1992, pour quelques-uns d'entre nous, il y avait encore une cause qui semblait justifier cette guerre. Mais plus tard, nous n'avons plus rien compris... Si ce n'est que l'enjeu nous dépassait, que nous étions les otages d'obscures luttes de clans et de rapports de forces où nous n'étions que de misérables figurants.

Nous avons pourtant essayé d'être acteurs. Nous voulions prendre notre destin en main. On nous l'a refusé. Nous n'avons

pas été protégés et nous n'avons pu nous défendre nous-mêmes. Nous en avons payé le prix : plus de 400 morts et plus de 100 blessés pour le seul massacre de Bentalha !

Je parle aujourd'hui au passé, comme si ce cauchemar avait cessé. Malheureusement, en cet été 2000, de pauvres innocents se font toujours massacrer en Algérie, des enfants, des femmes, des vieillards sont à la merci des mêmes tueurs qu'en cette nuit fatidique du 22 septembre 1997.

Il a fallu que je quitte Bentalha. Il a fallu que je quitte l'Algérie. Je me retrouve exilé, espérant reconstruire un avenir tout en étant hanté par ce passé, hanté par ces visages d'enfants massacrés.

Je suis parti d'Algérie en février 1998 et je me suis juré de contribuer à faire la lumière sur ce qui s'est déroulé à Bentalha, mais aussi à d'autres endroits. J'ai décidé de lutter contre la désinformation ici, en France, et là-bas, en Algérie, orchestrée par les officines des services spéciaux des deux pays. En Algérie déjà, nous avons exigé une enquête nationale sur le massacre. Nous avons obtenu une fin de non-recevoir : « Vous avez soutenu les terroristes ? À vous d'assumer maintenant ! » En réponse à ce mensonge, à ce mépris, nous, les survivants, les familles de victimes, nous avons décidé d'« assumer » à notre manière : contre vents et marées, nous cherchons les responsables.

Nous refusons les injonctions de ceux qui se prétendent défenseurs des droits de l'homme et qui interdisent de poser la question : « Qui tue ? » Ceux-là nous ont trahis. Ils ont même eu l'audace de venir dans les villages martyrs pour nous tuer une seconde fois.

Ce qu'on va lire est le récit de six ans de ma vie à Bentalha. Et celui d'une nuit où nous avons plongé dans l'enfer. Six ans et une nuit qui ont bouleversé mon existence. Ceci est mon modeste témoignage. D'autres que moi raconteront aussi leur histoire et, un jour, nous saurons la vérité. Toute la vérité.

Je tiens à remercier ici tous ceux ou celles qui, dès mon arrivée en France, m'ont soutenu, aidé et réappris à vivre, à aimer de nouveau et à reconstruire. Je pense que ce qui m'a

*qui a tué à Bentalha ?*

sauvé, c'est de savoir qu'il existe encore des gens simples, formidables, sans autre souci que de combattre le mal avec leur bonté. À tous ceux-là, je dis merci.

Souvent, je pense à ceux que j'ai laissés derrière moi, ces millions de compatriotes méprisés et abandonnés par les autorités dès le début des événements, contraints d'être acteurs ou témoins d'une guerre qui n'était pas la leur. À tous ceux qui n'ont pas eu la chance, comme moi, d'obtenir un visa. Je me demande comment ils vivent, ou survivent. Et je n'oublie pas que je suis devenu, par rapport à eux, un privilégié.

Je rends enfin hommage à mes voisins et aux autres qui se sont sacrifiés pour sauver des vies humaines. À toutes les victimes, quelles qu'elles soient, et aux familles de disparus. C'est pour eux, d'abord, que je me battrai jusqu'au bout pour obtenir que les crimes des responsables, généraux ou terroristes, soient un jour jugés par un tribunal international.

Paris, 30 juillet 2000

## *I*

---

### *La sale guerre au quotidien*

## Le grand rêve de la démocratie

### Les années folles

Jeudi 26 décembre 1991 : premier tour des élections parlementaires. Ce sont les premières véritables élections pluralistes dans l'histoire de l'Algérie. Jamais, jusqu'à présent, les électeurs n'ont pu choisir librement entre des partis diamétralement opposés. L'attente est énorme. Cela fait trois ans que le pays est en effervescence. Depuis les révoltes d'octobre 1988 réprimées dans le sang (plus de cinq cents morts), dont une des conséquences a été la création de nouveaux partis politiques, de journaux et d'associations, l'enthousiasme pousse les gens à s'impliquer dans l'activité politique et sociale, alors que pendant des décennies on ne leur avait jamais demandé leur avis. Tout le monde discute et débat de thèmes qui par le passé étaient confisqués par ce que nous appelons communément le pouvoir militaire.

Durant ces années d'ouverture, il faut le dire, nous avons beaucoup appris sur les magouilles des généraux et autres centres mafieux. Nous avons pris conscience de la fragilité du régime et de la force de la jeunesse ; et nous avons constaté l'effroi des décideurs militaires devant la révolte de la



« plèbe ». Nous voulons enfin en découdre avec ce système. Tous, quelle que soit notre appartenance politique. Et nous avons la conviction que le moment est enfin arrivé.

À Baraki, une banlieue proche d'Alger où j'habite depuis 1984, tous les partis importants sont représentés. Mais il ne faut pas se leurrer, le Front islamique du salut (FIS) y est de loin le plus fort. C'est ainsi. Pourtant, beaucoup de gens du Front de libération nationale (FLN) vivent ici et l'Union nationale de la jeunesse algérienne (UNJA), affiliée au FLN, y est assez fortement représentée. Avant 1986, le parti unique avait lancé plusieurs chantiers dans le cadre du projet « Jeunesse 2000 ». Mais tout ça s'est réduit en peau de chagrin avec la corruption et les « affaires ». Et puis, les milieux religieux actifs ont investi les différents quartiers et mosquées, et ils ont comblé le vide laissé par l'État.

En fait, ces cercles étaient déjà mobilisés auparavant et ils ont souvent été instrumentalisés par le pouvoir, notamment pour contrer les communistes. Mais ce n'est qu'après octobre 1988 que ces forces se sont fédérées et qu'en créant le FIS elles ont véritablement eu pignon sur rue. Pour ma part, je ne sympathise pas avec le FIS, et je suis organisé dans le Front des forces socialistes (FFS) depuis la fin de l'année 1990.

Les militants du FFS ne sont pas très nombreux, mais ils sont volontaristes. Notre activité principale est de discuter avec les habitants du quartier de la situation du pays et des solutions envisageables. Notre bureau se trouve dans un café en face du commissariat — le propriétaire est un sympathisant du FFS. On ne nous prend pas vraiment au sérieux, parce que nous ne sommes pas très représentatifs, et puis, il faut l'avouer, que pouvons-nous faire, avec tout l'activisme possible, dans un quartier acquis aux idées du FIS ?

Quelques mois plus tôt, nous avons préparé les élections législatives (en Algérie, on dit « parlementaires ») prévues pour juin 1991 : il s'agissait d'organiser des petites réunions et d'aller voir les sympathisants qui nous soutenaient ou dont nous espérions obtenir le soutien. Nous subissions bien quelques intimidations de personnes qui auraient aimé que l'on ferme notre local, mais ce n'était pas encore bien sérieux. Malgré la suprématie et la pression du FIS, c'était une situation

tout à fait nouvelle que nous vivions alors et les discussions étaient aussi nombreuses qu'animées. Nous avions l'avenir devant nous et, enfin, nous allions pouvoir le déterminer.

Avant les élections communales de juin 1990, une controverse avait déjà animé la classe politique : fallait-il ou non participer à ce vote dont les règles du jeu étaient fixées par une Assemblée composée exclusivement de députés de l'ancien parti unique ? Notre parti opta pour le boycottage, parce qu'il considérait que le moment n'était pas encore venu pour s'engager dans des compétitions électorales. Nous n'avions pas encore surmonté les décennies de plomb, les représentants du système honni étaient encore en place et faisaient tout pour y rester. Comment introduire l'alternance lorsque les modalités de changement étaient pipées ?

Les élections communales et régionales (*wilayas*) s'étaient déroulées dans une euphorie joviale et une attente exubérante, mais floue, de changement. Le FIS obtint plus de 50 % des communes, score que personne n'attendait et qui donna des ailes aux sympathisants de ce parti. Mais les militaires, eux, sentirent le danger venir, et je pense que dès ce moment-là ils se concertèrent pour éviter la victoire du FIS aux scrutins futurs. Déjà, des cadres que je connaissais s'appêtaient à quitter le pays.

### Le FIS maître de la situation

À la fin 1991, le FIS domine toute la scène politique, que cela nous plaise ou non. Il faut dire que tout ce qui provient du FIS n'est pas négatif, loin de là. Il mobilise les jeunes pour de justes causes, il prône une moralisation de la société et surtout de la politique, et, depuis que les communes sont entre leurs mains, ses responsables se sont attelés à résoudre certains problèmes cruciaux, dont celui de la distribution des logements sociaux aux démunis. Les « décideurs » ont bien tenté de discréditer le FIS en réduisant le pouvoir des élus communaux, qui s'étaient trouvés devant des caisses vides et une loi sur le budget communal modifiée. Leur marge de manœuvre sur le plan local était de ce fait très réduite, mais cela n'affecta



pas trop leur crédibilité chez leurs sympathisants, car ils avaient mis à nu pas mal d'affaires louches concernant les représentants de l'ancien régime. Et ils avaient montré ce que pouvait signifier la solidarité populaire.

Beaucoup disent alors que ce n'est que du populisme. C'est vrai en partie, et c'est ce qui me gêne aussi. Mais sur le terrain, le parti recrute des milliers de personnes sincères, sans arrière-pensées, ni ambition de profit personnel. J'aime à me souvenir de cette période de discussions très virulentes, où nous sommes tous portés par un immense espoir de changement. Beaucoup de sympathisants du FIS souhaitent vivement une rupture, sans vouloir pour autant un État islamique. C'est l'époque de la découverte de nos possibilités inépuisables : une immense énergie féconde, qui aurait pu être orientée vers des projets autrement salutaires que les luttes partisans pour vaincre aux élections.

Mais on peut presque dire que tout est allé trop vite : les manifestations sanglantes d'octobre 1988, la démocratisation de 1989 avec la création de partis (le FIS est officialisé par le pouvoir en février 1989, le FFS, vieux parti existant dans la clandestinité depuis 1963, est reconnu officiellement peu après), les élections communales de juin 1990, la grève générale du FIS en juin 1991 pour protester contre le découpage électoral, l'état d'urgence décrété à cette occasion, l'arrestation des leaders du FIS, le report des élections législatives prévues en juin 1990 à décembre 1991. Cela donne le vertige ! Et tout cela après cent trente années de colonisation française et trente années de règne du parti unique sous la tutelle de l'armée ! Dans ces conditions, une « transition » n'est pas évidente, et il n'est pas facile de s'entendre sur ses buts. En fait, pour être franc, la majorité d'entre nous n'est pas consciente de ce qui se joue vraiment à ce moment-là. Et j'ose prétendre que nombre d'acteurs politiques ne le sont pas non plus. Nous en paierons le prix. Le prix fort...

Je connais des gens de la mouvance islamique que je respecte beaucoup, même si nous n'avons pas le même projet politique. Ils pratiquent la *daawa* (l'appel et l'invitation à la religion) et essaient de sensibiliser sur des questions religieuses et morales. Ceux-là sont croyants et sincères. J'en

connaissais déjà dans les années quatre-vingt qui ont été arrêtés et torturés, alors qu'ils n'étaient ni violents ni subversifs. En revanche, je me méfie de ces jeunes qui, du jour au lendemain, se métamorphosent et imposent à tous une façon de vivre ; nombreux sont ceux qui, par emballement ou par intérêt, rejoignent alors le FIS, et qui, s'appuyant sur une connaissance très rudimentaire du livre sacré, croient pouvoir prêcher la bonne parole. En fait, c'est uniquement pour tirer parti de la situation de l'heure.

Les vrais islamistes ont eu le tort d'anticiper : ils ont entraîné une population qui n'était pas encore organisée politiquement. Ils se sont précipités pour conquérir le pouvoir : c'est cela que je leur reproche. Un empressement qui a facilité l'infiltration du parti. Des personnes douteuses, truands ou agents de la Sécurité militaire (les services de renseignement de l'armée, le véritable cœur du pouvoir depuis l'Indépendance, que tout le monde appelle la « SM », même si elle a changé de nom en 1990 pour devenir la « Direction du renseignement et de la sécurité »), ont pu s'y introduire parce que tout allait si vite et que beaucoup étaient prêts à réclamer un État islamique.

Je pense que si les responsables du FIS avaient pris le temps de bien cadrer leur parti, cela n'aurait pas dérapé plus tard. C'est vrai que le pouvoir les a manipulés, mais ils se sont laissés prendre au piège (ce qui permettra plus tard aux voyous de prendre le pouvoir au sein de la mouvance islamiste, quand les cadres et les sympathisants du FIS seront arrêtés et emprisonnés après l'arrêt des élections en janvier 1992).

Fin 1991, au sein du FFS, nous ne voulons pas que le FIS remporte les élections : il a un côté menaçant. Ses adeptes sont souvent arrogants, et ils affichent une assurance déconcertante de vainqueurs. Ils sont certains d'obtenir le pouvoir et ils nous provoquent. Et puis, ils ont des pratiques « harcelantes », comme les prêches virulents du vendredi qu'ils nous imposent par haut-parleurs, ou les récitations de Coran transmises par des camionnettes traversant les rues, qu'on doit subir qu'on le veuille ou non.

Je déteste cela. Les gens peuvent aller à la mosquée, mais que cela devienne une contrainte imposée par une espèce de police des mœurs sous menace d'être traité d'« incroyant », ça



va trop loin. Les actions du FIS sont d'ailleurs très politisées : les vieux slogans du parti unique, du genre « Pour le peuple et par le peuple », ont été remplacés par des formules islamiques, comme « Ni charte, ni Constitution, Dieu a dit, le Prophète a dit ».

Parmi les sympathisants, il y en a qui s'érigent même en policiers moraux, et leurs comportements n'ont pas grand-chose à voir avec les règles de l'islam. Certains groupes radicaux croient pouvoir dicter leurs lois, consistant par exemple à ordonner le port du *hidjab* ou à interdire les jeux. Ainsi, à Baraki, entre 1990 et 1992, le jeu de boules et le foot sont prohibés. Ces mêmes groupes veulent imposer leur vision restrictive de l'islam aux fidèles de la mosquée, ce qui provoque des bagarres entre les différentes tendances.

Ces groupuscules ont même parfois recours à des voyous notoires, qui font le « sale boulot » pour quelques dinars. Nous en avons connu un exemple : en 1990, Blanc-Blanc, un criminel craint dans tout le quartier, a assassiné en leur nom plusieurs policiers, en leur éclatant la tête à coup de fusil à canon scié (Blanc-Blanc a été tué à Baraki fin 1991). Par ailleurs, nous savons que ces radicaux peuvent s'attaquer aussi à des restaurants où on sert de l'alcool et il arrive que des clients soient tabassés jusqu'à l'évanouissement à leur sortie de ces locaux.

Ces comportements violents provoquent chez moi et chez d'autres une peur de ces groupes et une appréhension quant à leur possibilité de s'imposer au sein de la mouvance islamiste. Même si pour le moment celle-ci n'encourage pas ces exactions, ne peut-elle pas être dépassée un jour par ces éléments radicaux ? Déjà par le passé, il y avait eu des cas d'agressions de la part d'islamistes (à l'époque on ne les appelait pas ainsi) à l'université, contre des filles ou des communistes. Et au début des années quatre-vingt, le groupe armé de Mustafa Bouyali menait la vie dure au pouvoir dans la grande banlieue d'Alger, près de chez nous, où bon nombre de gens le soutenaient (Bouyali est mort dans une embuscade en février 1987, à Larbaa).

Notre crainte est de surcroît attisée par certains articles de journaux rendant compte de ce qui se passe en Afghanistan et

en Iran, où des islamistes imposent leurs préceptes à tous, y compris par la violence. Pour nous, tout cela se mélange et nourrit la peur que nous éprouvons par moments durant ces années de montée du FIS. Au point que nous évoquons souvent entre nous l'idée de quitter le pays.

Cette situation est pénible mais, heureusement, les groupes radicaux ne sont pas si nombreux. C'est vrai qu'il y a beaucoup de jeunes frustrés, et il y a de quoi l'être après toutes ces années de mépris de la part du pouvoir. C'est pourquoi, lorsque les jeunes ont eu la possibilité d'agir, ils nous ont montré de quoi ils étaient capables. Durant ces quelques années, ils ont fait preuve d'un volontarisme bénévole hors du commun.

Le bouillonnement d'activités des années 1989-1991 a un côté fascinant, parce qu'on sent alors que les jeunes peuvent se prendre en charge et ont conscience de leur force. Ils s'occupent de l'organisation sociale du quartier, là où l'État a failli. Que ce soit sur le plan scolaire ou médical, celui de l'assistance aux démunis ou aux personnes âgées, le déblayage des rues des immondices, partout des troupes de jeunes s'organisent et agissent. Mais il est vrai aussi qu'à certains moments leur détermination et leur virulence font redouter leur victoire.

Ainsi, au moment de la guerre contre l'Irak, début 1991, des anciens d'Afghanistan mobilisés à Alger ont manifesté en tenue de combat « afghane » pour demander des armes : ils voulaient combattre auprès des soldats irakiens contre les « alliés ». Lors d'un rassemblement du FIS au stade du 5-Juillet, les « Afghans », comme on les nommait alors, sont venus en grand nombre ; ils ont emprunté l'autoroute près de chez nous, que les gendarmes ont bloquée. Les manifestants ont d'abord fait un sit-in, puis ils sont partis à pied. Ils n'étaient pas violents, mais leur force et leur intransigeance étaient impressionnantes. Le stade était comble et des milliers de militants — pas uniquement des « Afghans » — qui n'avaient pu pénétrer s'étaient réunis à l'extérieur jusqu'à la tombée de la nuit.



### Sauver ou brader la démocratie ?

Au lendemain du premier tour des élections législatives en décembre 1991, tout le monde est à l'écoute : il faut s'attendre à une victoire du FIS, mais laquelle ? Aura-t-il une majorité relative de sièges et devra-t-il cohabiter avec d'autres partis dans une Assemblée pluraliste, ou bien obtiendra-t-il une majorité absolue qui lui permettra, à condition de s'entendre avec le président de la République, d'en dicter la politique ? Pour les sympathisants du FIS, la chose est acquise : le FIS gagnera. Pour ses opposants, c'est la panique et beaucoup parlent de quitter le pays. Moi aussi je veux partir, mais je n'ai pas obtenu de visa. Nous craignons qu'en voulant se débarrasser de l'ancien système, le FIS n'instaure un État autoritaire.

Mais il n'y a pas que la victoire du FIS qui nous fait craindre pour l'avenir : nous ne savons pas comment réagira l'armée. Ses responsables ont bien décrété ne plus vouloir se mêler de politique, mais nous nous doutons bien qu'ils n'accepteront pas une alternance qui mettrait en péril leur pouvoir. D'ailleurs, au moment de la grève du FIS en juin 1991, l'armée n'était-elle pas sortie des casernes et n'avait-elle pas, sous l'état d'urgence, tiré sur des manifestants paisibles ? Pour la deuxième fois en l'espace de quelques années, les militaires ont tué des dizaines de jeunes dans la rue. Et ils ont tout fait pour éviter une victoire du parti diabolisé (notamment en arrêtant ses principaux dirigeants quelques mois plus tôt). Mais ce dernier est, de par sa force populaire, imprévisible. Même ses dirigeants ne peuvent le contrôler tout à fait (au moment de la guerre du Golfe, par exemple, la direction du FIS avait soutenu l'Arabie saoudite, qui assurait une partie de son financement ; mais elle avait été contrainte de réviser cette position parce que la base du parti était solidaire avec le peuple et le régime irakiens).

Ce qui me révolte en cet hiver 1991, c'est que le pouvoir a tout fait pour que la compétition électorale ne se joue qu'entre deux partis, le FIS et le FLN, alors qu'il existe une troisième force et qu'elle veut également en découdre avec ce système moribond. Cette troisième force, celle des « démocrates », est, il faut le dire, dans un état plutôt piteux, divisée entre ceux qui

s'opposent d'abord au pouvoir et ceux qui ciblent surtout les islamistes, affichant un projet de société « démocratique » qui se distingue surtout par ses slogans pompeux. De plus, les concepts démocratiques sont assimilés par la majorité des électeurs au modèle de vie occidental.

Enfin, nous apprenons les résultats du premier tour des élections : le FIS a obtenu 188 des 430 sièges du Parlement. C'est l'euphorie chez les sympathisants du FIS, chez nous c'est le choc. Nous ne savons pas ce qui va se passer. Très vite, à l'initiative du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), des communistes du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS) et de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), un « Comité national de sauvegarde de l'Algérie » se crée qui appelle à l'arrêt des élections pour « sauver la démocratie ». Au FFS, le mot d'ordre est à la mobilisation des démocrates pour le second tour afin d'éviter une majorité absolue des islamistes : près de 40 % des électeurs n'ont pas voté et il s'agit de les inciter à s'exprimer le 16 janvier 1992.

C'est dans ce but que le FFS organise une manifestation le 2 janvier. La marche sera impressionnante. Son slogan essentiel se résume ainsi : « Pour la démocratie, ni islamistes, ni militaires. » Plus tard, certains médias et éradicateurs, partisans du « tout répressif » à l'encontre des islamistes, en ont fait une marche pour l'arrêt des élections. Mais c'est faux : nous voulons ces élections et surtout pas une interruption ; et nous voulons aussi tout faire pour que le FIS compose avec d'autres mouvements représentatifs.

Après coup, je me suis dit que c'était une illusion de croire qu'il était possible de sauver le pluralisme avec cette mobilisation pour le second tour. Je pensais d'ailleurs déjà qu'il aurait mieux valu reporter les élections à une date ultérieure, pour avoir plus de temps de se structurer comme troisième force. Les rangs des démocrates étaient en effet très divisés. Le FLN, l'ancien parti unique, avait du mal à s'imposer en parti d'opposition malgré les efforts de sa nouvelle direction composée de ceux qu'on appelait les « réformateurs », et toute la haine du peuple se concentrait sur lui.

Le FFS, dont je faisais partie, était un parti mûr, mais malgré ses initiatives sur le plan national il restait cantonné dans les



milieux kabyles. Sans compter que sa position de parti laïc le rendait suspect pour une majorité d'Algériennes et Algériens, pour qui « laïc » signifie « athée ». Le RCD, né d'une scission du FFS, n'avait quant à lui aucune ligne politique claire, si ce n'est son hostilité à son courant d'origine et à son leader Hocine Aït-Ahmed, ainsi qu'une haine viscérale de l'islamisme, qui lui avait permis de devenir l'un des piliers essentiels de l'idéologie de l'« éradication ». C'est en France que les médias lui ont octroyé une importance qu'il n'a jamais eue en Algérie, même en Kabylie.

En ce 2 janvier 1992, il ne s'agit pourtant pas d'attiser les conflits entre le RCD et le FFS, mais plutôt de resserrer les rangs avec tous ceux qui ne veulent pas d'une majorité absolue d'élus du FIS. Mais tandis que nous, légalistes que nous sommes, pensons sauver la démocratie, comptant les voix et faisant des pronostics optimistes, dans les coulisses, les tenants de l'option militaire préparent un plan diabolique : un scénario qui permettra aux militaires de s'ériger en sauveurs de la démocratie alors qu'en réalité, à peine éclos, ils l'ont enterrée. Et cela avec la bénédiction de prétendus représentants d'une « société civile » créée pour les besoins de la cause et d'un Occident conditionné et manipulé par les appareils de propagande algérien et français.

### **Janvier 1992, une illusion s'effondre**

Après le 2 janvier, date de notre grande marche, c'est le suspense. Du moins pour moi et mes amis. Car les sympathisants du FIS savourent déjà leur triomphe : ils sont proches de la victoire, ils sont même près de gagner les deux tiers de l'Assemblée. Pourtant, nous sentons une certaine tension. Personne ne sait très bien ce qui va se passer, et les journaux francophones sont sur le pied de guerre. L'anxiété monte et nous ignorons vraiment comment l'armée réagira : personne n'en doute en effet, c'est toujours elle qui décide en dernière instance et, en son sein, quelques généraux. L'homme fort du moment, c'est le ministre de la Défense, Khaled Nezzar.

Enfin, le 11 janvier 1992, après plus d'une semaine d'une attente fiévreuse, le président de la République, Chadli Bendjedid, prononce un discours où il annonce l'interruption du processus électoral, sa démission et la dissolution de l'Assemblée, décision antidatée du 4 janvier. C'est le choc ! C'est une chose de stopper les élections, c'en est une autre de suspendre toutes les institutions représentatives : le président « est » démissionné, le Parlement dissous, la Constitution mise en suspens par la création d'institutions qui n'y sont pas prévues, et nous assistons à un déploiement militaire qui a tout d'un putsch.

Alors que les sympathisants du FIS fêtaient déjà leur victoire, la démission de Chadli les tétanise. Comment vont-ils réagir à cette victoire usurpée ? Les responsables du parti appellent au calme et conseillent de ne pas se laisser intimider par la présence toujours plus menaçante des forces de l'ordre dans les rues. Déjà des rumeurs circulent que le FIS va être interdit, mais les sympathisants ne veulent pas y croire. Ils restent confiants et ne sont pas du tout préparés à la répression qui va s'abattre sur tous ceux qui sont soupçonnés d'être en relation avec le parti incriminé.

Et puis, nous apprenons qu'un Haut Comité d'État, composé de cinq personnalités, vient d'être instauré : il est présidé par le légendaire ancien combattant de la guerre de libération, Mohamed Boudiaf, qui se trouvait en exil au Maroc depuis 1963. Comme d'autres, je suis un peu choqué par le fait qu'il ait accepté ce rôle de pompier et se laisse maintenant instrumentaliser pour réhabiliter cette intervention militaire. Peu avant, en effet, il avait déclaré qu'il ne pourrait retourner en Algérie tant que la démocratie n'y serait pas instaurée et qu'il fallait accepter le verdict des urnes. Néanmoins, j'éprouve un très grand respect pour ce vieil homme et je me dis que, peut-être, il pourra aider le pays à retrouver la voie de la démocratie.

Entre-temps, les chars se positionnent dans Alger, des barrages militaires sont installés un peu partout et la chasse à l'homme commence. Le FIS appelle à une manifestation pour le 14 janvier, qu'il annule pourtant, craignant une confrontation directe et sanglante avec l'armée. Déjà, des accrochages entre militants du FIS et forces de l'ordre postées devant les



mosquées affiliées au parti font des morts et des blessés. Des manifestations spontanées se déroulent dans tout le pays et assez rapidement, les vendredis, jours de la prière hebdomadaire, les alentours des lieux de culte se transforment en champs de bataille. Les fidèles, en sortant des mosquées, protestent en général pacifiquement contre l'arrêt des élections mais l'armée les encercle, n'hésitant pas à ouvrir le feu. Les cadres du FIS sont traqués et arrêtés sur leur lieu de travail, à leur domicile ou dans les locaux du parti. Ceux-ci, ainsi que les mosquées, sont perquisitionnés et les registres nominatifs confisqués, ce qui permet de nouvelles arrestations.

L'état d'urgence est décrété le 9 février (le couvre-feu sera instauré début décembre). Mais dès janvier, à la tombée de la nuit, les rues des quartiers populaires sont désertées. Les militaires s'y déploient et traquent les passants, surtout les jeunes hommes suspectés de sympathie avec le FIS du fait de leur allure : beaucoup de ses militants portent en effet la barbe et souvent le *kamis*, la tunique longue que les islamistes affectionnent. Toutefois, ils sont nombreux à défier les forces de l'ordre en se rassemblant spontanément dans les quartiers, criant des slogans, lançant des projectiles, etc. On leur a volé leur victoire et personne ne sait encore comment la situation va évoluer. De plus, nous nous trouvons dans un vide constitutionnel. Comment le remplir ?

À Baraki aussi, les habitants sont révoltés. Quotidiennement, les adeptes du FIS se retrouvent et manifestent. Ils se rassemblent à la « cité 2 004 logements » et marchent directement vers la mairie ou la police. Généralement, ces manifestations sont pacifiques. Les policiers sont là, un peu désemparés, et finalement c'est l'armée qui intervient en tirant en l'air pour disperser les gens. Une semaine après l'arrêt des élections, une grande manifestation se déroule à Baraki. Il y a, semble-t-il, des provocations de l'intérieur de la manifestation. Il paraît que des manifestants ont tiré sur les forces de l'ordre, ce qui a provoqué des tirs de leur part. Déjà en 1988 et puis en 1991, nous avons connu ce genre de situations où des agents des services secrets avaient tiré sur les forces de l'ordre à partir de voitures banalisées, faisant croire que des manifestants violents visaient les forces de l'ordre. Mais en 1992, il y a

certainement aussi des islamistes qui cherchent la confrontation et espèrent déclencher une révolte. Le jour même de cette manifestation, il y aurait eu une réunion à Haouch Mihoub sous l'égide d'un homme très connu dans les cercles islamistes, appelé El-Andalous. Il aurait rassemblé ceux dont il pensait qu'ils étaient prêts à prendre les armes et c'est ainsi que le premier groupe s'est constitué à Baraki. (C'était un groupe hétéroclite, sans expérience ni armes. Il a d'abord, pendant des mois, essayé de se consolider et de se procurer armes et caches nécessaires pour survivre dans la clandestinité ; ce n'est que plus tard qu'il est passé à l'action. Ses membres seront assez rapidement décimés par les forces de sécurité.)

La population, elle, a dès le début exprimé son refus de cautionner ce putsch : tous les jours, vers 23 heures, les gens sortaient sur les balcons et aux fenêtres pour « cogner les pilons » (reprenant une vieille tradition, utilisée même pendant la guerre de libération, qui consiste à cogner le pilon dans le mortier, tous deux en cuivre) en lançant des youyous. Cela commençait à un endroit et se répandait comme un feu de brousse d'une cité à l'autre, d'un quartier à un autre, embrasant toute la zone. C'était à la fois impressionnant et effrayant. Puis les militaires débarquaient et tiraient en direction des balcons et des fenêtres aux persiennes closes ; ils arrêtaient à chaque fois beaucoup de jeunes. Des jours durant, nous avons subi ces irruptions musclées.

Fin janvier, Abdelkader Hachani, le leader du FIS, est arrêté. Il avait appelé les soldats à ne pas tirer sur la population civile et on en a fait un appel à l'insubordination, prétexte pour l'arrêter (il restera près de cinq ans en prison avant d'être jugé et condamné). Et puis tout va très vite. L'état d'exception est décrété, les camps dans le Sud sont ouverts et les militants du FIS arrêtés y sont envoyés par milliers. Tous les cadres sont menacés et un grand nombre est tout de suite emprisonné. Le FIS se retrouve sans direction et éclate dans tous les sens. On sent que les sympathisants du FIS sont de plus en plus désemparés. Les protestations continuent tous les vendredis, mais la répression est de plus en plus sévère. Le 4 mars, le FIS est interdit, ses locaux à Alger et dans les autres villes fermés. En avril, les assemblées communales et des wilayas à majorité FIS



sont dissoutes et remplacées par des fonctionnaires d'État désignés.

À Kouba et Baraki, des dispositifs policiers s'installent durablement. Les militaires investissent l'ENEMA (Entreprise nationale de météorologie, qui travaille avec Air Algérie) qui se trouve sur la route de Sidi-Moussa, un peu après Haouch Mihoub en direction de Baraki. Ils y aménagent un barrage permanent et arrêtent les personnes suspectes qui portent une barbe ou un *kamis*, contrôlent les papiers d'identité, etc. Ce barrage sera la seule présence militaire suivie dans les environs de Bentalha jusqu'à l'installation du poste avancé en 1996. Pendant toutes ces années, les militaires feront des barrages mobiles à divers endroits mais, dès la nuit tombée, ils se terreront dans leurs casernes. La nuit, nous serons livrés à l'arbitraire. Pourtant nous nous trouvons dans la première région militaire, où sont présents des dizaines de milliers de soldats.

Après l'interruption du processus électoral, je continue d'aller à la section du FFS. Les militants de Baraki commencent à recevoir les premières menaces. Ils sont encore protégés parce que le siège se trouve en face du commissariat, mais il sera bientôt fermé. Entre fin 1992 et 1995, nous ne nous sommes plus regroupés pour discuter. Nos rencontres entre anciens militants du FFS ne reprendront qu'en fin 1995. Des commerçants sympathisants du RCD seront victimes d'attentats, ceux du FFS non. Pour ma part, je n'ai pas repris d'activité politique par la suite.

### **Bentalha, un village en marge de la capitale**

Début 1992, j'habite encore Baraki, dans la cité 2 004 logements, avec ma mère et mes frères. Depuis 1987, j'avais un terrain à Bentalha qu'on m'avait alloué gratuitement parce que je travaillais pour la mairie (j'exerçais la fonction de responsable technique dans l'Entreprise communale de travaux de Baraki). J'avais commencé à construire le 1<sup>er</sup> janvier 1988 et tous mes voisins avaient fait de même. Bentalha, bourgade située à environ seize kilomètres d'Alger, fait partie de la commune de Baraki et en est un prolongement. Durant la

période coloniale, Baraki était un village agricole typique, construit autour d'une place centrale bordée d'arbres, avec son café et sa mairie. Plus tard a été érigée la cité de Diar el-Baraka, dont les habitants devaient être relogés à Bentalha, tant elle était devenue vétuste et exiguë.

Baraki a depuis longtemps perdu son caractère villageois pour ressembler à une banlieue de capitale. Il y a bien des vergers et une multitude de maisons individuelles, mais de plus en plus de cités ont été construites pour subvenir aux besoins croissants d'une métropole grandissante. Nous nous trouvons dans la région la plus fertile d'Algérie, la fameuse plaine de la Mitidja (durant l'occupation française, Bentalha était composé de quelques fermes coloniales au milieu des vergers et de gourbis où logeaient les ouvriers agricoles algériens, pour la plupart kabyles). Dans les années soixante-dix a été commencée la construction de lotissements qu'on appellera plus tard l'« ancien Bentalha ». À partir de 1986, une partie de la « cité 200 logements » sera aménagée pour héberger des habitants expulsés d'El-Harrach. Il y a beaucoup de Kabyles tant à Baraki qu'à Bentalha où ils ont leurs propres quartiers, comme d'ailleurs aussi les Djidjeliens et les Sétifiens arrivés dans les années suivantes.

La densité de population augmentant à Baraki, les nouveaux lotissements de Bentalha, notamment Haï el-Djilali où se trouve mon terrain, devaient être attribués en priorité à ses habitants. Toutefois, comme l'octroi des terres se fait surtout selon des critères de clientélisme, près de 20 % des terrains ont été attribués à des militaires et des policiers dont certains ne résidaient pas à Baraki. Avec les appuis nécessaires, ils obtenaient même deux ou trois terrains. En fait, ils ne prévoyaient pas toujours d'y construire et d'y habiter, mais c'étaient des objets de spéculation : ils avaient tout à y gagner puisqu'ils avaient obtenu ces parcelles gratuitement ; la condition pour les conserver était de construire les fondations d'une bâtisse avant un an.

Les délégués communaux du FIS avaient en leur temps gelé les attributions de terrains et les permis de construire, parce qu'ils considéraient qu'il y avait des manipulations multiples et que les familles véritablement nécessiteuses n'avaient rien



obtenu. Effectivement, ceux à qui avaient été concédées des terres avant 1990, c'est-à-dire avant les élections communales, avaient tous des relations avec le maire, les élus, le responsable militaire local, le commissaire de police ou le responsable du parti unique. C'était la pagaille à cette époque et il n'était pas rare que le même terrain soit attribué à plusieurs personnes. D'ailleurs, j'ai moi-même connu ce problème : alors que j'avais commencé à creuser le sol pour préparer les fondations de ma maison, le secrétaire général de l'administration communale me téléphona pour me prévenir que mon terrain avait été attribué à quelqu'un d'autre et qu'il prévoyait un autre lot pour moi. Je refusai catégoriquement et il arriva finalement à régler le problème.

Assez vite, les élus municipaux du FIS ont renoué avec ces pratiques : pour motiver leurs militant(e)s, ils ont autorisé la construction de baraques en parpaings d'une manière anarchique, avec promesse de régularisation. Des centaines de petites maisons ont ainsi vu le jour, à Baraki et ailleurs.

Depuis que je construis, je passe mon temps entre Baraki et Bentalha — Baraki est le lieu de mes liens familiaux et sociaux et de mon activisme politique, Bentalha, c'est là que va se jouer notre avenir. Je n'en suis pas très satisfait et tous les amis me demandent pourquoi je suis allé me terrer dans ce trou perdu, mais il nous fallait bien un logement après le mariage de mes frères. Nous emménageons à Bentalha en avril-mai 1992, trois mois après l'arrêt des élections, avec nos deux enfants — notre aînée est née en 1986 et le cadet en 1990 ; la troisième verra le jour en 1995.

En empruntant la route départementale de Baraki à Sidi-Moussa, Bentalha est situé à droite. Le village est partagé en deux par une route que nous appelons le « grand boulevard » (voir la carte, p. 304-305). Il débouche à l'ouest sur le grand oued. À droite du boulevard en venant de la route se trouvent une école, le centre de santé, le stade, une deuxième école, le quartier des Kabyles et la cité des 200 logements ; du côté gauche, on passe devant le collège, le quartier des Djidjéliens, celui des Sétifiens, la mosquée, puis Haï-Boudoumi, la pépinière, et l'emplacement où en 1996 sera construite la cité des préfabriqués. Là, se trouve le rond-point avec la station de bus

et un kiosque. Le petit oued qu'on traverse à cet endroit est remblayé. Finalement, en continuant vers l'ouest, se trouve sur la gauche Haï el-Djilali, qui est séparé en deux par une rue transversale. Le carrefour entre cette rue et le grand boulevard est désigné par le « centre » de Haï el-Djilali. Dans la seconde partie du quartier, se trouve une salle de prière. Au sud des lotissements, des vergers s'étendent sur six kilomètres, tandis qu'au nord-ouest est localisé, au-delà du lit du grand oued, Baba Ali avec son importante caserne militaire. Au nord du quartier, se trouve la sablière, la grande usine de matelas Président et une usine de plastique.

Vers l'est, en traversant la route départementale, on débouche sur Haouch Mihoub qui est un prolongement de Baraki, tandis qu'au sud il y a Caïd-Gacem, un lotissement de la taille de Haï el-Djilali qui aura une grande importance dans la suite de ce récit.

Haï el-Djilali a été aménagé à partir de 1987 et comporte 440 maisons. C'est un quartier où les familles sont pour la plupart modestes. Certaines sont originaires de la cité Diar el-Baraka, devenue très exiguë. De nombreux chefs de famille travaillent pour la mairie en tant que chauffeurs, gardiens de parcs d'automobiles et de matériel, éboueurs, et autres petites fonctions dans la voirie. Avec l'aide des prêts accordés par l'État, certains créent des petits commerces tels une boulangerie, une épicerie, une petite entreprise de colle, etc. Les anciens de Bentalha nous voient d'un mauvais œil. Pour eux, nous sommes des arrivistes qui avons pu avoir ces terrains grâce aux pots-de-vin. De fait, quelques commerçants aisés, des policiers et des militaires se sont installés dans le quartier (mais ils seront nombreux, au fil des événements, à le quitter, louant leurs maisons ou les laissant inhabitées ; les policiers vendront tous leurs terrains ou maisons).

Il faut avouer que nous avons eu certaines facilités pour obtenir nos terrains mais, pour pouvoir construire, beaucoup doivent faire des travaux supplémentaires ou bien du *trabendo*, le marché parallèle. D'ailleurs, pour se procurer les matériaux de construction, les briques, le ciment, le fer, il n'y a pratiquement pas d'autres possibilités que le *trabendo*.



À l'entrée de Bentalha, se situe la zone industrielle appelée El-Hamma. Des artisans, commerçants et petits industriels s'y sont installés après avoir été obligés de quitter leur quartier d'origine de Belcourt, au centre d'Alger. Il y avait là un menuisier, un tourneur, un fraiseur, des petites usines, notamment de confection de textiles, et des commerces, dont un supermarché qui servira plus tard aux militaires de poste avancé. À partir de 1994, la zone industrielle sera désertée pendant plus d'un an.

Bentalha est un quartier très hétéroclite. Les habitants sont originaires de régions différentes. Si certains ont des attaches à Baraki, d'autres sont de Oued Semmar, des Eucalyptus ou de régions plus lointaines. Nous sommes réservés les uns vis-à-vis des autres, surtout en ces temps d'insécurité et de méfiance généralisée. Des liens ne se tisseront que lentement, quand certains feront venir des voisins ou parents des villages d'origine. Mais cela ne se passera qu'à partir de 1996. Dans la douleur.

À cette époque, les familles à Haï el-Djilali sont jeunes. Beaucoup de parents ont la quarantaine et il y a peu de personnes âgées. Les adolescents ne se sentent pas à l'aise parce qu'ils n'y ont pas grandi et que tous leurs amis sont restés dans les quartiers d'origine. Généralement, ils n'y passent que la nuit et pendant la journée, s'ils ne vont pas au travail, ils traînent à Baraki ou ailleurs. Pourtant, par la force des choses, même les jeunes seront contraints de rester dans le quartier, puisque tout déplacement deviendra très risqué. Une majorité d'habitants de nos quartiers sont des sympathisants du FIS. Mais ce ne sont pas des militants et il n'y a presque pas d'hommes de Haï el-Djilali qui iront au maquis.

### Démocratie usurpée ou sauvée ?

Mais revenons au début de 1992. On nous a usurpé notre démocratie naissante en nous répétant tout au long des articles de journaux que ce coup d'État était nécessaire pour sauver la démocratie. En fait, ma position pendant la période préélectorale était très ambiguë : je plaçais pour les élections avec la

participation du FIS, mais je ne le considérais pas comme un parti démocratique.

Je soutenais qu'une victoire du FIS nous aurait menés vers une dictature, même si existaient en son sein une tendance modérée et des gens raisonnables. Mais la base, surtout là où je vis, ces jeunes mécontents et avides de justice, n'ont pas suivi les mots d'ordre pacifiques. En réalité, on ne peut leur en vouloir. Nous n'avons jamais eu droit à la participation politique et pour une fois qu'on nous a autorisés à décider de notre avenir, nous ne nous sommes, en définitive, pas si mal débrouillés. Que le FIS ait remporté ces élections n'est pas seulement une conséquence de son importance, tout à fait réelle, mais aussi d'un concours de circonstances. Il ne faut pas oublier qu'en définitive seulement trois millions d'électeurs sur treize ont opté pour ce parti, ce qui n'est tout de même pas le « raz-de-marée » dont on nous a rebattu les oreilles. Mais en ce début janvier 1992, nous sommes tous victimes d'une sanction militaire sous prétexte que « le peuple a fait un mauvais choix ».

Une fois le choc passé, je suis partagé. Je ne suis pas satisfait de ce putsch, mais je ne peux nier qu'il a une dimension rassurante. Je crois encore fortement qu'une coalition de démocrates peut tenir tête au FIS. En effet, je pense comme beaucoup d'autres « démocrates » qu'en se rassemblant on peut éviter une prise de pouvoir du FIS. Un point de vue doublement naïf, parce que nous raisonnons encore en termes de menace (du FIS) à contenir et voulons croire à une armée « républicaine », alors qu'en réalité les dés sont jetés et l'armée a bel et bien pris le pouvoir par la force pour s'y maintenir. À ma décharge, je dois dire qu'à l'époque je ne pouvais anticiper ce qui allait se passer dans les mois et les années suivants ni prévoir la dérive de certains « démocrates ».

Je dois avouer que, au début, je ne suis pas contre les camps de concentration. Je pense qu'on veut provisoirement interner les plus violents militants du FIS pour calmer l'atmosphère et pas plus. Nous savons que certains d'entre eux se sont organisés pour prendre les armes et que d'autres suivront tant que les militaires les traqueront. Et je crains la confrontation armée. C'est une situation très inconfortable : d'une part, il y a

cette immense injustice qui frappe mes ennemis politiques ; et d'autre part, il y a ceux qui me sont politiquement ou culturellement plus proches qui défendent cette injustice. Comme ces journaux qui soutiennent le bien-fondé de cette mesure anti-constitutionnelle, ou tous ces « démocrates » qui ne sont pas mécontents de ce coup d'État qui ne dit pas son nom, ou encore un Boudiaf, imposant et impressionnant, qui promet de faire rétablir l'ordre et la démocratie. Et puis, il ne faut pas oublier ces militants du FIS qui par le passé avaient menacé de changer tant de choses, jusqu'aux tenues vestimentaires. Cela avait quelque chose d'effrayant. Qu'on les contraigne à ne pas dépasser certaines limites ne m'est pas désagréable. Sincèrement.

Les cadres du FIS étant internés ou contraints à l'exil, les sympathisants sont livrés à eux-mêmes. Après avoir arrêté les responsables nationaux (Abdelkader Hachani, Ali Djeddi, Abdelkader Boukhamkham, etc.), ce sont les élus du premier tour des élections interrompues et les responsables administratifs locaux qui sont visés. Avec le recul, on peut s'étonner que le parti ne se soit pas préparé à ce genre de coup ni n'ait pris certaines dispositions pour garantir la sécurité de ses responsables et militants. Il est incontestable que des groupes proches du FIS ou peut-être même au sein du FIS, ayant vécu la répression de la grève en juin 1991 et le report des élections comme une trahison, avaient déjà prévu la clandestinité avant l'arrêt du processus, et décidé de ne plus jouer le jeu de la démocratie parlementaire. Mais le gros des troupes voulait un changement pacifique et je crois qu'une bonne partie a vraiment voté pour le FIS d'abord pour se débarrasser de l'ancien système incarné par le FLN.

Il faut le dire, Boudiaf n'est pas apprécié de la population de nos quartiers. Il est en effet le symbole de l'interdiction du FIS et de l'ouverture des camps de concentration. Déjà, on entend parler de tortures. Je me dis qu'il s'agit certainement de personnes qui ont commis quelques délits et surtout d'exagérations de la part des sympathisants du FIS. Je n'y attache pas trop d'importance. Mais peu à peu, j'apprends qu'il y a des victimes — dont des jeunes que je connais — qui meurent sous les sévices et qu'on enterre anonymement. Le gérant du foyer

sportif du club de Baraki, un gars très sérieux, sympathisant du FIS, est ainsi arrêté en 1993 et meurt sous la torture. Il est enterré sans que la famille en soit informée. Cela m'a révolté. Ce n'est pas le premier décès, mais c'est la première victime que je connais personnellement et que j'appréciais beaucoup.

Pour mes voisins à Bentalha et Baraki, le *taghout* (le tyran, nom générique désignant les « décideurs » de l'armée) s'est servi de Boudiaf, qui s'est laissé instrumentaliser en cautionnant le putsch et la répression qui a suivi. Son assassinat en juin 1992, six mois après son investiture, ne suscite aucune protestation ni tristesse dans nos quartiers. Au contraire, les gens sont satisfaits. D'autant plus que les médias présentent l'assassin comme un islamiste. Ce n'est que plus tard que les questions se poseront sur les véritables commanditaires. Pour ma part, j'ai mal pris la chose : c'est comme si la bouée de sauvetage s'était noyée à son tour.

Mais il était bien naïf de croire en Boudiaf. Il était assez évident que sa marge de manœuvre était minime. Il avait fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille et il semblait décidé à faire le grand nettoyage. Quand ceux qui l'avaient appelé n'ont plus voulu de lui, ils s'en sont débarrassés. Et d'une manière peu élégante. Son assassinat était aussi une mise en garde à tous ceux qui osaient s'opposer aux véritables décideurs de l'armée : ils n'ont pas hésité à le tuer devant le monde entier, en direct, à la télévision. C'est une leçon que l'on n'oublie pas !



2

## L'engrenage se met en place

### La chasse au « barbu »

Très vite, les arrestations et les emprisonnements touchent la population entière, surtout dans ce qu'on appelle les « quartiers chauds », ceux qui ont voté majoritairement pour le FIS. La répression s'abat sur nous et notre quartier, au même titre que sur tout l'Algérois. La salle de prière est détruite au bulldozer par les militaires qui arrêtent des dizaines de jeunes et moins jeunes, dont l'imam, transférés en prison ou dans les camps de concentration dans le Sahara. C'est l'occasion pour certains policiers et militaires de se venger sur les jeunes qui avaient montré leur force en octobre 1988.

À Haï el-Djilali, je n'assiste pas aux premiers ratissages parce que je n'y habite pas encore. Mais à Baraki, je vois comment tout un quartier peut être bloqué par les forces de sécurité — souvent « combinées » : policiers, gendarmes et militaires —, qui arrêtent les suspects sur la base de listes de noms et d'adresses. Ils arrivent généralement à 3 ou 4 heures du matin et encerclent le quartier. La chasse à l'homme qui suit a quelque chose d'épouvantable : on se lève le matin pour sortir et les militaires nous somment de rentrer. Ils ne parlent pas

avec les habitants, ils leur donnent tout au plus des ordres. Tout le monde doit rester chez soi jusqu'à ce qu'ils débarquent dans les maisons. Ils exigent le livret de famille, demandent les noms des personnes présentes, fouillent toutes les pièces et repartent, non sans avoir délesté les habitants des bijoux et de l'argent qui leur tombent sous la main. Toutes les maisons y passent. Ils arrêtent les suspects, nul ne peut aller au travail ou à l'école et les commerces restent fermés. C'est l'état de siège pour toute une journée.

Dès la tombée de la nuit, nous nous dépêchons de rentrer à la maison. Les militaires peuvent surgir de façon imprévue, en nous insultant et tirant en l'air. Parfois, des personnes qui s'attardent dans les rues sont touchées. Un jour, à Baraki, je me promène dehors avec ma fille quand les militaires arrivent. Un ami me dit : « Fais vite, rentre. » Je lui réponds : « Oui, j'arrive, mais il n'y a pas le feu, ils ne me font pas peur ces militaires. » Et tout d'un coup, les voilà qui tirent sur les retardataires. Je plonge par terre, entraînant ma fille. À cette occasion, deux personnes sont tuées et une est blessée. À Bentalha, ils viennent de manière très irrégulière, parfois pour arrêter quelqu'un de précis ou bien ils quadrillent le quartier en tirant en l'air. Ils exigent qu'on éteigne la lumière ou qu'on ferme les volets. C'est une situation dangereuse, mais pour nous, à Bentalha, elle reste prévisible parce que le village est situé à une certaine distance de la route départementale et nous voyons arriver les camions de loin.

Les forces de sécurité, en fait, tentent de prévenir toute contestation en réprimant tout de suite le plus durement possible. Il s'agit de contenir les protestations en un court laps de temps, en se débarrassant de l'encadrement du parti et en maîtrisant rapidement le mouvement. En règle générale, les militants du FIS épargnés n'optent pas systématiquement pour la lutte armée, mais plutôt pour l'expectative et la résistance passive. Mais cette persécution disproportionnée en pousse certains, surtout les plus jeunes, à prendre les armes contre les militaires. Malgré les coups brutaux lors des ratissages, des barrages et des arrestations ciblées, nous sentons durant les premiers mois que les forces de sécurité ne sont pas tout à fait à la hauteur de ce genre de situation. Les forces spécialisées dans

la lutte contre le terrorisme ne feront leur apparition qu'en 1993. Quand les militaires viennent dans les quartiers populaires, réputés fiefs du FIS, ils se donnent du courage en tirant en l'air et les balles « perdues » ont fait de nombreuses victimes.

Malgré le péril, je n'ai pas peur. Il y a évidemment des situations où je crains les forces de répression, mais ce n'est pas cette angoisse insidieuse et profonde qui nous assiègera plus tard et ne nous quittera plus pendant de longues années, au point de devenir une dimension de notre personnalité. Durant l'année 1992, la répression a un caractère arbitraire, mais elle me semble tout de même ciblée, ou du moins j'ai l'impression de pouvoir la cerner et les menaces des islamistes sont rares.

Au moment de l'arrêt des élections, je suis à Baraki et les rafles policières sont quasi quotidiennes. Je me souviens d'un épisode qui après coup nous a fait rire. Lors d'une de ces descentes, un voisin qui a fui de chez lui se cache dans notre immeuble. Il a très peur de se faire repérer parce qu'il porte une grosse barbe et en ces temps qui courent porter une barbe est suspect. Je lui dis de venir chez moi. Il refuse d'abord pour ne pas me causer de problèmes. J'insiste en lui conseillant de raser sa barbe sur-le-champ. Il finit par me suivre, je lui donne du savon, une lame de rasoir et, en un rien de temps, il s'en débarrasse. Dans le malheur qui le frappe, je ne peux m'empêcher de rire car sa peau fraîchement rasée est si blanche qu'il se trahit encore une fois ! Il me rendra bien plus tard, après le massacre de 1997, un grand service, en m'emmenant à Bentalha avec son taxi alors que personne ne s'y aventurerait.

Entre avril et mai 1992, nous emménageons donc à Haï el-Djilali, dans Bentalha. Les forces de l'ordre ont déjà fait le premier « nettoyage » et beaucoup de ceux qui sont fichés ou connus comme activistes ou sympathisants du FIS ont été embarqués. J'ai des discussions très animées avec les rares voisins qui me parlent. Eux soutiennent les islamistes et condamnent les pratiques policières, moi, je plaide pour Boudiaf et m'efforce de les justifier. Ce n'est pas toujours facile à gérer parce que je suis l'un des rares habitants de Haï el-Djilali à penser ainsi. Dans les premières années, je suis assez marginalisé.

## La vie de quartier

Baraki a un caractère citadin et regroupe des gens d'origines sociales et politiques différentes. Ce brassage fait que j'y ai trouvé des amis ayant les mêmes affinités politiques. Bentalha et surtout Haï el-Djilali, c'est autre chose. À cette époque-là, il n'y a ni infrastructures, ni endroit où se rencontrer, si ce n'est la rue. Donc, comment se rapprocher et se connaître pour se débarrasser des préjugés, de plus dans un climat de peur et de suspicion ? Les autres voisins se sont souvent côtoyés depuis un certain temps et surtout sont du même bord politique. Ma vie se distingue en tout de la leur. J'écoute de la musique occidentale, je ne vais pas à la mosquée, ne fais pas le Ramadan. Malgré cela, je sympathise avec quelques-uns de nos voisins, d'abord avec les plus directs, M'hamed et sa femme Salima, avec qui nous partageons la même terrasse. Lui est infirmier et se comporte de manière assez autoritaire vis-à-vis de sa femme. Il ne l'autorise pas à sortir, de peur qu'elle ne rencontre les jeunes du quartier. Elle est encore jeune, parce qu'elle s'est mariée très tôt. Ils ont quatre enfants. Ses seuls contacts dans le quartier, ce sont ma femme et Nassia, qui nous a beaucoup aidés dans nos débuts.

Nous avons mis plus d'un an pour nous installer définitivement et à cette époque le lotissement est bien habité. Nous n'avons ni eau courante, ni évacuation des eaux usées. J'aménage moi-même les installations, mais pour l'eau potable, j'ai fait une demande à la mairie et il faut patienter. Nassia nous permet de nous approvisionner en eau chez elle pendant presque deux mois. Elle vit seule avec ses six enfants dans une petite maison de trois pièces, tout près de chez nous. Elle n'a pu la construire qu'en contractant des emprunts à la banque. N'ayant que très peu d'argent, elle doit faire trois boulots pour joindre les deux bouts.

Il y a aussi Messaoud, qui est originaire de Bentalha. Il est menuisier. Nous nous sommes liés d'amitié au fil des ans. Il connaît bien l'endroit et il m'expliquera beaucoup de choses. Mohamed Brahimi, dit « Tourdo », lui, est commerçant et assez aisé. Il sympathise avec le FIS et aura des problèmes avec la justice quand un groupe armé volera sa voiture. Il fera



même de la prison. Lui aussi connaît bien le coin et, avec Messaoud, il m'introduit auprès des autres habitants. Au début, il ne m'apprécie pas du tout, il me prend pour un communiste, mais plus tard il me soutiendra, surtout auprès des miliciens qui le respectent.

Aïtar travaille au siège de l'APC (Assemblée populaire communale) comme tâcheron : il construit les dalles à Bentalha. Il est originaire de la région de Djidjel et a de grands enfants. Je m'entends aussi très bien avec Mustapha « Djaro », un cousin d'Aïtar. Il est informaticien et s'absentera longtemps de Bentalha à partir de 1995, pour préparer un DEA en France. Il enseigne à l'Institut des postes et télécommunications, situé dans le quartier des Eucalyptus. Arezki Farès, lui, est de la cité « Climat de France », à Alger. La famille de sa femme est originaire de Bab-el-Oued, et son beau-frère habite Baraki. Il ne sympathise pas avec le FIS ; et il connaît un commissaire responsable de PCO (Poste de commandement opérationnel de la police), qui l'informe régulièrement de ce qui se passe.

Donc peu à peu, nous nous rapprochons des voisins. C'est surtout ma femme qui s'est bien adaptée au quartier en se liant d'amitié avec les voisines directes : Nassia, Salima, la femme de Chouch, la femme de Moussa. Dans les premiers temps, les femmes se rencontrent au centre de santé ou bien se rendent visite chez l'une ou l'autre. Plus tard, elles sortiront de moins en moins. En fait, les femmes sont parmi les premières à subir les retombées de la crise et de la situation sécuritaire. Dès les premières menaces, leurs contacts sociaux en pâtissent énormément. Les visites en famille, qui sont d'une grande importance pour elles, diminuent considérablement. Ce n'est que plus tard, à partir de 1996, que les sorties en famille et même les fêtes reprendront, parce que, décidément, on s'habitue à tout.

La confrontation idéologique se manifeste jusqu'au sein des familles ou entre familles qui traditionnellement sont très liées. Dans l'une, il y a un militaire ou un fonctionnaire, dans l'autre, un islamiste. Les conflits idéologiques touchent même les femmes qui habituellement n'étaient pas intéressées par la politique, et celles qui se retrouvent et se regroupent partagent

les mêmes positions. Elles discutent beaucoup de politique au cours de cette période. Salima Lachani, notre voisine, par exemple, ne sort jamais mais sait tout sur ce qui se passe à Alger et dans la région. Son mari M'hamed a des parents membres des services de sécurité qui les informent régulièrement.

À cette époque, je travaille comme entrepreneur dans le bâtiment pour une grande société qui réalise près de 90 % de ses projets avec les militaires. Les années 1992 et 1993 sont les années des contrats avec les services de sécurité. Tous veulent faire fortifier leurs bâtiments et prévoient des murs de clôture. C'est l'occasion pour moi de me faire une idée des développements sur le terrain parce que j'ai de nombreux chantiers à superviser dans toute la région, notamment dans la commune de Meftah où nous construisons le siège de la commune, une école de douze classes et entretenons un chantier dans une caserne au-dessus du sanatorium où s'installeront plus tard des commandos spéciaux. Nous n'y resterons pas longtemps parce qu'en fait notre présence dérange les militaires. Avec le temps, travailler avec les militaires deviendra de plus en plus dangereux et il faudra prendre toute une série de précautions.

À partir de la fin 1993, des civils qui travaillent pour l'armée sont assassinés. Je reçois les premières menaces en 1994 sous forme d'une lettre dans laquelle on exige une certaine somme d'argent. La deuxième lettre est une menace de mort. Je quitte le chantier où je travaille à ce moment-là. Les menaces se font plus nombreuses sur notre entreprise et nous sommes même contraints d'interrompre quelques chantiers et de licencier des ouvriers. Parfois, on nous impose de travailler malgré les menaces et le fait de ne pas se présenter est considéré comme un abandon de poste. J'ai réussi à garder certains ouvriers en les plaçant ailleurs, notamment dans la grande caserne de la SM à Reghaïa et à Boudouaou, bien plus tard aussi à El-Harrach.



## L'apparition des groupes armés

Pourquoi n'y a-t-il pas eu de révolte populaire dès 1992 ? Est-ce le souvenir encore douloureux de la répression d'octobre 1988 qui a coûté la vie à plus de cinq cents jeunes ? Est-ce le déploiement militaire qui fait redouter le pire ? Est-ce parce que finalement les gens ne sont pas à ce point convaincus du rôle du FIS qu'ils soient prêts à mourir pour le parti ou bien pour la démocratie ?

Certains, je l'ai dit, font cependant le choix de la lutte armée. Manifestement, il y a des groupes armés qui se forment très tôt, certains même avant le putsch. Je suis persuadé qu'ils ne sont pas très nombreux, sans quoi ils auraient pu frapper fort. Si l'opposition armée avait été efficace, elle aurait peut-être pu mettre en péril ce régime affaibli. On raconte que certains généraux avaient déjà préparé leurs valises ! Les groupes armés déjà constitués ou qui s'organisent dès le déclenchement de la répression disposent d'une forte crédibilité au sein de la mouvance islamiste. Le MIA (Mouvement islamique armé) s'est reconstitué au début des années quatre-vingt-dix après avoir été démantelé en 1987. Les sympathisants islamistes ont beaucoup de respect pour ce groupe qui tire en partie sa légitimité d'une longue expérience de lutte armée. De surcroît, son chef, Chebouti, un ancien militaire, est très apprécié. Beaucoup de jeunes victimes des services de sécurité décident de rejoindre ses hommes, mais certains créeront aussi leurs propres formations sans allégeance précise, du moins dans les premiers mois.

Dans le quartier, on connaît les militants du FIS et on ne les craint pas. Ceux qui ont échappé aux vagues d'arrestations continuent de vivre parmi nous, travaillent, jouent au foot et essaient de ne pas se faire repérer. Même durant les années 1992 et 1993, certains continuent de porter barbe et *kamis*. Dans les mois qui suivent le coup d'État des militaires, il y a de grandes discussions entre les plus politisés. Il y a ceux qui plaident pour l'action et d'autres qui se retirent et ne vont même plus dans les mosquées auparavant contrôlées par les militants de FIS. Parfois, ils renoncent même à aller tout simplement à la mosquée, parce que, de plus en plus, faire ses

prières dans un lieu de culte devient suspect. Les hommes qui, à ce moment-là, sont décidés à résister, sont ceux qui prendront les armes peu après. Dans notre coin, ils sont originaires de Baraki et de la cité 200 logements à Bentalha, alors que les habitants de Haï el-Djilali sont plus réticents et distants.

Personnellement, je ne suis pas très introduit dans les milieux islamistes et, ceux qui optent pour une activité clandestine se faisant plus ou moins discrets, je ne sais pas qui est organisé en groupe. Je sais que des militants du FIS rejoignent le maquis tandis que d'autres s'organisent localement. Les groupes locaux ne font pas encore d'attentats et, dans leur grande majorité, ils sont encore dans la légalité, en phase de constitution et de préparation.

Dès l'arrêt des élections et l'interdiction du FIS, des slogans font leur apparition sur les murs. Dans la nuit, des jeunes expriment leur opposition au régime militaire à coups de versets coraniques, de slogans de glorification du parti et de l'État islamiques, etc. Les militaires n'osent pas sortir de leurs postes dans l'obscurité mais prennent leur revanche le lendemain en arrêtant tous ceux qui leur tombent sous la main. Souvent, ce sont les gendarmes qui investissent les maisons sur lesquelles ont été faites les inscriptions et obligent les habitants à révéler les noms des auteurs. Lors de ces interrogatoires, les militaires sont présents. À Bentalha, à plusieurs reprises, des arrestations de ce genre ont eu lieu. Généralement, les suspects sont embarqués au poste, passent un mauvais quart d'heure et sont relâchés. C'est de l'intimidation. Mais parfois, cela ne se passe pas de cette façon. Je connais un enfant de quatorze ans, très éveillé, habitant Baraki. Son père, militant du FIS, avait hébergé des membres d'un groupe armé. L'enfant est arrêté et torturé par les gendarmes de Baraki : ils lui fracturent le bras et cognent sa tête avec une planche fichée d'un clou. Ils lui ont fait un trou dans le crâne... Il a été relâché parce que mineur. Je ne sais pas ce qu'il est devenu.

Vers la fin de l'année 1992 mais surtout en 1993, des tracts accrochés aux murs font leur apparition. Ils sont signés par des groupes armés. Il y est fait état de leurs exploits : il s'agit surtout d'attentats contre des policiers, militaires, casernes ou brigades pour récupérer des armes. Apparaissent aussi des



tracts recommandant de ne pas regarder la télé, de ne pas fumer, de porter le hidjab, de ne pas aller dans les commissariats, etc. Ce ne sont pas encore des interdits et il n'y a aucune menace de sanction.

C'est à partir de cette date que j'entends concrètement parler de groupes armés. Mais dans notre région, les groupes locaux ne sont pas encore vraiment actifs. De temps en temps, a lieu un cambriolage sans que nous sachions si c'est le fait des groupes ou de policiers. Il faut dire que, dans cette situation d'insécurité et d'impunité accrues, les forces de sécurité se permettent toutes sortes de crimes. Ils s'adonnent sans scrupule au vol et au racket, sachant très bien qu'ils ne seront pas poursuivis.

À Baraki et donc aussi à Bentalha, les militants du FIS continuent de se rencontrer pour échanger et consolider des réseaux de soutien aux familles des victimes de la répression de l'État. Ils se meuvent comme des poissons dans l'eau et peuvent compter sur le soutien matériel et moral de la population. Les commerçants leur font des dons très généreux et les groupes n'ont pas besoin de les racketter. (Cela changera lorsque la composition des groupes se transformera et que des hommes plus jeunes et moins connus prendront la relève ; ceux-là feront pression pour soutirer des fonds aux commerçants.) C'est de l'argent qui sera destiné notamment au soutien des familles nécessiteuses et à l'achat d'armes. Le libraire de Baraki par exemple ne s'en cache pas — il clame partout : « Un jour, nous aurons le pouvoir ! » — et il fera un an de prison pour soutien aux groupes armés. La plupart des autres donateurs sont plus discrets.

Dans les années 1992 et une partie de 1993, les groupes ne sont pas contre la population. Leurs membres sont connus, ce sont souvent des hommes pieux et résolus qui organisent la résistance. Ils combattent les forces de l'ordre et le système répressif, mais c'est encore une violence calculée et ciblée. Ce n'est que peu à peu que leurs composantes et leur caractère vont changer. Avec une répression devenant de plus en plus féroce, leurs coups seront plus fréquents et les opérations d'embuscade contre les militaires se multiplieront, mais l'étau va se resserrer de plus en plus sur nous, habitants des banlieues.

## Les lois des groupes

Peu à peu, les règles établies par les groupes s'imposent et leurs instructions deviennent des interdits. Le contact avec les autorités est prohibé et il est déconseillé de se rendre au commissariat, de travailler avec l'administration de la commune. À partir de 1993, il est interdit de fumer puis de lire les journaux, de regarder la télévision et les femmes doivent porter le hidjab. Les femmes, dans nos quartiers, le portent dans leur majorité sans contrainte. Mais alors qu'avant 1992 beaucoup de femmes vont sans foulard, on en voit de moins en moins et en 1993 pratiquement toutes le portent. Même les filles commencent à le mettre. Nous sommes encore dans une période où la population ne ressent pas ces interdits comme tels et se soumet volontairement aux diktats. C'est une façon de se démarquer de ceux qui ont toléré le putsch et d'exprimer son opposition. On sait que c'est un geste de bravoure que de porter la barbe. Car la répression est féroce et les barbus sont souvent arrêtés aux barrages : on la leur enlève avec des moyens sauvages. Durant les tortures, les barbes sont brûlées, extirpées avec des pinces ou arrachées après avoir été emplâtrées. Le barbu est devenu synonyme de barbare inculte. Il est l'ennemi désigné.

Mais tout le monde ne se plie pas aux exigences, bien évidemment, et certains refusent les prescriptions ou bien changent de quartier. Et comment ne plus parler à un policier ou ne plus se rendre au commissariat ? On peut affirmer cependant que, dans les quartiers populaires de la périphérie d'Alger, l'opposition aux groupes n'est guère manifeste dans les deux premières années. Bien au contraire, ces derniers sont soutenus puisqu'ils combattent le régime jugé impie et injuste. Ce n'est pas tant la lutte pour l'instauration d'un État islamique qui motive les gens que le soutien à un mouvement persécuté et contraint de passer à la clandestinité afin de résister à l'injustice qui s'abat quotidiennement sur lui. Beaucoup de villageois sont prêts à nourrir les combattants et à leur remettre les fusils de chasse. À Bentalha, les premiers groupes commencent à s'installer dans les vergers ; ils construisent des casemates et investissent le grand oued à l'ouest de notre quartier.



Dès 1992, certains groupes islamistes appellent à la désertion de l'armée. Beaucoup de jeunes suivent ce mot d'ordre et quittent l'armée ou refusent de faire leur service militaire. Parfois, ils se cachent à la maison ou bien ils fuient vers l'étranger ; ce peut être par sympathie islamiste, mais surtout pour échapper à l'enrôlement dans une lutte antiterroriste dans laquelle ils sont sacrifiés par milliers. Nous entendons souvent des rumeurs au sujet d'épurations au sein de l'armée. Le FIS a beaucoup de sympathisants parmi les soldats, et pas seulement les appelés. J'apprends par des amis militaires que des collègues pieux qui font leurs prières sont suspects de sympathie avec le parti dissous et peuvent être sanctionnés. Jusqu'où peut aller l'esprit inquisiteur ! Lorsque les assassinats d'appelés se multiplient, nous entendons souvent les sympathisants islamistes dire que, en fait, ils sont tués par les services de sécurité parce qu'ils sont originaires des quartiers « chauds » et pourraient se rallier aux groupes. De plus, ce serait une bonne manière d'incriminer les groupes armés et de pousser les jeunes à s'enrôler dans l'armée. Cette stratégie aboutira plus tard et beaucoup de jeunes s'engageront dans l'armée pour échapper à la mort.

Je commence à me sentir mal à l'aise. Je vis dans une région qui passera sous la coupe des groupes et où toute la vie changera. Néanmoins, dans l'année qui suit l'arrêt des élections, la vie sociale n'est pas encore entièrement étouffée. Je sors avec mes enfants pour observer les gens jouer aux boules en face de ma maison, ou au football dans le stade. De temps en temps, je vais me promener dans les orangeries ou dans la pépinière et j'en profite pour ramasser les escargots. Il y en a beaucoup, et rares sont les gens qui en mangent. Certains après-midi, je marche à travers l'oued, où beaucoup de jeunes sortent avec leurs chardonnerets — ce sont de belles balades où les enfants se défoulent dans les vergers et découvrent la nature.

Mais peu à peu, je m'aperçois que les gens vont plus rarement vers l'oued. Je finis par y renoncer quand des voisins m'avertissent du danger : les groupes armés ont investi la zone et ils n'apprécient pas les intrus. Nous n'avons plus comme occupations que de faire quelques bricolages dans nos maisons ou d'entretenir un petit jardin. Je sens de plus en plus une

espèce de lourdeur s'abattre sur nous, mais je peux encore la refouler. Un peu plus tard, avec la montée de la tension, il va être de plus en plus difficile de mener une vie normale. Mais qu'est la normalité quand la pression et l'angoisse se glissent de manière imperceptible et insidieuse chaque jour un peu plus dans notre vie ?

### **Un étranger s'aventure dans notre cauchemar**

Durant l'été 1993, mon frère fête son mariage chez ma mère, à Baraki. Ma sœur Nacera et son mari français décident de venir partager cet heureux moment avec nous. C'est la première visite de mon beau-frère en Algérie. Ce n'est pas le meilleur moment, j'en conviens, mais nous avons tant pris l'habitude de cette situation que nous ne mesurons pas l'ampleur des changements en l'espace d'un an et demi. Lui ne se doute pas de ce qui se passe réellement, car ce qu'on lit dans les journaux reste abstrait quand on ne le vit pas soi-même. Et lorsqu'on subit cette situation au quotidien, on finit par ne rien connaître d'autre.

Il est vrai que, à ce moment-là, la vie peut encore être agréable à Alger. L'ambiance reste accueillante et le milieu familial nous permet d'oublier ce qui se passe dans nos quartiers. Nous osons sortir de la ville, aller à Aïn-Benian et à La Madrague, où il y a encore des restaurants ouverts et où il fait bon flâner. Les premiers assassinats d'étrangers n'auront lieu que fin septembre. Néanmoins, nous prenons certaines précautions : il y a des routes que nous n'empruntons pas et nous rentrons à la maison dès la tombée de la nuit. Malgré cela, mon beau-frère sent que l'atmosphère est pesante : il y a de plus en plus de barrages fixes pendant la journée entre Alger et Baraki, où les policiers n'hésitent pas à nous fouiller et lancer de petites provocations.

Les nuits sont toujours chaudes en été, mais ce soir-là, à Baraki, il fait très lourd, malgré les persiennes fermées et les fenêtres ouvertes dans l'attente d'un petit vent rafraîchissant. Mon beau-frère joue aux dominos avec les jeunes de la famille. Comme en période de fête, la maison est pleine. Le ventilateur



en face d'elle, ma mère confectionne des gâteaux pour le mariage avec l'aide d'une ou deux voisines.

Il est un peu plus de 21 heures quand nous sommes surpris par une détonation. Nous, qui sommes un peu habitués à ce genre de déflagrations, ne les remarquons même plus, mais mon beau-frère tressaillit. Son visage se crispe et change de couleur. J'essaie de le rassurer en minimisant la chose et il se détend quelque peu lorsque ma tante, qui passe son temps à la fenêtre, descend en courant pour nous informer qu'un groupe vient d'assassiner le fameux H'missa, un terrible voyou qui se permet tout dans le quartier parce que son beau-frère Lyes, policier à Baraki, le couvre.

C'est la première fois que mon beau-frère assiste, quasiment en direct, à une tuerie et cela le met mal à l'aise. Il se lève d'un saut et se met à la fenêtre. À l'extérieur, il fait noir et nous apercevons à peine quelques silhouettes se faufiler, en rasant les murs. Mon beau-frère me dit que c'est la dernière nuit qu'il passe à Baraki. Effectivement, le lendemain, ma sœur et lui s'installent à l'hôtel.

La nouvelle de l'assassinat se répand tout de suite et les rues sont désertées. Les jeunes appréhendent la descente des forces de sécurité et surtout de Lyes, réputé très violent. Aussitôt alertés, lui et ses camarades viennent en force et, lançant des insultes et obscénités aux habitants du quartier, se mettent à tirer dans tous les sens, visant les fenêtres des bâtiments. D'habitude, les policiers viennent très rarement dans la cité 2 004 logements. S'ils entrent dans la cité, c'est parce qu'ils en ont reçu l'ordre explicite. Ils débarquent en grand nombre et en coup de vent à bord de leurs « BTR » (véhicules blindés).

Dans l'immeuble où habite ma mère et non loin du lieu du drame, vit une famille dont le fils cadet, Houssem, est un ancien d'Afghanistan qui a même combattu en Bosnie. Houssem est connu dans le quartier pour son courage et sa droiture. Il vient de temps en temps rendre visite à sa famille et, comme il est recherché, les jeunes contrôlent les alentours. Les gens prétendent qu'il ne s'est jamais attaqué à un voisin et n'a participé à aucun assassinat ou attentat dans le quartier. Les jeunes ont énormément de respect pour lui parce que, en plus, il

les protège vis-à-vis des autres groupes actifs de la région, dont chacun a ses propres règles et lois.

Le lendemain, alors que la famille de H'missa s'occupe des funérailles, d'importants dispositifs sont mis en place et la police quadrille le quartier. Des militaires et des gendarmes sont là aussi pour participer à l'enterrement du beau-frère du policier et surtout pour se protéger mutuellement. Lyes, quant à lui, profite de l'occasion pour rendre visite avec quelques collègues à la famille de Houssem, dans l'intention de se venger. Nous entendons quelques coups de feu qui proviennent de l'appartement de la famille mais, heureusement, il n'y a ni morts ni blessés. Finalement, les policiers emmènent la mère, la sœur et l'aîné au commissariat et Lyes, le policier, rejoint le cortège qui s'apprête à aller au cimetière de Sidi R'zine.

Durant plusieurs jours, Lyes et ses collègues débarquent dans le quartier, très tard dans la nuit, souvent saouls, pour harceler les proches de Houssem, ce qui se reproduira après sa mort, dix-huit mois plus tard. (Houssem, très redouté des forces de l'ordre, sera en effet tué en 1995, dans un accrochage à Sidi-Moussa. Son corps a été attaché à un véhicule de l'armée et tiré pendant un long moment pour que tous le voient, avant d'être décapité. La dépouille n'a pas été remise à la famille, qui s'est réfugiée pendant quelques mois à Haï el-Djilali, dans la villa de Hassan, mon voisin, à l'époque capitaine de la Sécurité militaire.)

### **Délaissés des autorités**

Il faut dire que, pendant les premières années, les forces de sécurité sont à peine présentes sur le terrain. La seule chose que nous subissons, ce sont les barrages et les ratissages. Ils ne sont d'aucune efficacité, parce que les membres actifs des groupes sont préparés à ces situations et savent les éviter. La population civile, en revanche, a le douloureux sentiment de ne bénéficier d'aucune protection et d'être la victime de ces pratiques répressives. Les commissariats et gendarmeries ferment leurs portes à double tour dès la nuit tombée. Les policiers et les



gendarmes sont barricadés derrière des portes et des fenêtres blindées. Pas moyen de les joindre même en s'y rendant personnellement, tandis que le téléphone n'est jamais décroché ! Dans la nuit, il ne reste pratiquement aucun barrage militaire. À Bentalha, ils le lèvent tout en restant embusqués. Leur seule fonction semble être de nous terroriser. Pendant ce temps, les groupes se déploient avec une facilité déconcertante dans nos régions. Certaines sont entièrement sous leur coupe à partir de fin 1993. Je ne comprends pas du tout cette absence des services de sécurité. C'est comme s'il y avait une volonté de laisser la situation se dégrader.

L'absence des forces de sécurité pendant la nuit est compensée par leur comportement d'autant plus sauvage à notre égard lors des ratissages et des barrages. Ce sont en général des forces combinées de militaires, gendarmes et policiers qui débarquent, bouclent un quartier, font sortir les gens de leurs maisons, et les emmènent. Souvent, on ne les revoit plus.

À Alger, apparaissent en 1993 les premières unités spéciales de lutte contre le terrorisme qu'on appelle « ninjas ». Ce sont des brutes, vêtues d'une tenue de combat bleu sombre, le visage couvert d'une cagoule et munies de mitrailleuses. Généralement, ils surgissent en Nissan ou Toyota, terrorisant tout le monde sur leur passage. Ils embarquent leurs victimes et les transfèrent dans les PCO où elles passent un très mauvais quart d'heure. Ces unités apparaissent d'abord à Alger mais, rapidement, elles s'installeront dans les quartiers périphériques de Kouba, Gué de Constantine, Bourouba et Baraki. L'un des centres les plus redoutés sera celui de Chateaneuf, vers lequel seront dirigées beaucoup de personnes arrêtées qui subissent la torture ou disparaissent dans leurs geôles.

Ce qui nous rend la vie vraiment dure à partir de 1993, c'est l'interruption de la construction de la route et la suppression du transport public entre Baraki et Bentalha. Il nous faut faire deux kilomètres à pied, souvent dans le noir, le froid et la pluie, pour rejoindre la route départementale n° 115 et le car en partance de Sidi-Moussa pour Alger. Ce sont surtout les femmes et les écoliers qui souffrent de cette situation. Le matin, des centaines de personnes sortent des petites ruelles et

empruntent le grand boulevard, formant une chaîne humaine sur 1,5 km. Après la marche, c'est l'attente des rares bus ou bien la continuation à pied. Les cars s'arrêtent rarement, sauf quand il y a encore des places vides. Mais dès que la porte s'ouvre, c'est à qui sera le plus habile, le plus fort ou le plus chanceux pour s'y introduire.

Pourtant, le calvaire ne fait que commencer. Car, une fois installé dans le car, il faut passer les nombreux barrages militaires, dont le plus proche est à peine à un kilomètre de l'entrée de Bentalha. C'est inévitable, dès l'arrivée à la hauteur du premier point de contrôle militaire, tous les véhicules mettent leurs clignotants et se garent. Tout le monde descend et c'est la grande fouille. Les gens ont compris que, une fois dehors, ils doivent sortir leur carte d'identité, s'éloigner du véhicule et attendre, les bras en l'air, pendant qu'un groupe monte dans le car pour l'inspecter. Une fois celui-ci contrôlé, le même groupe de militaires commence la fouille des passagers.

On perd un temps fou, il faut se concentrer et être très sérieux. Parfois, quand on est dans un bus, on oublie le barrage. J'ai vu des soldats gifler des filles qui l'avaient oublié et riaient. Comme si l'état d'urgence interdisait le rire ! Combien de fois ai-je vu des gens humiliés à un barrage ? Plus d'une fois, je m'en suis mêlé parce que je ne supportais pas cette façon de traiter les gens. Il m'est arrivé de recevoir des coups de crosse de soldats me demandant pourquoi je voulais défendre ces « lâches ». Je criais et je menaçais de prévenir tel commandant, et souvent cela marchait. Comme quoi travailler avec les militaires pouvait rendre service !

On compte huit barrages entre Alger et Meftah et huit entre Alger et Baraki. Dans les premiers temps, il y a beaucoup de morts aux barrages : les automobilistes ne sont pas habitués et roulent trop vite, ou bien omettent d'allumer la lumière intérieure du véhicule avant de les franchir. Beaucoup d'automobilistes sont tués aux emplacements des nouveaux points de contrôle ou de barrages mobiles. Les chauffeurs foncent sans se rendre compte de l'obstacle et vont droit vers la mort. Il faudra quelques mois pour que les gens s'adaptent et développent de nouveaux réflexes.



Je voudrais relater ici l'histoire d'Areski Farès, mon voisin originaire de Bab-el-Oued. Son malheur est arrivé bien plus tard, début 1996, quand les militaires ont commencé à investir le terrain. Cheikh Larbi, un militaire retraité qui habite la maison (située tout juste derrière la mienne) appartenant à Hassan, devenu commandant de l'armée fin 1995, se rend à 4 heures du matin chez Areski et le prie d'emmener sa femme Warda, dont l'accouchement est imminent, à l'hôpital. Le couvre-feu dure jusqu'à 5 heures, mais elle ne peut plus attendre. Il faut faire vite et donc Areski prend la voiture pour embarquer M'hamed, mon voisin direct qui est infirmier, Cheikh Larbi et Warda. Arrivé au niveau du barrage, il allume la lumière intérieure de la voiture, éteint les phares et avance lentement, comme nous avons appris à le faire.

Et voilà qu'un militaire tire. Areski est blessé. Warda sort en criant : « Arrêtez, je vais accoucher ! » Après quelques palabres, les militaires consentent à les laisser passer, et c'est M'hamed qui prend le volant de la voiture pour emmener l'un et l'autre d'urgence à l'hôpital. Ils arrivent devant le barrage suivant, à El-Harrach, et là les militaires manquent d'abattre Areski, parce qu'ils le prennent pour un terroriste blessé. Il faut toute la force de persuasion de Warda et M'hamed pour qu'enfin ils soient autorisés à se rendre à l'hôpital. Areski, touché à la hanche, en gardera des séquelles jusqu'à ce jour. Warda, heureusement, accouchera sans grandes difficultés.

Le barrage tout près de chez nous, à la sortie de Haouch Mihoub (voir carte p. 303), est ce qu'il y a de plus absurde. Pendant des années, les militaires qui y sont postés harcèlent les habitants de nos régions, sachant très bien que les membres des groupes armés ne prennent ni le car, ni ne passent par cette route. Depuis 1993, ils contournent tout simplement ce point de contrôle en empruntant par-derrière une piste qui passe par Ghrora pour déboucher sur Baraki. Tout le monde le sait et nous-mêmes nous empruntons ce chemin pour éviter les militaires. Ces derniers, eux, n'essaieront jamais de barrer la route aux groupes.

## Exécutions sommaires

Pendant ce temps, le mouvement armé se structure de plus en plus et s'implante dans les vergers. D'ailleurs, à partir de 1994, à Bentalha, les ratissages se font plus rares. En revanche, les descentes ciblées chez des personnes recherchées sont fréquentes. Et il n'est pas rare que des membres de la famille du recherché soient emmenés parce que suspectés de soutien au terrorisme. En fait, ces rafles dans les rues ou bien dans les maisons se multiplient parce que les personnes arrêtées passent par la torture et donnent des noms. Les personnes citées sont à leur tour arrêtées, et ainsi de suite. De cette manière, les militaires espèrent démanteler les réseaux de soutien.

Car il s'agit bien de cela : nous n'avons pas l'impression qu'ils veulent vraiment en découdre avec les groupes armés, mais qu'ils sont surtout à la recherche de personnes qui aident ces derniers et leur donnent des informations. C'est surtout à Baraki que nous vivons ces descentes cauchemardesques. Ces campagnes de terreur peuvent toucher n'importe qui : des femmes, des vieillards et des enfants sont embarqués par les forces de sécurité et disparaissent. Mais mis à part ces ratissages et ces rafles, les militaires sont pratiquement absents. Ce n'est qu'à partir du début 1996 que leur présence s'est accrue.

C'est aussi la période des exécutions sommaires dans les rues. De nombreux jeunes sont liquidés et, au petit matin, les voisins ou parents les découvrent, horrifiés. Cette pratique deviendra systématique à partir de 1994. Durant cette année-là, nous apprenons qu'à Cherarba une cinquantaine d'appelés ont été tués. Tandis que l'armée oblige les habitants à quitter leur domicile parce qu'ils sont suspectés d'héberger des groupes armés, un commandant de l'armée fait sortir tous les soirs une dizaine de jeunes, qui sont fusillés.

Je me souviens d'une exécution à Baraki, début 1994. Les forces combinées débarquent chez un voisin de ma mère — nous sommes alors en visite chez elle pour une semaine ou deux. Très nombreux et bruyants, les membres des forces armées encerclent le bâtiment et se comportent comme des sauvages. Le voisin en question a un demi-frère, voyou et voleur, qui n'a aucune relation avec les islamistes. Ils le

recherchent en compagnie de deux *bouchkaras*<sup>1</sup>, dont la tête a été recouverte d'un sac pour qu'ils ne soient pas reconnus. Ils s'introduisent de force dans l'appartement et emmènent le voisin dans la rue, lui ordonnant d'indiquer où se trouve son demi-frère. Devant son refus de coopérer, ils le tabassent, mais il tient bon. Finalement, ils lui permettent de remonter chez lui et nous pensons que l'affaire est close. Peu après, nous voyons à travers les persiennes les militaires traîner deux personnes, sac sur la tête et poignets attachés, derrière le bâtiment. Puis, des rafales de mitrailleuses retentissent. De là où nous sommes postés, je vois clairement les militaires tirer, mais je ne peux distinguer les victimes car elles sont contre le mur. Cette nuit-là, je n'ai pas pu dormir. Les cadavres sont restés là jusqu'au petit matin, lorsque nous sommes descendus pour les identifier. Nous ne les connaissions pas. Ils portaient des traces de torture sur tout le corps.

C'est une des premières exécutions à laquelle nous assistons directement, mais à partir de 1994 nous y assisterons régulièrement. Avant, quand les gens étaient enlevés, on pensait qu'ils étaient emprisonnés dans les centres de détention. Les morts que nous trouvions dans la rue étaient généralement des inconnus et, comme les groupes armés tuaient aussi, nous ne savions pas très bien qui les avait liquidés et pourquoi.

Entre mars et avril 1994, au moment des attentats contre l'ONACO (société nationale de produits alimentaires), le souk-el-fellah (supermarché étatique) et l'EGUCOB (une entreprise de génie urbain de la commune de Baraki), les militaires se mettent à la recherche de quinze personnes, tous des jeunes, qu'ils trouvent à leurs domiciles respectifs. Le lendemain, on retrouve leurs cadavres à différents endroits. À cette époque, je travaille sur un petit chantier à Benghazi, où je me rends tôt le matin ; et sur la route, je découvre cinq cadavres, les mains attachées derrière le dos, criblés de balles. Tout le monde parle de cet événement et j'apprends que trois autres corps ont été retrouvés à El-Harrach et deux sur la route d'Hydra.

1. Littéralement : ceux à qui on met un sac sur la tête. Il peut s'agir de repentis ou de militants contraints à collaborer après avoir été torturés.

Plus tard, nous apprenons que ce ne sont pas ces jeunes qui ont incendié les entreprises. C'est la police qui a donné ces noms aux militaires, lesquels se sont chargés du sale boulot sans s'embarrasser d'une quelconque enquête. Les policiers ont fait ce coup pour se venger des pères de ces gamins, des commerçants, qui avaient décidé de ne plus se laisser par les policiers devenus trop exigeants. Et les véritables auteurs de ces attentats ? Ce sont les membres de notre groupe armé local dirigé par Djeha Benamrane, un type désagréable qui fera la loi chez nous pendant plusieurs années. À ce moment-là, il travaille encore à l'ONACO.

L'armée, encore faible au début des confrontations avec les groupes armés, subit de nombreuses défections. Des appelés et engagés désertent en emportant leurs armes, d'autres livrent des informations de l'intérieur. Il a certainement fallu un bon bout de temps pour se structurer et faire face à ce nouveau défi. Néanmoins, nous, qui sommes victimes des exactions des groupes, nous ne comprenons pas que l'armée ne soit pas intervenue plus souvent alors qu'elle en avait les moyens. Quand ils ont voulu débusquer deux membres de groupes armés dans notre quartier en 1994, ils ont bien employé les grands moyens, faisant intervenir parachutistes et hélicoptères. Pourquoi n'ont-ils pas alors nettoyé les vergers une bonne fois pour toutes ?

Ce n'est qu'à partir de 1995 que nous observons les nouveaux hélicoptères français de type « Écureuil », équipés de missiles, avec lesquels ils pilonnent les vergers. Ces opérations durent quelques jours, mais il n'y a pas de troupes de l'armée de terre pour les seconder. Je pense que c'est pour tester leur nouveau matériel. Le bruit incessant des hélicoptères et des bombes larguées est absolument infernal. Nous nous demandons ensuite à quoi servent ces bombardements, puisqu'à notre niveau aucun changement notoire n'est à signaler : les groupes sont toujours aussi actifs.



### **La « guerre des communiqués »**

Pendant des années, nous réagissons en fonction des rumeurs. Celles lancées par la SM et celles propagées par les islamistes. Je ne suis pas spécialement à l'écoute de ce que disent les gens autour de moi, parce que j'ai une autre vision des choses et je ne partage pas leurs analyses. Néanmoins, je suis exposé aux explications de mes voisins et aux tracts affichés par les groupes. Ceux-ci sont souvent en contradiction avec ce que je lis dans les journaux. Ils revendiquent des attaques de casernes ou de commissariats dont les médias ne soufflent mot, ou bien démentent des opérations dont ils sont rendus responsables. Ainsi, à Dabbah Cherif, le 9 février 1992, un attentat est commis contre une voiture de police transportant cinq policiers, alors que ces derniers n'ont pas emprunté un chemin habituel. Officiellement, il est dit que les terroristes les attendaient ; les groupes, eux, prétendent que ce sont des policiers qui ont tué leurs collègues.

Au début de la guerre, une des plus grandes affaires est celle de l'aéroport d'Alger où, le 26 août 1992, un attentat fait neuf morts et plus de cent blessés. Des pilotes d'Air Algérie, qui n'ont rien à voir avec le FIS, me disent après que ce sont peut-être des gens du FIS qui ont placé la bombe, mais que, quels que soient les commanditaires, la direction de l'aéroport en avait été avertie. Cela me semble plausible, d'autant plus que j'ai assisté le même jour à un attentat à l'agence d'Air France dans l'immeuble « Maurétania », tout près du commissariat central d'Alger, où les employés avaient été prévenus qu'une bombe allait exploser et qu'il fallait évacuer rapidement les lieux (effectivement, cinq minutes après, l'explosion a eu lieu). D'autres avancent que c'est la Sécurité militaire qui a commis ce crime pour décrédibiliser le FIS auprès de ses sympathisants. Cet exemple montre bien en tout cas la confusion dans l'information à tous les niveaux et la volonté de maintenir cette confusion pour manipuler l'opinion publique. Une chose est certaine : près d'un mois après ce crime odieux, un décret antiterroriste est promulgué. Nous en subissons les conséquences de plein fouet.

Avec la libéralisation de l'information à partir de 1990, nous nous étions habitués pendant deux ou trois ans à une liberté de la presse très encourageante. Mais progressivement, le contrôle du pouvoir sur l'information va se renforcer (on apprendra plus tard qu'en matière d'information dite « sécuritaire » un arrêté secret imposera à partir de juin 1994 aux rédactions de ne diffuser que les communiqués officiels émis par une « cellule de communication » du ministère de l'Intérieur). S'ajoute à cela l'obédience des journaux à tel parti ou telle tendance du pouvoir. La pression des militaires se fait de plus en plus forte et les articles de journaux s'inscrivent fatalement dans une stratégie de « guerre totale ».

À partir de 1992, la guerre psychologique bat son plein par presse interposée, mais je ne m'en aperçois pas et je continue à croire à la liberté de la presse. Comme les journalistes semblent faire de l'opposition au pouvoir, je ne remarque pas qu'en pratique ils s'acharnent surtout contre les islamistes et soutiennent de fait l'option « éradicatrice » du régime militaire. Quand les premiers assassinats de journalistes ont lieu en 1993, je me dis qu'ils sont courageux de continuer leur travail malgré les menaces qui pèsent sur eux. Mais il y a aussi les gens de mon quartier qui me répètent que ce qui se dit dans les journaux sont des mensonges. Et effectivement, il y a de plus en plus de manipulations que je peux vérifier moi-même.

Peu à peu, je perds ma confiance dans la presse dite « indépendante ». Tout d'abord, quand des journalistes sont tués dans des conditions absolument floues et que les enquêtes traînent sans jamais aboutir, ou bien pour finalement nous exhiber des tueurs qui manifestement ont été torturés, alors, je me demande si les vrais commanditaires ne sont pas à chercher du côté des services secrets. Le plus insensé, c'est que ce sont souvent des journalistes connus pour leur position véritablement critique vis-à-vis du pouvoir qui sont liquidés. Un Tahar Djaout ou un Saïd Mekbel, tout anti-islamistes qu'ils étaient, dérangaient surtout le sérail, d'autant plus que leur notoriété s'étendait au-delà des frontières algériennes. Quel serait l'intérêt des islamistes de tuer un journaliste qui dénonce les agissements d'un général ?



Pour comprendre tout cela, il m'a fallu du temps. C'est tout un cheminement qui a duré des mois, si ce n'est des années. Je savais bien que les gens étaient arrêtés, torturés, emmenés dans des camps, mais cela est devenu insoutenable pour moi lorsque j'ai eu des témoignages directs des victimes ou des familles. Dans les journaux, rien de tout cela. Lorsque j'assistais à une tuerie de simples citoyens et que, le lendemain, je lisais que c'étaient des terroristes en fuite qui avaient péri, le journal perdait une bonne partie de sa crédibilité.

C'est surtout à partir de l'exécution de Hocine Abderrahim, fin août 1993, que j'ai commencé à douter sérieusement de ce que je lisais. Il est alors présenté par la presse comme l'un des instigateurs de l'attentat de l'aéroport. Mais au lieu de tenter une investigation sérieuse, ou au moins de remettre en question les informations officielles, les journaux font de la surenchère dans la diffamation et la discrimination, et multiplient les mensonges à son sujet. Il est présenté par exemple comme Marocain, pour étayer la thèse d'un complot étranger contre l'État algérien. Or il se trouve que je le connaissais bien. On ne s'était pas vus depuis longtemps, mais il habitait la cité 2 004 logements et j'avais de ses nouvelles par le biais de connaissances communes (militant du FIS, il était devenu en 1989 le chef de cabinet du leader du parti, Abassi Madani). Il était né au Maroc de parents algériens, ni plus, ni moins. Hocine Abderrahim a été affreusement torturé. Les services ont eu l'impudence de nous le montrer à la télévision dans un état si pitoyable qu'aucune personne de bonne foi n'a pu croire à ses aveux. Il a finalement été condamné à mort en 1993 et exécuté dans la même année avec six autres personnes impliquées dans cette affaire.

D'autres faits m'ont fait remettre en question le rôle de notre presse dite « indépendante ». Ainsi, à l'occasion d'un ratis-sage à Haï el-Djilali en 1994, les militaires interviennent avec des parachutistes qui débarquent en hélicoptère. Ils ont eu vent de l'arrivée de deux « terroristes », dont l'un veut rendre visite à sa mère qui habite la cité des 200 logements à Bentalha. Il se fait coincer dans l'appartement et est abattu, tandis que le second fuit en direction de l'oued, où il est également tué. Durant cette opération, un voisin nommé Dilmi, qui travaille

sur sa dalle, est fauché d'une balle tirée par l'un des militaires. Le lendemain, il est présenté nommément dans les journaux comme un terroriste en fuite abattu. La famille a vendu la maison et s'est installée à Baraki.

C'est aussi la période où je commence à avoir de plus en plus de problèmes avec les « démocrates ». Tout en parlant de démocratie, j'observe que leur combat premier se dirige contre les islamistes et non pas contre le régime militaire. Moi aussi, je suis contre les islamistes, non pas en tant qu'individus, mais comme parti politique ou mouvement voulant instaurer l'État islamique. Cependant, comment fermer les yeux devant une telle répression ? Comment cautionner la torture systématique dans les commissariats et les exécutions sommaires ? Personne ne peut dire qu'il ignore ce qui se passe ! Ce n'est rien d'autre que légitimer ce système de terreur sous prétexte que les islamistes sont pires. Moi-même, j'ai été disposé à excuser les arrestations et internements et même la torture, je tendais à l'ignorer ou à la justifier. Mais plus le temps passe et plus il devient difficile d'accepter ces abus systématiques. À partir de 1994, avec l'horreur qui s'abat sur nos quartiers, on ne peut plus se taire.

Les « démocrates » iront même jusqu'à forger les mots et les concepts de l'idéologie éradicatrice : nous sommes alors de plus en plus conditionnés par un vocabulaire élaboré pour servir la lutte contre les islamistes. On ne parle plus que de « terroristes ». Tout islamiste est par nature « terroriste » et bientôt tout musulman sera un « terroriste » potentiel. Un lavage de cerveau est mis en œuvre, qui entraîne l'utilisation de ce terme même par ceux qui soutiennent ou ne désapprouvent pas les agissements des islamistes. Finalement, on ne parle plus que de « terros ».

Nos journalistes portent une grave responsabilité. En amplifiant les crimes des islamistes et en taisant ceux des forces de l'ordre, en attribuant les crimes de ces derniers systématiquement aux islamistes, en refusant de poser des questions quant aux commanditaires des assassinats, ils se sont faits complices des militaires. Voilà ce que je pense. Cela a pris du temps avant que j'en arrive à ces conclusions. Au début, je croyais que, malgré l'arrêt du processus, la violence primaire venait des

islamistes parce qu'il y avait un fort potentiel de violence dans ce mouvement. En conséquence, la lutte contre les islamistes était légitime. J'ai mis longtemps à comprendre que la fin ne justifie pas les moyens et qu'il y a des limites qu'on ne peut pas dépasser. Tout au long de ces années de sang, une partie de l'édifice de mes convictions s'écroulera au fil des ballottages et ébranlements que nous vivrons, coincés dans un étau qui peu à peu deviendra l'air que nous respirons quotidiennement.

### 3

---

## Entre groupes armés et militaires

### L'étau se resserre

Peu à peu, les groupes qui auparavant se faisaient discrets, ou du moins ne s'exposaient pas à la vue de personnes comme moi, non introduites, se font plus présents. Il faut dire que je ne connais pas les sympathisants du FIS qui continuent de s'activer dans la clandestinité. Je sais bien sûr que parmi mes voisins, à Bentalha comme à Baraki, une majorité sympathise avec le FIS, mais sans savoir qui est organisé dans des réseaux de soutien et qui agit au côté des groupes, prêt à mener une lutte armée. Des jeunes disparaissent du quartier, notamment de la cité 200 logements, et je pense qu'ils fuient la répression. Ce n'est que plus tard que j'apprends qu'ils sont au maquis ou ont rejoint les groupes agissant dans nos quartiers. Effectivement, beaucoup fuient les persécutions et rejoignent involontairement les groupes armés.

J'apprends par la même occasion que les groupes sont constitués par regroupement de localités, qu'ils rivalisent entre eux et que chacun a une spécialité. Celui de Birkhadem serait spécialisé dans le meurtre d'étrangers, tandis que celui de Baraki s'occuperait de membres de la SM. Il faut savoir que,



dès 1993, les groupes s'appuient sur des informateurs, des « hittistes » (jeunes sans emploi qui n'ont rien d'autre à faire que de « soutenir les murs » auxquels ils sont adossés toute la journée) ou des vendeurs ambulants qui se chargent par exemple de surveiller les militaires ou les personnes suspectes dans un quartier. Ils repèrent les personnes visées, savent qui travaille pour l'administration ou qui est membre des forces de sécurité. Ils surveillent leurs allées et venues, leurs horaires et trajets. Moi, je ne suis pas trop dans le coup, mais je sais que je dois faire attention de ne pas divulguer le fait que je travaille avec les militaires. Cela devient de plus en plus dangereux de travailler avec l'État et particulièrement avec l'armée.

Dès octobre 1993, des barrages mobiles s'installent entre Baraki et Bentalha. Chez nous, ils se postent soit à l'entrée du village, soit devant l'école ou devant le stade. Les hommes qui s'y affairent sont habillés de tenues de combat qui ressemblent étrangement à celles des « ninjas ». Ils se présentent comme des islamistes mais, avec le recul, je pense que c'étaient des gens de la SM. Ils utilisent des véhicules neufs de marque Daewoo et, à l'époque, il n'y a que les militaires et les membres de la Sécurité militaire qui roulent dans ces voitures. Ils sont encagoulés et semblent très à l'aise dans leur uniforme et dans leur fonction. Ils contrôlent les allées et venues des gens et vérifient s'il y a des étrangers.

Ils m'arrêtent aussi parfois, et je suis frappé par leur allure militaire. Ils ont des fusils-mitrailleurs de type Kalachnikov. On les voit de temps en temps, le soir, sillonner le quartier en véhicule, vérifiant les papiers d'identité. Ils nous demandent ce que nous faisons à cet endroit et nous ordonnent de rentrer chez nous. Ils fouillent nos affaires et contrôlent si nous avons des cigarettes. Messaoud prétend avoir reconnu Bouchakour et Djeha, deux de nos « terroristes » locaux. Ce qui est vraiment surprenant, c'est qu'environ trois mois plus tard les barrages de ces personnages ressemblant étrangement à des militaires sont remplacés par des barrages de groupes armés qui eux ne sont pas encagoulés et dont certains sont connus de la population. Ils font exactement la même chose que les précédents : dès la tombée de la nuit, ils se postent à différents endroits et

contrôlent ce que transportent les habitants de Bentalha, s'ils ont bu de l'alcool, s'ils ont des cigarettes sur eux, etc.

Donc, à partir du début de l'année 1994, je vois plus clairement qui sont les individus entrés dans la clandestinité. Il y a ceux qui font les barrages pour contrôler les habitants, mais sans les attaquer. Ils organisent toutefois des embuscades contre les militaires. Les autres membres de groupes sont installés dans les vergers au sud-ouest de Baraki ou au sud de Bentalha. Ils sont aussi à Caïd-Gacem, un lotissement comme le nôtre mais plus isolé. L'armée ne s'y aventure pas durant les années 1992-1996. J'observe des petits groupes de quatre ou six personnes sortir des vergers en pleine nuit pour se regrouper, à pied, au centre de Bentalha. Ils marchent en rang, deux par deux. Au début, je n'ai vu qu'une tenue sombre que je n'arrivais pas à distinguer. Par la suite, je les vois au petit matin.

Ces groupes sont formés en partie de jeunes de notre région connus de la population et ils bénéficient plus ou moins de son appui. Les plus anciens recrutent de nouveaux hommes en leur offrant pour un petit service une énorme récompense. C'est une façon de faire entrer ces jeunes dans une spirale de dépendance. Peu à peu, ils les impliquent dans des activités subversives qui font qu'ils ne peuvent plus faire marche arrière. Les recrues sont emmenées dans les vergers, où elles passent un petit entraînement avant de s'engager dans des opérations de nuit. Tous portent un bleu de Shanghai (costumes chinois de couleur bleue) lorsqu'ils agissent. Ils osent se montrer en plein jour à partir du début de 1994, mais très rarement à Haï el-Djilali. En revanche, à Baraki, ils sont connus et ils se montrent avec leurs armes. Tout le monde sait qui est au maquis : Samir D., Hussem, un chauffeur de taxi qui sera abattu plus tard sur la place des Martyrs à Alger, etc.

Beaucoup de jeunes de Baraki et d'El-Kattar sont membres des groupes armés. Tant qu'ils ne sont pas recherchés, ils peuvent vivre normalement avec leurs familles et agir durant la nuit. Nous reconnaissons ces jeunes à leurs chaussures Nike et leurs jeans de marque, qu'ils sont incapables d'acheter avec leurs propres moyens. À la cité 2 004 logements, une grande partie de la population est en faveur de la lutte armée, du moins



dans les premières années. Beaucoup ne voient pas d'un mauvais œil l'élimination des policiers. Presque tous les membres de ces premiers groupes armés seront tués au cours des premières années de la guerre.

### **L'évasion de Tazoult**

En mars 1994, a lieu la fameuse évasion de près d'un millier de détenus de la prison de Tazoult (ex-Lambèse), près de Batna, à l'est de l'Algérie. C'est un épisode plus qu'étrange. La région de Batna est réputée « zone de haute sécurité », car de nombreux responsables militaires en sont originaires et les contrôles y sont multipliés. D'ailleurs, il n'y a pas beaucoup d'attentats. La prison de Tazoult regorge de militants et de sympathisants du FIS. On peut s'imaginer quel genre de forteresse ce doit être ! Comment des centaines de prisonniers peuvent-ils s'en évader ? La question reste sans réponse. Tous les journaux rapportent cette évasion et annoncent même, quelques mois plus tard, que le directeur et quelques-uns de ses subordonnés sont relevés de leurs fonctions. Mais aucune enquête sérieuse n'a jamais été faite.

Par les ouvriers qui travaillent avec moi, dont beaucoup sont originaires de l'Est du pays, j'apprendrai des choses que les journaux n'ont pas colportées. En fait, avant l'opération d'évasion, des mouvements étranges avaient attiré l'attention des habitants. Des camions de marque Magirus et beaucoup d'étrangers à la région allaient et venaient dans la ville de Batna. Ce sont ces mêmes camions qui auraient emmené une partie des évadés. Les autres prisonniers, dont la plupart étaient des membres du FIS ou d'autres groupes d'opposants de la première heure, empruntèrent à pied les routes menant au maquis. On disait que cette évasion avait été préparée pour les contraindre à fuir dans les montagnes où de faux islamistes, qui devaient les prendre en charge, les ont liquidés. Les gens autour de moi étaient convaincus que les hommes transportés en camion étaient des éléments des services secrets infiltrés dans la prison pour surveiller les véritables islamistes, ceux qui ont rejoint les maquis à leur sortie. En bref, il se serait agi d'une

gigantesque opération d'élimination clandestine d'opposants encombrants et d'infiltration de groupes armés en action sur le terrain.

D'ailleurs, les journaux font alors état de nombreux cadavres gisant sur les routes des montagnes. Ils prétendent que la « guerre des groupes » en est la cause. Mais comment peut-on parler de guerre entre les groupes, quand un groupe armé s'attaque à des personnes désarmées fuyant de prison ? Toute cette histoire d'évasion reste très bizarre. Non pas qu'on ne puisse pas du tout concevoir une évasion. Mais il ne faut pas oublier que, quelques mois plus tard, une autre affaire étrange de prétendue tentative d'évasion à Berrouaghia a été durement réprimée sans qu'on en connaisse le nombre de victimes ; et début 1995, une mutinerie à la prison de Serkadji a elle aussi connu une fin sanglante avec au moins une centaine de morts. À chaque fois, ce sont les militants du FIS qui ont été « ciblés ».

Sans que nous sachions ce qui s'est vraiment passé à Tazoult, nous avons constaté que certains des évadés atterrirent dans notre commune. Il y a parmi eux des hommes originaires de l'Algérois, mais aussi d'autres que nous ne connaissons pas. Certains sont de vrais mercenaires qui ont fait la guerre d'Afghanistan, de Bosnie, et sont très bien entraînés. Peu à peu, la situation va se durcir et les actions armées des groupes deviendront de plus en plus arbitraires et sanglantes. À ce moment-là, la rumeur fait état d'une fusion entre différents groupes armés, et quelques mois plus tard nous entendons parler de la constitution de l'AIS (Armée islamique du salut), branche armée du FIS qui s'oppose aux pratiques des GIA visant à mettre l'Algérie à feu et à sang. Du reste, à Bentalha, l'AIS n'existe pas et les groupes actifs se revendiquent à partir de 1994 exclusivement des GIA. C'est comme si tous les groupes locaux s'étaient ralliés aux GIA.

### **Le diktat des GIA**

Personnellement, je n'entend parler des GIA dans notre région qu'après l'évasion de Tazoult. Je connais aussi le MEI



(Mouvement pour un État islamique), mais il n'est pas implanté dans nos contrées. Et je pense que l'AIS n'y est pas présente non plus. En revanche, à environ 100 km, dans les alentours de Larbaa, Tablat et plus loin, à Médéa, avant leur unification sous la bannière des GIA, il y a des maquis du MIA et des groupes indépendants. Chez nous, à partir de 1994, il n'y a que les GIA.

Les groupes locaux sont intégrés dans les GIA ou leur font allégeance, mais chacun a sa chasse gardée où il impose sa propre loi. Peu à peu, la pression monte dans la population, car nous apprenons que certains éléments armés sont passés à l'acte. La rumeur circule que des civils sont tués parce qu'ils ont été surpris en fumant ou bien parce qu'ils travaillent pour l'administration. À Baraki, cela n'est jamais allé aussi loin et il y a même un alcoolique qui n'a pas eu de problèmes. Mais le fait de savoir que, à Blida par exemple, les groupes contrôlent entièrement certains quartiers, ont fermé cafés, kiosques, salons de coiffure, hammams, et se sont attaqués aux personnes qui ne respectent pas leurs prescriptions, commence à inquiéter les gens dans d'autres agglomérations.

Jusque-là, à part quelques exceptions, les GIA avaient commis surtout des assassinats individuels. Bon nombre de journalistes, d'intellectuels et d'étrangers ont été tués à partir de 1993. Ce sont eux qui font la une des journaux, mais de très nombreux policiers, petits fonctionnaires, enseignants ou commerçants sont également victimes de cette machine à tuer qui se met en branle dès 1993 pour atteindre son summum en 1995.

À partir de 1994, entre Baraki et Bentalha, les routes se couvrent de cratères suite aux attentats contre les convois militaires. Les groupes semblent être bien organisés. Les militants islamistes le disent eux-mêmes, ils ont du matériel sophistiqué, des talkies-walkies, des véhicules et semblent bénéficier de complicités utiles. Ils ont les codes nécessaires pour entrer en contact avec les policiers et militaires et les narguent en leur disant : « Venez vous battre, vous êtes des lâches ! » Comme par hasard, ils savent toujours quand aura lieu un ratis-sage et disparaissent à temps. Nous les voyons quitter les vergers en voiture la veille d'une descente militaire.

Le cri d'une femme me poursuit toujours. Un soir de l'année 1994, nous l'entendons implorer d'abord ses amis, puis ses voisins, et enfin le bon Dieu de lui venir en aide. Personne ne répond malgré les hurlements de souffrance qui se transforment en insultes contre les habitants de Baraki dissimulés derrière leurs fenêtres de la cité 2 004 logements. Son fils gît par terre, il agonise et se vide de tout son sang. Elle est seule à ses côtés, sans pouvoir le sauver. Pourtant, c'est un gentil jeune homme, un policier soit, mais aimable et bienveillant, ayant toujours rendu service à ses voisins quand il le pouvait. Il croyait, lui aussi, que les combattants ne s'attaquaient qu'aux personnes douteuses et il leur faisait confiance.

Deux personnes armées en décident autrement. Comme tous les soirs, il est assis et discute calmement avec ses voisins devant le magasin d'Ahmed, dit « Marteau », à l'entrée de la cité, à trente mètres de l'endroit où habite ma mère chez qui je me trouvais ce soir-là. Il fait un peu sombre déjà quand les deux jeunes s'avancent et sortent le fusil à canon scié dissimulé sous un long manteau. Il n'a pas le temps de réagir quand le coup lui fracasse le crâne.

Beaucoup d'agents de police ont été exécutés de cette façon. Les « combattants » croient s'attaquer au pouvoir, mais se trompent souvent de cible, car ils choisissent des policiers de quartier, sans protection et généralement appréciés de la population. Pourtant, l'explication est simple. Pour qu'une nouvelle recrue soit adoptée au sein d'un groupe armé, elle doit être capable de mener à bien un assassinat et très souvent les nouveaux choisissent une proie facile, d'autant plus que ceux qui se chargent de la propagande font le nécessaire pour convaincre la population du bien-fondé de ces crimes.

Comme nous avons pu le constater pour les assassinats individuels, qui ont ciblé toutes les catégories sociales et professionnelles de la société, une par une, comme si un plan minutieux était mis à l'œuvre, la même logique semble dicter les attentats et les sabotages. Après les attaques de convois militaires, nous subissons ceux sur les poteaux de lignes téléphoniques puis les incendies d'usines et autres infrastructures publiques, des bombes sur les routes et les trains et finalement les attaques de commissariats et gendarmeries. La population



civile se trouve de plus en plus isolée et commence à payer le prix de son soutien. Ce qui nous semble étrange, c'est que, à part quelques exceptions, les groupes ne s'attaquent pas aux « gros poissons ». Nous connaissons par exemple le cas du général en retraite Attaïlia, ancien responsable de la Première Région militaire, connu pour ses « affaires », qui fut particulièrement sanguinaire lors du coup d'État de juin 1965 et des révoltes des jeunes en octobre 1988 : il passe quotidiennement sur la route départementale et, à ma connaissance, il n'y a pas eu de tentative d'attentat contre lui. Les doutes quant aux commanditaires d'un certain nombre d'assassinats de personnalités s'accroissent.

### **Impunité**

Mais ce n'est pas seulement la pression des groupes qui nous met les nerfs à vif. Les militaires nous harcèlent quand ils débarquent en force pour récupérer un tract accroché à un arbre sur lequel les groupes exhibent leurs exploits, démentent certaines informations au sujet d'attentats en les attribuant aux services de sécurité, dénoncent certaines personnes comme étant des agents de la SM ayant infiltré les groupes armés, annoncent avoir rendu visite à Untel pour lui soutirer des fonds ou la liquidation de telle personne parce qu'il s'agit d'un traître, etc. Les militaires ne se compliquent pas la vie, ils embarquent tous ceux qui se trouvent aux alentours pour leur soutirer, par la méthode forte, des aveux concernant ceux qui ont accroché ce tract.

Tout de suite après les premières attaques contre des militaires, la route entre l'entrée de Caïd-Gacem et Sidi-Moussa est bloquée. Elle le restera pendant des années. Le téléphone étant coupé, nous ne pouvons entrer en contact avec le monde extérieur qu'en nous déplaçant personnellement. Et enfin, les explosions de bombes dans les écoles et centres de santé nous obligent à parcourir de longues distances, sans pouvoir recourir aux transports publics qui ne fonctionnent plus depuis fin 1993.

La conséquence de cet isolement croissant est que nous subissons de plus en plus le déploiement des groupes, sans que nous puissions demander de l'aide à qui que ce soit. Nos parents et amis évitent de venir dans nos quartiers et nous-mêmes sortons rarement, à moins de séjourner ailleurs, comme notre famille l'a très souvent fait. S'ajoute à cela que les assassinats de membres de force de sécurité poussent les policiers et militaires habitant Bentalha à fuir en abandonnant leurs maisons à des parents ou bien en les laissant vides. Des commerçants, professeurs et membres d'autres professions quittent nos quartiers, qui se vident progressivement. Les groupes armés, eux, s'imposent. Ils commencent à se manifester en plein jour et prennent les voitures des habitants du quartier en leur interdisant de déposer plainte sous menace de représailles.

La première fois que je vois à l'intérieur de Haï el-Djilali quelques hommes armés en plein jour tout en étant sûr qu'ils sont des GIA, c'est un vendredi, aux environs de 15 heures. J'effectue des travaux au premier étage de ma maison et les fenêtres sont grandes ouvertes. Je suis attiré par le bruit du klaxon d'une camionnette de marque Peugeot. Je regarde dehors et je vois que Moussa, le voisin d'en face, reçoit la visite de son cousin de Tablat. Je salue Moussa qui l'accueille à la porte et, au même instant, je remarque deux personnes se rapprochant d'un pas rapide et décidé. Je n'y attache pas d'importance, malgré leur attitude étrange. Ils sont mal rasés et portent le même vêtement, un bleu de Shanghai et des chaussures de sport blanches. Je retourne à mes occupations quand, soudain, j'entends des éclats de voix. Je me mets à la fenêtre et j'aperçois les quatre personnes gesticulant au milieu de la rue, à côté du véhicule. Les deux étrangers me tournent le dos et je fais un signe de la tête à Moussa pour savoir ce qui se passe. Moussa me répond, également d'un signe de tête, qu'il n'y a pas de quoi s'inquiéter, mais son visage est blême et crispé.

C'est à ce moment-là que je remarque ce qui m'avait interloqué auparavant dans l'attitude des deux gars. Ils ont leur main droite dans la poche et la veste laisse apparaître une forme dissimulée sous le bras. Ce sont des fusils. Les deux hommes montent à bord du véhicule et partent à toute vitesse,



tandis que Moussa et son cousin rentrent à la maison. Ce n'est qu'en fin d'après-midi que Moussa me raconte que les deux hommes sont des « terros » qui, en voyant la voiture pénétrer dans le lotissement, sont accourus pour se l'approprier. Ils ont prétendu en avoir besoin pour une affaire urgente et l'ont prise de force en montrant le bout du canon de la « Klach » dissimulée sous la veste, et en précisant qu'ils n'avaient pas intérêt à les dénoncer. Moussa travaille comme civil dans l'administration du ministère de la Défense. Il m'explique qu'il ne faut surtout pas qu'il attire l'attention des groupes armés sur lui, mais qu'il prend également des risques car si les terroristes se font arrêter, lui et son cousin rencontreraient de sérieux problèmes avec les autorités. Les deux intrus ont tenu leur promesse et le propriétaire récupérera son véhicule comme prévu à 17 heures, tout près de Baraki.

Comme dans nos quartiers vivent beaucoup de villageois, il est normal qu'ils aient des fusils de chasse. Dès 1993, les autorités décident de désarmer les civils. Elles craignent que ces derniers ne se retournent contre l'État ou ne remettent leurs armes aux groupes. Certains habitants ont déposé leur fusil à la gendarmerie, d'autres non. Plus tard, lorsque les groupes armés ont voulu récupérer les armes restantes, ils ont, sur la base de listes, rendu visite aux habitants qui avaient conservé leur arme et la leur ont confisquée. Nous étions perplexes : comment les groupes disposaient-ils de telles informations ? Et une fois de plus, nous avons découvert qu'ils bénéficiaient de complicités au sein même de l'administration. En 1995, un décret sera émis, permettant aux propriétaires de fusils de récupérer leur arme, mais il ne sera jamais appliqué chez nous.

À partir de 1994 et surtout en 1995, des cadavres apparaissent sur les routes de nos quartiers. Généralement, nous ne savons pas d'où ils viennent. Ce ne sont pas des habitants de notre coin et il nous est interdit de chercher du secours pour les évacuer. Les groupes ont menacé les habitants de représailles et ensuite les militaires aussi nous en ont empêchés. Certains cadavres sont déposés à un endroit de grande affluence et y sont abandonnés pendant toute la nuit jusqu'au matin, parfois plusieurs jours, en guise d'avertissement, et les passants sont contraints de les enjamber ou de les contourner. Les familles

des victimes ne peuvent pas les enterrer le lendemain du décès, comme le veut la tradition. Nous sommes encore à une période où les groupes bénéficient d'un certain soutien populaire et où les habitants essaient encore de justifier leurs crimes. Ils les expliquent en prétendant que telle victime a dû trahir la cause pour subir la mort. D'après eux, les *moudjahidines* — les combattants — ne s'attaquent pas aux personnes intègres et honnêtes. Il est vrai qu'au début les fameux « combattants » ne s'attaquent qu'à quelques voyous, en les condamnant à plusieurs coups de fouet, ne les tuant qu'en de rares cas de récidive. Mais nous comprenons de moins en moins les critères selon lesquels les victimes sont choisies et assassinées.

Lors d'une réunion avec des responsables militaires chargés de la planification d'un chantier, j'apprends par le commandant de la gendarmerie d'El-Harrach, Mohamed, que certains groupes ont des bases souterraines. À Reghaïa, lors de la poursuite d'un groupe armé, les militaires sont tombés sur une grotte recouverte de branches. Un lieutenant est tombé dedans et il a été criblé de balles. Une fois les renforts arrivés, les militaires ont attaqué cette caverne souterraine à la grenade et ont réussi à venir à bout du groupe. Plus tard, nous trouverons aussi des casemates vides dans les vergers aux alentours de Bentalha. C'est après la découverte de ces casemates que les ratissages des militaires se sont espacés. Auparavant, ils prétendaient que nous hébergions les groupes.

### L'affaire des neveux

En avril 1994, ma mère doit se déplacer pour se faire soigner et mes neveux sont seuls à la maison. Nous décidons qu'il est préférable de les loger chez nous à Bentalha, du moins pendant la nuit. Les journées, ils les passent à Baraki avec leurs amis. À cette époque, il faut les surveiller parce que, sensibles aux discours islamistes, nous craignons qu'ils ne se laissent facilement recruter par des membres de groupes armés qui exploitent ces jeunes irresponsables, avides d'aventures. Je crains surtout pour Merouane, qui est proche des militants islamistes. Certains d'entre eux ne m'inspirent pas confiance, en premier



lieu un certain Hocine Bougandour, dont on prétend qu'il travaillerait avec les services de renseignement et recruterait des jeunes. De fait, il est pour le moins étrange qu'il engage des jeunes, héberge et finance des membres de groupes armés au vu et au su de tout le monde sans être inquiété ! Plus tard, il sera arrêté et, tandis que ses acolytes écoperont de plusieurs années de prison, lui sera libéré très rapidement.

Un soir, il est près de 20 heures, nous soupçons et je m'inquiète de l'absence de Merouane qui n'est pas encore de retour. Son plus jeune frère Redha est là. Soudain, Merouane et Mounir arrivent. Mounir, un proche parent, n'est pas venu chez moi depuis deux ans et je m'étonne fortement de sa présence. Je me doute qu'il a dû se passer quelque chose, parce que je n'ai pas du tout confiance en Mounir, qui fréquente les milieux proches des groupes armés. Nous discutons un peu mais, comme il y a les enfants avec nous, je ne veux pas lui poser de questions au sujet de sa venue.

À 4 heures du matin, des coups terribles à la porte d'entrée me réveillent. J'ouvre et les forces de sécurité se ruent à l'intérieur de la maison. Ils sont près d'une quarantaine. Les militaires et gendarmes sont venus avec quatre 4x4 de marque Nissan, trois grands BTR de l'armée et un de la gendarmerie, en tout huit véhicules. Ils ont encerclé une partie du pâté de maisons. Ils investissent tout le rez-de-chaussée et, l'arme à la main, ils hurlent : « Où est-il ? » Dans la première pièce dorment les jeunes. Ils scrutent les visages des garçons effarouchés, des photos de Mounir entre leurs mains. L'un des militaires dit : « C'est lui. » Ils lui donnent des coups de pied et de crosse tout en posant des questions que je ne saisis pas parce qu'ils crient tous en même temps. Ils l'empoignent et le traînent sous les coups de poing et de pied au ventre. Après quelques hésitations, ils décident d'emmener aussi Merouane. Tous les deux sont à peine habillés et pieds nus. Ils ont laissé Redha, peut-être parce qu'il est encore très jeune.

Ils me regardent et me demandent : « Où sont les cabas qu'il a ramenés ? » Je ne sais pas du tout de quoi ils parlent. Les gendarmes fouillent le rez-de-chaussée, tandis que l'un des militaires m'ordonne de l'accompagner au premier étage. Je regarde ma femme qui se trouve à la porte du salon, je ne veux

pas la laisser seule. J'ai entendu tant d'histoires de viols et de vols dans des conditions similaires ! Mais je n'ai pas le choix. Ils me font monter et un groupe important de militaires me suit. Nous passons d'une chambre à l'autre, qu'ils fouillent minutieusement. Puis ils exigent mon livret de famille. Ils me posent des questions au sujet des jeunes, leur identité, depuis quand ils sont là, etc. Ils prennent mes papiers d'identité et me somment de me présenter le lendemain à la gendarmerie. Le regard et l'attitude de quelques militaires me font penser qu'il s'agit de tortionnaires, les gendarmes en revanche ont l'air plus corrects et leur présence me rassure. (Plus tard, j'apprendrai de Merouane que, justement, l'un des militaires a torturé Mounir.)

Une fois qu'ils sont partis, je vais me coucher. Mais ne peux trouver le sommeil. Je suis encore complètement déboussolé, d'autant plus que dans de nombreux cas semblables, où les militaires ont débusqué des activistes présumés ou réels, les maisons ont été dynamitées. J'ai peur pour mes enfants, ma femme, pour moi-même et ma maison. Ne pouvant dormir, je me lève et me mets en route. Avant d'affronter la famille, je vais jusqu'à El-Harrach en transport public. Avec tout ce que nous avons vu comme choses terrifiantes, j'appréhende de retrouver mon neveu et mon cousin morts sur la route. Cette vision de cadavres jonchés le long des routes me hante à tel point que je suis presque sûr qu'ils ont été abattus. Soulagé de n'avoir rien trouvé, je décide d'acheter des poussins pour en faire l'élevage. Je me rends au marché et j'en choisis une centaine qui malheureusement périront, les conditions chez moi n'étant pas favorables pour ces animaux si fragiles. On en mangera quelques-uns quand même !

Enfin, j'ose affronter la mère de Mounir, qui me raconte que les forces combinées avaient débarqué chez elle vers minuit avec un *bouchkara*, un homme dont la tête était recouverte d'un sac, et qu'ils avaient embarqué les trois frères et menacé de les fusiller en bas de l'immeuble. C'est là qu'elle leur a dit où se trouvait Mounir. Dans la nuit, je ne savais pas qu'ils avaient pris le jeune frère de Mounir, Karim, qui se trouvait à plat ventre dans un BTR souffrant le martyre pendant que ces brutes étaient chez nous. Elle me répète sans arrêt : « Va pour



Mounir, il a fait des bêtises, il n'a que ce qu'il mérite, combien de fois je lui ai dit qu'il fallait qu'il arrête. Mais Karim, lui, n'a rien fait, ils l'ont pris seulement pour qu'il leur montre la maison ! » Ils gardent Karim une semaine. Ils le frappent mais ne le torturent pas. Mounir par contre subit la torture au chalumeau à la gendarmerie de Baraki. Ils le défigurent en lui plaçant un bandage sur le visage et en le cognant, tandis que Merouane doit supporter ses cris dans une cellule voisine.

La mère est dans tous ses états, elle pleure et se reproche d'avoir dit aux militaires où se trouvaient les jeunes. Mais en fait, elle n'avait pas eu le choix. Elle se présente à la gendarmerie et le gendarme à la réception l'accueille par ces propos : « Vous êtes fière de vos enfants, vous vous réjouissez quand vos enfants tuent et égorgent des policiers et des militaires. Maintenant c'est à notre tour de nous réjouir. Tu ne reverras plus ton fils. » Elle essaie de lui expliquer qu'il s'agit surtout du petit, Karim, qui n'a rien à se reprocher. Il lui répond : « Vous êtes tous complices », et il la met dehors. Je me décide à aller moi aussi à la gendarmerie. J'ai certainement échappé la veille à leur fureur parce que, ayant travaillé avec eux dans le domaine du bâtiment, ils me connaissent. Mais je sais aussi qu'ils sont imprévisibles. J'attends toute la journée le chef de brigade, qui arrive enfin vers 18 heures. Il me scrute et continue son chemin jusqu'au bureau. J'attends encore trois quarts d'heure avant qu'on me fasse entrer dans sa pièce. Il m'invite à m'asseoir et me pose quelques questions de routine. Il semble être informé de l'affaire et me dit qu'heureusement il me connaît, sinon il ne resterait rien, ni de moi, ni de ma famille. Il me demande de l'attendre dehors et me remet le livret de famille. Une demi-heure plus tard, il revient avec Merouane. Il me conseille de faire attention à lui et d'apporter une photo de mon neveu. Depuis, Merouane est fiché.

Dans la même journée, la mère de Mounir et Karim réussit tout de même à leur apporter de la nourriture. Réconfortée, elle demande ce qui va advenir de Karim ; ils lui répondent qu'il sera relâché le soir même, après l'arrivée du chef de brigade. Le lendemain, il n'est toujours pas libéré. Elle dépose à nouveau un panier de provisions pour ses fils, pourtant Merouane la prévient que, la veille, ils n'ont rien vu du repas

apporté. Elle est très inquiète et quotidiennement, pendant une semaine, elle se rend à la gendarmerie pour s'enquérir de ses fils. Et soudain, leur comportement, devenu plus conciliant, se métamorphose à nouveau. Ils lui ordonnent de ne plus venir et ne pas apporter à manger. Ils l'envoient balader jusqu'au jour où Karim est libéré. Ils la préviennent que Mounir a été transféré ailleurs, en l'insultant : « Ah, tu viens pleurer ton fils, ce criminel, tu ne pleurais pas quand il égorgeait les nôtres, ah, vous vouliez l'État islamique ! » Ils prétendent l'avoir transféré à un autre endroit, mais en fait il est encore chez eux. Mounir disparaît donc pendant deux semaines sans que sa famille ne sache où il se trouve. (Ce n'est qu'avec l'intervention d'un avocat que nous apprendrons enfin qu'il est écroué à la prison d'El-Harrach ; il y restera près de trois ans en mandat de dépôt avant de passer en justice où il sera condamné à six ans de prison. Il fera appel et sera libéré en 1999.)

En sortant de la gendarmerie avec Merouane, nous allons chez lui pour prendre quelques vêtements. Arrivés à la hauteur du salon de thé « Takfarinas », j'aperçois un groupe de militants islamistes attablés. Ils accostent Merouane et lui demandent si Mounir a vraiment été arrêté et s'il a parlé. Merouane les renseigne, mais je lui ordonne rapidement de me suivre. Je crains que le fait de parler avec ces personnes ne nous mouille davantage. Nous étions déjà suspects. Ils sont là pour savoir si Mounir a donné des noms et s'ils doivent déguerpir. Merouane m'explique que ce sont des jeunes qui militent dans des réseaux, mais qu'ils ne sont pas encore connus des forces de sécurité. Ils savent que s'ils sont grillés, ils doivent prendre le maquis.

Le réseau dont fait partie Mounir est grand et actif de Baraki jusqu'à Reghaïa (dans la banlieue est d'Alger). À l'origine, il s'agit d'un groupe de bienfaisance qui récoltait des vivres pour les pauvres de la cité 2 004 logements. C'est une façon de venir en aide aux gens des maquis et aux prisonniers dont les familles sont souvent sans ressources. Pendant un certain temps, ils récoltent des dons des commerçants en produits ou argent. Quand ceux-ci ne donnent plus rien, ils commencent à intimider les travailleurs des grandes surfaces. Pour eux ce n'est pas du vol, c'est un butin de guerre puisqu'il s'agit de



biens de l'État. Ces vols se font à grande échelle, avec la complicité de certains qui y travaillent. Mais cette source s'étant presque tarie, ils passent aux petits hold-up.

Ils attirent finalement l'attention des enquêteurs lors d'un détournement de fonds de 100 000 dinars dans le souk-el-fellah de Bab Ezzouar. La police enquête sur ce vol et constate qu'un certain Nourredine, qui travaille dans un souk-el-fellah, est impliqué. Ce dernier est sous les ordres de Hocine Bougandour, celui qui collabore avec les groupes sans avoir jamais été condamné par la justice. Un jour qu'il se rend avec un groupe de quatre ou cinq hommes au souk-el-fellah pour se « ravitailler », ils sont surpris par une descente de police. Nourredine est arrêté tandis que Bougandour fuit et prévient tout le monde de déguerpir. Mounir aussi prend le large, mais il ne va pas bien loin puisque c'est chez moi qu'il atterrit. C'est Bougandour qui garde les fameux cabas contenant l'argent d'un hold-up commis dans une banque de Baraki et que les militaires cherchent chez moi. Et c'est ainsi que, dans cette histoire, Mounir a écopé de six ans de prison alors que Bougandour, arrêté peu après, sera relâché quelques jours plus tard !

Toute cette affaire m'a beaucoup angoissé. Je crains que les militaires doutent de moi et j'imagine sans arrêt que notre maison va être démolie. J'ai souvent observé ce genre d'opérations, notamment aux Eucalyptus et à El-Mardja, où des personnes soupçonnées d'aider les groupes terroristes sont arrêtées chez elles et leurs maisons dynamitées. À Bentalha, en 1996, la maison d'El-Azraoui, arrêté pour avoir soutenu les groupes, a été démolie au bulldozer.

Plus tard les « patriotes », ces miliciens supplétifs de la gendarmerie qui feront leur apparition en 1995, se chargeront aussi de ce genre de destructions. Ils brûlent les maisons des familles suspectes en toute impunité. En 1996, par exemple, cela arrivera à une famille qu'on appelait les « Marocains », dont le plus jeune des frères avait rejoint les groupes. Les parents étaient tout à fait contre et il a même été renié par son père. Mais des patriotes venus de Baraki se sont vengés sur la famille en incendiant la maison. La famille a quitté le quartier pendant un certain temps, mais elle est revenue plus tard. Ils ont reconstruit.

## Une opération de grande envergure

En septembre 1994, l'information circule que dans plusieurs villages, du côté de Boumerdes et Larbaa, les groupes armés délésteraient les citoyens de leurs pièces d'identité. Ceux qui ne veulent pas obtempérer seraient fouettés à mort. La nouvelle se répand vite à travers l'Algérois où les gens paniquent, d'autant plus qu'ils savent qu'ils sont sans défense. Tous les quartiers y passent, même la cité 2 004 logements où habitent ma mère et mes neveux. L'un d'entre eux, Amine, me raconta qu'un après-midi, alors qu'il était assis avec deux de ses amis devant la porte de l'immeuble, trois jeunes se dirigèrent vers eux et, tout en leur montrant les fusils-mitrailleurs cachés sous leurs *kamis*, exigèrent leurs papiers d'identité. Mon neveu, qui n'avait pas ses papiers sur lui, fut pris de panique. Il les supplia de lui permettre d'aller à la maison les chercher. L'un des jeunes du groupe le gifla et lui donna deux minutes pour être de retour. Amine escalada en trombe les escaliers des trois étages, prit son portefeuille, redescendit les escaliers, le tout en 49 secondes !

Un peu partout, ce sont des petits groupes qui longent les rues et interceptent les habitants pour leur enlever les papiers. Il ne nous semble pas que ce soit systématique, bien que toute notre région soit touchée. Nous apprenons qu'ils viennent de passer par Caïd-Gacem. La rumeur circule déjà que leur visite à Bentalha est imminente. Comme je ne connais pas le commandant de la caserne de Baraki, je ne veux pas m'adresser à lui directement, craignant des fuites et les représailles des groupes. En revanche, je connais bien les responsables militaires de Meftah et de Dar el-Beida et je leur rends visite pour leur faire part de ce qui se prépare. Je les prie de prévenir les responsables militaires de ma commune. Dans notre quartier, Haï el-Djilali, nous discutons ardemment de la venue des groupes et de la manière de nous comporter. Certains disent qu'ils ne veulent pas avoir d'histoires, d'autres affirment qu'ils s'opposeront à eux, quant à moi, en rigolant, parce qu'il faut bien rigoler, je leur dis que s'ils ont l'audace d'approcher ma maison, je leur lâcherai un parpaing de la



terrasse. Et puis, je suis persuadé qu'ayant prévenu les militaires, ceux-ci interviendront.

Nous sommes en octobre 1994 et nous nous attendons tous les soirs à la visite du groupe. Je suis sur la terrasse avec M'hamed. La nuit est calme et douce. De nombreuses lampes extérieures sont éteintes, mais la lune est si claire que nous distinguons bien les objets à des dizaines de mètres. Il est exactement 22 heures quand nous entendons un bruit violent de coups frappés contre un rideau métallique et des voix crier : « Ouvrez, ouvrez, c'est le GIA. » Les voix proviennent de chez Ziane, à deux pâtés de maisons de la mienne.

Tout à coup, nous apercevons des individus qui avancent et se déploient dans les ruelles du lotissement. Le vacarme des coups cognés sur les rideaux métalliques se rapproche. De nouveaux heurts chez Ziane retentissent, il dort ou n'ose pas ouvrir. Nous percevons des coups de pied, des insultes et des menaces. Enfin, il réagit et, après un court échange de mots, il finit par abdiquer et leur demande de patienter. Il ouvre la porte quand le claquement d'une gifle se fait entendre. Les intrus pénètrent chez lui en le poussant à l'intérieur. Dans la ruelle où il habite, les portes s'ouvrent l'une après l'autre. Je regarde la scène, impressionné par le nombre d'assaillants.

Je descends de la terrasse sans dire un mot à mon voisin et je me rends dans ma chambre pour cacher mon passeport et mon permis de conduire. Je prends soin de préparer ma carte d'identité, qui est dans un piteux état. J'ai besoin de mon passeport, parce que je ne sais pas ce qui va arriver et qu'il faut toujours être prêt pour un départ imprévu, d'autant plus qu'en cas de perte ou de vol les autorités n'en délivrent un nouveau qu'après deux ans ou plus. Le permis de conduire m'est indispensable pour mon travail. Ma femme et les enfants dorment paisiblement, ne se doutant de rien. Je remonte sur la terrasse pour observer ce qui se passe. Du côté du petit oued, le groupe s'est scindé en deux, l'un d'eux s'approche de nous. Il avance d'une façon très ordonnée, en passant au crible toutes les maisons. Bien sûr, certaines sont vides, mais les assaillants procèdent à des vérifications en questionnant les voisins ou en passant les murs de clôture. M'hamed est là et, tout en suivant leur progression, nous évitons de nous montrer.

Soudain, un groupe surgit dans la ruelle à côté de ma maison. Nous les distinguons très bien, car à cet endroit l'éclairage extérieur est allumé (ce sont des projecteurs que nous avons installés nous-mêmes, mais après cette opération les groupes armés — j'y reviendrai — nous ordonneront de les éteindre). Les membres du groupe portent des tenues différentes. Certains sont vêtus à l'afghane avec turban sur la tête, d'autres en jeans, T-shirt et chaussures de sport, et quelques-uns portent une *kachabia* (manteau de laine traditionnel, typiquement maghrébin). Les visages de certains sont masqués de cagoules d'où dépassent de longues barbes. Ils sont tous armés. M'hamed me dit qu'ils sont au moins deux cents à deux cent cinquante ; je pense que c'est exagéré, mais en tout cas ils sont très nombreux. Pour ma part, je n'ai reconnu personne. Ce sont en majorité des jeunes, mais les hommes entre trente et quarante ans sont nombreux également.

Il est environ 23 h 30 quand ils frappent à ma porte. Je descends en courant de ma terrasse pour leur ouvrir, quand ma femme qui s'est réveillée me demande ce qui se passe. Je lui fais signe de ne pas se montrer et j'ouvre la porte d'entrée. Deux jeunes au visage découvert et en jeans se postent de part et d'autre de l'entrée, l'un tient une Kalachnikov, l'autre une mitraillette de marque Uzi. Un troisième, vêtu d'une *kachabia*, a le visage couvert d'une cagoule. Il doit porter une longue barbe. Il tient un grand sac dans lequel s'amoncellent des dizaines de porte-documents ou autres papiers. Sans un mot, je comprends qu'il faut mettre ma pièce dans le sac. C'est à ce moment-là que celui qui tend le sac, étonné, s'adresse à moi en me disant avec un accent algérois : « C'est tout ? Va chercher les autres papiers ! »

Je lui réponds que c'est le seul document que j'ai. Il enchaîne : « Et ta famille ? Tu habites seul ? » Je lui dis que je vis avec ma femme et mes deux petits enfants. Ma femme, qui porte le hidjab, ne veut pas se laisser photographier sans foulard. C'est pourquoi elle ne peut avoir de carte d'identité. La ruse est risquée, mais il se contente momentanément de cette explication en me menaçant toutefois de revenir et de vérifier si j'ai dit la vérité. À les voir comme cela devant moi, je trouve qu'ils n'ont rien d'islamistes. Les jeunes, surtout,



semblent très à l'aise dans leurs jeans et ont des coupes de cheveux à la mode. Ils ont l'air d'être bien nourris et entraînés. Je ne sais pas ce qui me fait penser que ce ne sont pas des islamistes, mais c'est une impression que je ne serai pas le seul à éprouver. J'ai eu l'occasion de voir des hommes des maquis : ils ont un autre comportement, sont farouches et distants. Souvent, ils ont une marque sur le front (qui vient du fait qu'ils l'appuient sur une pierre en priant), leur langage est truffé de formules religieuses et ils invoquent Dieu à tout moment. Ceux qui nous ont rendu visite n'ont rien de tout cela et certains pourraient être tout juste sortis d'une boîte de nuit de Fort-de-l'Eau, Bordj el-Kifan, un quartier de divertissement en bord de mer ! Pourtant, fait étrange, certains d'entre eux ont été reconnus par des habitants du quartier.

À aucun moment, ils n'essaient de pénétrer chez moi et les deux jeunes ne prononcent pas un mot. Le barbu me regarde une dernière fois, comme pour susciter une réaction de ma part, mais je ne bronche pas. C'est vrai qu'il n'est pas courant d'habiter seul avec sa famille dans une telle maison. Généralement, il y a plusieurs frères qui se partagent la demeure.

Enfin, ils repartent en me saluant. Je continue de les observer par-dessus mon mur de clôture, qui n'est pas très haut. J'aperçois un autre groupe devant une maison située dans la ruelle à gauche de la mienne, où toutes les lumières sont éteintes. Ils frappent, mais personne n'ouvre. Ils me voient et l'un des hommes me demande si la maison est habitée. Mohamed et sa famille viennent juste d'emménager, mais ils ne fréquentent personne dans le quartier et se terrent chez eux. Ils éprouvent encore quelques difficultés à s'installer définitivement, particulièrement les adolescents qui n'ont pas d'amis ici et qui font tout pour rester dans leur ancien quartier. Ce soir-là, ils sont là, mais je leur réponds que la famille s'absente souvent et que, cette semaine, je ne les ai pas vus. Encore un mensonge. En leur répondant, j'entends Cheikh Brahim, le père de Fodhil, parler à un autre groupe. Il vient de lui remettre la totalité des documents des membres de sa famille et l'accompagne quelques mètres en soulevant le bras en guise de salut : « Que Dieu soit avec vous, je souhaite vivement que vous vainquiez ! »

Malgré mon double mensonge qui me met mal à l'aise, je suis un peu fier de ne pas m'être entièrement soumis, mais il est temps de m'éclipser sans tarder. Je referme la porte à double tour et, après avoir expliqué à ma femme qui m'attend debout dans le couloir ce qui s'est passé, je monte en courant sur la terrasse pour suivre le déroulement de l'opération. M'hamed est déjà de retour sur la terrasse et m'attend. Il me dit avoir tout remis au groupe qui s'est introduit chez lui. Il a peur pour notre voisin Moussa, fonctionnaire au ministère de la Défense. Il se poste au bord de la terrasse du côté de Moussa (maison n° 29<sup>1</sup>) et observe la scène jusqu'à ce que ce dernier referme la porte derrière lui, sain et sauf. Moi, je me tiens du côté opposé, où je vois que Mustapha Djaro (maison n° 54) n'arrive pas à ouvrir sa porte. Le groupe s'impatiente et menace de la fracasser. Mustapha bégaie de sa petite cour qu'il ne retrouve pas les clefs. Il les supplie de patienter une minute. Les autres lui répondent qu'ils n'ont pas de temps à perdre et que s'il ne veut pas ouvrir, c'est qu'il a quelque chose à se reprocher. Enfin, il arrive à l'ouvrir, sa femme le suit, anxieuse. Il leur remet deux sacs en expliquant que l'une est la sienne et la seconde celle de sa femme. Les intrus vérifient tous les papiers avant de s'en aller.

Juste à côté de chez Mustapha, nous voyons passer trois éléments du groupe emmenant avec eux un homme âgé. Je reconnais sa voix, c'est celle d'un sous-officier en retraite de la garde républicaine (unité militaire chargée de la protection du président de la République), qui vient d'emménager avec sa famille, il y a à peine deux mois. En passant devant ma maison, j'entends des membres du groupe lui dire qu'il n'a rien à craindre, qu'ils veulent juste le présenter à l'émir, le chef du groupe.

Je m'attends toujours à une intervention des militaires. Plus le temps passe et plus je m'inquiète. Il est actuellement minuit passé, les éléments du groupe armé se rassemblent sur le grand boulevard, et je vois qu'ils entraînent avec eux plusieurs hommes enlevés que je ne reconnais pas. L'un d'entre eux les

1. Voir p. 307, le plan détaillé de notre quartier avec la liste des maisons et de leurs occupants.



supplie de le laisser retourner chez lui. Il gémit : « Bien sûr, j'ai passé mon service militaire, mais cela fait déjà bien longtemps. » Les autres lui répondent, en le bousculant pour qu'il avance : « Tu es concerné par le terrorisme. »

À 2 heures du matin, je redescends de la terrasse pour aller me coucher. J'espère trouver le sommeil. Dans leur chambre, les enfants, heureusement, ne se sont aperçus de rien, ils dorment profondément. Je m'attarde quelques minutes dans le noir quand j'entends à nouveau des hurlements et des coups cognés sur une porte toute proche. Je remonte cette fois-ci au premier étage et, à travers les persiennes, j'aperçois un groupe qui s'apprête à enfoncer le portail de Messaoud (maison n° 65), qui vit là avec sa femme et un garçon de cinq ans. Il a toujours peur, d'autant plus que, étant originaire de Bentalha, il connaît bien les « terros » du coin et ne leur fait pas très confiance. Endormi, il a été réveillé par ce tapage et, pris de panique, il refuse d'ouvrir. Finalement, il cède lorsqu'il se rend compte que bientôt les assaillants se seront frayé un passage de force. C'est à ce moment-là que je remarque que les hommes qui s'acharnent sur la porte ont un accent prononcé de l'Est du pays.

Ils pénètrent chez lui. J'ai une très bonne vue de là où je me tiens caché. Messaoud est torse nu, sa femme en chemise de nuit. Les intrus leur ordonnent d'aller s'habiller. Il enfle une veste de survêtement et revient à la hauteur de l'homme qui a l'air d'être un chef. Plusieurs hommes entrent dans la maison et je vois Messaoud au milieu de la pièce éclairée montrant tous les papiers à ses agresseurs. Ils discutent longuement et lui demandent pour quelles raisons il n'a pas voulu ouvrir. Deux hommes l'accompagnent dehors où attend un grand homme en *kachabia* dont le visage est caché par une cagoule. Celui-ci lui pose quelques questions et Messaoud peut finalement rejoindre sa maison, soulagé. Il a été épargné parce qu'il le connaissait. C'est un gars du quartier, du nom de Bouchakour, qui sèmera la terreur dans un proche avenir. En plus de cela, la femme de Messaoud a deux frères maquisards, qui seront tués plus tard.

## Scènes d'horreur

J'apprends tout cela le lendemain, ainsi que le fait que le groupe armé n'a pas seulement encerclé notre lotissement mais tout Bentalha. L'opération a débuté aux environs de 20 heures et duré jusqu'à 3 heures du matin. Le groupe, qui s'était présenté comme étant du GIA, est revenu dans la même nuit, après s'être rendu compte qu'une partie du lotissement avait été oubliée. Le quartier a été passé au peigne fin et je me suis demandé s'ils n'avaient pas eu une liste, sinon, comment avoir remarqué des absents ? Une dizaine de jeunes et deux émirs ont été reconnus de la population, notamment Omar, le frère de Djeha, un membre de groupe armé, le fils d'un commerçant habitant près du quartier des Kabyles et un jeune de la cité 200 logements. Les autres assaillants étaient inconnus, mais ce qui nous a particulièrement frappés, c'est l'importance du groupe et la présence de nombreux gars de l'Est. Ils semblaient très bien organisés et opérer de manière très systématique. Une fois leur besogne achevée, les assaillants se sont regroupés sur le boulevard avant de disparaître par les vergers.

Cette nuit-là, je n'ai pas réussi à trouver le sommeil. À peine le jour levé, je sors pour aller au travail. Je fais les premiers pas dans la ruelle à côté de chez moi, quand j'aperçois un attroupement important. Une femme et ses deux fils se dirigent vers moi, en pleurant. C'est la famille de l'adjudant-chef de la garde républicaine en retraite. J'appréhende ce qui s'est passé, mais je n'ose pas le leur demander. Je continue vers l'attroupement au loin. Arrivé à la hauteur du grand boulevard, devant la première maison de la cité 200 logements, je vois une masse énorme recouverte d'un drap blanc taché de sang. De nouveaux arrivants se précipitent sur le tas et soulèvent le drap. Je me retiens pour ne pas vomir à la vue des trois corps entassés l'un sur l'autre ; le premier cadavre n'a plus de tête.

Un homme déchaîné court dans tous les sens, il ne retrouve pas son fils enlevé la veille. C'est le jeune appelé que j'avais entendu implorer ses ravisseurs. Quelqu'un lui conseille d'aller voir un peu plus loin, là où ont été découverts d'autres cadavres. Mais le malheureux a déjà cherché dans tout



Bentalha, en vain. Il découvrira son fils décapité à Aïn-Naadja. Je vais moi aussi voir ce qu'il y a plus loin. Sur place, au centre du boulevard, la même scène, sauf que les cadavres ne sont pas recouverts. Il est très difficile de les reconnaître, car leur visage et leur corps sont recouverts de sang séché. À quelques mètres de là, derrière la pépinière, une « assiette » de parabole traîne par terre. Dans cette assiette, un casier en bois où est posée une tête. C'est celle de l'adjudant-chef de la garde républicaine. Ce spectacle est si monstrueux qu'il en devient presque surréaliste. Je ne peux en supporter davantage. Je sens mon sang se figer en moi, c'est comme si un peu de ma vie partait aussi. Je rentre rapidement chez moi pour éviter à ma famille de voir cette scène horrible. Treize personnes ont été tuées, parmi elles quelques militaires. J'apprendrai plus tard que le frère de Saïd, un capitaine de l'armée, a été assassiné à cette occasion. Saïd, lui, deviendra patriote plus tard. Est-ce un double avertissement ? Pour les militaires et pour ceux qui possèdent une parabole ou la télévision ?

Les militaires ne sont venus qu'à 10 heures du matin, accompagnés d'ambulances. Ils tirent dans tous les sens pour terroriser la population, parce qu'elle s'est pliée aux exigences des groupes. Les rues sont presque vides et personne n'ose sortir de peur des représailles. Ils repartent assez rapidement et les ambulances emportent les cadavres. Ce n'est qu'à ce moment-là que les habitants sortent un à un. La mort plane sur notre lotissement. Si cela ne pouvait être qu'un mauvais rêve ! Malheureusement, cette agression a bel et bien eu lieu dans la nuit et les morts sont très réels. Maintenant, il faut se rendre à la gendarmerie de Baraki pour porter plainte et faire une déclaration de vol de documents. Avec quelques voisins, nous prenons une fourgonnette en guise de transport. Sur le bord de la route, l'assiette de parabole est encore là, pleine de sang. Elle y restera quinze jours, jusqu'à ce que les militaires l'enlèvent. Nous voyons de nombreuses familles prendre la fuite, emmenant quelques effets avec elles.

À la hauteur de la gendarmerie, une foule immense attend déjà devant le portail. Certains n'osent pas s'approcher. Deux gendarmes sortent du poste et insultent les personnes qui attendent : « Vous leur avez donné vos papiers ? La prochaine fois,

donnez-leur vos femmes, bande de traîtres. » Dégoûté, je m'éloigne. Les gendarmes ont même refusé d'enregistrer les plaintes. Il a fallu l'intervention des autorités pour qu'environ trois mois plus tard le problème se règle. Par les temps qui courent, toute personne sans papiers d'identité est suspecte !

Cette intrusion a fait paniquer les gens. À Bentalha, elle avait un tout autre caractère qu'à d'autres endroits. Ailleurs, des groupes de quatre ou cinq éléments délestaient les habitants de leurs papiers, individuellement. Mais chez nous ainsi qu'à Larbaa, cette opération avait un caractère paramilitaire ! À la suite de ce carnage, de nombreux habitants fuient le quartier, abandonnant leurs maisons. Nous aussi, nous sommes allés à Baraki, chez ma mère.

## Dérapages, confusion, incompréhensions

### Les destructions d'infrastructures

De plus en plus d'actes de sabotage sont perpétrés dans les années 1994 et surtout 1995. Les groupes armés ne s'attaquent pas seulement aux commissariats et aux casernes, mais aussi à un nombre considérable d'entreprises publiques, usines, grandes surfaces, bâtiments administratifs des sociétés nationales, banques, etc. À Baraki, les attentats les plus spectaculaires sont ceux commis contre la nouvelle agence du CPA (Crédit populaire algérien), la banque de Baraki, et l'entreprise ONACO. Les autobus sont très souvent incendiés, puis ce sont les lignes téléphoniques qui sont coupées, conséquence des poteaux sciés entre Baraki et Sidi-Moussa.

Il n'y a plus de transport public depuis la fin 1993, et il faut attendre un peu plus d'un an avant que des fourgonnettes privées ne prennent en charge la navette entre les différents quartiers de la périphérie et Alger. En réalité, grâce à l'anéantissement de secteurs entiers de l'économie étatique, les privés ont non seulement pu s'installer mais acquérir certains monopoles. Nous avons observé ce phénomène dans le transport de passagers et de marchandises, l'approvisionnement de

matériaux de construction et même la production de matériaux de construction, puisque des fabriques de ciment et des briqueteries par exemple ont été détruites. Les nouveaux entrepreneurs privés qui s'établissent paient les groupes armés. C'est donc grâce aux GIA qu'ils ont pu prendre pied. Et quand ils ne peuvent plus payer, les GIA détruisent leurs installations.

Ce vol organisé a de graves conséquences pour les victimes. Non seulement, les commerçants ou autres petits entrepreneurs sont à la merci de groupes toujours plus avides, mais il n'est pas rare que les personnes rackettées soient arrêtées par la gendarmerie. Il est incontestable que, dans les premiers temps, bon nombre de commerçants ont soutenu les groupes volontairement. Mais au fil des mois, les actions des groupes sont de moins en moins intelligibles et c'est l'incompréhension qui règne. La pression se fait de plus en plus forte et une grande partie des commerçants de Baraki et Bentalha sont contraints de déboursier pour pouvoir survivre.

Ces derniers en ont assez et je peux témoigner du courage de nombre d'entre eux, qui ont mis leur vie et celle de leur famille en péril ou ont même payé de leur vie pour ne plus se plier au diktat des groupes. Je connais des entrepreneurs à Boudouaou qui n'ont pas voulu être rackettés et qui ont changé de lieu de résidence ou ont été tués. J'ai vu moi-même, à Reghaïa, deux jours de suite, de nombreux camions incendiés. Les propriétaires s'étaient concertés pour ne plus être sous la coupe des groupes armés : leurs véhicules ont tout simplement été détruits. Quant au propriétaire du kiosque de Haï el-Djilali, il a subi tant de pressions qu'après avoir payé plusieurs fois d'importantes sommes aux groupes, il a fermé son commerce. Les menaces n'ont pas cessé et à l'occasion de l'une de ses rares visites à Bentalha, il a été assassiné.

Ce qui me révolte, c'est le fait que ces commerçants et les autres personnes rackettées soient arrêtés et passent en justice, accusées de soutien au terrorisme. J'ai l'occasion d'en parler à un gendarme, qui m'explique que ces commerçants sont connus des forces de l'ordre parce que les GIA les dénoncent et que les services de sécurité disposent même de listes sur lesquelles sont inscrites les sommes versées. La raison qu'il me donne n'est pas très convaincante : il s'agirait pour les GIA



de les compromettre pour les inciter à prendre le maquis. Même à la télévision, on nous présente des témoignages de commerçants arrêtés qui avouent leur délit. En réalité, nous constatons souvent qu'un membre de groupe armé repent ayant dénoncé le commerçant est remis en liberté, tandis que ce dernier écope de plusieurs années de réclusion, accusé de soutien au terrorisme. Mais les pauvres commerçants sont aussi rackettés par des membres des services de sécurité. En 1995, j'ai vu une fois de mes propres yeux comment un magasin d'alimentation a été dévalisé par des policiers en uniforme. Ils ont même stationné un camion à la porte et sorti toute la marchandise. Où aller se plaindre dans ce cas ? On pouvait tout de suite être taxé de terrorisme et se retrouver en prison !

En fait, cette situation extrême ne peut qu'arranger le pouvoir. Elle permet de liquider des dizaines d'entreprises publiques non rentables, de licencier des milliers de travailleurs pour raison de « chômage technique » et de ne pas leur verser les salaires. Les nouveaux patrons profitent eux aussi de cette précarité pour introduire de nouveaux contrats d'embauche qui ne garantissent plus aucun droit aux travailleurs. Tout est permis, et la situation sécuritaire sert de prétexte pour tout. Tandis que les employés du secteur public sont confrontés à des contraintes de plus en plus éprouvantes, de nouvelles activités privées, comme l'importation de biens de consommation, fleurissent et permettent à des arrivistes de s'enrichir en un rien de temps.

Plus tard, ce seront les écoles et les centres de santé qui seront touchés. Chez nous, en 1995, une bombe est placée dans le centre de santé sur le grand boulevard ainsi que dans l'école primaire à côté. Pour les enfants et leurs parents, c'est une situation très difficile à gérer, car ils doivent rejoindre les établissements scolaires à Baraki. Tous les jours, je fais l'aller-retour pour emmener ma fille à l'école, mais au bout de quelques semaines nous décidons, ma femme et moi, de la laisser chez ma mère à Baraki, parce que je n'arrive pas à concilier mon emploi du temps et le sien.

Face à ces actes de sabotage, les militaires réagissent en réprimant la population locale, la considérant comme

complice. Ils débarquent toujours en retard et emmènent des personnes au hasard. Lorsqu'à Bentalha le parc de matériaux de la Sonelgas situé derrière l'école (celle-ci deviendra plus tard le siège de la garde communale) est incendié, toute la zone est couverte d'une épaisse fumée noire. Des poteaux en bois, des grues et autres engins ont été brûlés. Les militaires ne viennent, comme d'habitude, que le lendemain et sillonnent les ruelles de Bentalha, ciblant les personnes déjà fichées, qu'ils embarquent. Mais nous voyons bien les agissements de certaines autres personnes et nous sommes étonnés qu'elles ne soient pas inquiétées. Elles sont, semble-t-il, tolérées jusqu'au moment où, pour fournir des informations, elles sont arrêtées.

Pour les habitants de régions comme la nôtre, la vie quotidienne est devenue une vraie galère. Les problèmes des transports et des barrages ne sont pas les moindres, parce qu'il nous faut les affronter quotidiennement. Même le fait de disposer d'un véhicule personnel ne facilite pas toujours les choses. Il y a bien évidemment les contrôles routiers permanents, mais également l'interdiction après une certaine heure d'entrer avec son véhicule dans des localités comme Sidi-Moussa. Pourtant, on ne peut le laisser à l'extérieur, car il est pratiquement certain qu'il sera volé par des groupes armés. Et si un quelconque acte terroriste est commis avec un véhicule privé, son propriétaire est « cuit ».

Pour un chauffeur de voiture ou de camion d'une société, il faut absolument éviter de se faire enlever ou brûler le véhicule. La menace de mise en chômage technique plane comme une épée de Damoclès. Sans parler du fait que la possibilité de faire des heures supplémentaires et d'être envoyé en mission est totalement compromise — des « extras » qui permettraient aux chauffeurs d'arrondir leurs fins de mois. Si le véhicule est brûlé, le chauffeur passe en conseil de discipline et est mis à l'index. C'est la même chose pour les gardiens de bâtiments ou de parcs automobiles. Et il n'est pas rare que des poursuites pénales soient engagées, qui aboutissent à une condamnation de prison ferme. Mais ne pas abandonner son véhicule lorsqu'un groupe armé l'ordonne, cela peut signifier la mise à mort. C'est pour cela que les chauffeurs sont toujours bien



informés des barrages des groupes ainsi que des routes à éviter pour cause d'insécurité.

Mohamed « Tourdo » et Mohamed Tablati, deux voisins de Haï el-Djilali, sont passés par là. Le chef de parc de Mohamed Tablati, employé par la Cour des comptes, oblige celui-ci à prendre quotidiennement le véhicule après le travail avec lui pour se faire chercher le lendemain de bonne heure. Pourtant, il sait très bien qu'à Bentalha les groupes sont actifs. Un jour, fin 1995, le véhicule est incendié. Tablati est convoqué par la direction, qui le suspend de ses fonctions et porte plainte contre lui. Il est condamné à deux mois de prison. À sa sortie, il n'est pas réintégré par son employeur. Pour ne pas se mouiller, les supérieurs ne donnent des ordres que verbalement. S'il arrive un incident, c'est le chauffeur qui en porte seul la responsabilité. Dans le cas de Tablati, il lui a été reproché d'avoir pris cette décision lui-même et il devait donc l'assumer.

Pour Tourdo, c'est une autre affaire. Début 1995, des membres du groupe armé passent pour prendre sa voiture personnelle. Ils menacent de le tuer s'il les dénonce. Ils exécutent un attentat près de la sablière à Bentalha et ils volent des pneus à un autre endroit. Les gendarmes arrêtent Tourdo et, comme sa voiture a été impliquée dans un acte de sabotage, il écope de deux mois de prison.

### Étranges émirs

Les personnages que j'ai vu agir ouvertement dans la zone de Bentalha sont ceux qui font la loi à partir de 1994. Bouchakour est pendant plus de deux ans l'émir de notre région. Originaire d'une ferme près de Bentalha, il a une réputation de petit délinquant qui ne fréquentait pas trop les mosquées avant l'avènement du FIS. Il prend assez rapidement les armes après l'arrêt des élections et c'est lui que nous verrons habituellement sur les barrages. Il a, d'après certains habitants, participé à l'opération d'enlèvement des papiers d'identité. Il se vante d'avoir égorgé lui-même deux cents personnes !

Le vieil imam de Bentalha rapporte qu'un jour de 1995, une semaine avant les élections présidentielles, alors qu'il est

arrêté à un barrage de Bouchakour et son groupe, il assiste à une scène cruelle. Le groupe est à la recherche d'un jeune homme qui serait sur le point de rentrer à la maison après avoir effectué son service militaire, pour le liquider. Un élément du groupe dit à Bouchakour : « J'ai entendu dire que ton frère avait passé son service militaire, alors avant d'aller chercher ce mec-là, il faudrait déjà commencer par lui ! » Bouchakour aurait tout simplement sorti son PA et tiré une balle dans la tête de celui qui l'a interpellé ainsi. L'imam s'adresse à Bouchakour en lui disant : « Mais tu ne te rends pas compte de ce que tu fais là ? C'est une injustice qui n'a rien à voir avec l'islam. » Bouchakour lui répond qu'il a reçu des ordres et que nul n'a le droit de contredire ses décisions. Je ne sais pas de qui il a reçu ces ordres. Il sera tué trois jours après dans une embuscade militaire.

Ensuite il y a Chergui, un voyou d'une trentaine d'années qui a été déclaré mort au moins à deux reprises. La première fois fin 1996, lors d'un accrochage avec les militaires et la seconde fois lors du grand massacre de Bentalha en septembre 1997. Al-Azraoui, âgé d'environ trente-trois ans, habitait quant à lui avec sa famille à l'entrée de Bentalha. C'était plutôt quelqu'un de discret et de pieux qui fréquentait les mosquées. Il était vendeur ambulant de fruits et légumes. Les gens disent de lui qu'il n'était ni agressif ni violent. Il a pris les armes plus tard et a succédé à Bouchakour après la mort de celui-ci. Lui aussi a été déclaré au moins trois fois mort : une fois en compagnie de Chergui fin 1996, une deuxième fois au moment d'une grande offensive militaire à Caïd-Gacem pendant l'été 1997, et enfin la dernière fois durant l'offensive de Ouled-Allal début octobre 1997.

Tous ces hommes nous sont présentés comme des Rambo. Pas seulement par les habitants du quartier qui les craignent et les redoutent, mais aussi par les militaires. Je me souviens très bien comment M'rizek, le capitaine responsable du poste avancé de Bentalha, a dit à un patriote qui se vantait de ne pas avoir peur de Al-Azraoui : « Que crois-tu ? Tu vas te permettre de tuer Al-Azraoui alors que moi, je lui ai tiré huit balles dans le corps sans qu'il meure ? »



La vie dans toute la région de Blida, Médéa, Meftah et les banlieues sud et est d'Alger, dont Baraki et Bentalha, devient infernale. Après l'intrusion, en octobre 1994, des groupes qui nous ont enlevé les papiers et l'assassinat des voisins, notre enfermement s'est accru. Nous étions déjà marginalisés géographiquement mais là, avec la peur et le diktat des groupes, c'est un isolement complet. Nous avons installé des projecteurs individuels dans les rues, puisque la mairie avait tout laissé tomber, y compris l'éclairage. À partir de l'été 1995, certaines familles commencent à éteindre leur projecteur sans que je comprenne pourquoi. Et puis j'apprends qu'il s'agit d'une instruction des groupes. Moi, je suis tout à fait contre et je serai le dernier à l'éteindre.

C'est par pâtés de maisons que cela s'est fait. D'abord dans la zone de Sidali, près du grand boulevard, puis la cité 200 logements ; et finalement, nous recevons la visite de Mohamed, le fils de Sidali, qui nous prévient que le GIA a ordonné à toute la population d'éteindre la lumière. Dans de nombreuses banlieues, dès la nuit tombée, les rues sont plongées dans le noir. Pendant plus de deux ans, ce sera ainsi. Tant qu'il fait clair, nous pouvons encore nous rencontrer, mais dans la soirée chacun est chez soi. Parfois, je rencontre M'hamed sur notre terrasse commune. Mais il n'y a plus aucune distraction, plus personne ne joue dehors, ni au foot, ni aux boules, on ne promène plus les oiseaux et il n'y a que les hommes qui s'attardent encore un peu devant leur domicile. On ne laisse plus les enfants jouer dehors.

Nous sommes pour ainsi dire tétanisés. Nous vivons en fonction des lois imposées par les groupes armés, tout en étant à l'écoute de signes toujours plus alarmants. Les tout premiers militants islamistes qui se sont ralliés à la lutte armée ont été tués ou sont emprisonnés. Nos groupes locaux ont été assez rapidement récupérés par le GIA et à partir de la fin de l'année 1994, les émirs nationaux connus de la population, ceux qui ont un passé de militants et une certaine crédibilité, sont éliminés et remplacés par des voyous. Ceux qui prennent la relève, même dans nos quartiers, ne luttent plus pour une cause. Ils sont encore écoutés de la population, mais leurs actions se dirigent de plus en plus contre celle-ci et ce n'est que

le recours à la violence qui garantit son ralliement. Les anciens sympathisants islamistes s'engagent de moins en moins volontairement, mais il n'est pas rare que leur soutien de la première heure les empêche de faire marche arrière. L'engrenage est fatal : ils sont contraints de rendre des services aux groupes et, aux yeux des militaires, ils sont complices.

Cette position inconfortable va encore s'exacerber tout au long de l'année 1995. Le malheur est que, durant toute cette période au cours de laquelle les groupes dominent nos régions, aucune aide n'est à espérer de la part des autorités. Nous ne sommes pas seulement délaissés, mais pris véritablement entre deux feux. De surcroît, nous entendons parler de liquidations et d'arrestations de personnes qui ne peuvent être que la conséquence de dénonciations de la part de la police ou de l'armée : de plus en plus de gens se plaignent à la police des agissements des groupes ; et peu de temps après, ils sont liquidés.

### **Le cortège des morts**

Nous comprenons de moins en moins ce qui se passe. À partir de la mi-1994, les groupes règnent sans respecter aucune loi. Le GIA s'attaque à des familles, des jeunes, et impose des interdits qui suscitent des comportements aberrants. Les émirs et certains de leurs lieutenants se comportent en petits roitelets arrogants et exigeants. Les régions comme Larbaa, Meftah, Khemis el-Khechna sont même pendant un certain temps appelées « zones libérées », parce que les groupes y règnent totalement. Chez nous, la situation est un peu différente. On ne peut pas parler de « zone libérée », car les groupes n'ont pas le contrôle absolu sur nos quartiers. Mais dans toute la région, la folie semble régner. Tous les deux jours, nous découvrons des cadavres, y compris de jeunes filles. Parfois, ils sont accrochés à un poteau ou attachés avec du fil de fer, découpés en morceaux ou décapités. L'horreur ne semble pas connaître de limites et cette explosion de barbarie nous est tout à fait incompréhensible.

Les personnes tuées le sont parfois parce qu'elles refusent le racket ou bien parce qu'elles sont fonctionnaires, ou exercent



d'autres professions prohibées par les groupes armés. Elles sont considérées alors comme des traîtres ou des sbires du pouvoir « corrompu et impie ». Les cadavres mutilés de ceux qui ont été enlevés à Bentalha sont largués à El-Amirat ou Caïd-Gacem ou même Aïn-Naaja. Ceux qu'on enlève à Baraki, on les retrouve par exemple à Bentalha.

Le premier cadavre de femme que je vois, au début du mois de mars 1994, est déposé à l'entrée de Bentalha, en plein milieu de la route. Personne n'ose l'évacuer, car des gens ont été tués pour avoir porté assistance aux blessés ou pour s'être occupés des morts ou avoir assisté à un enterrement. À Meftah, par exemple, il y avait eu un attentat contre un camion-citerne qui descendait de la caserne. Un militaire avait été tué et le conducteur blessé. Ce dernier parvint à fuir jusqu'à la mosquée et chercha en vain de l'aide. Finalement, quelqu'un lui apporta du secours. Le lendemain, il fut liquidé par le GIA.

Moi, je ne suis pas assez courageux pour aider. Cela me révolte pourtant de voir des jeunes hommes tués sans que quelqu'un ose intervenir. Nous fermons les persiennes et nous nous retirons chez nous. J'assiste ainsi à deux ou trois reprises à des exécutions à Baraki et à Haï el-Djilali, sans que nous ayons le courage d'intervenir. El-Hadj, un sergent-chef retraité de l'armée qui travaille comme civil au ministère de la Défense, est tué à bout portant devant sa maison à Haï el-Djilali. El-Oufi et son complice, tous deux membres du groupe armé de Baraki, le guettaient. J'entends le coup de feu de chez moi et je me précipite à l'extérieur. D'abord, personne ne veut s'approcher de lui, et puis Issiakhen s'en charge. Mais il quittera le quartier peu après, craignant les représailles des groupes. Le propriétaire du kiosque, qui avait dû fermer à cause des pressions qu'exerçaient sur lui les groupes, a été tué dans la rue, comme je l'ai déjà évoqué, en 1995 ; son corps a été abandonné jusqu'à ce que les services de sécurité l'évacuent.

Plus la population prend ses distances vis-à-vis des groupes, plus la pression sur elle s'exacerbe. Ainsi, alors que, dans les années 1992-1994, les membres des groupes ont leurs propres véhicules, à partir de 1995, lorsque les forces de sécurité commencent à reprendre un peu le dessus, ils confisquent les

voitures des habitants. Du coup, de moins en moins de personnes ont des voitures à Haï el-Djilali : les uns les mettent sur cales, les autres les vendent.

Quand le groupe patrouille le quartier, je me fais discret. D'ailleurs, je ne m'aventure pas dans les alentours. Je sors tôt le matin pour aller au travail et je reviens en fin d'après-midi, avant l'installation du barrage. Je ne veux pas me faire repérer, parce que je crains qu'ils n'apprennent que je travaille pour les militaires. Je fais les achats à Baraki et je ne fréquente pas les gens de Bentalha, à de rares exceptions près. D'ailleurs, à cette époque, nous sommes souvent à Baraki chez ma mère ou chez ma sœur, à Bordj el-Kifan. Nous avons même été cambriolés à deux reprises pendant notre absence.

Pendant l'été 1995, apparaissent des individus que nous n'avions jamais vus auparavant. Ce sont des gaillards très costauds, tels qu'on nous les montrait à la télévision, en tenue afghane, longue barbe et crâne rasé. Ils ont des armes imposantes avec eux, des fusils-mitrailleurs FMPK. Ils sortent en plein jour et viennent s'approvisionner chez Chouch, qui a un petit magasin d'alimentation, et dans un autre commerce dans la rue derrière ma maison. Ils repartent en direction du grand oued et disparaissent dans les vergers. Ils n'entrent pas en contact avec la population. J'en ai vu trois ou quatre, mais je pense qu'ils sont plus nombreux dans les vergers. Ils ne sont pas restés longtemps, quelques jours peut-être, le temps de s'approvisionner.

C'est après la venue de ces maquisards que nous observons un regain d'activité de nos groupes locaux. Je les vois deux ou trois fois à Haï el-Djilali et à plusieurs reprises dans le vieux Bentalha. Ils sont généralement en voiture et sillonnent les quartiers. Ce n'est que lorsque les militaires ont enfin installé leur poste avancé à l'entrée de Bentalha, début 1996, qu'on ne les aperçoit plus en voiture. Mais ils continuent de s'activer à pied. Ils vont à Baraki ou Sidi-Moussa, où ils continuent à perpétrer des attentats contre des personnes ou des infrastructures. Nous apprendrons qu'ils empruntent des canaux désaffectés aménagés pour canaliser l'oued. Une fois leur opération accomplie, ils se regroupent le matin à l'entrée de Haï el-Djilali et se replient vers les vergers en direction de



Caïd-Gacem. À mon avis, il aurait été facile de les débusquer, puisque leur itinéraire était connu.

Je crois que, à ce moment-là, le groupe de Baraki s'est rallié à celui de Sidi-Moussa et qu'ils opèrent ensemble dans la région. Ils font des barrages au niveau de Caïd-Gacem, où plusieurs fois de suite ils attaquent des camions militaires pour disparaître soudainement dans la nature. Il s'est avéré par la suite qu'ils cachaient leurs véhicules dans la « maison de vieillesse » de Caïd-Gacem, qu'ils ont dû investir dès 1994 pour en faire leur QG. D'ailleurs, cela nous a toujours étonnés que l'hospice n'ait pas eu de problèmes, parce qu'il s'agit quand même d'une institution publique. Fin 1994, en raison des nombreuses attaques, les militaires ont bloqué la route menant de Sidi-Moussa à Bentalha, sauf pour les transports militaires et par moments aussi les publics. Depuis lors, il nous fallait faire le tour par Larbaa.

Avec la présence accrue des militaires à partir du début 1996, le ravitaillement des groupes se complique et ils se rabattent sur la population, même pour quelques litres d'essence. Au moment de la construction des maisons en préfabriqués à l'est de notre lotissement, pendant l'été 1996, l'entreprise de construction recrute cinq jeunes pour s'occuper du gardiennage de ce chantier. Il est clair que cette mission implique de s'exposer la nuit aux groupes armés. Il faut donc trouver un compromis avec eux. Certains n'acceptent pas et quittent le quartier, d'autres, comme Fodhil, qui habite dans la rangée de maisons où se trouve Nassia (maison n° 4), leur rendent de menus services, en leur fournissant de l'essence par exemple. Fodhil sera arrêté plus tard par les services de sécurité et « disparaîtra ».

Juste derrière Chouch, dans la même rangée, il y a un boulanger (n° 13). Le gérant est le gendre du propriétaire, un retraité de la mairie. Le fils de Boubaker travaille chez lui comme apprenti. C'est lui qui sert les groupes qui viennent s'approvisionner pendant la nuit. Il ne peut pas faire autrement. Je pense que le gérant l'a dénoncé en 1996 : les gendarmes et les militaires, en compagnie des miliciens, font une descente à Haï el-Djilali pour l'arrêter. À cette occasion, il est tué par un

patriote. Le boulanger a quitté les lieux début 1997, lorsque de nombreux habitants du quartier ont fui.

En 1996, le directeur et le responsable de l'administration de l'hospice ont été relevés de leurs fonctions. Il est difficilement imaginable que les militaires n'aient pas été informés de la présence des groupes à cet endroit pendant des années. L'hospice est isolé, mais il se trouve tout de même à cinq kilomètres de la caserne de Baraki, au bord d'une route départementale et dans un paysage très ouvert. Une allée bordée d'arbres mène vers la maison de vieillesse, située à quelques centaines de mètres du lotissement de Caïd-Gacem construit vers 1986.

### **Faux maquis**

Créée pendant l'été 1994, l'AIS n'est pas implantée chez nous, mais dans l'ouest et l'est du pays. Dans l'Algérois, à Tablat, Médéa, Larbaa et Meftah, le MIA était bien implanté, mais il a été fortement combattu par l'armée en 1992 et 1993. Pendant un certain temps, il semblerait que le GIA ait dominé le terrain, jusqu'à ce que, à partir de 1995, interviennent des défections de groupes s'opposant à ses pratiques. La population locale ne semble pas avoir de problèmes avec les anciens activistes du parti originaires de cette région qui sont montés dans le maquis. Nous avons déjà entendu dire que les ex-militants du FIS étaient la cible privilégiée des attaques des GIA, mais nous avons su très tôt que ces derniers ont redoublé de férocité et traqué les membres des groupes d'opposition, notamment l'AIS.

Il semblerait d'ailleurs que cette dernière n'ait pas agi longtemps car, dès 1995, des informations circulent à propos de négociations menées avec le pouvoir en vue d'une trêve. Pendant ce temps-là, les coups portés par les GIA touchent de plus en plus la population civile, qui commence à fuir les villages. Nous, nous ne comprenons pas le pourquoi de ces rivalités entre fractions islamistes, mais plus les campagnes de terreur et de menaces contre les populations acquises aux idées



islamistes se multiplient, plus nous nous posons de questions au sujet de l'identité de ces GIA.

Certains réfugiés des régions attaquées s'installeront chez nous. De nombreux voisins craignent que Bentalha aussi soit confrontée à cette vague de terreur. Mais ce qui est à la fois troublant et choquant, c'est que, de plus en plus souvent, j'entends des témoignages qui font état d'opérations menées par des militaires déguisés en islamistes.

Nous obtenons des informations directes de la région de Tablat, parce que plusieurs de nos voisins en sont originaires et reçoivent la visite de parents. Par exemple, le fils de H'ssen et le cousin de Moussa rapportent avoir reconnu des militaires déguisés en islamistes qui, lors de barrages, ont égorgé des camionnettes entières de passagers. Abderazek, voisin et neveu de Moussa, raconte qu'il a vu des hommes portant des vêtements islamiques largués par des hélicoptères qui se sont attaqués à des villages. Progressivement, nous sommes convaincus qu'il s'agit de commandos spéciaux de l'armée qui terrorisent les populations pour discréditer les combattants des maquis et les retourner contre ces derniers. L'objectif est aussi certainement d'affaiblir l'AIS dans ses revendications. D'ailleurs, dès 1996, j'entends dire que la trêve de l'AIS est mise en pratique sans avoir encore été annoncée officiellement. Mais pas une ligne n'est écrite dans les journaux au sujet de ces massacres.

En 1996, je suis persuadé que les services de sécurité laissent certains groupes armés islamistes agir en toute connaissance de cause. Je rencontre même des militaires qui se posent des questions à ce sujet et qui me font part de leurs doutes quant à la nature de certains prétendus « terroristes ». C'est comme s'il y avait une volonté de laisser pourrir la situation.

Ainsi, par exemple, des nombreux appelés qui sont tués : il est vrai que les groupes armés ont menacé les appelés, mais certaines liquidations ne peuvent s'expliquer que par des dénonciations. Car lorsqu'un appelé a une permission, il lui est interdit d'emmener son titre de permission et ses papiers (beaucoup avaient par le passé été interceptés dans les trains ou les cars et avaient été tués). Maintenant, les appelés ont l'ordre de quitter la caserne en civil, sans emporter d'uniforme, sans

papiers et sans avertir leur famille. Et voilà que des « terros » les accueillent chez eux, le jour même de leur arrivée. Comment ont-ils été informés ? Des mères qui ont rendu visite à leur fils en service prétendent avoir reconnu des militaires de la caserne dans le quartier.

Je connaissais un capitaine de l'armée travaillant à la caserne de la SM à Bouzaréah, qui bavardait beaucoup. Peut-être est-ce la raison pour laquelle il a été tué, alors qu'il accompagnait sa femme à l'aéroport. C'est lui qui me donnait un certain nombre d'informations. Il m'avait dit que les militaires craignaient que les appelés, après deux ans d'entraînement, ne rejoignent les maquis et qu'en fait, en brandissant la menace de liquidation par les groupes armés, ils les obligeaient à s'engager.

Les militaires, à l'époque, manquent en effet d'effectifs, comme les policiers. Le service militaire dure dix-huit mois, mais l'armée garde les appelés six mois de plus ; ils sont alors payés (plus tard, beaucoup seront enrôlés dans les rangs des gardes communaux). Mais quand les massacres à grande échelle ont commencé en 1997, j'ai vu devant les casernes et le siège de la Marine à l'Amirauté des « chaînes » (des queues, comme on dit en France) incroyables de jeunes qui voulaient s'engager. Alors qu'auparavant l'armée n'avait pas assez d'hommes, elle ne savait plus quoi faire de tous ces volontaires.

De plus en plus souvent, nous nous posons donc des questions sur l'identité des groupes et de leurs commanditaires. Tant d'incidents insolites se déroulent sous nos yeux sans que nous ne les comprenions, et il faut parfois une certaine distance pour en saisir le sens. Quand on est acteur, il y a beaucoup d'éléments flous, opaques, qui subsistent sans qu'on y attache d'importance. C'est avec le recul que certains événements prennent une tout autre signification.

Prenons par exemple les recrutements des jeunes à leur sortie de prison ou des centres de tortures. Pour moi, il n'était pas illogique qu'ils rejoignent les maquis après avoir subi tant d'injustice : comment continuer à supporter les foudres de petits agents de répression minables qui, dans une impunité totale, se défoulent sur des gamins, quels que soient les délits



dont ils sont accusés ? Je pensais donc que cette violence poussait les jeunes vers les maquis, où ils étaient pris en charge par des militants chevronnés, d'autant plus que, parmi les fuyards, nombreux étaient ceux qui avaient déjà rendu de menus services aux groupes. Ce n'est que plus tard que je me suis souvenu de certains récits qui sur le moment ne m'avaient pas fait supposer l'existence de faux maquis.

Hocine est un jeune homme dynamique de dix-huit ans qui habite la cité 2 004 logements à Baraki. Comme des milliers de jeunes, il suit le mouvement islamiste dans les années quatre-vingt-dix. Il va régulièrement à la mosquée. Pour une affaire de bagarre entre familles, il écope en 1994 de trois mois de prison. Durant sa période de détention, il est tout de suite protégé par un groupe d'islamistes. Ses codétenus l'ont persuadé qu'il faut rejoindre le maquis pour défendre la cause de l'islam. À sa sortie, il est immédiatement accosté à Baraki par des hommes qui lui proposent de rejoindre les groupes armés. Refusant de coopérer avec eux, il est battu une première fois devant tout le monde sur le marché de Diar el-Baraka. Ils lui cassent le nez en le frappant violemment avec une planche.

Étant sans travail, son père et ses frères se cotisent pour lui acheter des cigarettes, qu'il vend sur une petite table. Des policiers en patrouille s'arrêtent de temps en temps pour prendre des paquets gratuits et fumer à l'œil ; ils s'attardent devant son étalage et discutent avec lui. Tactique classique des policiers pour brûler les jeunes vis-à-vis des islamistes : avoir des contacts avec des agents des services de sécurité les compromet. Pour Hocine, cette situation est très inconfortable, puisque ne pas parler aux flics signifie être de l'autre bord.

Quelques jours s'écoulaient avant qu'un autre groupe, brandissant des haches et des couteaux et criant « Allah est grand », ne lui coure après pour le liquider. Il s'en sort miraculeusement en abandonnant sa table de cigarettes et disparaît pour quelques jours du quartier. La troisième fois, il n'y échappera pas. En pleine nuit, un groupe de commando de onze hommes, habillés comme des « ninjas », armés de Kalachnikovs et remarquablement entraînés, pénètrent dans la maison familiale et l'emmènent malgré les supplications de la mère. Les assaillants menacent de la tuer et traînent Hocine à 200 mètres de la

maison, le plaquent au sol, et lui tirent plusieurs balles dans la tête.

Je l'avais rencontré peu de temps auparavant. Il m'avait raconté que pendant son séjour en prison, il avait eu la ferme intention de rejoindre les groupes, mais qu'il s'était ravisé parce qu'il avait reconnu parmi les membres du groupe qui l'avaient attendu à sa sortie un militaire d'une caserne d'El-Harrach. Il a préféré ne pas se lancer dans cette aventure, mais il en a payé le prix. Les islamistes du quartier, eux, sont convaincus qu'il a été tué par des « frères » et donc du bien-fondé de cet assassinat.

À cette époque, la confusion s'amplifie. Déjà en 1994, il y a des policiers habillés en islamistes qui contrôlent les transports publics pour repérer les terroristes. Et des islamistes s'habillent en militaires pour mettre les victimes en confiance. Cette situation que nous saisissons de moins en moins a pour conséquence que nous nous renfermons progressivement dans cette logique de terreur qu'il nous est impossible de communiquer à d'autres, extérieurs à nos cauchemars. Nous continuons à vivre, à parler et à rire, mais il semble que nous vivons dans un autre monde, celui de l'horreur et du sang.

### **Meftah entre commandos spéciaux, faux et vrais maquis**

Comme depuis 1992 je dirige plusieurs chantiers à Meftah, je connais bien cette bourgade située à plus de 30 km d'Alger et 13 km de Bentalha. L'un des chantiers est au niveau du siège de la commune au centre-ville, le deuxième est une école dans la montagne de Safsaf en plein maquis et le troisième se trouve dans la caserne de parachutistes, en haut de la montagne, au-dessus du sanatorium, sur la route qui mène à Tablat. C'est une zone accidentée et assez isolée. Les forces de sécurité y sont massivement implantées, avec cette caserne de commandos parachutistes, une base de « ninjas », une centrale de police, une gendarmerie, une unité militaire, le tout dans un rayon d'environ 10 km. Mais c'est aussi une région de maquisards. Ce n'est pas une « zone libérée » mais, étant donné que



Zbarbar est la première zone montagneuse en venant d'Alger, les groupes s'y replient.

Les groupes armés pratiquent la politique de la terre brûlée. Ils incendient les camions qu'ils trouvent sur la route, détruisent le matériel dans les parcs. En 1993, quatre camions appartenant à la société pour laquelle je travaille sont brûlés. Les « terros » ont donné l'ordre aux deux gardiens de ne pas bouger et ont mis le feu. Le lendemain, en découvrant l'acte de sabotage, je me rends à la gendarmerie avec l'un des gardiens pour porter plainte. Les gendarmes de Meftah ne le croient pas et le frappent en lui disant : « Pourquoi n'es-tu pas venu porter plainte hier soir ? » Ils savent pourtant très bien qu'il est impossible de circuler le soir. D'ailleurs, s'il était venu, ils ne lui auraient pas ouvert la porte. Dès la tombée de la nuit, ils se barricadent dans leur brigade et plus rien ne les intéresse. Ils menacent d'écrouer le pauvre gardien. Heureusement, je peux m'interposer et j'arrive à le tirer de leurs griffes.

Début 1995, nous décidons d'arrêter le projet de construction de l'école à Meftah. Il est impossible de travailler depuis que presque tout le matériel est incendié ou volé. Je fais donc appel à un transporteur privé pour embarquer le matériel restant. Le camion chargé est intercepté par un groupe, qui disparaît avec celui-ci et tout l'équipement. Le chauffeur est contraint de se cacher pendant plus de six mois par crainte des représailles des autorités, mais aussi des groupes parce qu'il a osé porter plainte. Il y a même un mandat d'arrêt qui est lancé contre le propriétaire du camion. Le matériel, d'une valeur de 400 000 dinars, a heureusement pu être retrouvé. Deux des ouvriers que j'avais envoyés charger le camion ont été arrêtés et ont écopé de trois mois de prison alors qu'ils n'avaient rien à voir avec cette affaire et avaient quitté les lieux après le chargement. J'ai eu des difficultés pour que notre société leur paie leur salaire.

Je crois que si j'ai eu la vie sauve, c'est grâce à certains ouvriers qui ont travaillé avec moi et qui m'appréciaient. Quelques-uns ont rejoint les maquis après avoir été à plusieurs reprises arrêtés et torturés par les forces de l'ordre. Ils font partie de ces jeunes qui n'ont jamais eu l'intention de prendre les armes, mais qui ont été victimes de rafles successives. Et

parce que les forces de sécurité trouvent qu'ils ont une sale gueule, ils sont tabassés, torturés et fichés. À peine relâchés, ils sont de nouveau arrêtés, passent par la torture et décident alors de s'enfuir dans les montagnes. Bon nombre ont été arrêtés de cette façon trois, quatre ou cinq fois, parce que, tout simplement, ce sont de pauvres gars sans défense et que les militaires ou gendarmes se vengent sur eux.

À l'époque, tout le monde dit que les principaux bureaux de recrutement des groupes armés sont les commissariats, les brigades de gendarmerie et les casernes. Je supervise une cinquantaine d'ouvriers et, de temps en temps, il y en a un qui s'absente sans qu'on sache pourquoi. J'apprends par la suite qu'il a été arrêté par les militaires. Le cas de l'un d'eux m'a particulièrement choqué. Il s'agit d'un jeune conducteur d'engin qui réapparaît après avoir été arrêté et torturé. Il a le crâne rasé et les traces des brûlures qu'on lui a infligées sont spectaculaires. Je n'ose pas lui demander d'explications tant il est éprouvé. Son regard est vide et il parle comme un automate. Il me demande d'envoyer sa paie à sa famille. Avant de partir pour le maquis, il me jure qu'il n'a rien fait et me montre ses plaies encore suppurantes sur le dos et le ventre. Je suis horrifié.

Dans les débuts, j'allais régulièrement à la caserne militaire sur les hauteurs de Meftah. Il semble qu'à un certain moment les militaires ne veulent plus d'étrangers dans leur enceinte et je ne m'y rends plus que rarement. C'est une zone de haute sécurité et les contrôles pour entrer sont très sévères. À la mi-1994, je dois y aller pour récupérer le matériel laissé par des collègues qui y ont travaillé. La cour de la caserne est pleine de soldats fraîchement débarqués, plusieurs centaines, qui déchargent les camions et défont leur matériel. Ils ont des allures de brutes, portent des insignes de parachutiste et parlent avec un accent de l'Est du pays. Ils me donnent l'impression de venir de casernes du Sud, parce qu'ils sont très bronzés.

Peu de temps après, nous voyons ces militaires se déployer sur les routes et dans les vergers de la région de Meftah. Ils ont l'air de sonder le terrain. Ils portent toujours les treillis verts mais l'insigne de parachutiste a disparu. Ils semblent sillonner depuis des jours les montagnes parce qu'ils sont sales et mal



rasés. Ils sont véhiculés et transportent avec eux des sacs de couchage et autres équipements. Ce qui est étrange, c'est qu'ils portent des bandeaux noirs ou rouges sur le front avec des inscriptions dorées. Il y est écrit *Allahu Akbar* (Dieu est grand) ou *Bismillah Ar-rahman Ar-rahim* (Au nom de Dieu clément et miséricordieux), deux formules religieuses avec lesquelles ils veulent probablement afficher leur prétendue identité islamiste.

Un peu plus tard, nous apercevons ces mêmes personnages procéder à des barrages mobiles dans la région de Hammadi et Khemis el-Khechna, qui se trouvent respectivement à 8 km et 16 km de Meftah. Ils sont postés à l'extérieur de Hammadi, dans les vergers, et interceptent les voitures. Pour me rendre à un chantier à Rouiba, je passe par Hammadi, et là, ils m'arrêtent à deux reprises. J'ai très peur parce que je ne sais pas très bien s'il s'agit de militaires ou de terroristes, mais je leur montre tout de même mon ordre de mission et ils me laissent passer. Quelques-uns d'entre eux portent ces bandeaux. À une de ces occasions, je vois un camion dans lequel attendent une dizaine de civils arrêtés. Depuis qu'ils tiennent les barrages, les méfaits de ces militaires terroristes se racontent au-delà de la région de Meftah. Ce sont des sauvages qui attaquent les maisons, font sortir les habitants, les frappent, les fusillent ou les égorgent. Il n'y a pas d'arrestations. Les habitants de ces régions sont décontenancés, ils ne savent vraiment pas à qui ils ont affaire.

Mourad Soltani est un chauffeur de poids lourds qui travaille pour la même entreprise que moi. Il a de nombreux défauts, comme celui de s'absenter pour cultiver sa terre, ou faire quelques affaires avec le camion dont il est le propriétaire. Il habite dans un village près de Hammadi appelé Ben Ouaddah. Comme en Kabylie, ce village est composé de trois ou quatre familles installées sur des terres agricoles d'où provient une bonne partie de leurs revenus. La plupart des constructions sont illicites et les dossiers ont été déposés à la sous-préfecture pour légalisation, mais ils n'ont pas été réglés. Les groupes islamiques sont très actifs dans cette région et beaucoup de jeunes optent pour l'opposition armée et prennent le maquis.

Certains d'entre eux ravivent d'anciennes querelles de famille ou vont dans les villages voisins pour afficher leur suprématie.

Un jour, voyant Mourad Soltani perturbé, je le convoque pour en savoir plus. Il me raconte qu'il a de sérieux problèmes et qu'il a peur pour sa fille qui a à peine quatorze ans. Certains membres du groupe armé qui contrôle la région l'ont prévenu de faire attention à elle, car elle aurait de mauvaises fréquentations. Il ne trouve rien de mieux à faire que d'interdire à sa fille d'aller à l'école, craignant qu'elle ne soit enlevée, violée ou tuée. Je lui demande s'il ne serait pas plus indiqué de prendre quelques semaines de congé et de disparaître le temps que cette affaire se calme, voire de déménager carrément. Mais il ne veut pas mettre le reste de sa famille en danger et espère régler le problème à sa façon. En plus, où aller ?

Il ne prend pas de congé et essaie d'assurer son travail. Une semaine après notre conversation, il s'absente sans me prévenir. Je demande à l'un de ses voisins, qui travaille également avec moi, d'aller se renseigner sur ce qui se passe. Le lendemain matin, je demande au voisin s'il a des nouvelles. D'abord il ne veut pas parler, mais je le mets en confiance en lui montrant que je suis au courant de l'affaire. Il me raconte alors que Mourad a de sérieux problèmes familiaux et qu'il ne sait pas quand il pourra reprendre le travail : après les menaces à l'encontre de sa fille, le groupe armé a enlevé l'adolescente à son domicile, en plein jour, alors que son père était au travail. Elle est restée introuvable pendant trois jours, avant de revenir, le visage balafre et en sang. Elle avait été violée. Traumatisée, elle ne pouvait plus parler. Son père a « pété les plombs » et n'a même pas assisté au conseil de famille qui devait se tenir ce soir-là. Un groupe armé, dont certains sont habillés comme des militaires et d'autres comme des islamistes, profite de ce rassemblement des hommes du village pour investir les lieux, tuer plusieurs personnes et enlever une dizaine de jeunes. Je m'aperçois que, en me racontant cette histoire tragique, la peur le gagne : il avance sur un terrain dangereux. Il ose enfin me confier qu'en fait le groupe de commandos était composé de militaires récemment affectés dans la caserne de Meftah, et qu'ils portaient autour de la tête un bandeau rouge avec l'inscription *Allahu Akbar* (Dieu est grand).

Environ trois mois après l'installation des commandos dans la caserne de Meftah, je rencontre quelques-uns de leurs membres dans la ville même. Je suis sûr qu'ils appartiennent aux unités que j'ai vues dans la caserne, parce qu'ils portent le même uniforme et ont la même allure. Toutefois, ils ne portent pas les bandeaux. À ce moment-là, ils ont investi et « nettoyé » une grande partie de la région. Ces membres de commandos spéciaux se comportent en véritables barbares sanguinaires. En pleine ville, ils terrorisent les passants, les harcèlent, les attrapent et les exécutent devant tout le monde. Ils les égorgent. Je les ai vus jouer au foot avec la tête d'une victime décapitée sous les yeux de policiers hilares. On m'a raconté que ces mêmes militaires, que j'ai vus entrer dans un café riant et beuglant, avaient pris la tête d'une personne égorgée, commandé une limonade et versé le liquide dans la bouche de cette tête. C'est indescriptible et insupportable. Ce sont les brutes que j'ai vues à la caserne de parachutistes où ils ont leur QG. C'est à partir de ce moment-là que les policiers de Meftah, qui s'étaient terrés pendant des mois, tant que les islamistes contrôlaient la ville, font leur réapparition, et se promènent en vainqueurs, armes à la main. Entre-temps, ils ont aussi installé des barrages fixes, ainsi que les gendarmes.

Pendant toute la période où les groupes armés font la loi dans Meftah, le secrétaire général de la *daïra* (commune) et le planton, son homme à tout faire, sont libres de leurs mouvements et continuent leurs magouilles. Le premier a des parents dans le maquis, le second un fils dans un groupe armé et un autre en prison. Ils n'ont été inquiétés ni par les groupes armés, alors qu'un chef de *daïra* de la région avait été exécuté par ces derniers, ni par les militaires, malgré le fait que tous les deux ont de la famille dans le maquis. Il est des choses étranges que nous n'arrivons pas à élucider.

Je dois dire que moi-même, lorsque j'ai vu ces commandos au début, j'ai vraiment cru qu'il s'agissait de militaires dont la fonction était de combattre les groupes armés. Les bandeaux, à mon sens, c'était pour montrer qu'eux aussi étaient des musulmans, au même titre que les islamistes. Puis, j'ai quand même douté et je me suis dit qu'ils narguaient la religion, et peu à peu, en apprenant quels crimes ils commettaient en se

faisant passer pour des islamistes, j'ai été révolté parce qu'ils ne s'attaquaient pas seulement aux hommes armés mais aussi à la population civile qui avait soutenu les maquisards de gré ou de force.



## 5

---

L'armée prend le dessus**Les élections présidentielles  
et le redéploiement des forces de sécurité**

L'opération de l'enlèvement des papiers d'identité en octobre 1994 a poussé beaucoup de voisins à fuir. Haï el-Djilali est déserté. Nous aussi, nous sommes plus souvent à Baraki qu'à la maison : avec les destructions d'infrastructures, particulièrement scolaires, nous avons mis les deux enfants dans une école à Baraki, une raison supplémentaire pour y passer beaucoup de temps.

En novembre 1995, doivent avoir lieu des élections présidentielles. Liamine Zéroual, un général à la retraite, avait été nommé au poste de président de la République dès janvier 1994 par les « décideurs » militaires. Mais ce manque de légitimité lui colle à la peau et ils veulent y remédier par des élections qui, tout en garantissant le bon choix, simulent un scrutin pluraliste. L'armée autorise quatre candidatures à la magistrature suprême, ce qui permet d'être présenté comme un acquis démocratique. On va même plus loin — le ridicule ne tue pas — en clamant que c'est du « jamais vu » dans le monde arabe !

Donc, le 16 novembre 1995, plus de trois ans après l'interruption du processus électoral de janvier 1992, va se dérouler le scrutin. Depuis des jours, tout le monde ne parle que de cela : faut-il, oui ou non, aller voter ? Il y a d'un côté les menaces des groupes islamistes qui condamnent tout électeur à mort, mais il y a aussi la lassitude générale et l'immense espoir qu'après ces années de sang, si l'armée peut enfin installer son candidat, on nous laisse vivre en paix. Nous en avons assez d'être pris en otage par les groupes qui multiplient leurs actes barbares et d'être les cibles des campagnes de terreur des forces de sécurité.

Le jour J, je me lève tôt et j'observe l'afflux des électeurs vers les bureaux de vote. Je suis à la cité 2 004 logements à Baraki et, dès 7 heures du matin, une longue « chaîne » se forme devant l'école où je dois moi-même aller voter (officiellement, j'habite encore à Baraki). Les gens qui attendent l'ouverture des bureaux ne sont pas de Baraki, mais de régions lointaines (comme Sidi-Moussa et les Eucalyptus) : pour des raisons de sécurité, les électeurs ont été regroupés à Baraki ; il faut dire qu'une grande partie des infrastructures scolaires et administratives dans ces localités a été détruite ces dernières années (à Bentalha, dans les bureaux de vote, ce sont des militaires en civil qui s'occupent des formalités). Je ne m'attends pas du tout à tout ce monde ! Les habitants de Baraki, eux, se font encore rares, mais ils viendront également.

Je dois avouer que j'ai voté pour Zéroual. J'ai été influencé par les militaires que je connais : ils m'avaient dit que c'est un homme intègre, qui veut rompre avec l'ancien régime, même s'il en émane. Il serait dans une situation inconfortable, puisque d'un côté il doit se soumettre aux ordres de ceux qui l'ont hissé à ce poste, et de l'autre, il compte s'imposer par le dialogue avec les partis politiques et même les dirigeants du FIS. Je me suis dit : c'est l'homme fort du régime, comparé aux autres candidats qui n'ont aucune marge de manœuvre. Alors autant lui laisser sa chance de réaliser sa « réconciliation nationale », même si elle ne fera que conforter la victoire des militaires. L'essentiel, c'est que le sang cesse de couler : je crois que beaucoup d'électeurs ont pensé ainsi.

À l'issue des élections, remportées comme prévu par Liamine Zéroual avec 61 % des voix, nombreux sont ceux qui estiment que la fraude a été massive, moins en ce qui concerne le taux de participation au scrutin qu'au niveau des pourcentages de votes obtenus par les différents candidats : on dit que Mahfoud Nahnah, le candidat islamiste, aurait récolté beaucoup plus de voix que son score officiel de 25,5 % et dépasserait peut-être même Zéroual. Mais pour le pouvoir, ces élections sont une aubaine : elles lui permettent enfin de redorer son blason vis-à-vis de la communauté internationale, qui lui a reproché durant des années la tare du putsch de 1992.

On a parlé d'offensive militaire contre les « terros » pendant l'été et l'automne 1994. Dans d'autres régions, elle a peut-être été déclenchée — ce qui s'est déroulé à Meftah ou la « guerre des maquis » en seraient des indices — mais, dans notre coin, nous avons été totalement abandonnés. Et ce n'est qu'au début de 1996 que de nombreux changements s'y effectuent. Tout d'abord, je l'ai dit, un poste militaire avancé est installé à l'entrée de Bentalha, sur la route départementale entre Baraki et Sidi-Moussa. Au début, ils sont entre 200 et 300 soldats, parmi lesquels une majorité d'engagés qui dépendent de la caserne de Baraki. Ils occupent les locaux d'un ancien supermarché fermé depuis que les groupes armés sèment la terreur. En outre, les PCO de Baraki et Sidi-Moussa et surtout celui des Eucalyptus (dont le responsable, le commissaire Birem, a une réputation de tortionnaire), ainsi que les brigades d'intervention, sont mieux entraînés et disposent de matériel plus sophistiqué. On parle d'« unités spéciales » de lutte contre le terrorisme, qui compteraient 60 000 hommes en 1995.

À partir du début de 1996, les militaires font des rondes en camion ou en Land Rover dans nos quartiers, à des heures différentes mais toujours pendant la journée. Ils font des ratisages à Haï el-Djilali, au cours desquels ils sortent les jeunes de chez eux et les parquent dans le stade pendant toute la journée, avant d'en choisir quelques-uns qu'ils emmènent avec eux. La plupart d'entre eux disparaîtront. Ce genre de rafle s'est déroulé trois fois en 1996 à Bentalha, et ce sont surtout les jeunes de la cité 200 logements qui en ont pâti. Début 1997, les militaires osent même sortir de leurs casernes

à pied pour effectuer ces contrôles. Généralement, ils sont entre vingt et trente et essaient de se rapprocher de la population, qui est lasse des incursions de groupes armés. C'est à partir de ce moment-là qu'ils conseillent aux civils de s'armer.

Nous avons toujours l'impression que pour l'armée, ce qui importe, ce n'est pas de poursuivre les groupes armés, mais plutôt de repérer les réseaux de soutien et de les démanteler. Il y a de petits accrochages avec les groupes, mais ce n'est pas bien sérieux. Jusqu'à ce jour, je ne comprends toujours pas pourquoi les militaires ne sont pas venus à bout des groupes de notre région. Ces derniers se trouvaient dans les vergers ou dans la maison de vieillesse de Caïd-Gacem : on aurait facilement pu refermer l'étau sur eux et les arrêter. Je ne peux pas m'imaginer que des groupes installent leur QG dans cet hospice, à quelques kilomètres seulement des militaires, et agissent pendant des années sans être inquiétés. Mais ces questions-là ne vont pas trouver de réponse ; bien au contraire, au fil des événements, elles vont en soulever d'autres, encore plus mystérieuses.

### Les premiers patriotes font leur apparition

À l'origine, quand l'armée décide de faire appel à des « supplétifs » civils pour l'aider à déloger les groupes armés, elle mobilise les anciens *moudjahidines* (combattants) de la guerre de libération : généralement, ils sont de la région et ils connaissent bien le terrain ; de plus, ils savent manier des armes. Ils sont donc armés les premiers. Mais chez nous, il n'y a pratiquement pas d'anciens combattants, et ceux qui vivent à Bentalha sont trop âgés. Il y en a en revanche plusieurs à Baraki, dont certains seront tués par les groupes armés. Parmi eux, le propriétaire de la pompe à essence à l'entrée de Baraki a survécu. C'est l'un des premiers à prendre les armes, fin 1995.

Dans notre région, l'armement par l'État des civils appelés « patriotes » est clairement associé à la volonté de récupérer certains membres de groupes armés ou islamistes actifs, pour les utiliser dans la lutte contre le terrorisme. Grâce à la loi de la *rahma* (clémence), promulguée en février 1995 et permettant



aux personnes recherchées ou impliquées dans des affaires de terrorisme de se rendre aux autorités et de bénéficier d'allègements de peines, l'utilisation des « repentis » permet de détecter et de démanteler les réseaux de soutien. Mais ce n'est pas du jour au lendemain que se rendent les membres et sympathisants des groupes armés. Souvent, ils sont arrêtés, torturés, et ce n'est que sur promesse de remise en liberté qu'ils acceptent de collaborer avec les autorités.

Chez nous, les premiers patriotes sont apparus en 1996. À Bentalha, le premier s'appelait Samir D. (la mère de celui-ci était une femme légère, qui avait épousé un jeune policier licencié pour vol). Il habitait dans le vieux Bentalha, derrière le quartier des Kabyles, et faisait du commerce de voitures volées, qu'il démontait et dont il revendait les pièces détachées. Il s'affairait dans le lit du grand oued. L'argent de ses larcins servait notamment au GIA.

Un soir, Al-Azraoui, l'émir du groupe armé local, et ses compagnons l'enlèvent. Il disparaît, et sa femme se venge en dénonçant tous les membres de groupes armés qu'elle connaît, avant de quitter Bentalha. Deux jours plus tard, elle demande de l'aide aux militaires pour récupérer ses affaires dans sa maison. Elle s'y rend avec sa famille. Au moment où ses enfants ouvrent la porte, une bombe explose. Une fille et un fils meurent. Le plus jeune fils se met alors à dénoncer tous ceux qu'il connaît et se place sous la protection des militaires. Il s'installe chez eux, au niveau du barrage de l'ENEMA, et leur sert d'indic, jusqu'au jour où il est décidé d'en faire un patriote. Plus tard, quand les militaires auront repris le dessus, la famille se réinstallera à Bentalha.

À Baraki, les miliciens sont nombreux. Mais à Bentalha, nous n'avons que quelques patriotes individuels et pas de groupe de légitime défense. (Les GLD sont constitués de miliciens appelés « patriotes », qui sont souvent d'anciens « repentis », mais aussi des victimes ou des parents de victimes des exactions des groupes armés. Apparus fin 1994, ils travaillent avec la gendarmerie. Leur nombre atteindra environ 300 000 ; une loi relative aux GLD sera adoptée en janvier 1997.) Les responsables militaires locaux n'ont jamais accepté de nous armer en groupe, sans jamais l'avouer

ouvertement. Cependant, nous aussi nous avons des réticences et des scrupules quant à l'armement. D'abord, les habitants se méfient des patriotes déjà armés, parce que ce sont souvent d'anciens voyous qui hier soutenaient les groupes armés, et aujourd'hui collaborent avec les militaires. Parmi eux, Krime B., Slimane ou Samir D. ; mais il y a aussi Moussa, qui n'est pas un repentis, et Saïd, le frère du militaire qui a été lynché en 1994 au moment où on nous a enlevé les papiers. Lui n'a qu'une idée en tête : se venger.

En 1996, ils ne sont pas plus de huit dans Bentalha, mais ils nous montrent bien qui est le plus fort. Bien qu'ils n'aient aucune formation, chacun est muni d'un fusil de type Mat 49, ce qui leur donne l'impression d'être des shérifs. Ils habitent presque tous dans les bidonvilles près du grand oued et se sentent lésés par rapport à nous. Ils sont souvent originaires de Sour Ghoulane, situé à environ 130 km d'Alger, et se sont installés dans ces bidonvilles depuis les années quatre-vingt. Lorsque les premiers lotissements sont construits à Bentalha, ils espèrent, en vain, bénéficier d'un logement. Ils travaillent dans les vergers et sont organisés en coopérative. Maintenant qu'ils sont dans une position de force, ils se vengent sur nous quotidiennement : ils trafiquent avec tout, rackettent les gens, se servent dans les magasins et volent les fruits dans les vergers pour les revendre. Les propriétaires ont dû en effet abandonner leurs vergers lorsque les groupes armés y étaient embusqués et qu'on prétendait qu'ils y avaient placé des mines ; pourtant, les patriotes, eux, s'y aventurent sans être blessés. Finalement, les propriétaires doivent faire appel aux militaires pour qu'ils les accompagnent au moment des récoltes. Ils sont même obligés de les payer.

Djeha, le patriote, et Boudjemaa sont armés à titre individuel. Ce n'est que bien plus tard, après le massacre de Bentalha, que peu à peu les miliciens seront recrutés, structurés, encadrés, et rempliront leur rôle de « supplétifs » de l'armée en contrôlant efficacement la population. Les commerçants ambulants doivent alors, dès l'apparition des miliciens, leur demander une autorisation pour entrer dans Bentalha et sont contraints de céder une partie de leur marchandise. Le racket ne se fait pas directement, parce qu'ils



craignent les plaintes. Ils s'adressent aux habitants en leur disant : « Il faut que la population nous aide, parce que nous n'avons pas de salaire, et il n'y a que nous qui vous protégeons... » Au début, les habitants les payent de peur de représailles. Alors que, en réalité, l'armée leur donne des primes importantes tous les deux ou trois mois : c'est une forme de salaire aléatoire, qui varie d'une personne à l'autre et d'une période à l'autre.

Moussa a essayé de me racketter au même titre que les autres : un jour, il me demande un sac de sable et de ciment. Je les lui donne mais, lorsqu'il réitère sa demande, j'exige de lui qu'il me paie d'abord les sacs précédents. Il m'a laissé en paix depuis. Les magouilles des patriotes allaient plus loin et étaient souvent couvertes par les responsables locaux qui étaient de la partie : avec la complicité de la mairie, d'un grand commerçant et du capitaine de la caserne de Baraki, ils se servaient à la sablière de Bentalha et revendaient le sable à des particuliers.

### **Les gardes communales font leur apparition**

À partir du début de 1996, les « gardes communales » font leur apparition dans notre région (en 1995, les autorités militaires avaient décidé de créer des « gardes communales » pour contrôler les zones urbaines « nettoyées » et permettre à l'armée de se concentrer sur les maquis ; ces gardes se multiplieront dans les années suivantes pour atteindre un effectif de 50 000 membres). La première garde est créée à Baraki. Une fois établie, certains de ses membres sont affectés à Bentalha, puis à Benghazi, pour former les premiers noyaux des gardes locaux. Le recrutement se fait discrètement et ils bénéficient d'une formation de trois mois ; ils portent un uniforme et sont payés. Pour autant, la tâche n'est pas facile pour l'armée, car certains font défection vers les maquis, comme cela s'est passé à Sidi-Moussa.

La garde à Bentalha est créée vers juin 1996, peu après l'installation du poste militaire avancé. Au départ, tant qu'ils n'ont pas de local propre, les gardes partagent celui des militaires. Puis ils retapent l'école, qui avait été en partie détruite

lors d'un attentat, et s'y installent. C'est à partir d'août qu'on peut vraiment dire qu'il y a des gardes communaux à Bentalha. Les premiers sont des habitants du coin, souvent choisis parmi les patriotes, qui connaissent le terrain. Ensuite, ceux-là sont affectés ailleurs pour des raisons de sécurité, alors que des gardes de localités plus lointaines sont mutés chez nous. Puis des appelés s'engagent dans ces formations, parce que, une fois leur service militaire achevé, ils sont en danger et ne peuvent rejoindre leurs villages d'origine (beaucoup d'appelés s'engagent aussi dans l'armée pour échapper aux menaces, tandis que d'autres fuient vers la Libye). Le responsable des gardes, Djamel, ainsi que deux autres membres, sont de Baraki. Ils sont environ vingt au début et plus tard ils seront entre quarante et cinquante.

Peu de temps avant le massacre, une garde communale est créée à Benghazi. Le responsable de Bentalha devait s'en occuper et une partie de ses effectifs y est affectée. Au moment du massacre, ils sont donc très peu nombreux à Bentalha.

Les gardes font régulièrement des rondes pour essayer de se rapprocher de la population, qui reste très méfiante vis-à-vis des militaires. Au quotidien, ils sont des intermédiaires entre les institutions militaires — et parfois même administratives — et les habitants. Ils prennent ainsi en charge certains problèmes bureaucratiques lorsque, comme c'est le cas dans certaines régions, l'administration communale n'existe plus : ils servent à la fois à contrôler la population et à combler un vide administratif. Mais la garde est chaperonnée par les gendarmes, qui les emmènent souvent avec eux pour leur apprendre la lutte contre le terrorisme. C'est ainsi que les gardes communaux font aussi des embuscades contre les groupes armés.

Parallèlement à ce déploiement militaire, nous avons l'impression qu'un changement radical s'effectue au niveau des groupes armés. Les « terros » que nous connaissons sont liquidés par l'armée ou dans des règlements de comptes internes, et les nouvelles recrues, que la population ne connaît pas, semblent bénéficier de l'indulgence des militaires. De fait, à partir de l'automne 1996, les GIA ne s'aventurent plus dans Bentalha : il n'y a plus de barrages, et les hommes armés ne



viennent plus s'approvisionner chez nous. Certes, ils font encore des attentats et ils mènent des incursions dans nos quartiers, mais la situation a considérablement évolué. L'atmosphère commence à se détendre, parce qu'il n'y a plus cette présence quotidienne des groupes. Et pourtant, étrangement, à Alger comme dans sa grande banlieue, nous subissons de plus en plus des attaques à la bombe ou armées.

Ce qui nous frappe, c'est que les policiers qui se sont terrés dans leurs postes pendant des années se permettent désormais, alors que la population civile vit une recrudescence de la violence de la part des GIA, de circuler dans la rue sans escorte, à pied ou en car. Pourtant, pendant ce temps, des filles sont enlevées, des civils sont exécutés jusque dans la capitale, des bombes explosent partout, tandis que les forces de sécurité affichent de plus en plus leur présence. Tout ce passe comme si ces dernières étaient assurées de ne rien risquer de la part des « terros ». C'est à n'y rien comprendre.

### **L'assassinat de Sidali**

Avant de relater l'affaire de Sidali, il me faut parler de la famille Benamrane. Celle-ci est totalement impliquée dans les méfaits des groupes armés. Originaire de Baraki, elle habite la cité 200 logements. En fait, elle n'a rien d'islamiste, mais ses membres profitent de la conjoncture pour dicter leurs lois. Kaddour, le père, est un voyou et s'impose dans le quartier en intimidant les habitants. Alors que les groupes locaux ont interdit de fumer, lui ne se gêne pas, non seulement pour narguer les autres, une cigarette au coin de la bouche, mais aussi pour les sermonner quand il les surprend en flagrant délit. Il arnaque les gens qui n'osent pas protester, parce que son fils Djeha travaille ouvertement avec les groupes. Ce dernier est responsable de la mort de plusieurs personnes. Il y a aussi Omar, le petit frère, qui exécute de basses besognes, comme celle de transmettre certaines consignes à la population (par le passé, il avait accosté ma fille à plusieurs reprises pour lui dire de mettre un hidjab). Lui aussi rackette les commerçants. Il y a enfin la mère et la sœur qui, elles, joueront un rôle louche dans

les événements à venir. Djeha travaillait en 1994 à l'ONACO, l'entreprise qui a été incendiée. L'enquête a montré qu'il était impliqué dans cette action ; recherché depuis lors, il a rejoint ouvertement les groupes. On le voyait régulièrement avec les « terros » de Baraki. Le père surveillait les militaires et en 1996, en forçant un barrage, il a été tué.

Sidali a commencé à construire en 1989 sur une des rues transversales du boulevard. Il s'est installé en 1991 à Haï el-Djilali et a ouvert une gargote pour les ouvriers qui travaillent dans le grand chantier du quartier : ils bâtissent alors une partie de la cité 200 logements et de nombreuses maisons individuelles. Plus tard, Sidali aménage une plus grande gargote et puis il ouvre un magasin d'alimentation. Les voyous se sont servis de lui et il s'est laissé faire par lâcheté. Au début, un certain Youcef, de la cité 200 logements, le père Benamrane et d'autres l'aidaient et étaient nourris en échange. Ils venaient chez lui, se servaient et se comportaient comme s'ils étaient chez eux. Mais c'est avec l'apparition des groupes qu'il a été de plus en plus acculé et s'est compromis.

Le malheur de Haï el-Djilali est venu de là. Le local de Sidali est devenu une espèce de petit QG local. Il ne suit pas ces voyous par conviction, mais il a peur. J'ai discuté plusieurs fois avec lui : il ne sait pas comment se débarrasser de ces personnes. Entre-temps, les militaires installés au poste avancé ont compris que Sidali est une plaque tournante pour ce groupe. Il est boîte postale, lieu de regroupement et de surveillance. Ils font pression sur lui pour qu'il change de comportement et c'est à partir de ce moment-là qu'il refuse de faire le jeu des Benamrane.

Cela s'est passé fin novembre 1996. Je me trouve à Baraki et j'apprends qu'il y a eu une tuerie la veille. Je m'empresse d'aller à Bentalha pour me renseigner et on me raconte que, à la tombée de la nuit, un groupe armé — dont Djeha et Chergui — a fait une descente. Ils sont arrivés en voitures, et l'une s'est arrêtée chez Sidali. Djeha Benamrane et Chergui entrent dans la maison. Pendant près d'une heure, les voisins entendent des cris et des disputes à l'intérieur de la demeure. Djeha accuse Sidali d'avoir « vendu » son père, tué une semaine auparavant dans une embuscade militaire. Il prétend



que Sidali aurait changé de camp. On dit que ce dernier aurait démenti ce qu'on lui reproche. La rumeur colporte aussi que, quelque temps auparavant, Omar, le frère de Djeha, aurait demandé la main de la fille de Sidali et essuyé un refus. Omar, pour s'assurer que ce rejet ne le concernait pas personnellement, aurait envoyé une femme chez Sidali pour demander la main de sa fille pour son frère policier et Sidali aurait accepté. Ce sont peut-être des ragots. Sidali s'était aussi remis à fumer, alors qu'à cette époque les interdits des groupes étaient encore de rigueur et il n'y avait que Kaddour qui en avait le droit. (Il faut savoir que les interdits sont totalement différents d'une région et d'un endroit à l'autre : cela dépend de chaque émir, qui les dicte. Par exemple, à Larbaa, des groupes se sont introduits dans des maisons pour casser tous les téléviseurs. À Bentalha, la parabole était interdite — la tête de l'adjudant-chef sur l'assiette était un avertissement —, alors qu'à Baraki plus de 60 % des gens avaient la parabole.)

Après la dispute, ils égorgent Sidali, son épouse dont l'accouchement est imminent et ses deux filles. Une parente et Omar, le plus jeune fils de Sidali, ont la vie sauve et sont enfermés dans une pièce. Le grand, Mohamed, est à cette époque en prison pour une affaire de vol dans une bijouterie. Les tueurs de la deuxième voiture se rendent entre-temps chez Abderrahmane, qui habite en face de la boulangerie, et le traînent dehors. Son fils, un jeune homme de vingt-deux ans, les suit, ne comprenant pas pourquoi on emmène son père. Ils les empoignent alors tous les deux et les égorgent. Puis ils se rendent chez Cheikh Rabah, le propriétaire d'un café. Ils se jettent sur lui et l'exécutent, ainsi que son fils et son gendre. Je ne sais pas pourquoi ils ont tué Abderrahmane. Il travaillait chez Biotic, une usine pharmaceutique à Semmar. Avait-il refusé de les approvisionner en médicaments ? Ont-ils tué Cheikh Rabah parce qu'il gère un café et qu'on y joue aux dominos ? C'est possible, étant donné que, par le passé, il avait été menacé à plusieurs reprises. Je ne sais pas quel est le lien entre les trois groupes de personnes tuées.

Mais les assassins n'ont pas encore achevé leur sale boulot, puisqu'ils se rendent dans le magasin de Chouch et se renseignent à propos d'une fille, du nom de Kicha. Ils veulent

savoir où elle habite. Son frère, un ami du fils de Chouch Boukhadra, se trouve par hasard dans le magasin. Il veut savoir pourquoi ils cherchent sa sœur, on lui répond de ne pas se mêler de ce qui ne le regarde pas. Décontenancé, il donne l'adresse. Les « terros » surgissent chez la sœur et ils la tuent. Je ne sais pas qui encore a été tué, mais ce soir-là il y a eu treize morts.

### La vengeance des patriotes

Les militaires débarquent le lendemain chez Sidali avec sa parente rescapée de la veille. Quand elle ouvre la porte, une bombe explose. Il y a encore des morts. Le quartier est encerclé. Les habitants qui sortent de leur demeure au petit matin pour aller travailler sont frappés et insultés, beaucoup sont parqués dans le stade. Plusieurs jeunes sont arrêtés, parmi lesquels Omar, le frère de Djeha le « terro », El-Kechbour et Ghazal, qui écopera de plus de deux ans de prison. Certains ont disparu depuis.

Le fils de Sidali, Omar, est placé dans une famille proche tandis que l'autre fils, Mohamed, emprisonné, est autorisé à assister à l'enterrement. Peu de temps après, il est relâché et s'installe dans la maison parentale. Il veut devenir patriote et, en fait, je pense que c'est la raison pour laquelle il a été relâché. Moi, je suis absolument contre le fait qu'on lui donne des armes, parce que c'est un voyou. Je suis même intervenu auprès du commandant pour qu'on ne lui en remette pas.

Le surlendemain, les patriotes de Baraki viennent très tôt le matin pour arrêter El-Azraoui, un pauvre gars qui habite tout près des vergers et chez qui les groupes se rassemblent pour se restaurer, et trois autres voisins parmi lesquels Lyes, le mari de Fatma, celle qui lave le linge des groupes. Ce dernier prend la fuite avec les autres, mais finalement ils se rendent à la brigade de gendarmerie ; ils sont emprisonnés et passent en justice. Près de trois mois plus tard, ils sont relâchés, mais ils ne reviennent pas à Haï el-Djilali.



Les patriotes vont aussi chez Mohamed Bouamra, *alias* « Pilote », qui est liquidé par l'un d'entre eux, Hamid B., un patriote de Baraki. Mais le pauvre gars ne meurt pas sur le coup et agonise en perdant tout son sang. Sa mère appelle en vain de l'aide et le transporte dans une brouette sur une distance de cent mètres. Il finira par rendre l'âme. On dit que « Pilote » travaillait pour les groupes. Fodhil, lui, reçoit la visite des forces combinées l'après-midi et est embarqué ; il a disparu depuis. Quelques jours plus tard, un bulldozer rase la maison d'El-Azraoui (n° 80). La famille, sans abri, quitte le quartier.

En fait, ce sont tous des hommes qui ont servi les groupes armés de gré ou de force, mais qui n'ont commis aucun crime de sang. En revanche, les véritables assassins sont en liberté. Des patriotes de Baraki m'ont raconté qu'ils avaient plus d'une fois dénoncé à la gendarmerie des personnes connues pour leur activisme mais qui n'avaient pas été arrêtées, alors que d'autres qui n'avaient vraiment pas fait grand-chose disparaissaient ou écopaient de plusieurs années de prison.

Le patriote Hamid B. a tué beaucoup de gens, sans être pratiquement jamais inquiété par les forces de sécurité. En septembre 1997, une quinzaine de jours avant le massacre, alors que la panique et la peur sont à leur summum et ont envahi tout l'Algérois, Moussa, Hamid B. et son cousin Krimo font une descente un soir à El-Harrach, pour prêter main-forte à un de leurs amis, habitant la cité 200 logements, qui s'y est fait agresser ; ils font sortir des gens de leurs maisons. Ceux-ci ont cru avoir affaire à des terroristes et ils ont ameuté tout le quartier. Des hommes de la SM les ont arrêtés chez eux et les ont interrogés. À la suite de cet épisode, Hamid B. a été désarmé pendant deux ou trois mois, mais il a pu reprendre ses fonctions peu après. Krimo B. et Moussa ont été eux aussi privés de leurs armes mais, après avoir été interrogés par la SM, ils ont repris leurs activités comme par le passé.

Mais revenons à l'assassinat de Sidali, en novembre 1996. Les habitants de Haï el-Djilali ne comprennent pas ce qui s'est passé pendant cette journée fatale. Ils ne pleurent pas Sidali mais Abderrahmane, une personne très appréciée, ainsi que la jeune fille. Cette tuerie a des répercussions considérables dans leur perception de la situation générale. Certains se révoltent et

veulent avoir des armes. Nous, nous étions déjà chez ma mère et nous y resterons encore pour un certain temps. Je me sens menacé personnellement, parce que ma tante dit à ma mère qu'Omar, le frère de Djeha, qui se trouve en prison avec son fils, l'aurait prévenu que j'aurais dénoncé des membres de groupe et qu'on voulait ma peau. J'évite donc Bentalha quelque temps et ce n'est que lorsque j'apprends que Djeha est mort que nous songeons à rentrer.

Djeha sera pris au piège entre Baraki et Bentalha, une semaine après la mort de Sidali. Étant connu de tout le monde, il ne pouvait plus circuler facilement. Il rencontre à Haouch Mihoub une patrouille militaire et se réfugie avec quatre ou cinq de ses acolytes dans une maison. Il prend en otage les habitants pendant deux ou trois jours. Une femme réussit à s'échapper et prévient la brigade de gendarmerie. Djeha, s'étant rendu compte de sa fuite, se venge sur son mari et quelques autres membres de sa famille. Les forces de sécurité encerclent la maison et, au bout d'une journée de blocus, elles les débusquent. J'étais au travail et, quand je rentre en fin d'après-midi à Baraki, je descends à la station d'essence et je vois une foule rassemblée à l'arrêt de bus. On me dit que les soldats viennent juste de transporter les cadavres à la morgue de la polyclinique de Baraki. Je m'y rends parce que je veux les voir de mes propres yeux, mais c'est trop tard. Il y a un monde fou, des femmes et des jeunes. J'apprends que les cadavres ont été accrochés pendant un bon moment aux grilles du parc de la mairie à Baraki, après avoir été transportés et exhibés dans Bentalha dans une 404 bâchée.

Ma femme, qui va de temps en temps à Haï el-Djilali pour prendre des affaires ou rendre visite aux voisines, apprend par Salima, notre voisine directe, que les patriotes patrouillent dans le quartier et marquent d'une croix toutes les maisons inoccupées, dans l'intention de les faire démolir. Quand ma femme m'en informe, je me rends à Haï el-Djilali et j'apprends que c'est la garde républicaine qui a ordonné aux patriotes de prévenir les habitants et de leur conseiller de réintégrer leur maison. Je n'ai jamais compris pourquoi la garde républicaine, en principe chargée de la protection du président de la République, est intervenue dans les affaires d'un modeste



quartier d'une commune de la grande banlieue d'Alger. On nous oblige en tout cas à revenir. Et on nous menace même !

Malgré cet avertissement, il faut environ un mois pour qu'une partie des anciens habitants se réinstalle dans Bentalha. Les gens viennent et partent, se concertent entre voisins, mais ne se décident pas facilement. Nous allons voir le capitaine M'rizek, à la caserne militaire de Baraki ; c'est lui qui se charge d'organiser les patrouilles dans le quartier. Et nous lui expliquons que nous ne comptons revenir que si certaines conditions sont satisfaites : nous voulons un poste militaire dans Haï el-Djilali, au niveau de l'oued, et nous voulons des armes. D'ailleurs, cette idée d'armement a été lancée par les militaires eux-mêmes. Quand ils faisaient leurs rondes, ils nous répétaient qu'ils n'allaient pas tarder à se retirer pour rejoindre leurs casernes et que nous serions alors livrés à nous-mêmes. Ils nous conseillaient donc de nous préparer à nous défendre et suggéraient de déposer des dossiers de demande d'armes à la caserne.

Ce qui me décide à revenir à Haï el-Djilali, c'est le fait que les militaires font des promesses et qu'il est même question d'installer la garde communale au niveau du kiosque. Entre-temps, nous contactons les habitants qui ont fui dans les alentours pour les prévenir des intentions des militaires. Malgré le délai accordé par ces derniers, certaines familles ne sont revenues qu'après des mois. Mustapha Benyahia, qui avait loué sa maison, ne s'y est décidé qu'une semaine avant le massacre. À chaque fois que je le voyais dans la rue ou que je passais à la mairie de Baraki où il travaillait, il me demandait quelle était la situation et si je pensais qu'il pouvait revenir. Je lui dis que je ne pouvais rien décider pour lui.

Même Abdelkader Tlidjine, le père de Fouad, qui avait fui Bentalha pendant plus d'un an, reviendra chez lui après avoir échappé à un attentat à la bombe le 9 juillet 1997 à Belcourt, un quartier d'Alger. Abdelkader me dira : « On n'est en sécurité nulle part ! Si cela doit arriver, autant mourir chez soi. »

## **La vie reprend dans le quartier**

Après la mort de certains membres de groupes armés et avec la présence de l'armée et des gardes communaux, une certaine confiance revient à Bentalha. La vie sociale reprend peu à peu. Je me remets aux travaux de la maison et je pousse les autres à faire de même. Je fais partie de ceux qui pensent qu'on ne peut pas laisser tant de maisons inhabitées, qu'il nous faut trouver des locataires, déblayer les endroits où les taillis et buissons bloquent la vue vers les vergers, construire des murs de clôture, etc. Les militaires qui ont abandonné leurs maisons dès 1994 ne les ont pas toujours louées. Nous pensons que, pour garantir notre sécurité, il faut être nombreux sur place, mais aussi savoir quelles familles héberger à Haï el-Djilali. Les patriotes veulent y placer leurs gens, mais nous ne leur faisons pas confiance. Nous voulons que les personnes qui emménagent aient des attaches familiales dans le quartier et non pas faire un commerce de maisons vides en exigeant des commissions, comme le font les patriotes.

Depuis le début de l'année 1997, de plus en plus de gens fuient d'autres régions. Des massacres sont perpétrés dans la région de Médéa, notamment à Beni Slimane et Tablat, où les GIA font la guerre aux autres maquis. Caïd-Gacem est sous le contrôle à la fois des groupes et des militaires. Tous ces gens qui fuient ne savent pas où aller. De notre côté, nous espérons renforcer la cohésion sociale dans le quartier grâce aux nouveaux venus. Mais il nous faut demander l'autorisation aux propriétaires.

Je vais voir trois militaires qui ont construit près de chez moi et je les préviens des menaces de destruction des maisons. Ils se rendent personnellement à la caserne de Baraki et demandent une entrevue avec le capitaine M'rizek. Par la suite, ils nous permettent de trouver des locataires pour leur maison. Chez le commandant Hassan (n° 55), c'est Warda qui se réinstalle. Elle y avait déjà habité, mais elle avait quitté Bentalha après la mort de son mari, Cheikh Larbi. Elle emménage avec ses deux petits enfants. Dans la maison de l'adjudant-chef de la SM (n° 47), nous avons installé Abdelkader Menaoui, originaire de Caïd-Gacem, et, dans celle du capitaine de la SM



(n° 46), ce sont deux neveux de Moussa, Abderazek et Ramdane, et leurs familles, originaires de Tablat, qui peuvent y habiter à condition de continuer la construction. Des anciens habitants de Bentalha reviennent, comme Messaoud (originaire de Tablat), qui travaille à Baraki. Ces changements nous permettent de créer une bonne atmosphère dans Haï el-Djilali et l'idée de s'armer mûrit de plus en plus.

Abdelkader Menaoui est l'un des derniers à emménager à Haï el-Djilali, en mai ou juin 1997. Il a fui Caïd-Gacem parce qu'il y a rencontré beaucoup de problèmes. Sa fille, mariée à un policier qui a été assassiné, est sans ressources. Elle habite chez ses parents avec son bébé. Les groupes armés débarquaient sans cesse chez Menaoui, ordonnant de les aider, ce qu'il refusait, puis c'est l'armée qui venait et le traquait. De tous les côtés, il était harcelé. De surcroît, il a une grande gueule et se permet de dire certaines vérités même aux militaires. Mais le jour où Caïd-Gacem a été bombardé, tout le monde a fui et il a fallu qu'il parte aussi. À Bentalha, les personnes originaires de Caïd-Gacem ont mauvaise réputation, car elles sont considérées comme étant proches des groupes armés.

Son comportement à lui ne correspond pas du tout à celui des habitants de notre quartier. Il est courageux, sort le soir, et les jeunes ressentent une certaine concurrence. Il a deux fils et un neveu. Leur comportement a même déclenché une grande bagarre entre les jeunes, parce que ses fils s'attardent le soir dans la rue, discutent, embêtent les filles, et des jeunes comme Fouad et Hammoud voient cela d'un mauvais œil. Ils prétendent que les fils ne sont là que pour surveiller les mouvements des habitants et en informeraient les GIA. On finit par calmer l'atmosphère et nos rapports s'améliorent de jour en jour.

Un autre fils de Menaoui a dû fuir parce qu'il a été menacé par les GIA, qui exigeaient qu'il les rejoigne. Un jour, il vient rendre visite à sa famille à Bentalha en voiture. Il repart sans avoir dormi, et a un accident. Il sombre dans le coma et la famille est désespérée. C'est là que la solidarité entre les voisins pour aider la famille s'est manifestée. Malheureusement, le fils meurt environ un mois plus tard. Abdelkader Menaoui travaille dans une usine de carrelage. Il est très

serviable et, quand les voisins ont repris leurs constructions, ils se sont adressés à lui. Il a un père très curieux qui, malgré son âge avancé, est un bohémien : il lui arrive de quitter la maison familiale pour prendre la route à pied. Il peut s'absenter pendant des semaines, passant d'un marché à l'autre.

Quant à moi, j'ai arrêté de travailler pour l'entreprise de construction fin 1994 et je travaille depuis à mon compte. Cela me permet d'être plus souvent à Baraki et Bentalha. Début 1997, j'arrête de travailler dans le bâtiment et j'ouvre un magasin dans ma maison (n° 44). Au début, je vends des matériaux de construction et puis de l'alimentation. Donc, à partir de ce moment-là, je suis toujours sur place à Bentalha. C'est pratique pour être à l'écoute de ce qui se passe dans le quartier, m'occuper de recaser les familles dans les maisons libres et surtout m'occuper des jeunes qui veulent s'armer.

La vie sociale reprend et ce qui est surtout frappant, ce sont les cris et les rires d'enfants jouant dans la rue. Cela fait si longtemps que nous ne les avons plus entendus ! Tout le monde se remet à cultiver les jardins, et les échanges de plants reprennent comme avant. Après toutes ces années de plomb et de sang, j'ai l'impression d'une bouffée d'air. Cela se manifeste notamment dans cette envie de reprendre la culture des fleurs et des fruits. Mon jardin n'est pas très grand, mais je plante de tout. Je viens juste d'y mettre des fraises.

### La tuerie des jeunes

Une fois le choc de la tuerie de Sidali surmonté, nous commençons à nous organiser en refusant les diktats des groupes et des militaires. Nous renforçons les fenêtres, installons des grilles et des portes blindées et élevons des murs de clôture. Les constructions interrompues en 1994 reprennent et nous installons l'électricité à l'extérieur. C'est le premier Ramadan où les jeunes sortent le soir et se retrouvent à Baraki pour veiller. Bien sûr, certaines familles se terrent dès la nuit tombée, mais nous sommes maintenant nombreux à veiller le soir sur les terrasses.



Ce soir du 14 janvier 1997, après la rupture du jeûne, je suis dans mon garage occupé à de menus travaux, quand soudain j'entends des coups de feu tout près de chez moi. Devant la maison de la famille Benziada (n° 50), plusieurs jeunes sont réunis : Mohamed Djidjeli, Abdessalam Benziada, Yacine Menguelati, le fils de Sbaa et le fils du tailleur. Ils attendent Hammoud et Bouzid qui doivent rentrer de Baraki, ainsi que le frère du topographe qui est allé acheter des *zlabia* (des gâteaux très sucrés qu'on aime manger durant les veillées du Ramadan). Ils veulent aller ensemble à la mosquée pour faire la prière de *tarawih* (une prière supplémentaire dans les soirées du Ramadan). Soudain, Chergui et trois ou quatre complices surgissent des orangeries, ordonnent aux jeunes de s'agenouiller en tournant la tête vers le mur et tirent à bout portant avec une Klach et une *mahchoucha*, un fusil à canon scié. Les tueurs font éclater la tête de Mohamed Djidjeli et du fils Sbaa. Le lendemain, on retrouvera le cadavre du frère du topographe qu'ils ont intercepté à son retour de Baraki ; ils l'ont traîné dans les vergers et égorgé.

Lorsque j'entends les tirs, je monte sur la terrasse et j'entends la mère de Mohamed Djidjeli crier : « On a tué nos enfants ! On a tué nos enfants ! » Et, croyant voir Yacine à terre, les filles et les femmes crient : « On a tué Yacine ! On a tué Yacine ! » Mon fils qui est avec moi sur la terrasse aime bien Yacine, un chauffeur de fourgon très sympathique et bienveillant. C'est épouvantable ! Je descends le petit dans la maison et je sors avec mon voisin M'hamed dans la rue. Je ne vois que deux corps. Cheikh M'hamed Menguelati, le père de Yacine, est hors de lui, il ne sait pas quoi faire. Il me dit : « Mon fils est dans la cour, il va mourir ! » Entre-temps, ils ont rentré Abdessalam et Yacine, blessés, dans les cours respectives. Les femmes crient, impuissantes, sachant que personne ne sera disponible pour emmener les blessés à l'hôpital. Les deux jeunes semblent être dans un état grave.

Je vais voir Yacine, qui me regarde en gémissant : « Je vais mourir ! Je vais mourir ! » Je lui soulève le T-shirt. Il a des impacts de balles au niveau des côtes droites et du ventre mais il n'a pas perdu beaucoup de sang. Abdessalam, lui, est dans un état critique. Le père est accroupi devant lui. Je le somme

d'entreprendre quelque chose mais, désespéré et résigné, il dit : « Je ne fais rien, si Dieu veut qu'il meure, eh bien c'est sa volonté. » C'est une famille très discrète, qui ne veut surtout pas attirer l'attention de qui que ce soit sur elle. Cette attitude me révolte, le garçon se meurt et nous pouvons peut-être le sauver. Avec M'hamed, nous essayons de trouver une camionnette et constatons que de nombreux voisins sont sortis de leur maison pour voir ce qui se passe et proposer leur aide. Les gens arrivent même de l'ancien Bentalha, avec des haches, des pelles et des couteaux, pour nous porter du secours. Cela me réconforte, je me dis que nous sommes capables de nous défendre nous-mêmes.

À ce moment-là, nous ne savons pas que le groupe s'est retranché dans le petit oued et nous observe. Nous faisons même plusieurs fois le va-et-vient sans qu'il nous attaque. Tout à coup, deux militaires apparaissent sur le boulevard dans un tracteur de semi-remorque. Ils nous demandent ce qui se passe et promettent de revenir avec du renfort. Ils ne réapparaîtront que deux heures plus tard !

Entre-temps, le fils du tailleur reprend connaissance. Indemne, il est pris de panique et saute par-dessus deux murs de clôture, dont celui de Tourdo, pour passer dans la ruelle arrière. Ce dernier, apercevant une ombre sur son terrain, pense qu'un « terro » s'est caché chez lui et n'ose pas sortir pour nous donner son véhicule. Il est persuadé que le rideau métallique du garage est piégé.

Lorsque les militaires arrivent enfin, nous n'avons toujours pas trouvé de véhicule. Ils sont près d'une quarantaine, venus à pied. Ils ne se dirigent pas directement sur le lieu du drame mais contournent le quartier et, à partir du centre de Haï el-Djilali, empruntent la ruelle du côté de ma maison pour se rapprocher de nous. Soudain, des tirs retentissent du côté du petit oued : ce sont les « terros » qui ouvrent le feu sur eux et ma maison est dans la ligne de tir. Je me trouve alors chez mon voisin M'hamed Menguelati, le père de l'un des jeunes touchés. Je suis très inquiet, les tirs sont soutenus et ma famille se trouve dans la maison. Soudain, je vois le patriote Krime B. traverser la rue à côté de ma maison. Il tombe à terre en criant :



« Ah ! Ma main ! » Moussa, l'autre patriote, accourt pour lui venir en aide et le traîne derrière ma maison.

Les militaires continuent de tirer alors que, du côté du groupe armé, il n'y a plus de riposte. Il semble avoir pris la fuite. Je me dirige vers les militaires qui sont flanqués des patriotes. Je leur raconte ce qui s'est passé deux heures plus tôt et je leur explique qu'il y a des blessés à évacuer. L'un des soldats me réplique : « Va, cours, cours les chercher ! » Cette désinvolture me choque et je m'éloigne, dégoûté.

Entre-temps, M'hamed a enfin trouvé une 504 et, à plusieurs, ils embarquent les blessés. Deux militaires osent s'avancer mais je reste en arrière, je n'ai plus envie d'avoir affaire à eux. L'un d'eux insulte Boualem et lui ordonne de rentrer chez lui. Maintenant, il faut s'occuper des cadavres. Ils n'osent pas les retourner, de peur qu'ils soient piégés. Ils placent du fil de fer barbelé et les tirent avec les Land Rover, qui jusqu'ici n'ont servi à rien. Je ne supporte pas la vue de ce spectacle et je me retourne pour rentrer chez moi. Arrivé à hauteur de ma maison, deux militaires accompagnés d'un patriote me croisent et me demandent :

« Elle appartient à qui cette maison ? »

— À moi.

— Ah, à toi, et qui est-ce qui nous tirait dessus quand nous sommes arrivés ? Il y a un terroriste dans ta maison, c'est lui qui a tiré sur nous. »

J'ai l'impression d'être dans un film tragi-comique. C'est complètement délirant ! Je leur réponds : « Il n'y a personne qui a tiré de la maison, les tirs venaient du petit oued. J'ai vu siffler les balles du côté de la pépinière. Je viens de sortir de chez moi, il n'y a personne. »

Ils ne veulent rien savoir et m'ordonnent d'entrer dans ma maison et de déloger le terroriste. Je pense à ma femme et mes enfants. Si c'est vrai ce qu'ils disent, alors ils sont en danger. Je leur dis : « D'accord, j'y vais, mais vous m'accompagnez. » Ils répondent : « Pas question de venir avec toi, tu y vas et si tu ne reviens pas dans dix minutes on fait exploser ta maison. »

Rien à faire, ils ne veulent pas venir avec moi, ni me donner une arme. Il faut donc que j'y aille tout seul. Qu'est-ce que je vais faire en dix minutes ? Je ne comprends pas du tout ce qui

se passe, mais en cet instant je suis pris d'une angoisse terrible pour ma famille et je crois ce qu'ils me disent. Je me décide à entrer. Il fait noir. Je cherche dans les garages, je monte, fouille chaque pièce en tâtant les murs et les objets. Je ne vois rien. Je suis pétrifié par la peur. Ma famille n'est pas là. Je vais chez M'hamed par la terrasse, j'entends des voix, et enfin je rencontre Salima. Elle est encore tout effarouchée par ces tirs entre les patriotes et les membres du groupe. Ma femme et mes enfants se trouvent chez elle et se cachent dans le couloir. Je suis soulagé.

Je reviens sur mes pas, j'allume la lumière dans la maison, vérifie une seconde fois, et j'aperçois sur les murs les impacts des balles qui ont traversé les placards. Je redescends et je préviens les militaires qu'il n'y a personne, qu'ils peuvent monter et vérifier eux-mêmes. C'est ce qu'ils font, mais ils persistent à dire que quelqu'un a tiré de chez moi. Enfin, ils repartent.

J'attends le retour de M'hamed qui a accompagné les blessés à l'hôpital. À son retour, il nous reconforte, ces derniers ont la vie sauve. Tout le monde s'apprête à rentrer chez soi et les militaires sont sur le point de se retirer, quand les gendarmes arrivent. Ils se renseignent sur ce qui s'est déroulé. M'hamed et Boualem entendent le capitaine de la gendarmerie dire aux patriotes : « Laissez-les mourir comme des chiens ! »

Je ne comprends pas pourquoi les patriotes et les militaires prétendent qu'on a tiré de chez nous et cela me perturbe. Je n'arrive pas à dormir. Soudain, j'entends des bruits insolites ; je regarde ma montre, il est environ 1 heure du matin. Je me lève et je regarde par la fenêtre de la cuisine. Je vois un groupe d'hommes s'avancer lentement et encercler la maison. Il y a quelqu'un qui s'exclame : « Il est là ! Il est là ! » Je crois que c'est un groupe armé embusqué près de chez moi. Je me penche un peu vers l'extérieur et les hommes en bas me disent de descendre. Je refuse, mais ils insistent. Ils menacent même de casser ma porte. Puis j'entends la voix de Hammoud qui crie : « Nasro, Nasro, n'aie pas peur, c'est moi, on te demande seulement de sortir, c'est pour vérifier. »

Je lui demande qui sont ces gens, il me répond que ce sont des voisins qui habitent la cité 200 logements. Ce sont des



patriotes et les hommes qui étaient venus auparavant, armés de haches. En fait, tandis qu'ils encerclent ma maison, d'autres patriotes passent chez M'hamed et le menacent de mort pour qu'il confirme que je suis complice des terroristes. Je me résigne finalement à ouvrir la porte : il y a parmi eux un patriote qui est correct, mais il y a aussi le frère de Djeha, Slimane, un salopard fini. Moussa, le patriote, n'est pas là, car il a accompagné à l'hôpital son ami Krimo, blessé à la main lors de l'accrochage. Ils entrent chez moi, demandent une torche et cherchent des douilles partout, prétendant qu'on a tiré de la cage d'escalier. Pour eux, les « terros » sont des Superman. Ils me demandent ma pièce d'identité et me disent d'aller voir le lendemain le capitaine de la caserne.

Le lendemain, je me rends avec M'hamed au poste avancé. Le capitaine M'rizek n'y est pas, parce qu'il s'est rendu dans les vergers pour mener l'enquête sur les assassinats de la veille. Nous y allons aussi et rencontrons de nombreux militaires. J'essaie de parler au capitaine, mais il faut que j'attende jusqu'à midi avant de le voir. On lui explique les faits et il rétorque simplement : « Ah oui, je comprends. » Il ne veut pas nous dire ce qu'il comprend. Il me rend mon permis de conduire et, en rentrant, nous voyons les patriotes fouiller autour de ma maison. L'un d'entre eux trouve des douilles sur la dalle en face de ma maison ; moi-même j'en ramasse à l'endroit où se trouvaient les patriotes pendant la nuit, provenant de fusils de type Mat 49. Que s'est-il réellement passé ? Les patriotes venus avec les militaires ont été contraints par ces derniers de les devancer. Craignant les tirs du groupe armé retranché, ils ont prétendu qu'un terroriste embusqué dans ma maison les empêchait d'avancer. Le terroriste, c'était moi !

Heureusement que Krimo n'est pas mort. Lorsque je lui ai demandé si réellement on avait tiré de chez moi, il a nié et confirmé que c'était de la dalle qu'on avait tiré. Mais je crois aussi que ce qui a poussé les patriotes à se comporter ainsi, c'est qu'ils s'accommodent mal du fait que d'autres vont les concurrencer : avant même d'être armés, nous les menaçons, puisqu'ils ne seront plus les seuls à recruter de nouveaux volontaires. En plus de cela, le commandant s'est adressé à

plusieurs reprises à moi pour me demander ce que je pensais de tel ou tel demandeur, malgré le fait que je ne sois pas armé.

Les patriotes, quant à eux, n'ont aucun intérêt à ce qu'on nous arme, parce que cela les empêcherait de poursuivre leurs affaires louches, en particulier le racket des habitants qu'ils exercent en toute impunité puisqu'ils sont les seuls à être armés. Ils ont leur réseau, se sont partagé le gâteau et ne veulent pas d'intrus. Moussa et le chef des patriotes de Bentalha, Mohamed Bouamra (à ne pas confondre avec son cousin et homonyme, du bord opposé, assassiné quelques mois plus tôt), sont d'ailleurs allés à la caserne pour dire que nous sommes des islamistes et qu'il ne faut surtout pas nous donner des armes. Quand ils ont constaté que le commandant ne se laissait pas influencer, ils sont allés à la gendarmerie nous dénoncer comme étant proches des groupes armés.

Malgré notre discrétion, je crois que les groupes armés ont eu vent de nos discussions au sujet de l'armement. Nous en parlions, ou plutôt certains jeunes y songeaient parce que leurs copains de Baraki les influençaient. Mais en fait, il n'y avait encore rien de bien sérieux. Je suis persuadé que l'assassinat des jeunes devait nous dissuader de ce projet avant même que nous ne le concevions sérieusement.

### **La question de l'armement**

Il nous faut cependant un certain temps pour nous décider à demander des armes. Nous en parlons une première fois à M'barek, le commandant de la caserne de Baraki, début 1997, après la mort de Sidali. L'idée de former un groupe de légitime défense (GLD) vient d'ailleurs du commandant lui-même. Personnellement, je ne veux pas de GLD : je préfère la formation d'un groupe de personnes armées individuellement. Pour moi, il s'agit d'organiser l'autodéfense et non de faire la chasse aux « terroristes », qui est la fonction principale des GLD. Nous allons donc le voir en février 1997 et il nous conseille de créer un groupe de douze personnes. Je lui fais confiance, car j'ai l'impression qu'on peut parler avec lui. Ce n'est que plus tard que je me suis rendu compte que, en fait, les



militaires ont eu des instructions de créer un GLD parce que celui-ci est sous leur commandement et armé par eux, alors qu'un simple groupe d'autodéfense est armé par la gendarmerie et ne remplit pas les mêmes fonctions.

C'est moi qui recueille les dossiers de demande. Les jeunes entre vingt et vingt-cinq ans qui demandent des armes ne sont pas nombreux, mais ils veulent protéger leur famille et le quartier contre les incursions des groupes. Nous commençons à parler d'armement, mais discrètement, pour n'alerter ni les groupes, ni les patriotes. En fait, ce qui nous a poussés à accepter l'idée de l'armement, c'est le fait que des jeunes comme Hammoud et Fouad se rapprochent des anciens patriotes, dont nous craignons la mauvaise influence. Nous voulons nous organiser, parce qu'il est évident que la garde communale ne va pas créer un poste dans le quartier. Pour ma part, que la menace vienne des islamistes ou des militaires, je veux me protéger et protéger les autres.

Je procède avec prudence, parce que je veux des gens sûrs. Il faut gagner la confiance des militaires et donc choisir des personnes sans antécédents « terroristes » ou « criminels ». L'affaire se révèle pourtant plus difficile à réaliser que prévu, car il nous faut des hommes de mon âge pour encadrer ces jeunes. Les dossiers en eux-mêmes n'exigent pas beaucoup de formalités. Il faut une fiche d'état civil, des photos, une lettre de motivation, pas plus. Je rassemble douze hommes qui ne peuvent être suspectés : ce ne sont ni des sympathisants du FIS, ni des voyous.

Je vais voir le commandant avec Fouad (parce qu'il a un parent haut gradé à la police de Sidi-Moussa), Boualem (dont le frère travaille au ministère de la Défense) et Bouzid, le frère de Hammoud, dont un autre frère, Yahia, a été lâchement assassiné et coupé en morceaux. Ce dernier avait été directeur par intérim d'un souk-el-fellah et avait un magasin d'alimentation dans Haï el-Djilali. Un jour, en plein après-midi, alors que quelques copains jouaient aux boules devant son magasin, le groupe de Chergui s'approche et veut rencontrer Yahia. Il exige ses papiers d'identité et lui demande de l'accompagner. Deux jours plus tard, son corps, ou plutôt ce qu'il en reste, a été retrouvé. En réalité, il a été tué parce qu'il n'autorisait pas les

vols et les magouilles dans le souk-el-fellah, qu'il devait remettre sur pied avant la faillite complète. Le mot d'ordre est passé qu'il était un vendu et le groupe a fait le sale boulot. Dans la réunion avec le commandant, Bouzid éclate en sanglots en relatant ce drame. Tous ceux que je présente n'ont aucun lien avec les groupes, et les militaires le savent.

Au niveau du quartier, les réticences vis-à-vis de l'armement sont multiples. Beaucoup d'hommes trouvent cela trop risqué ou bien inutile. Ils considèrent que c'est un problème entre les groupes armés et les militaires et que cela ne les concerne pas. Ils estiment qu'ils ne sont pas visés par ce qui se passe. Ils montent la garde parce qu'ils ont peur pour leurs enfants, mais ils partent du principe que les GIA n'attaquent pas sans raison. Et donc ils pensent que ceux qui prennent les armes se condamnent eux-mêmes, parce qu'ils s'attirent les foudres des groupes. Un père vient ainsi me voir, parce qu'il ne veut absolument pas que son fils fasse partie de notre groupe. Il est un peu choqué lorsque je lui dis qu'il n'a qu'à faire passer sa tête par la fenêtre lorsque les terroristes viendront. Peu après, il donne l'accord à son fils pour demander une arme. Je considère que de toute façon nous sommes condamnés, donc autant se protéger efficacement. Le massacre des jeunes en janvier 1997 a déclenché une vague de demandes d'armes. Mais tous nos efforts seront vains car, finalement, nous n'en aurons pas.

Ce sera encore le cas après le grand massacre de Raïs fin août 1997 — sur lequel je reviendrai. Les habitants de nos régions se ruèrent vers les casernes et les brigades de gendarmerie, où ils exigèrent des armes avec insistance et détermination. Toute réserve ou crainte auront disparu. La menace étant imminente, tout le monde est alors convaincu qu'il faut se défendre par n'importe quel moyen. Nous arrivons même à former un groupe de vingt-quatre personnes et les militaires se rendent compte du sérieux de notre détermination. Mais le commandant de la caserne de Baraki, M'barek, m'a bien précisé qu'il n'accepterait pas plus de douze hommes avec un responsable. Maintenant que tant de volontaires se présentent, ils nous refusent les armes ! Il est vrai qu'à l'époque on peut s'acheter un fusil pour 140 000 dinars. Mais dans notre



quartier personne n'en a, mis à part Boudjemaa (lui a été autorisé à s'armer à titre individuel, mais après avoir fait des pieds et des mains pendant des mois : il se sentait très menacé parce qu'il vit au bord des vergers). De plus en plus de villageois veulent récupérer les fusils qu'ils ont remis aux autorités en 1994, mais la gendarmerie refuse de les leur rendre.

Le 10 septembre, c'est-à-dire deux semaines avant le massacre, vers 11 heures, le commandant passe à Bentalha, à la hauteur de l'oued, avec un important détachement. Il envoie un patriote me chercher. C'est là qu'il me dit qu'il a bien réfléchi et que ce sont aussi les ordres du secteur, qu'il faut ce groupe de douze personnes. Je lui réponds que cela fait un certain temps déjà que je lui ai envoyé les dossiers. Il semble étonné et dit qu'il n'a rien reçu. Je les avais pourtant bien remis à Karim, le capitaine de la Sécurité militaire. Il me dit de venir à la caserne et que dans deux jours tout sera réglé. Il m'envoie même un jour à la gendarmerie de Baraki, où il y aurait trois fusils pour nous. Je m'y rends, j'attends des heures et à 20 heures, quand le brigadier arrive, j'apprends qu'il n'a pas de fusils et que je dois revenir le lendemain. Au même instant, je vois trois personnes sortir de la gendarmerie avec trois fusils : les nôtres.

En fait, je ne sais pas si on m'a fait passer pour une poire ou s'il y avait un conflit au sein du commandement du secteur. J'en suis arrivé à la conclusion que le refus venait de la Première Région militaire. Il faut savoir que, à l'origine, différentes conceptions s'opposaient entre les forces de sécurité au sujet du rôle du patriote. Certains estiment que les patriotes sont partie prenante dans cette guerre mais d'autres militaires ne partagent pas ce point de vue : ils considèrent que cette surabondance d'armes est dangereuse. Ils redoutent — à juste titre d'ailleurs — les excès des patriotes et pensent que leur rôle devrait se limiter à faire des investigations et à informer les forces de sécurité avant d'arrêter des gens. J'ai de plus en plus l'impression que nous sommes victimes de ces visions différentes. Je crois que l'ancien commandant de la région, Saïd Bey, n'appréciait pas l'armement de civils (il avait peut-être reçu ses ordres de la SM) ; son successeur, lui, facilitera largement la distribution d'armes.

## **La disparition d'Amine**

Tout au long de cette période, j'ai été également mobilisé par la disparition de mon neveu Amine, le fils de ma sœur Nacera, survenue début 1997. Je suis alors à Bentalha, ma mère n'est pas en Algérie et mes neveux habitent chez mon frère à Baraki. Le 30 janvier 1997, en plein Ramadan, je leur rends visite. Amine prend une douche et sort pour rencontrer des copains. Il revient quelques instants plus tard parce qu'il a oublié ses papiers. Il ressort en pantoufles et T-shirt. Je rentre à Bentalha sans lui dire au revoir, chose tout à fait habituelle.

Le lendemain, mon frère vient chez moi et me prévient qu'Amine n'est pas rentré la nuit dernière. Lui-même, inquiet, n'est pas allé au travail. Nous commençons nos recherches. Tandis que lui va au commissariat, je fais le tour de la famille. Pas de traces. Ensuite, c'est moi qui me rends au commissariat et à la gendarmerie. Nous allons voir son copain, qui dit qu'effectivement ils se sont vus la veille, qu'Amine voulait rentrer à la maison pour prendre les papiers. Ils s'étaient donné rendez-vous, mais Amine n'est pas revenu. Il a donc disparu tout juste après être remonté dans l'appartement.

J'apprends que la veille, avant la tombée de la nuit, tout un dispositif de sécurité a été mis en place parce qu'une embuscade avait été tendue au préfet d'Alger. Ce soir-là, le quartier regorgeait de forces de sécurité et, par la suite, nous avons appris que près de douze jeunes hommes ont été enlevés à la même occasion. Des voisins prétendent avoir vu monter Amine dans une voiture blanche, devant la gendarmerie, qui s'est dirigée vers Larbaa. Je me dis que peut-être il a assisté à un incident en rapport avec cet attentat.

Quand je me rends à la police pour porter plainte, le policier me dit de faire une déclaration et de donner des photos d'identité. Mon frère s'y rend aussi et remet également des photos. À chaque fois que nous nous présentons chez eux, ils nous demandent des photos. Tout cela dure environ un mois. Je fais toutes les casernes et on m'oriente d'un endroit à l'autre. On me dit que si c'est la SM qui l'a enlevé, il doit se trouver à Aïn-Nadja, dans la caserne à la sortie de Baraki, là où s'entraînaient les premiers patriotes. Pendant les deux jours de l'Aïd



*seghir* (la fête qui suit le mois de Ramadan et marque sa fin), je ne fais que cela. Ce n'est que grâce à l'intervention d'Amnesty International et d'autres ONG que le procureur d'El-Harrach se met en contact avec le commissariat et la gendarmerie de Baraki, et qu'enfin ils nous reçoivent. C'est là que je m'aperçois qu'un mois après la disparition d'Amine aucune plainte n'a encore été enregistrée ! Aucun dossier n'a été constitué. Un jeune de Baraki m'a dit qu'il avait vu Amine dans les locaux de la police. Cela m'a rendu méfiant et je me suis dit que les services de sécurité l'avaient arrêté mais, la garde à vue étant de douze jours, ils n'inscrivent pas de date pour pouvoir la falsifier au moment de présenter le suspect devant la justice. Mais rien de tout ça. Amine ne réapparaîtra pas.

Cette situation est très douloureuse pour la famille. Ma mère revient à Alger et je reste avec elle quelques jours parce qu'elle est rongée de remords de l'avoir laissé. Ma sœur aussi vient à Alger et je reprends mes activités à Bentalha. Et, un jour de mars 1997, ma mère fait irruption chez moi. Il est rare qu'elle vienne à Bentalha. Elle me demande de l'accompagner avec ma sœur à Oran, car on aurait retrouvé la trace d'Amine. Quelqu'un prétendant être un appelé s'est mis en contact avec ma mère et lui a raconté qu'Amine se trouverait dans une caserne, blessé. En voulant prendre le bateau clandestinement, il aurait été touché par des balles tirées par des soldats. Je trouve louche que, par les temps qui courent, un appelé en tenue de combat se rende personnellement à Baraki, d'autant plus que c'est mal vu de l'armée. Il a prétendu être en permission et devoir rentrer le soir à Oran. On s'est donné rendez-vous à l'aéroport, mais il n'est pas venu.

Je ferme le magasin, ma femme va à Baraki avec les enfants, et nous prenons l'avion pour Oran. Nous faisons des recherches dans toutes les casernes, tous les hôpitaux, à la morgue et au port. Enfin, nous nous rendons dans tous les endroits où nous pensons qu'il a pu passer, en vain. Nous n'obtenons aucune information supplémentaire. Ma mère passe dans une émission du genre « Avis de recherche » et énormément de personnes lui téléphonent. À chaque fois, de nouveaux espoirs sont suscités sur le sort d'Amine, à chaque

fois une nouvelle déception plonge sa mère et sa grand-mère dans le désespoir. Plus tard, grâce à l'intervention de voisins qui ont des contacts avec la SM, nous aurons des informations sûres, selon lesquelles il se serait trouvé dans la caserne de Ben Aknoun. Ce qui est dur à supporter, c'est que les patriotes viennent harceler les familles des disparus en prétendant que ceux-ci ont pris le maquis.

Un an plus tard, à la fin du Ramadan 1998, un autre parent à nous disparaîtra. Des membres de la Sécurité militaire l'enlèveront chez sa sœur en plein Alger. En fait, policiers et militaires étaient passés à plusieurs reprises en l'espace d'une semaine chez sa mère pour l'arrêter. Ils avaient à chaque fois encerclé la maison, mais ils ne l'avaient pas trouvé. Ils l'ont même cherché à son lieu de travail. Ne parvenant pas à l'attraper, ils arrêtent son frère, le menacent et celui-ci les emmène chez la sœur. Lui-même est tabassé mais il est relâché, tandis que le recherché disparaît.

## 6

## L'été des massacres

## Caïd-Gacem et l'offensive militaire

Après le massacre de Sidali en novembre 1996, les militaires ont investi la maison de vieillesse à Caïd-Gacem. Ils se sont enfin rendu compte que les GIA y sont installés, qu'ils opèrent dans les alentours et cachent leurs voitures dans l'hospice. Entre-temps, le lotissement de Caïd-Gacem s'est progressivement vidé de ses habitants : les « terros » ont imposé de plus en plus de contraintes aux habitants, qui ne supportaient plus la pression et ont abandonné leurs maisons, que les groupes armés ont occupées en partie. Finalement, tout le quartier est encerclé par l'armée à partir de fin mai 1997 et les derniers habitants le quittent. C'est là que commence la grande offensive.

On nous dit qu'il y a environ cent cinquante terroristes retranchés dans le lotissement et qu'ils auraient une soixantaine d'otages avec eux. À leur tête, se trouverait Antar Zouabri, l'émir national des GIA, un sanguinaire craint par tous. Ce sont les militaires qui propagent cette information. On raconte aussi qu'ils s'apprêtaient à tenir un congrès et que, en fait, ils auraient été piégés. Nous remarquons la forte

concentration de militaires qui encerclent toute la zone de Caïd-Gacem, les maisons et les vergers. Ils font venir des bulldozers pour creuser des tranchées et se frayer un passage car tout le terrain serait miné. Toutes les nuits, nous entendons des tirs isolés et des rafales de balles. Et pendant tout cet encerclement, qui a débuté juste avant les élections législatives du 5 juin 1997 et se terminera deux mois plus tard, des bombes explosent partout dans Alger et les attentats et enlèvements se multiplient. Encore une fois, nous n'y comprenons rien !

Durant cette opération de grande envergure, le général-major Mohamed Lamari, chef suprême des armées, se déplace à trois reprises à bord de son hélicoptère pour voir de près la situation à Caïd-Gacem. Les militaires prétendent que le groupe a suffisamment de vivres pour tenir ; mais il aurait tout de même un sérieux problème avec l'eau potable. Or, nous apprenons qu'une semaine après le début de l'offensive un responsable de l'armée aurait chargé la mairie de Baraki d'assurer le transport de citernes d'eau qui, une fois consommées, seraient abandonnées dans les champs près de l'hospice. L'ami de Samir, le patriote, travaille à l'intérieur de Caïd-Gacem comme conducteur d'engin et démine le terrain : il confirme que des employés de la mairie viennent apporter de l'eau pour les « terros ». Quel intérêt l'armée aurait-elle d'approvisionner ces derniers ? Nous avons l'impression que quelque chose se trame qui dépasse notre capacité d'imagination.

Les militaires disent qu'ils ne peuvent pas faire grand-chose, à cause des otages. Ces derniers ne seraient pas de Caïd-Gacem. C'est bien étrange, parce que nous savons très bien que cela ne gêne pas les militaires de bombarder des villages entiers au mortier ou aux missiles. Prétendument pour préserver la vie des otages, les militaires ne pourraient que resserrer l'étau peu à peu en détruisant les maisons du lotissement au bulldozer. Une très grande partie du quartier sera ainsi rasée.

L'encercllement est pris en charge d'un côté par les militaires de Baraki, de l'autre par ceux de Sidi-Moussa, implantés tout près du Haouch Tafil (à quelques kilomètres de Caïd-Gacem). Les soldats du poste avancé de Bentalha, qui



dépendent de la caserne de Baraki, sont également engagés dans l'opération et à leur place sont apparus des gendarmes et des membres de la garde républicaine. Pendant toute la durée de l'opération, ce sont ces deux corps qui s'occupent de nous, mais ils ne font pas de rondes. Ceux de la garde républicaine se saoulent régulièrement. L'arsenal militaire mis à leur disposition est énorme, mais ils ne l'utilisent pas. Nos groupes armés locaux ne semblent pas faire partie du groupe encerclé : nous continuons de les apercevoir de temps à autre, même s'ils sont nettement affaiblis. Durant tout ce temps, la route entre Baraki et Sidi-Moussa est bloquée et il est interdit de l'emprunter.

Et puis soudain, début août, les militaires se retirent sans donner d'explications et abandonnent les otages et les groupes. Nous n'avons, une fois de plus, absolument rien compris.

### Les terroristes retranchés de Caïd-Gacem

Une semaine après le départ des militaires, les vieux sont replacés dans l'hospice. Profitant du repliement des soldats, les membres des groupes toujours retranchés dans Caïd-Gacem tentent de timides sorties pour se ravitailler auprès des Haouchs, des petits hameaux isolés de la région de Bentalha. Mais le gros des groupes semble s'être volatilisé ; ils ne doivent plus être très nombreux et paraissent livrés à eux-mêmes.

Une nuit, le dénommé Farkous, un repent, ex-membre de groupe, que les militaires ont armé pour combattre ses anciens complices, attend en embuscade devant une ferme qui se trouve juste en face du poste militaire avancé. Un groupe de quatre hommes s'introduit dans la ferme et Farkous les surprend quand ils sortent. Il en abat deux et en blesse un troisième qui, traîné par le quatrième, s'enfuit. Les gens racontent que les deux morts auraient eu de la galette chaude dans leur poche. Une histoire vraiment bizarre : d'abord, je m'étonne que l'armée n'ait pas sanctionné les habitants de la ferme pour avoir donné de la nourriture aux « terros » ; ensuite, ne nous avait-on pas dit qu'ils avaient suffisamment de vivres ? Alors, pourquoi sortir pour de la galette ?

Je vais voir les cadavres au petit matin. Je cherche en effet toujours mon neveu Amine (à l'époque, on disait que les militaires sortaient des prisonniers de leur lieu de détention pour les liquider, en les faisant passer pour des terroristes abattus au combat). Les cadavres criblés de balles sont entreposés sur la chaussée et personne ne les reconnaît ; ils sont habillés de bleus de travail et de plusieurs tabliers, enfilés l'un au-dessus de l'autre.

Le surlendemain, il se passe exactement la même chose, mais cette fois-ci, avec l'aide des militaires que Farkous a obligés à sortir de leur trou. On se demande pourquoi des groupes ressortent une seconde fois au même endroit. Cette fois-ci, les militaires tuent quatre hommes et en blessent plusieurs autres. Toute la nuit, nous entendons les tirs. Le lendemain, ils exposent les cadavres sur une 404 : ce sont ceux d'hommes très jeunes. Leurs corps sont également criblés de balles, mais on ne voit aucune trace de sang. La population dit qu'ils ont bu du musc, un concentré de parfum que les islamistes sont réputés utiliser (absorbé en grande quantité, le musc permet d'accélérer la coagulation du sang en cas de blessure par balle). Leurs visages sont gris-vert.

L'un d'entre eux est gros, ce qui est étonnant quand on pense aux conditions dans lesquelles ils sont censés vivre ! Ce qui cloche aussi, ce sont leurs habits : ces tabliers ne sont pas des vêtements de maquisards. Et finalement, ils ont l'air bien peu sportifs. Nous nous demandons pourquoi ils sont repassés par le même endroit, puisque la ferme où a eu lieu ce second accrochage est toute proche de la première. Tout cela est si bizarre que nous nous demandons si les pauvres bougres ne sont pas des prisonniers qu'on a exécutés. Je me pose même la question de savoir s'ils ne font partie des fameux otages dont parlaient les militaires. Ne serait-ce pas un coup monté avec la complicité de Farkous, qu'on aurait utilisé (celui-ci aura des problèmes peu après : il sera enlevé par la SM, qui le suspectait de vendre des munitions aux terroristes) ?

Une semaine après avoir réinstallé les locataires de la maison de vieillesse, a lieu une descente des groupes armés dans l'hospice. Ils attachent les vieux avec du fil de fer, les mains derrière le dos, pour les égorger, et enlèvent sept

employées, dont l'une habite Baraki dans la cité 2 004 logements, et une autre à Bentalha. Deux employés parviennent à fuir et préviennent les militaires du poste avancé, situé à huit cents mètres. Celui qui est intervenu pour sauver les vieux, c'est Zoheir, un lieutenant. Il n'a pas reçu l'ordre d'intervenir, mais il a débarqué avec son unité. Quelques jours plus tard, je le vois en civil à Baraki, comme s'il avait été relevé de ses fonctions.

Après cet incident, l'armée décide d'affecter à l'hospice un détachement important (de l'infanterie et des blindés). Pendant plusieurs jours, je vais voir ce qui se passe et je remarque que les militaires n'osent pas pénétrer dans les champs entre Caïd-Gacem et Sidi-Moussa : ils préfèrent tirer au mortier et bombarder les maisons de Caïd-Gacem et les vergers. Les habitants qui avaient déserté leur demeure veulent la réintégrer, mais les militaires refusent catégoriquement. Ces exodes concernent aussi des localités voisines, comme Zouaoui, El-Amirat et Tafil, qui ont été bombardées au même moment, mais je crois que Caïd-Gacem a été la plus touchée.

Pendant l'été, la rumeur circule qu'un coup d'État militaire se prépare contre Zéroual et tout le monde a peur de ces soldats.

### **Les massacres s'amplifient et la panique aussi**

Depuis le mois d'avril, dans la région de Médéa, les massacres ont pris des dimensions effroyables. Des familles entières fuient et, comme nous avons de nombreux voisins originaires de Tablat, nous essayons d'en héberger quelques-unes. Ce que nous racontent les réfugiés est inimaginable et effrayant. Ils n'ont pas fui les maquisards, au contraire : c'est eux qui leur ont conseillé de partir, parce que les « égorgeurs » allaient arriver, hordes de groupes occultes dont on ne connaît pas les commanditaires. Des témoins racontent qu'ils ont vu arriver ces « terroristes » en hélicoptère avant de faire leur sale besogne. Des militaires se faisant passer pour des islamistes terrorisent la population. À Beni Slimane, de faux terroristes ont ainsi fait sortir des fidèles de la mosquée

par groupes de cinq, avant de les égorger dehors. Ces témoignages terrifiants ne proviennent pas seulement de cette région. Tout au long de l'été, les chiffres des morts et les noms des localités touchées vont défiler comme une funèbre litanie ; souvent nous rencontrons des rescapés de Thalit, El-Omaria (dans la région de Médéa), Aïn-Defla, et, plus près de chez nous, Bougara, Baba Ali, Souhane, Beni Ali, où des dizaines de victimes périssent sous les balles et les lames d'assaillants sanguinaires.

Plus les massacres et les attentats à la bombe se rapprochent d'Alger et plus la peur s'empare de nous. Nous comprenons de moins en moins ce qui se trame. Jusque-là, beaucoup de gens disaient que si nous restions neutres, si nous ne nous en mêlions pas, il ne nous arriverait rien. Mais en réalité, les deux parties veulent nous impliquer dans ce conflit. Il faut basculer d'un côté ou de l'autre, et l'armée fait monter la pression en menaçant de se retirer. Comment peuvent-ils envisager de nous abandonner aux hordes meurtrières et refuser de nous armer ?

Le plus étrange dans tout cela, c'est que, malgré les incursions des groupes armés ici et là, policiers et militaires se baladent en pleine journée dans les « quartiers chauds » comme Baraki. Je n'arrive pas à concevoir que des terroristes s'en prennent aux civils alors que les forces de l'ordre circulent pratiquement librement. Ils osent prendre le bus et le taxi, individuellement et en uniforme... Nous remarquons également que les mariages, qui pendant des années étaient célébrés dans l'intimité, retrouvent leur exubérance d'autrefois, notamment chez les policiers qui manifestent à coups de fusil leur joie, mais aussi leur victoire. Certains sont agacés par cette ostentation, vécue comme une provocation vis-à-vis des civils éprouvés par la crise économique et la guerre, qui continue de livrer son lot de morts quotidien.

Le 14 juillet 1997, une bombe explose sur le grand marché de Diar el-Baraka à Baraki (la presse donnera le lendemain un bilan provisoire de vingt et un morts et d'une cinquantaine de blessés). Il est 11 heures quand j'entends une importante déflagration. Je suis dans mon magasin et je sors aussitôt. Sur le coup, j'ignore où a explosé la bombe, mais je ressens une



brûlure dans la poitrine, une pression qui ne me quittera que dix jours plus tard. Rapidement, quelques voisins reviennent de Baraki et nous expliquent que c'est le marché qui est touché. C'est un lundi, le jour où il est surtout fréquenté par les femmes.

En entendant l'explosion, les femmes se précipitent hors des maisons, têtes découvertes. Presque chaque famille a un membre qui ce jour-là s'est rendu au marché ou y travaille. J'ai juste le temps de fermer mon magasin, et je vois la famille de Chouch qui court vers Baraki. Le père, cordonnier de son état, trimballe depuis des années sa modeste charrette jusqu'au marché et y attend jusqu'à la tombée de la nuit ses rares clients. La femme d'Ammi M'nouar sort, paniquée : elle a envoyé son fils de douze ans, Adlen, faire des courses. Elle hurle : « Je l'ai tué ! Je l'ai tué ! » Tout le monde cherche un moyen de transport. J'arrive à trouver un voisin qui m'emmène en camionnette.

J'arrive en retard, les ambulances évacuent déjà les victimes. Ce n'est pas beau à voir. Les patriotes et les policiers dispersent les gens, craignant une autre bombe. Celle qui vient d'exploser a été déposée sous un étalage et a déchiqueté les personnes proches, parmi lesquelles plusieurs enfants. Heureusement, ceux que je connais personnellement, le fils d'Ammi M'nouar et le père Chouch, sont sains et saufs. La femme d'Ammi M'nouar allait défaillir et n'a pu arriver à Baraki que soutenue par deux voisines.

Des bombes, il y en a sans arrêt et un peu partout. Les patriotes sont très vigilants : ils multiplient les contrôles et les barrages. Ils postent des gens aux entrées des bâtiments de l'APC (Assemblée populaire communale) et des marchés. Il y a des fouilles partout, même sur les boulevards ; ils vérifient les sacs et les papiers dans les transports publics, les stations de car. C'est à cette époque que les patriotes font des barrages sur le boulevard de Bentalha.

## Le massacre de Raïs

Raïs est situé à environ 10 km de Bentalha. C'est une localité qui se trouve sur le bord d'une route départementale en direction de Larbaa. Dans la nuit du 28 au 29 août 1997, nous sommes réveillés par des tirs au loin et le bruit d'un hélicoptère. Je monte sur la terrasse et j'y rencontre Salima, ma voisine directe, qui elle non plus ne peut pas dormir. Nous nous demandons ce qui se passe. Le bruit d'un hélicoptère n'a rien d'inhabituel à cette époque : il en passe un tous les jours, parfois même deux. Mais nous ne le voyons que très rarement. Un jour, j'ai pu apercevoir que c'était un hélicoptère militaire. Cette nuit-là, nous finissons tous par aller nous coucher, ne sachant pas trop de quoi il s'agit.

Le lendemain, au lever, le climat est lourd. On sent que quelque chose de très grave est arrivé : les sirènes des ambulances retentissent sans interruption. Assez rapidement, nous apprenons ce qui est arrivé : dans le village de Raïs, une horde de près de cent tueurs s'est jetée sur la population et près de trois cents personnes ont été massacrées à l'arme blanche et à feu. Les gens ont essayé de fuir vers la caserne toute proche, mais — chose incroyable ! — les militaires ont tiré sur eux, faisant plusieurs victimes (ils expliqueront plus tard, ce qui paraît invraisemblable, qu'ils ne pouvaient distinguer les habitants des terroristes). Beaucoup ont pu néanmoins s'échapper en se réfugiant dans les vergers environnants. Des témoins disent que les terroristes étaient venus trois ou quatre jours avant le massacre et qu'ils se seraient fait nourrir par la population en lui promettant qu'elle n'aurait rien à craindre, parce qu'ils étaient venus pour « s'occuper de l'armée ». Dans la soirée du massacre, un mariage était fêté ; les terroristes y auraient participé et tué toutes les personnes invitées, une majorité de femmes et d'enfants, tandis qu'un autre groupe serait sorti des vergers et aurait massacré tout un quartier. On raconte même qu'un troupeau de deux cents vaches aurait été volé. Comment un tel nombre d'animaux peut-il disparaître dans la nature ?

J'ai parlé avec un ami de M'hamed, originaire de Raïs, qui me dit que cette version est inexacte. En réalité, c'est un

commando qui a fait une incursion et qui, des heures durant, a massacré la population. C'est vrai qu'il y avait un mariage, ce qui a permis aux assaillants de réunir un grand nombre de victimes et de les égorger. Beaucoup de maisons ont été incendiées et les habitants ont fui.

Dès le lendemain, les corps sont enterrés ; comme nous l'observerons après le massacre de Bentalha, les cadavres sont inhumés dans différents cimetières et souvent à plusieurs corps dans une tombe, comme s'il s'agissait de masquer le nombre exact de victimes. Officiellement, on avancera le chiffre de quatre-vingt-dix-huit morts. Les habitants parlent de plus de trois cents victimes.

Des rumeurs folles courent depuis un certain temps au sujet de ces tueurs qui égorgent sans état d'âme. On dit qu'ils portent des bandeaux où seraient inscrits les mots : *al ghadhibun ala Allah* (les révoltés contre Dieu). Leur particularité est d'avoir l'index droit sectionné, les sourcils brûlés, le crâne rasé et une longue barbe teinte au henné : ces stigmates volontaires exprimeraient le reproche qu'ils font à Dieu de ne pas les seconder dans leur entreprise sanguinaire. On parle beaucoup de ces individus aux facultés surnaturelles et plus on en parle, plus les récits sont truffés de détails effroyables. Les militaires eux-mêmes colportent ces histoires affreuses. Les habitants sont pris d'une espèce de frénésie qu'apaise à peine le recours à l'autodéfense.

Une multitude de questions nous submergent : comment un tel massacre peut-il se dérouler dans un périmètre largement sécurisé, où sont stationnés des milliers de membres des forces de sécurité ? Comment les tueurs ont-ils pu se déplacer en camions sans être vus ? Il y a des barrages sur tous les axes routiers et les militaires sont omniprésents : comment les assaillants ont-ils pu s'évanouir dans la nature sans être inquiétés ?

J'apprends que des policiers sont venus dès le début de l'assaut, mais qu'ils n'ont pas obtenu de renforts. Ils auraient appelé leur QG et le responsable du PCO aurait téléphoné au commandant de la caserne, qui était absent. L'officier de permanence aurait répondu en substance : « Nous avons reçu l'ordre de ne pas sortir. Et si les habitants nous tendaient un

piège ? Ils n'ont qu'à se débrouiller eux-mêmes. » Quelques policiers auraient eu le courage de tirer sur les assaillants, mais ils n'étaient pas assez nombreux. On parle même de morts dans leurs rangs. Deux jours après, nous apprenons que le commandant de la caserne a été affecté ailleurs. Cela se passe toujours ainsi.

Mon voisin Tourdo m'a raconté que le lendemain du massacre de Raïs, à Hussein-Dey, il a vu des voitures banalisées d'où des inconnus tiraient sur la population. On entend les mêmes rumeurs pour d'autres quartiers, à Kouba et Baraki notamment. Ces tirs n'ont pas causé de morts ou de blessés. C'est comme s'il s'agissait uniquement d'accentuer la panique et de pousser les gens à fuir ou à prendre les armes. Certains ont même vu qu'on tirait d'une voiture banalisée alors que, quelques mètres plus loin, se trouvaient des policiers dans leurs véhicules. La voiture a passé un point de contrôle et s'est volatilisée avant le second barrage.

Le choc de Raïs n'est pas encore surmonté que nous apprenons qu'à l'ouest d'Alger, dans les hauteurs de la ville, à la lisière de la forêt de Baïnem, un quartier de Beni-Messous du nom de Sidi Youcef a été le théâtre d'un nouveau carnage faisant près de quatre-vingt-dix morts. Là aussi, dans la soirée du 8 septembre, des tueurs sont apparus en camion et ont investi la place du village où se rencontraient les hommes du village pour bavarder. Les assaillants se sont présentés comme des agents de sécurité et se sont jetés sur les habitants mis en confiance pour les rassembler et les égorger. Les soldats ne sont apparus que trois heures plus tard, lorsque les rescapés prenaient déjà la fuite.

Comme si ce lieu n'avait pas subi assez d'horreurs, le lendemain, peu après le départ des soldats, les assaillants reviennent et tuent à nouveau quarante-cinq personnes. Ce double massacre suscite une telle paranoïa que des milliers d'habitants de la banlieue algéroise se précipitent vers les places publiques des centres urbains, les hôpitaux et les écoles, pour se protéger. Ceux qui restent chez eux se barricadent et se munissent de tous les ustensiles pouvant servir d'arme.

À la suite de ces nouvelles, une véritable panique se déclenche et de nombreux habitants se précipitent vers les



brigades de gendarmerie et les casernes pour demander des armes. À Bentalha, des voisins viennent me voir pour déposer des dossiers de demande d'armes, que je ne peux que refuser puisque nous n'en recevrons que douze au plus. À la mi-septembre environ, nous nous présentons une nouvelle fois à la caserne, parce que nous attendons toujours notre armement. On nous dit que le commandant est à Caïd-Gacem ; et le lieutenant de la Sécurité militaire, Lyes, nous interdit catégoriquement de revenir à la caserne pour cette question d'armement. Nous nous rendons à Caïd-Gacem pour parler directement au commandant et nous tombons sur une foule devant la maison de vieillesse.

C'est là que je vois les villas détruites au mortier : les militaires prétendent qu'ils ne peuvent s'introduire dans le quartier, parce que les « terros » l'auraient miné ; ils disent qu'ils ne tirent que s'ils voient de la lumière pendant la nuit mais, en fait, ils bombardent même pendant la journée. Il y a là beaucoup d'hommes qui veulent des armes. Ils en ont assez d'être à la merci de militaires qui non seulement leur font de fausses promesses, mais détruisent leurs biens : ils veulent se prendre en charge eux-mêmes. Le ton monte, les militaires deviennent très agressifs et ils menacent de tirer sur les pauvres habitants s'ils font un pas de plus.

Finalement, nous constatons que des jeunes de Baraki obtiennent des armes individuellement et quelques-uns de Caïd-Gacem sont engagés comme patriotes. Ils veulent retourner dans leur quartier et demandent de l'aide à l'armée pour débusquer les derniers membres de groupes armés retranchés dans leurs maisons. Les militaires de Baraki refusent, tandis que ceux stationnés au niveau de l'hospice les narguent. Ils répondent aux habitants désespérés qu'il est préférable de bombarder les maisons de loin pour ne pas prendre de risques.

Nous nous rendons aussi à la gendarmerie, où il y a une foule de gens qui comme nous veulent s'armer. Les gendarmes nous traitent de tous les noms. Je vois un vieil homme pleurer parce qu'on lui a dit : « Continuez à leur donner vos filles, maintenant vous avez peur parce qu'ils vous massacrent, avant vous les nourrissiez bien ! » C'est sadique, blessant, et les gens sont

accablés. C'est comme si on les envoyait directement sur le chemin de la mort. Un autre vieux me dit : « Moi j'ai fait la guerre de libération, j'ai été blessé plusieurs fois, jamais on ne m'a fait ça. Les Français ne m'ont pas fait ça. »

Dans nos quartiers, nous nous préparons à subir des incursions, mais certains habitants quittent le quartier. Je fais partie de ceux qui ne veulent pas l'abandonner et j'essaie de motiver les autres pour rester, s'organiser et se défendre. Mais il faut prendre des précautions, parce que les incursions de « terros » sont nombreuses. Du moins c'est ce qu'on nous dit. Je n'ai pas vu moi-même ces petits groupes qui piègent les maisons ou placent des bombes, mais à chaque fois que j'ai quitté Bentalha, au retour je vérifie toutes les entrées.

C'est une période où je ne quitte pas beaucoup le quartier. Mon commerce sert de point de rencontre et même de boîte aux lettres. Nous installons des projecteurs et trois ou quatre sirènes d'alarme. Les gens en demandent plus, mais il faut à chaque fois cotiser, 200 dinars par personne. Nous montons des gardes, malgré le refus de certains voisins qui estiment qu'en se comportant ainsi on s'expose aux « terros ». Les patriotes, eux, sont tout à fait contre. Nous préparons également des armes pour nous défendre, emmagasinons de l'essence pour confectionner des cocktails Molotov et plaçons des briques et toutes sortes de projectiles sur les terrasses. Nous rassemblons des piques, des pelles et des haches. Je veux moi-même en acheter une, mais il n'y en a plus sur le marché. J'ai confectionné à partir d'un serre-joint une espèce d'épée. (En fin de compte, nous n'utiliserons pratiquement pas ces armes au moment crucial.)

Ma voisine Nassia Bouti et ses enfants sont terrifiés. Ils habitent une maison au rez-de-chaussée (n° 4), sans aucune protection ; et dans les moments de panique, de ma terrasse, je les vois rassemblés dans un coin de leur cour, pétrifiés par la peur. Nassia a deux fils, de dix-neuf et vingt-trois ans. Nous nous sommes vraiment rapprochés lors du Ramadan. J'avais envoyé mon fils Djamel acheter du petit-lait et comme il n'était pas de retour après l'*adan*, l'appel à la prière, je suis sorti pour voir où il était passé. J'ai entendu des cris et je suis tombé sur les deux fils Bouti qui se battaient. L'aîné avait pris des



comprimés et ne savait plus ce qu'il faisait : il avait deux couteaux dans les mains et voulait tuer son frère. Sa mère est accourue et m'a demandé de l'aider. J'ai séparé les deux garçons et elle m'a supplié de rester pour dîner. Je suis resté toute la soirée chez eux et nous avons discuté. Elle m'a fait comprendre qu'il fallait qu'elle parte, que ses filles avaient peur. Je leur ai proposé de dormir chez nous et pendant la journée de vaquer à leurs occupations habituelles. Les filles aimaient beaucoup mes enfants et aidaient ma femme à la maison.

On peut dire que, dans les quelques semaines qui précèdent le massacre, l'ambiance est assez étrange. La panique augmente de jour en jour, en fonction des informations qui nous parviennent des villages et des banlieues proches, tandis que de plus en plus de militaires sont stationnés aux alentours d'Alger. Malgré cela, les populations se sentent de plus en plus délaissées. Le pire dans cette situation, c'est que, abandonnés à nous-mêmes, nous n'agissons plus qu'en fonction des rumeurs. Il n'y a en effet aucune information officielle au sujet de cette guerre invisible : la télévision occulte complètement ces attaques nocturnes et la presse en minimise la dimension. Nous sommes donc entièrement à la merci des récits colportés par la rumeur, qui rivalisent tous de cruauté et de barbarie. Personne ne peut y rester indifférent.

L'angoisse se transforme par moments en grogne à l'encontre des militaires qui nous trahissent pour la énième fois, mais cette révolte sourde ne peut exploser tant l'horreur de la mort inéluctable nous paralyse. Combien de fois ai-je entendu des gens dire : « Ils n'ont qu'à nous tuer, tous, si c'est ce qu'ils veulent. Ils n'ont qu'à nous fusiller, mais qu'ils ne nous égorgent pas comme du bétail enragé. » C'est cette façon de mourir, c'est l'image de cette lame de couteau glissant sur la gorge, qui est insupportable. Des femmes s'enduisent le cou d'huile pour que le couteau glisse plus rapidement...

### **Les semaines qui précèdent le massacre**

Vers la mi-août, les militaires de Baraki réintègrent le poste avancé, mais ils ne font plus de rondes ; et les gardes communaux non plus. Depuis que les militaires ne patrouillent plus, ces derniers se contentent de passer dans la journée, accompagnés d'un gendarme. D'ailleurs, la garde communale va être installée à Benghazi et près de la moitié des effectifs affectés à Bentalha y sont envoyés, ce qui signifie que nous ne disposons que de très peu de gardes en cas d'attaque de notre quartier. Nous allons voir le commandant pour nous plaindre de ce manque de protection : il ne semble pas être informé de cette nouvelle mesure, et il réprimande ses subordonnés. Les rondes reprennent dès le premier soir, puis elles s'arrêtent à nouveau ; puis elles reprennent.

Début septembre, deux jours après le massacre de Raïs, de nouveaux contingents militaires s'installent dans notre région, notamment à Caïd-Gacem (dans la maison de vieillesse) et à Oued Semmar : ces soldats portent des treillis beige clair, et ils sont équipés de blindés légers ; on dit d'eux qu'ils viennent de Biskra. Sur leurs véhicules, ils arborent un insigne représentant un chameau. Il paraît qu'ils sont près de 4 000 à être déployés dans toute la région.

Un peu plus tôt, trois ou quatre jours avant le massacre de Raïs, les unités en treillis vert qui avaient mené l'offensive contre Caïd-Gacem en juin et juillet (on raconte qu'il s'agit des hommes de la 8<sup>e</sup> division blindée) reviennent également. Et ils recommencent à bombarder Caïd-Gacem et les environs, détruisant les habitations qu'ils rasant ensuite carrément ; mais Tafil et El-Amirat sont aussi visés. On dit que des groupes armés de la région de Sidi-Moussa y sont retranchés.

Les rondes irrégulières effectuées par les militaires du poste avancé cessent quelques jours avant le massacre du 22 septembre. Ils sont relayés par les nouveaux militaires stationnés à Caïd-Gacem. Nous ne les connaissons pas. Ces soldats portent des tenues de combat beige clair toutes neuves et des gilets pare-balles ; ils ont des casques verts. Ils viennent presque tous les jours, à deux reprises pendant la journée et trois fois le soir. Ils longent le boulevard quand ils passent dans



la soirée, tandis que dans la journée ils s'affairent dans les vergers avec leur paquetage. Ils retournent à Caïd-Gacem après leur patrouille. La première fois qu'ils passent par notre quartier, ils disent aux habitants de ne plus monter la garde. Mais nous continuons de le faire : tant d'incidents étranges se déroulent ces jours-ci...

Depuis le massacre de Raïs, tous les deux ou trois jours, les patriotes apparaissent en courant et ils nous demandent s'il n'y a pas un groupe terroriste qui vient juste de passer. Si nous nions avoir vu quelque chose, ils nous traitent de complices. Et ils nous menacent : « Vous voyez des choses sans les dénoncer ! De toutes les façons, ça va être votre fête ! » Ils disent que les GIA s'en prennent à la population et que ce sera donc bientôt notre tour. Les patriotes et les militaires prétendent que ce sont de nouveaux « terros » qui viennent sonder le terrain, puisque nos groupes locaux ne sont pratiquement plus présents (la plupart de leurs membres ont été tués et on dit que les survivants agissent plutôt vers Sidi-Moussa).

Pourtant, curieusement, personne ne voit ces « nouveaux » terroristes. Mais les histoires les plus abracadabrantes sont lancées par les patriotes. Ils racontent par exemple que des terroristes déguisés en femmes et portant un hidjab seraient apparus dans le quartier. Je me renseigne auprès des habitants chez qui une de ces « femmes » se serait cachée : ils me certifient qu'ils n'ont rien vu. Je crois que ce sont des histoires inventées pour nous intimider et nous faire passer pour des sympathisants des terroristes (puisque nous ne les dénonçons pas).

À Haouch Mihoub, on parle d'une autre incursion terroriste : les sirènes ont hurlé et les gendarmes sont accourus. En réalité, il n'y avait rien. Mais les habitants obtiennent le soir même une vingtaine de fusils à deux coups pour se protéger. Certains voisins de Bentalha proposent d'en faire autant pour enfin se procurer des armes, mais nous sommes plusieurs à refuser ce genre de mise en scène. Nous pensons que les gens de Haouch Mihoub ont simulé une attaque, mais il est vrai qu'il y a sans arrêt des fausses alertes : les gens ont les nerfs à vif et il suffit qu'une personne s' imagine voir un terroriste pour que tout le quartier se mette en branle. C'est pourquoi je ne crois

pas aux incursions racontées par les patriotes : tout le monde aurait été immédiatement alerté.

C'est dans la même période, entre le 4 et le 13 septembre, qu'une bande de terrain (de quinze mètres de large environ) est dégagée au bulldozer le long des vergers de Bentalha, de la route départementale jusqu'à la pépinière au bord de Haï el-Djilali. L'objectif est de dégager la vue pour que les habitants puissent surveiller les vergers d'où les « terros » pourraient surgir. Il s'agit d'une initiative des patriotes, dont leur chef Mohamed Bouamra, qui répondent ainsi à la demande insistante des habitants ; les militaires ont donné leur accord. La largeur est telle que des camions et des Land Rover peuvent facilement passer.

Nous nous demandons pourquoi ils n'ont pas frayé un passage le long de notre quartier jusqu'au grand oued, puisque les groupes passent souvent par là. Et surtout pourquoi les militaires n'ont pas installé un dispositif de contrôle des deux côtés de l'oued, formant un étau facile à resserrer, comme ils l'ont fait ailleurs : cela aurait été chose facile, puisque de l'autre côté de la rivière se trouve le cantonnement de Baba Ali, où sont stationnés également un grand nombre de soldats. La mise en place d'un tel dispositif n'aurait pas demandé beaucoup de moyens, ni d'effectifs.

Nous aussi, en tout cas, nous voulons débroussailler les abords du lotissement et enlever tous ces taillis et ces arbres pour prévenir une quelconque attaque. Nous avons déjà arraché quelques mauvaises herbes et buissons à la main, mais il nous faut un engin pour aller plus loin. Plusieurs fois, nous demandons aux militaires de nous prêter leurs bulldozers ; nous sommes même prêts à payer. Ils en ont deux, mais ils prétendent d'abord qu'ils sont en panne. Puis le capitaine M'rizek me donne un accord de principe. Mais les militaires nous disent que la zone à dégager appartient au patriote Djeha et à son frère Slimane, associés en coopérative avec d'autres personnes, et que ce sont eux qui s'y opposent : un arbre coûte très cher. En fait, je pense que ce sont les militaires qui s'y opposent : quel est le poids d'un Djeha ou d'un Slimane ?

Le chef des patriotes, Mohamed Bouamra, qui débroussaillait à l'entrée de Bentalha, nous promet de venir une fois sa

besogne achevée, mais il n'en fera rien. Nous décidons donc de brûler les taillis dans certains coins le long des vergers, pour libérer un peu la vue. Cela n'est guère efficace, car il faudrait aussi enlever des arbres.

Dans cette ambiance tendue, nous essayons donc de nous préparer tant bien que mal à une possible attaque. Pendant les dix jours qui précèdent le massacre, je ne dors pratiquement pas. D'abord, nous entendons des hurlements insolites de chacals. Il n'y a pas de chacals dans nos contrées, mais tout le monde en parle : on dit que les islamistes communiquent entre eux en se lançant ce genre de cris. Depuis près d'un an, les gens en parlent, mais moi-même je les entends pour la première fois peu avant l'attaque de notre quartier. Nous installons encore quelques projecteurs supplémentaires orientés vers les vergers. Mais il n'y a pas que cela : pendant une dizaine de jours, nous percevons toutes les nuits à partir de 23 heures des coups syncopés, comme si on frappait avec une massue sur du béton. Cela fait penser à du morse. Je n'ai jamais compris ce que c'était. S'agit-il là aussi de signaux ?

Et puis, il y a cet hélicoptère qui fait son apparition toutes les nuits. Nous le voyons arriver avec ses phares allumés et, une fois qu'il s'approche, il les éteint. Nous n'entendons que le bruit sourd de ses moteurs. C'est angoissant.

Tous ces phénomènes étranges font que les familles se regroupent la nuit et dorment à plusieurs dans une même maison pour se protéger. Dans la dernière semaine, je demande à ma mère de retenir ma femme et les enfants chez elle sous un prétexte quelconque. C'est quand le lieutenant Lyes nous ordonne de ne plus venir pour demander des armes que je prends cette décision. Je n'en dis rien à ma femme, car je ne veux pas l'inquiéter, sachant qu'elle n'accepterait pas de me laisser seul dans ces circonstances. Moi, je veux rester à Bentalha, parce que je sens que j'ai une certaine responsabilité vis-à-vis des voisins : je les ai poussés à se prendre en charge, à s'armer et se défendre. Ensemble, nous avons repris les constructions, demandé des armes, nous nous sommes préparés à subir une attaque et nous montons des gardes : comment les abandonner dans une situation pareille ?

Nous essayons en tout cas de mener une vie normale, tout en restant vigilants. Nous vaquons à nos occupations quotidiennes : les gens essaient d'aller au travail, les enfants à l'école, j'ouvre tous les jours mon magasin et nous passons les soirées dans la rue le plus longtemps possible.

Mais parfois, des incidents semblent annoncer le drame : vers la mi-septembre, notre voisin Mekati vient nous voir alors que nous jouons aux dominos. En 1995, il avait disjoncté : il en avait trop vu. Il habitait aux abords des vergers et il avait subi à de nombreuses reprises les pressions des GIA. Voulant se protéger, il avait commencé à bricoler des bombes, et l'une d'elles lui avait explosé dans les mains. Il avait des phases de lucidité et d'autres où il déraillait. Ce soir-là, il vient nous faire ses adieux. Comme la tradition musulmane l'exige, il demande pardon à tous et dit qu'il nous pardonne à tous. Il soutient que nous allons tous y passer. Certains rient, mais son comportement est troublant. Je sens que, malgré les rires, le sang se glace dans nos veines. Il a dû sentir la mort. Il n'échappera pas au carnage.



## *II*

---

### *Le massacre*

## Une soirée presque comme les autres

### « Ils ne savent pas ce qui les attend »

Ce soir du 22 septembre 1997, comme tous les soirs depuis un certain temps, nous sommes attablés devant mon magasin, au bas de ma maison. La température est agréable, et nous sommes les derniers à rentrer. Il y a là Abdelkader Menaoui, Mohamed Tourdo, Arezki, qui s'attarde pour la première fois, et M'hamed. Nous sommes six ou sept. Les parties de dominos s'éternisent et nous procurent des moments d'évasion que nous n'avons pas connus depuis longtemps. C'est notre façon à nous de dire non à tout ce qui se passe. À nous voir ainsi, on pourrait croire que nous vivons en temps de paix. Pourtant, nous traversons une période troublante. Nos « terros » ne sont pas très actifs, mais il y a un tel regain de violence avec ces massacres collectifs que la population fait tout pour se préparer à une éventuelle attaque de groupes armés. Nous sommes sur nos gardes. Ce qui ne nous empêche pas d'avoir des moments de divertissement, comme cette soirée-là.

Il est 21 heures quand nous voyons passer un groupe de militaires. Ils font sûrement partie de ces nouveaux venus stationnés à Caïd-Gacem, car nous n'en reconnaissons aucun.



Ils ont tous des tenues de combat neuves et des gilets pare-balles.

Ils sont une quarantaine et marchent l'un derrière l'autre en file indienne sur une distance de 150 m environ. Ils viennent de la sablière et longent la rue du côté nord de ma maison. Les premiers qui arrivent à notre hauteur, c'est-à-dire devant les maisons de Chouch et de Nassia Bouti, nous regardent, étonnés, comme s'ils ne s'attendaient pas à nous voir encore dehors à cette heure-ci. L'un d'entre eux lance au groupe : « Ils sont en train de jouer, les chiens ! » Arezki raconte les avoir entendus dire : « Ils ne savent pas ce qui les attend. » Nous sommes bien un peu décontenancés, mais finalement c'est la plaisanterie qui l'emporte. Les intrus continuent leur chemin, empruntant la rue où habite Fouad, le long du petit oued remblayé qui passe devant la cité des préfabriqués et ce que nous appelons l'extension de Haï el-Djilali, cette petite surface ne comprenant que quelques maisons individuelles, dont celle de « Pilote ». Au bout, se trouve le chemin qui mène à l'hospice des vieillards de Caïd-Gacem par les vergers. C'est là qu'ils sont stationnés, à moins d'un kilomètre à pied.

Ils n'ont pas encore atteint les vergers qu'on entend des coups de feu provenant de Haouch Mihoub, à l'est de Bentalha. Nous n'y prêtons pas trop d'attention, puisque des tirs dans le lointain sont devenus chose courante.

Ce n'est que lorsque des rafales d'une minute retentissent que mes voisins décident d'arrêter la partie de dominos, me demandant de ne pas prendre de risques et de fermer le magasin. El-Hadi, le fils de Nassia, descend pour m'aider à rentrer la marchandise exposée dehors et verrouiller les rideaux métalliques du magasin. Je traîne un peu : quand ma famille n'est pas à la maison, j'ai du mal à me séparer de mes voisins. On décide de se revoir sur la terrasse. Parfois, j'évite d'y monter parce que M'hamed et El-Hadi ne parlent de rien d'autre que de terrorisme, et à la longue je trouve ça pesant. Généralement, nous nous retrouvons tous ensemble avec M'hamed et Salima, avec qui nous partageons la même terrasse. Quant à Nassia Bouti, qui passe la nuit chez moi avec sa famille ces derniers temps, elle travaille à l'extérieur et n'a pas beaucoup de contacts : ces soirées communes lui procurent

du plaisir, elle peut s'informer sur ce qui s'est passé la journée dans le quartier. Elle ne parle pas beaucoup, Nassia, elle est tellement prise par son travail et ses soucis...

Juste le temps de me préparer à dîner et il doit être entre 22 heures et 22 h 30 lorsque je les rejoins. M'hamed est déjà là et bavarde à distance avec les voisins. Depuis un certain temps, nous osons discuter d'une terrasse à l'autre, chose que nous n'avions pas faite pendant des années. Ce soir-là, il y a là Abderazek, qui a des rapports chaleureux avec M'hamed, parce que, n'ayant pas construit de mur de clôture entre leurs maisons, ils ont une cour commune. Il y a aussi Moussa et son frère Boualem, qui habitent en face dans la même rue que nous (maison n° 29), Cheikh H'ssen, leur voisin (n° 30), avec ses deux enfants, Ali Djidjli (n° 31), le voisin de Cheikh H'ssen, et Ammi M'nouar (n° 23), qui habite en face de la cité des préfabriqués mais qui, ce soir-là, se trouve avec sa famille sur la terrasse d'Ali Djidjli. De ma maison, on peut voir au nord le lotissement des Kabyles, et à l'est la pépinière et Haouch Boudoumi.

Moussa et Boualem, ainsi qu'Abderazek, n'ont pas de terrasse et sont sur leurs balcons respectifs au premier étage qui donne sur la rue. Dans notre rangée de maisons, Abdelkader Menaoui, le voisin direct d'Abderazek, un bon vivant qui apprécie ces soirées gaies et chaleureuses, est aussi sur sa terrasse, alors que Benyettou et sa famille, qui habitent à côté de lui, se terrent dès la nuit tombée. Tourdo, le suivant dans la rangée, est installé sur sa terrasse, à la même hauteur que celle de Menaoui. De chez moi, on ne peut pas les voir puisqu'ils sont plus haut. Tous, nous avons accumulé toutes sortes de projectiles : madriers, parpaings, briques, hourdis. Moi-même j'ai monté des blocs de pierre jaunes et marron pour construire la façade de ma maison ; en plus de ça, j'ai des bouteilles et de l'essence dans le garage.

Depuis un certain temps, ces réunions à l'extérieur se sont multipliées. C'est une façon d'exprimer notre volonté de renouer avec la vie. On passe le temps à blaguer et à plaisanter. Aujourd'hui, l'objet de nos railleries est Ammi M'nouar. Il a du mal à comprendre la lenteur des autorités à installer l'électricité dans les maisons ainsi que l'éclairage extérieur. Il en est



malade et il explose pour un rien quand l'un de nous le provoque. C'est vrai que cette situation ne peut durer et que les coupures fréquentes dues au grand nombre de gens branchés sur un même compteur sont insupportables. Sa colère est d'autant plus justifiée que nous, nous avons obtenu un compteur triphasé auprès de la Sonelgaz, alors que lui doit encore patienter.

La discussion par-dessus les terrasses s'interrompt quand un groupe d'une trentaine de membres de la garde communale de Bentalha longe le boulevard. D'habitude, on ne les voit pas, parce qu'ils empruntent les petites rues. Ils viennent, se séparent en petits groupes et arpentent les ruelles, prenant le temps qu'il faut pour inspecter la région. Ils n'ont pas d'horaire fixe, choisissent à chaque fois d'autres itinéraires pour faire leurs rondes et se rassemblent avant de repartir. Nous remarquons leur présence grâce aux chiens qui aboient sur leur passage et aux sifflements qu'ils lancent pour se repérer. Nous pouvons bien les distinguer parce que, à partir de la cité 200 logements au nord, des lampadaires éclairent toute la zone.

Ce soir-là, leur façon de se comporter est inhabituelle. Ils restent ensemble et ne font qu'un aller-retour sur le boulevard d'un pas rapide, alors que d'habitude ils prennent tout leur temps. Abdelkader lance d'une voix moqueuse : « Nous savons bien qu'ils ne se sentent hommes que pendant la journée ! » Cette réflexion, à la fois cynique et désespérée parce que nous savons bien que nous ne pouvons rien attendre de ces gardes, fait rire tout le monde et parvient à me distraire un moment.

El-Hadi monte deux matelas et une grande couette, car les nuits sont humides en cette saison. Il me dit d'aller me reposer : aujourd'hui, c'est à lui de monter la garde avec le jeune Amine, le fils de Salima et M'hamed, qui a entre onze et douze ans. M'hamed ne veut pas monter la garde, mais son fils est souvent avec nous. Quelques jours auparavant, il avait préparé deux bouteilles d'essence qu'il avait oubliées au soleil et l'une d'elle a pris feu. Il s'est muni d'une pile de projectiles dont il est fier. Il est du genre fonceur.

Depuis un certain temps, je l'ai dit, je ne peux trouver facilement le sommeil et je veille sur la terrasse, à l'écoute du

moindre bruit. Ce soir-là, je ne me fais pas prier, la fatigue l'emporte sur la raison. Je descends au premier étage et j'essaie de dormir. Mais d'innombrables questions me tourmentent.

Je ne comprends pas ce que les militaires ont voulu dire. Le fait de nous voir jouer aux dominos devrait au contraire leur montrer qu'il y a dans la population une volonté de ne plus se soumettre. Pourquoi certaines personnes croient-elles que ça va être « notre tour » ? Et pourquoi avoir dit il y a quelques jours à certains habitants de ne plus monter la garde ? Pourquoi les militaires font-ils tout pour nous empêcher de dégager le terrain autour du lotissement afin d'avoir une meilleure vue sur les vergers, d'où peuvent venir les terroristes ?

Je me souviens du passage, il y a peut-être quatre jours, de trois patriotes complètement ivres — deux étaient en civil et un troisième en uniforme. Ils ont traversé le lotissement de Haï el-Djilali et ont insulté les gens : « Bande de salauds ! », « Bande de traîtres ! ». C'est peut-être un détail insignifiant, mais il me tracasse... Ils s'en prenaient aux chiens parce qu'ils aboyaient et ils disaient : « Quand les terroristes passent, vous n'aboyez pas et quand nous, on passe... »

Je somnole, bercé par le bruit du moteur de l'hélicoptère militaire qui, comme d'habitude, sillonne le ciel. On a tellement pris l'habitude de cet hélicoptère que souvent on ne l'entend même plus. Je finis par m'endormir quelques instants en réfléchissant et en repensant à ce qu'avait, une semaine auparavant, prédit Mekati. Quand soudain d'épouvantables déflagrations me réveillent brusquement. Je regarde l'heure : il est 23 h 30.

### Les premières bombes sonnent le glas

Les explosions proviennent de la région proche des vergers. Sans m'habiller, je monte en trombe sur la terrasse. Je demande ce qui se passe. Personne ne sait. Les femmes et les enfants crient : « Ça y est, ça va venir, c'est notre tour ! »

En fait, tout le monde sait ce qui se passe. J'essaie d'appeler Fouad dont la maison donne sur Haouch Boudoumi, mais ma voix est couverte par la sirène d'alarme de Tahar qui hurle à



nous faire éclater les tympanes. Je lui ordonne de l'arrêter le temps d'entrer en contact avec Fouad. Abdelkader, qui n'habite pas très loin de Tahar, m'entend et le supplie de l'interrompre. Il faut coûte que coûte savoir s'il y a une attaque et combien ils sont.

Fouad ne répond pas et les cris s'intensifient. Ils proviennent des habitations à côté des vergers au sud-est du lotissement (l'endroit par où étaient partis les militaires trois heures plus tôt). On entend : « Ils attaquent, ils attaquent ! Ils sont en train de tout massacrer ! »

Comment se fait-il que nous ayons été surpris ? Pourtant, nous sommes nombreux à monter la garde et nous aurions dû être alertés dès l'arrivée des assaillants ! Est-ce le passage des militaires qui nous a induits en erreur ? Ce qui nous étonne, c'est qu'au moment où les premières bombes explosent il y a des tirs de balles traçantes vertes et rouges du côté de « Pilote », au sud de la cité des préfabriqués. Ce sont des tirs soutenus qui durent environ cinq minutes et, tout en provenant de différents endroits, ils sont orientés vers le poste avancé, situé à l'est, à l'entrée de Bentalha. Le ciel est vert et rouge.

Je veux croire que ce sont les militaires qui tirent. Je me dis que les patriotes ont entendu quelque chose de suspect et ont alerté les soldats embusqués. Ce sont certainement eux qui maintenant donnent l'alarme ou montrent leur position. Malheureusement, je me trompe. Les hurlements des victimes de l'attaque sont de plus en plus persistants et inquiétants. Impossible d'avoir Fouad. On ne voit plus personne sur les terrasses des maisons en face ; eux pourraient nous dire ce qui se passe, puisqu'ils ont la vue sur la partie du lotissement d'où proviennent les déflagrations. H'ssen, avec qui nous avons causé juste avant, a disparu. Plus tard, j'apprendrai qu'à ce moment-là les assaillants sont du côté de « Pilote » et que le massacre a déjà commencé.

Sur ma terrasse, les femmes et les enfants sont recroquevillés dans le coin du fond, sous une tôle d'Eternit qui en temps normal permet aux femmes de se retirer et de discuter sans être vues. Il y a la famille de Nassia composée de sept personnes, Salima, son mari et ses enfants, soit six personnes, et moi. Salima fait le va-et-vient de façon hystérique en tapant des

maines. Elle se comporte toujours ainsi quand elle entend un bruit insolite, et il est difficile de la maîtriser.

Nassia me supplie de faire quelque chose. Sa fille Souhila, qui a à peine dix-huit ans, est prise d'une crise d'hystérie. Elle tremble sans retenue. Je vais vers elle, j'essaie de la réconforter en la prenant par les épaules et en lui disant doucement : « Ne crains rien, ils devront me tuer avant de te toucher. Les militaires vont arriver. »

Sa mère s'approche et me dit : « Ce sont les militaires qui vont nous tuer ! Tu n'as rien compris, ce sont eux qui vont nous tuer ! » La fermeté avec laquelle elle dit ces mots m'effraie un peu, mais pour le moment il faut surtout rétablir le calme. Je décide de regrouper tout le monde et d'attendre l'arrivée des secours, c'est le seul moyen de combattre la peur et de gagner du temps.

Nassia, qui garde son sang-froid, s'occupe des enfants en les suppliant de ne pas crier. El-Hadi, son fils, est désorienté. Quant au jeune Amine, il se tient devant sa montagne de briques et de tuiles, prêt à contrecarrer les assaillants. À une centaine de mètres au sud du lotissement, tout près des orangeries, le ciel est orange. À chaque déflagration, des flammes s'élèvent vers le ciel, accompagnées d'un énorme nuage de fumée noir et violet. Je leur demande de rester calmes, la peur étant la pire des ennemies.

Je dis à Amine de se poster du côté sud de sa maison et à El-Hadi de surveiller du côté nord de la mienne. On m'a raconté que les groupes, lors des assauts, s'élancent en tirant d'un côté pour attaquer de l'autre. J'ai peur qu'on se fasse prendre par surprise. Les rues sont bien éclairées depuis que nous avons installé des projecteurs un peu partout.

Les assaillants sont à ce moment à l'est, de l'autre côté de la rangée de maisons. Tout à coup, j'en aperçois à la hauteur de la maison de Benyattou (n° 27), au bout du lotissement dans la rangée de Fouad. Je me dirige vers l'arrière de ma terrasse qui donne sur le centre de Haï el-Djilali en direction du grand oued. Je crains qu'on ne vienne nous attaquer de ce côté-là. Quelle n'est pas ma surprise quand je vois quatre ou cinq militaires en tenue de combat de camouflage claire, comme celles que portent les militaires de Caïd-Gacem, qui se déplacent du



carrefour en direction des vergers. Un tas de questions me submergent, mais je n'ai pas le temps de m'y attarder, déjà mon attention est attirée par un autre événement. J'entends le bruit d'un moteur.

Je reviens de l'autre côté de la terrasse et je vois la voiture d'El-Hadj, le gendre d'Abdelkader Menaoui, un break de couleur grenat garé en face de la maison de ce dernier (n° 47), partir à toute allure en marche arrière. Je la suis du regard, jusqu'à ce qu'elle disparaisse derrière la maison de Mustapha Benyahia (n° 1). Il a laissé sa femme et sa fille avec Menaoui.

J'essaie une fois de plus d'appeler Fouad, parce que nous ne savons toujours pas ce qui se passe au juste. Je crie son nom plusieurs fois, parce qu'il faut qu'on sache combien sont les assaillants. Apparemment, ils sont très nombreux. Je vois des gens fuir dans la ruelle, en bas de chez moi. Ils crient : « Ils attaquent, ils égorgent tout le monde ! » Certains hurlent : « Ils ont tué tout le monde dans la maison de Saïd ! » Saïd habite l'une des premières maisons au bord des vergers (n° 28).

Soudain, je vois un jeune homme sauter de la maison d'Ali Djidjli (n° 31), la troisième en face de la mienne. Il remonte la ruelle vers ma maison. Il crie ce que crient tous : « Ils sont en train de tuer tout le monde ! » Sur le moment, je pense que c'est Fouad. J'apprendrai plus tard que c'est l'unique rescapé de la famille Djidjli, qui a pris la fuite lorsque les assaillants ont pénétré dans la maison et commencé à tuer. Les tueurs, à ce moment-là, sont donc très près de chez nous, mais nous ne les avons pas encore vus dans notre ruelle. Pensant que c'est Fouad qui fuit, je n'ai plus tenté de l'appeler.

J'entends des coups. Je descends les escaliers et j'ouvre ma porte d'entrée en fer, qui se trouve du côté nord de ma maison. C'est la famille Djorlaf, ils sont au moins une dizaine, uniquement des femmes et des enfants. L'unique homme a à peine dépassé la vingtaine d'années, il est blême et ne peut parler. Je referme la porte en calant un madrier. Je m'adresse au jeune et je le secoue pour en savoir plus. Sous le choc, il est incapable de me répondre.

Arrivés à la terrasse, Nassia me supplie de quitter les lieux. Moi, je veux d'abord comprendre ce qui se passe avant de prendre une décision. Je ne sais pas quoi faire : d'un côté, il y a

ces militaires au carrefour qui n'inspirent pas confiance, de l'autre, les assaillants qui se rapprochent. Je continue d'inspecter le voisinage, quand tout à coup je remarque deux sentinelles du groupe armé au bout de la rue transversale devant la maison de Benyahia (n° 1). Il doit être 23 h 45. Je comprends que nous sommes encerclés et que nous ne pouvons rien faire d'autre que de rester regroupés sur ma terrasse et d'attendre l'intervention des militaires.

Entre-temps, nous voyons beaucoup de gens courir. Je suppose que ce sont ceux qui ont subi la première attaque dans la zone où habite Saïd (n° 28). C'est cet îlot de maisons qui a été attaqué. Les habitants qui le fuient se dirigent vers la maison de Boudjemaa (n° 88) et vers la mienne. Une partie des tueurs ira, une fois la tuerie en cours chez Saïd, vers le quartier de « Pilote ».

De nouveau, il y a des coups à ma porte. C'est Abdelkader Menaoui et sa famille. Il faut faire vite, c'est la course contre la mort car les tueurs sont à leurs trousses. Mais paradoxalement, les assaillants ne se pressent pas. Ils tirent quelques coups de feu, mais leurs balles n'atteignent pas leurs cibles. Toute la famille s'échappe, du vieux père de soixante-quinze ans à la petite-fille de trois mois. Ils sont plus d'une vingtaine, il n'y a presque que des femmes et des enfants. Abdelkader est lui aussi pieds et torse nus. Quand elle voit arriver tout ce monde, Nassia me sermonne : « Mais tu vas nous faire tuer ! Tu es fou de laisser entrer tout le monde ! »

L'hélicoptère est là tout le temps et tourne au-dessus de nous. Je dois dire que plus tard je n'y prête plus attention. Les événements s'accélèrent, les gens fuient et nous sommes occupés sur la terrasse à placer les uns et les autres, les calmer et comprendre la situation. De loin, j'aperçois toujours les assaillants qui se déploient à partir des vergers. Plusieurs groupes apparaissent. Les uns se dirigent vers le nord en longeant le petit oued, les autres vont vers l'ouest. Ceux qui se dirigent vers le nord viendront en petits groupes se rassembler devant nous. Peu après la venue d'Abdelkader, un premier petit attroupement d'assaillants se concentre en face de chez nous. Il y a là une maison en construction, avec uniquement l'ossature, le plancher et la dalle du premier étage, mais aucun



mur. On peut donc voir ce qui se passe en dessous et derrière la dalle.

**« On va tous vous égorger ! »**

Je me penche vers la rue et je vois une famille accourir. Les femmes tentent de se sauver, portant leurs bébés, tirant leurs enfants, hurlant et suppliant Dieu de les aider. Au bout de la rue, au sud, surgissent ceux qui les poursuivent. La cavalcade est vaine, des gaillards postés de notre côté sont là pour les intercepter. Ils s'emparent du seul homme, le ceinturent et ordonnent aux femmes et aux enfants de passer sous la dalle. J'entends des supplications, des sanglots et des gémissements puis des cris stridents, suivis finalement du souffle de personnes qu'on égorge.

Quelques jours après, j'aurai l'occasion de parler à cet homme, qui a réussi à leur échapper. Il me racontera qu'il a été forcé de regarder comment toute sa famille y passait et que, au moment où lui-même devait être égorgé, il réussit à se défaire de l'étreinte des tueurs et à fuir. Les assaillants tirent alors sur lui et il se met à courir dans la direction des deux sentinelles postées devant la maison de Benyahia, qui se retirent pour éviter les balles. C'est ce qui a permis au pauvre gars de se sauver. Il a fui vers les militaires.

Je revois ces deux hommes montant la garde à une trentaine de mètres de chez moi. Ils sont là pour barrer la route à ceux qui soit courent le long du petit oued, venant de « Pilote », soit viennent de notre direction. L'un d'entre eux, très grand, est habillé d'une *kachabia* et tient une longue épée luisante à la main. Le second, plus petit, porte une tenue de combat et tient un fusil. Deux autres assaillants arrivent à leur hauteur. L'un entreprend de forcer la fenêtre située au rez-de-chaussée de la maison de Mustapha Benyahia (n° 1) et l'autre, à coups de crosse, casse la lampe extérieure.

Pauvre Benyahia, cela fait à peine une semaine qu'il est revenu vivre chez lui avec sa femme, son petit garçon et ses sept filles. Comme je l'ai dit, ils avaient fui Bentalha en 1996 et loué leur maison pendant une année à un proche d'Abdelkader

Menaoui, originaire de Caïd-Gacem. Heureusement, ce soir-là, les assaillants n'ont trouvé personne, la famille ayant pu s'échapper avant l'arrivée des sentinelles. Ils ont rejoint les militaires sur le boulevard. Il me racontera plus tard qu'il a réussi à s'échapper alors que les assaillants étaient embusqués derrière des arbustes, à soixante mètres des militaires, sans que ces derniers ne soient intervenus !

Au moment où le groupe est occupé à massacrer la famille sous la dalle, Messaoud Belaïdi et sa famille passent devant ma maison, bifurquent à gauche et cognent avec violence à la porte d'entrée qui se trouve au nord de ma maison. Nassia se rue sur moi et me supplie : « N'ouvre plus, tu vas tous nous faire massacrer ! » Mais je ne peux pas laisser ces gens dehors ! Je descends en courant pour ouvrir. Messaoud fait entrer sa famille nombreuse et reste derrière la porte, que je referme très rapidement. Il est pieds nus, en tricot de peau et tient un long couteau dans sa main droite. Sa femme et ses enfants se jettent à l'intérieur de la pièce, soulagés d'avoir la vie sauve. Ils viennent de l'échapper belle, alors qu'à quelques mètres une famille se fait égorger. Les assaillants qui interceptent à ce moment-là les fuyards pour les traîner sous la dalle ne sont pas plus de cinq ou six. C'est ce qui a sauvé la famille de Messaoud.

Messaoud habite au coin de notre rue au sud. De sa maison (n° 37), il a tout vu : les assaillants sont plus de deux cents, ils ont commencé par attaquer la maison de Saïd, et nul n'en a réchappé. Il y avait du monde chez Saïd. Il hébergeait tous les soirs quatre ou cinq familles des anciens d'Oued Semmar. Messaoud dit que les tueurs ont égorgé tout le monde et qu'ils ont mis le feu à la bâtisse. C'est la première maison qui a brûlé. Lui-même et sa famille ont réussi à s'échapper lorsque le groupe s'est scindé en deux. Il me prévient que nous serons bientôt encerclés. Les assaillants sont déjà dans notre rue et passent d'une maison à l'autre. Bientôt ce sera notre tour. Nous sommes si nombreux et si faibles ! Il y a la famille Menaoui avec plus de vingt personnes, la famille Djorlaf composée de dix membres et avec celle de Messaoud nous sommes maintenant près de soixante personnes.



Messaoud me demande de laisser sa famille sur la terrasse et de sortir avec lui pour nous battre et nous défendre. C'est du suicide ! Nous ne sommes que trois hommes démunis et, en face, il y a plus de deux cents ennemis armés et bien entraînés. Nous n'avons aucune chance. Il faut tenir jusqu'à l'arrivée des militaires. Messaoud est décidé à se battre. Je referme donc la porte sur lui. Mais avant de monter, je vais dans le garage, accessible de l'intérieur, et je prends le jerrican d'essence et quelques bouteilles prévues pour la fabrication de cocktails Molotov. Je retourne sur la terrasse et je remets le bidon au jeune Amine, qui verse aussitôt l'essence dans des bouteilles préparées pour la circonstance. Elles contiennent des gravats et du sable.

J'entends toujours le moteur de l'hélicoptère qui tourne et la sirène de Tahar qui n'arrête pas de hurler. Il doit être minuit.

Le fils Djorlaf est recroquevillé sur lui-même, au milieu de la terrasse, à côté d'un poteau en béton. Il a la tête enfouie entre ses mains et se balance comme un pendule. M'hamed me déclare qu'il veut partir et laisser sa famille ici. Salima, sa femme, m'avait prévenu qu'à la moindre occasion il l'abandonnerait. Elle avait plus d'une fois essayé de le persuader de quitter la région. Elle vient vers moi en gémissant : « Nasro, mon frère, nous allons tous mourir, nul n'échappera à ces sauvages. » Je lui réponds avec fermeté que je n'ai pas l'intention de me laisser tuer. Tout d'un coup, M'hamed a disparu. Je ne sais pas comment il est parti.

Soudain, de nombreuses balles traçantes rouges et vertes sillonnent le ciel. Elles sont lancées entre notre lotissement et celui de Haouch Mihoub. L'espoir de voir venir le groupe de militaires qui a traversé notre région se ravive. Je veux croire qu'il est resté embusqué dans le terrain vague près de la cité des préfabriqués et mène maintenant le combat contre les assaillants. Ce n'est qu'une brève illusion, car de la ruelle venant du petit oued en face de chez moi je vois sortir de l'obscurité, d'un pas déterminé, une cinquantaine de tueurs bien armés. Ils ont des fusils-mitrailleurs, des Seminovs et des fusils de chasse à deux coups. Ils se rassemblent sous la dalle en face de ma maison et tirent sur nous avec des armes semi-automatiques, au coup par coup. Les uns sont en tenue de combat sombre,

ressemblant à celle des « ninjas », les autres sont en *kachabia*, certains portent une cagoule, d'autres la barbe. Je ne sais pas pourquoi, à aucun moment je n'ai cru que c'étaient des islamistes. On me demandera plus tard ce qui m'a fait penser que ce n'étaient pas des islamistes. Je crois que certaines barbes et certains cheveux étaient artificiels.

La situation devient de plus en plus critique. L'étau semble se resserrer sur nous lorsque quelques-uns du groupe nous aperçoivent sur la terrasse et se mettent à crier : « Regardez, ils sont là, ils sont nombreux ! » On essaie de comprendre pourquoi ils s'attaquent à nous. Eux veulent gagner du temps, repérer combien nous sommes et en même temps ils commencent à nous tirer dessus. Abdelkader Menaoui interpelle ceux qui sont postés à droite du groupe et qui donnent les ordres : il essaie de les dissuader de s'acharner sur nous. Sa femme le supplie de se taire, de ne pas leur parler comme ça. « Tu vas les rendre encore plus furieux et les monter contre nous », dit-elle.

Elle n'a pas tort. En fait, ils ne s'adressent à nous que pour nous lancer des insultes. Ce sont surtout les chefs qui parlent, crient et donnent des ordres. À un certain moment ils sont sortis du groupe et se sont mis en avant ; je crois me souvenir qu'ils étaient cagoulés. Mais celui qui est du côté du pilier ne porte pas de cagoule et arbore une longue barbe ; il porte une tenue de combat bleu sombre, ce qui est inhabituel puisque généralement les barbus portent la *kachabia*. Il y en a surtout deux qui parlent à haute voix et nous insultent en nous disant : « On va tous vous égorger, tout le monde y passera, sans pitié ! C'est notre devoir. »

Je vois de nouveau une famille s'enfuir dans la rue. Elle est prise au piège. Les hommes armés empoignent les victimes qui résistent à peine et les traînent sous la dalle. J'entends les implorations, les pleurs d'enfants puis les cris stridents et enfin le râle de certains dont la gorge est tranchée. Je ne peux les voir, car il y a de plus en plus d'assaillants regroupés à cet endroit. Ce n'est que le lendemain que je découvrirai toute l'horreur qui s'est déroulée à quelques mètres de ma maison.

Au loin, sur le grand boulevard de Bentalha, des lumières de phares s'allument soudainement et attirent notre attention.



Je reconnais les blindés de l'armée, les BTR. Ils arrivent à toute vitesse et prennent position à l'entrée du lotissement. Les enfants et les femmes crient : « Les militaires arrivent ! Les militaires arrivent ! Nous sommes sauvés ! » De ma terrasse, on ne voit que deux BTR, en réalité il y en a six postés sur le grand boulevard entre la route départementale et Haï el-Djilali. Il est environ minuit et quart.

**« Nous sommes ici pour vous envoyer  
chez votre Dieu ! »**

Entre-temps, la rue en bas de chez moi est bloquée des deux côtés et quelques hommes armés se positionnent à plat ventre sur la dalle de la maison d'en face, prêts à intervenir. Menaoui continue de parler à ceux qui semblent les chefs et nous observons qu'un groupe sort de sous la dalle et s'apprête à placer une bombe contre notre maison. Il faut tout faire pour l'empêcher de s'approcher et nous envoyons dans sa direction tout ce qui nous tombe sous la main.

Menaoui continue néanmoins à tenter de convaincre les assaillants de notre innocence, tandis que moi, je me tiens derrière un pilier en béton et je ne dis pas un mot. J'essaie de comprendre ce qui se passe, de prévoir ce qu'ils vont faire. Menaoui poursuit sa harangue : « Pourquoi s'en prendre à nous, qu'avons-nous fait ? On ne vous a rien fait ! Allez plutôt voir les militaires, ils sont à peine à cent mètres ! Allez les combattre au lieu de vous en prendre à nous ! »

C'est comme s'il avait appuyé sur un bouton. Les chefs, que nous apercevons plus clairement maintenant, nous lancent d'un ton triomphant et haineux : « Les militaires ne viendront pas vous aider ! Nous avons toute la nuit pour violer vos femmes et vos enfants, boire votre sang. Même si vous arrivez à nous échapper aujourd'hui, nous reviendrons demain pour vous faire la fête ! Nous sommes ici pour vous envoyer chez votre Dieu ! »

Je suis à la fois offusqué, troublé et conforté dans mon sentiment qu'il y a quelque chose qui cloche chez ces individus.

Je ne sais pas très bien qui sont ces monstres en face de nous. Je veux bien croire que ce sont les terroristes dont on nous rebat les oreilles, mais j'en doute de plus en plus. Et s'affermir en moi la conviction qu'il ne s'agit pas d'islamistes : il n'y a que les militaires pour blasphémer de la sorte.

C'est quand le groupe posté sur la dalle tire que j'envoie mon premier cocktail Molotov, mais je n'arrive pas à les atteindre. Elle se fracasse sur la route. De là où je me suis caché, je ne vois pas très bien ce qui se passe en bas. Je décide de descendre au premier étage pour observer les choses de plus près. En remontant, je découvre que Salima, qui ne cesse d'arpenter de long en large la terrasse, se tient l'épaule de la main droite. Elle vient d'être touchée, ainsi que le fils de Messaoud, qui s'écroule en gémissant. Les balles sifflent et je me jette à terre, ordonnant aux autres d'en faire autant. Je rampe jusqu'au blessé. Le fils de Messaoud a du mal à respirer, je demande aux femmes de s'en occuper et de lui mettre un morceau de tissu pour éviter l'hémorragie. Salima n'est pas gravement atteinte, son fils Abdelkader, âgé de huit ans, la supplie de se coucher. Elle ne l'entend pas et continue à faire les cent pas en parlant toute seule. Son autre fils, Amine, me passe les cocktails Molotov, que nous allumons et balançons de la terrasse en direction des assaillants. La première bouteille d'Amine s'écrase juste en bas dans la ruelle. L'autre atterrit plus loin et nous permet d'avoir un peu de répit. Nous jetons tout ce qui se trouve sur la terrasse : parpaings, briques, pierres, tuiles...

L'hélicoptère continue de tourner au-dessus de nous, mais nous ne le voyons pas, nous n'entendons que le bruit du moteur. La sirène, elle, a cessé de hurler dès l'arrivée des BTR. Ils nous faut gagner du temps, en attendant les renforts. Nous ne cessons d'espérer que du secours viendra.

Pendant un court instant, à l'arrivée des blindés, je crois que nous sommes sauvés. Mais quand j'entends l'un des tueurs crier : « Nasro, tu ne nous échapperas pas », c'est comme un coup violent en pleine poitrine et, instinctivement, je comprends que nous n'aurons aucune aide et que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes.

Les choses vont trop vite. Je me rends compte que nous ne sommes que trois hommes contre plus de soixante assaillants et leur groupe continue de grossir. Les tirs d'en face continuent, plus intenses que jamais, et je comprends que c'est une façon de détourner notre attention du groupe qui transporte les bombes pour les fixer à la façade de notre maison. Une fois une brèche frayée, le groupe aura l'accès libre jusqu'à nous.

Je dis à El-Hadi et Amine de les empêcher d'avancer, mais de ne pas gaspiller trop de bouteilles explosives. Tous sur la terrasse m'imitent et, à plat ventre, jettent ce qui leur tombe sous la main. Malgré tout, nos adversaires réussissent à s'abriter sous mon balcon et à placer la bombe à l'entrée de la porte du jardin de M'hamed, tandis que leurs acolytes nous bombardent de grenades artisanales. C'est fini. Ils nous ont eus. Nous ne pouvons plus rester ici.

Maintenant, il faut faire vite et déguerpir. Ce n'est qu'une question de minutes avant que la bombe n'explose et que les assaillants ne pénètrent dans l'enceinte du jardin. Tout le monde se dirige vers la cage d'escalier de mon voisin M'hamed. On descend au premier étage. De là, il y a une petite fenêtre qui donne sur le jardin derrière la maison. La fenêtre est à 1,70 m de hauteur environ. Quelqu'un se poste en bas et soutient ceux qui descendent. Il y a des femmes âgées, des femmes corpulentes, des enfants. Ce n'est pas facile et le temps presse. Tandis que les uns descendent par la fenêtre, les autres, déjà dehors, grimpent sur le mur de clôture entre les jardins de M'hamed (n° 45) et Djarro (n° 54). Les jeunes ont trouvé un madrier qu'ils placent contre le mur d'une hauteur de 2,40 m pour faciliter l'ascension, mais encore faut-il redescendre de l'autre côté !

Alors qu'une partie des fuyards se trouve encore sur le terrain de M'hamed, la bombe explose. La porte d'entrée du jardin est défoncée, mais elle ne cède pas. Le groupe est dans la rue, à vingt mètres, et ses membres ne semblent pas pressés. Ils s'imaginent peut-être que nous avons de quoi riposter, ou bien ils sont certains que nous ne leur échapperons pas. Cela nous donne tout de même le temps de faire passer les enfants et les personnes âgées de l'autre côté du mur de clôture. Salima

ne veut pas nous suivre, elle n'a plus de forces. Depuis des années, elle appréhende ce jour et maintenant elle ne veut plus lutter contre la mort, elle l'attend calmement. Son fils Abdelkader la supplie de nous suivre, en vain. Je saute le mur et j'atterris dans le jardin de Mustapha « Djarro ».



## 8

## La folie

**Deuxième étape : chez Warda**

Quand j'arrive de l'autre côté, je vois déjà les gens passer le mur de clôture entre la maison de Djaro et celle de Warda (n° 55) pour se rendre chez elle. Le cousin de Djaro nous a observés, et quand il a vu tout ce monde sur son terrain il a refusé de nous laisser entrer chez lui. Il nous ordonne de partir. Nous ne pouvons rien faire d'autre que de fuir vers la maison voisine sur la gauche. Le cousin de Djaro et sa famille se sont planqués dans la maison et ont eu la vie sauve.

La maison où habite Warda appartient au commandant Hassan, qui a bien renforcé portes et fenêtres. C'est elle-même qui nous ouvre et nous fait entrer. Il y a déjà beaucoup de monde chez elle.

Notre plan a apparemment réussi, nous sommes provisoirement sauvés. Je monte les escaliers rapidement. Il fait sombre dans la cage d'escalier, les lumières sont toutes éteintes. Au premier, je croise le couple de locataires de Warda. Le mari me prend par le bras pour me parler. Il a l'air très nerveux. Je n'ai pas le temps de m'attarder avec lui, il faut que je grimpe sur la terrasse pour faire le point de la situation. Ramdane est là. Il est

complètement abattu : les assaillants ont attaqué par-derrière la maison de Moussa (n° 29) qui se trouve en face de la mienne. Il y vit avec son oncle Boualem, qui a été tué, de même que sa femme et une fille. Ramdane s'est battu, mais il n'a pu tenir. Il a fui, tandis que sa femme était enlevée et ses deux enfants massacrés.

Arrivé sur la terrasse, je me rends compte que nous sommes de plus en plus nombreux. Les enfants pleurent, certaines femmes se lamentent, gémissent, d'autres tentent tant bien que mal de les calmer. Il y a toujours quelqu'un qui les prie de se taire, mais la peur l'emporte sur la raison. On voit les assaillants chercher leurs prochaines proies et les gens fuir vers l'ouest, dans la direction de la maison de Boudjemaa (n° 88).

D'ici, je surplombe le quartier parce que la maison est plus haute que la mienne. Je vois nettement mieux, à environ trois cents mètres au nord, le boulevard et l'entrée du lotissement. Les blindés des militaires sont disposés le long de la route. Ils attendent. Leurs phares sont allumés et ils le resteront toute la nuit, comme prêts à intervenir. D'autres voitures arrivent, je crois deviner des véhicules de police. Il semble y avoir beaucoup de monde autour du lotissement, mais personne n'avance. Il faut que je grimpe plus haut, sur la buanderie, pour mieux distinguer. El-Hadi me suit, puis c'est au tour d'Amine. Je leur fais signe de se baisser, il ne faut surtout pas attirer l'attention sur nous.

De là-haut, je domine toute la région. Je vois des bombes exploser, des incendies, des gens fuir, et le déploiement et la progression des groupes armés. Ils se sont partagés en petits groupes et s'introduisent dans les maisons en face de la mienne (n° 29 et n° 37). La maison de Warda (n° 55) étant nettement plus haute que les autres, je peux pour un moment suivre les mouvements des tueurs : l'un des groupes semble repérer les maisons avec de nombreux occupants, l'autre semble chercher des gens précis. Au loin, dans le lotissement de Haï Boudoumi, les habitants luttent contre les assaillants ; quelques-uns d'entre eux sont armés de fusils à deux coups. Je ne les vois pas, mais j'entends les coups de feu et les cris et j'aperçois des mouvements sur les terrasses.

Au sud-ouest, dans la rue qui longe les orangeraias, un groupe d'assaillants assez important essaie d'avancer, poursuivant des habitants en fuite. Il est soudainement stoppé par deux rafales de balles. Boudjemaa, qui est armé, habite dans cette rue. Il résiste et permet ainsi aux familles de fuir et de se réfugier ailleurs. C'est là qu'il nous faut aller.

Le groupe que nous avons évité a bifurqué vers l'ouest et semble prêt à contourner notre îlot. Bientôt nous serons encerclés. Dans ma rue, ils sont encore très nombreux et maintenant ils arrivent par-derrière. Certains éléments regardent en l'air, ils ont l'air d'écouter d'où viennent les sons de voix. Quelques-uns donnent des ordres et insultent les exécutants. Ils savent que nous nous sommes rassemblés dans certaines maisons et que beaucoup se sont réfugiés sur les terrasses. Je dis à El-Hadi de descendre et d'essayer de faire taire les femmes. Juste au moment où il se lève, les chefs le voient et l'un d'entre eux pointe le doigt dans notre direction.

Plus une minute à perdre. Je descends de la buanderie et demande aux autres de me suivre. Nous allons dans le jardin et constatons que la porte qui donne sur la rue est fermée à clef. Abdelkader Menaoui se met à la recherche de Warda, qui lui dit que son locataire refuse de l'ouvrir de peur que les assaillants ne pénètrent dans sa maison. Il est inutile d'insister, Mohamed, le locataire, est hystérique. Menaoui est le premier à escalader le mur de clôture et aide ceux qui veulent partir. Je reste au bas du mur pour les faire monter. On ne va pas assez vite, et c'est un peu la panique : je ne sais pas qui vient avec nous et qui reste chez Warda. Ceux qu'on a fait passer dans la rue arrière fuient, et je ne sais pas vers où, parce que je suis occupé à faire passer les femmes et les enfants. Je demande à l'un des hommes présents de me remplacer, tandis que je monte à mon tour sur le mur à côté d'Abdelkader. Il faut accélérer, car il y a encore beaucoup de gens dans la cour d'entrée de Warda qui veulent fuir avec nous.

Tout d'un coup, je vois arriver les assaillants dans le jardin de M'hamed. Salima y est, elle n'avait pas voulu nous suivre. Elle est là, blessée, une grande tache de sang sur sa poitrine, et n'essaie pas de s'échapper. Elle savait que si elle était agressée, elle ne saurait se défendre. Elle m'a souvent dit qu'elle

préférerait mourir que de vivre cette angoisse. Un homme la tire par le bras et lui ordonne de le suivre. Il la traîne du côté d'un mur et je ne peux plus les voir. Elle veut en finir et le supplie de la tuer. J'entends Abdelkader, son fils, pleurer et crier : « Maman, maman ! » Puis des coups de machette, et puis plus rien...

### Pris au piège ?

Le groupe armé qui se trouve dans le jardin de M'hamed m'aperçoit sur le mur. L'un d'entre eux dit aux autres : « C'est Nasro, il s'échappe ! » Un autre hurle : « Il faut le prendre vivant ! Je le veux vivant ! »

Ils pointent leurs mitraillettes et j'entends les balles siffler autour de moi. Je n'ai pas le temps de réaliser ce qui se passe, je perds l'équilibre et je tombe dans la ruelle de l'autre côté du mur d'une hauteur de 2,40 m. Mon pied nu atterrit sur une pierre. Une douleur intense me foudroie. La jambe enfle tout de suite. Je vois les femmes et les enfants s'enfuir dans la rue, d'autres remontent dans la maison de Warda quand mon regard se voile. Je perds connaissance.

J'ignore combien de minutes se sont écoulées, mais quand, à même le sol, je reprends conscience, je suis tout seul dans la rue déserte. J'ai du mal à me relever et je commence à grelotter. Il ne fait pas froid, mais je me sens glacé. J'aurai froid toute la nuit, et j'aurai froid pendant toute une année. Je me rends compte que ce n'est plus comme avant. C'est comme si j'étais projeté dans un film, comme si je passais dans un autre monde : j'entends bien les bombes exploser au loin, j'entends encore des cris à une certaine distance, mais, autour de moi, c'est un calme feutré, irréel. Juste avant, il y avait tous ces gens avec moi et j'étais sans arrêt en action. Maintenant, je suis seul dans la pénombre. Je ne perçois plus aucun son dans la maison de Warda.

C'est très pénible de se sentir condamné. Pour la première fois, je réalise que j'ai peur. Je ne veux pas mourir.

Je ne sais pas où aller, je n'arrive pas à me décider. Je cherche un endroit où me réfugier et je remarque en face de



moi, de l'autre côté de la rue, un petit passage obscur entre la maison de Messaoud et celle d'Arezki Farès (n° 65 et n° 68) — ils n'ont pas construit de mur de clôture. Je fais un grand effort pour me lever. Je n'arrive pas à me mettre debout entièrement et je saute sur une jambe. À chaque saut, je souffre le martyre. Finalement, je décide de ne pas aller me réfugier à cet endroit car il est trop exposé. Soudain, j'entends des voix d'assaillants s'approcher du coin de la rue à droite, à une cinquantaine de mètres. Sans hésiter, je me mets à courir vers la gauche, je ne sens plus la douleur tant j'ai peur d'être rattrapé. J'emprunte la première ruelle à droite, après la maison de Farès, c'est la rue où habite Aïtar (n° 79).

Juste au moment de bifurquer, j'aperçois un groupe d'assaillants qui surgit du coin de la rue en face de moi. Ils arrivent donc des deux côtés. Inconsciemment, je prends le chemin que tout le monde a pris après avoir quitté la maison de Warda. Il me faut rapidement trouver une planque. En fait, à ce moment-là, je n'ai pas l'intention d'aller chez Aïtar, je dépasse même sa maison et je me cache dans un terrain non construit, où sont entreposées des dizaines de piédroits en bois. Je ne trouve pas d'endroit où m'abriter. Je rampe sous les troncs d'arbre et j'y reste quelques minutes en essayant de réfléchir à ma situation.

Qui sont ces gens ? Pourquoi voulaient-ils me « prendre vivant » ? J'ai du mal à m'imaginer qu'ils m'appellent par mon nom. J'ai peur, parce que s'ils veulent m'avoir vivant c'est pour me découper en morceaux. Tous font la même chose. Le frère de Bouzid, Yahia, a été décapité par El-Azraoui et Chergui. J'ai vu des militaires qui avaient découpé leurs victimes se balader en pleine rue avec les têtes. Ils se ressemblent tous. Ils te gardent en vie le plus longtemps possible, en commençant par te couper les doigts, puis les avant-bras, et ils continuent jusqu'au dernier soupir. D'autres racontent comment ils éventrent les femmes enceintes pour retirer le bébé et l'égorger.

### Troisième étape : chez Aïtar

Non, il ne faut pas que je reste là, l'endroit est trop exposé et éclairé et c'est le premier lieu que les assaillants viendront inspecter. Juste au moment où je sors, des pierres s'abattent sur moi et j'entends une voix de la terrasse qui crie : « C'est un terroriste, c'est un terroriste ! » C'est Kader, le gendre de Mohamed Tablati, qui crie.

Je ne sais pas où je suis à ce moment précis. Je prends le risque, malgré la présence toute proche des assaillants, de répondre : « Arrêtez, c'est moi. C'est moi Nasro, votre voisin. »

Quelqu'un descend et m'ouvre la porte, c'est le fils des Aïtar. Je lui dis que je ne peux pas marcher et d'autres viennent m'aider à monter les escaliers. À mi-chemin, ils me soulèvent carrément. Au premier étage, j'aperçois quelques femmes et enfants. Mes porteurs me posent un instant pour souffler et reprennent aussitôt l'ascension jusqu'au deuxième étage.

À cet étage, les cloisons de séparation intérieure ne sont pas encore construites. Ici, il y a beaucoup de femmes et d'enfants. Certaines sont assises sur les marches d'escalier. Celles qui ont des petits enfants ou des bébés les enlacent pour les protéger. Ces mêmes qui d'habitude sont souriants et moqueurs se sont métamorphosés. La peur et l'horreur sont inscrites sur leurs visages. Ici, personne ne crie. Les femmes sont recroquevillées et parlent parfois à voix basse. Tout le monde attend. La lumière est éteinte, il y a juste une veilleuse qui éclaire les visages angoissés. Quelques-unes me regardent et chuchotent entre elles. Je les entends uniquement prononcer mon prénom : « C'est Nasro, il est blessé ! » Est-ce un bon ou un mauvais présage pour elles ?

Moi, à ce moment-là, je ne pense plus qu'à une seule chose. Le froid, après ma chute, a accéléré mon besoin : je dois uriner à tout prix et je ne peux plus résister. Je ne me soucie guère des femmes et je demande à mes porteurs de me déposer pour faire mes besoins. En temps normal, je ne me serais jamais permis de l'exprimer ouvertement. Je me mets par terre, tournant le dos à l'assistance, et je me soulage.

Je dois monter jusqu'à la terrasse tout seul, les autres étant déjà partis. Après avoir reconnu quelques visages qui étaient avec moi sur ma terrasse, je me rappelle du serment que j'ai fait à la jeune Souhila, la fille de Nassia. Je demande aussitôt si la famille Bouti est là et quelqu'un me répond que oui. Je suis soulagé et je n'en demande pas plus. Ce n'est que le lendemain que j'apprendrai que chez Aïtar il n'y avait que les deux filles les plus âgées et les deux petits garçons. Nassia et sa fille Souhila, ainsi qu'El-Hadi, étaient restés chez Warda. Lui n'a pas voulu abandonner sa mère. Et la mère est certainement restée à cause de sa fille qui paniquait. Les deux ont été tuées, tandis qu'El-Hadi a sauté de la terrasse avec Amine, le fils de Salima, et Ramdane. Ils ont fait le mort et ont survécu.

Quand j'arrive sur la terrasse, il doit être 1 heure du matin. Les hommes sont nombreux, une quarantaine environ. Dans la maison entière, il y a bien cent vingt personnes. Je retrouve pratiquement tous mes proches voisins, du plus vieux au plus jeune. Ils se sont pour la plupart réfugiés derrière des tôles de zinc. Il y a là Messaoud « Domino », Tablati, Omar, Adila, donc une grande partie des voisins de l'îlot où habite Aïtar.

En réalité, ils ne savent pas très bien ce qui se passe et ils me demandent de leur expliquer la situation dehors. On me demande conseil, car il y en a qui veulent changer d'endroit. Je propose de rester ensemble : nous sommes nombreux, nous pouvons organiser la défense. Je leur raconte qu'à trois nous avons tenu une demi-heure sur ma terrasse. Ici, nous sommes dix fois plus nombreux ! Heureusement que la maison de Messaoud (n° 78) et celle des Aïtar (n° 79) ne sont pas à la même hauteur : les assaillants ne pourront pas nous atteindre par la terrasse de la première. À côté de celle d'Aïtar, il y a un terrain vague. Je me dis que nous avons de la chance d'être dans une espèce de forteresse et je me sens un peu plus en sécurité.

### Une horreur en accompagne une autre

Je fais part à quelques-uns de mes observations sur la manière de procéder des assaillants et ce qu'à mon avis il faut

faire. Le plus important, c'est de ne pas les laisser s'approcher de la maison afin de les empêcher de poser des bombes et d'y faire une brèche pour y pénétrer. Il faut apporter quelques madriers pour se protéger des tirs de balles des terrasses voisines. Un jeune rassemble des planches de bois et les pose du côté de la façade principale qui donne sur la rue. Toujours couché sur le sol, je rampe vers les madriers et je me penche pour voir la ruelle en bas.

Je crois qu'à un certain moment les explosions de bombes se font plus rares, parce que nous sommes attirés par des voix qui proviennent de la villa de Warda, distante de cent mètres environ. Je suis inquiet pour les personnes qui sont restées là-bas, les assaillants étaient tout près quand nous avons fui. À ce moment précis, je vois les femmes regroupées debout dans le coin à droite de la terrasse de Warda. Des ombres sombres s'avancent vers elles. Je vois des silhouettes sur la buanderie et je crois reconnaître celles d'Amine et Ramdane. Un des éléments du groupe se dirige vers eux et leur tend la main pour les inciter à descendre. Je l'entends dire : « Descendez, n'ayez pas peur, je jure qu'on ne vous fera pas de mal ! » Les silhouettes d'Amine et des autres restent figées un moment et soudain se jettent derrière la maison, dans le vide... Mon cœur va s'arrêter !

Pourtant, je ne suis pas au bout de l'horreur. L'assaillant revient vers le groupe qui encercle les femmes et les enfants. On entend les cris et les pleurs, les femmes se serrent les unes contre les autres, leurs enfants entre les jambes ou dans les bras, et certaines bousculent les agresseurs. Quelques-uns d'entre eux empoignent des femmes pour les séparer du groupe, je suppose que ce sont celles qu'ils enlèvent. Certaines femmes se battent avec eux comme des lionnes pour protéger leurs filles. Celles qui ne veulent pas suivre les criminels sont exécutées à coup de hache ou posées à même le sol pour être égorgées. Les femmes crient : « Ne nous égorgez pas ! S'il vous plaît, tuez-nous avec vos balles, ne nous égorgez pas ! »

Ils tirent les enfants avec une agressivité extrême et les jettent par-dessus la terrasse, et tout d'un coup je vois l'un des tueurs arracher un enfant accroché à sa mère. La femme tente de le serrer contre elle, mais il la frappe avec une machette. Il



prend l'enfant par le pied et, en faisant un demi-tour sur lui-même, lui cogne la tête contre un pilier de béton. Les autres en font autant, ils sont pris d'un rire frénétique. Je ne supporte plus ce spectacle et je me cache la tête entre les mains.

Soudain, je suis attiré par des mouvements à gauche, au carrefour de la rue dans laquelle nous nous trouvons. C'est là qu'habitait El-Hadj (n° 71), assassiné deux ans auparavant. Un petit groupe d'assaillants arrive, tirant un jeune homme qui parle à voix haute. Je reconnais « Chocolat », le jeune frère d'El-Hadj, un handicapé mental. Le groupe a l'air de bien s'amuser. L'un d'entre eux l'enlace et lui lance des plaisanteries. Il leur dit d'aller se faire foutre et d'arrêter le massacre. Tout le monde rit. Ils mettent le feu à une voiture stationnée à l'endroit même et certains veulent le jeter dans les flammes, mais l'un d'eux l'empoigne et lui coupe un membre, puis un autre. Les cris de la pauvre victime déchirent la nuit et sont indescriptibles. Nous nous regardons, pétrifiés par l'horreur. Je me bouche les oreilles, mais je ne peux détourner le regard.

Ils traînent la sœur de « Chocolat » et le vieux père hors de la maison. Quelques-uns des assaillants se ruent sur elle et la violent à tour de rôle. Le père, attaché, est contraint de regarder la scène. Tous les deux seront tués peu de temps après.

Un autre petit groupe s'avance avec un homme qui parle d'une voix imposante. Il se débat et crie de toutes ses forces. C'est « Tourdo » qui, pris de panique, a sauté de chez lui et est tombé dans les bras des assaillants. Les tueurs s'acharnent sur lui à coups de crosse et finissent par le jeter dans la voiture en flammes. Des cris horribles s'échappent, il essaie de se relever, mais les tueurs le mitraillent à bout portant.

Ma tête va éclater, je n'en peux plus. Je commence à trembler. Le froid devient de plus en plus intense. J'ai de nouveau envie d'uriner. Le pantalon de mon survêtement est mouillé. À ce moment-là, je suis persuadé que je n'en réchapperai pas. C'est la fin du monde. Je me mets à parler à Dieu, j'en veux à Dieu : « Pourquoi, pourquoi tant d'atrocités ? »

Je me sens fatigué, vidé, vidé, j'ai froid et je n'ai plus aucune force. J'ai l'impression que tout souffle de vie s'échappe de mon corps. Je sens la mort proche lorsque je regarde vers le ciel, cet infini bleu-noir, et je m'adresse à Dieu... Et là, c'est

comme une décharge électrique qui me secoue, je sens la peur reprendre possession de moi, je sens l'instinct de survie. Je ne veux pas abandonner, je veux vivre, je veux revoir mes enfants. Je commence à hurler comme les autres qu'il faut prendre une décision, qu'il faut se battre, qu'il faut continuer.

Les assaillants, eux, sont entraînés et ont un plan bien défini, tandis que nous, nous arrivons à peine à prendre une décision commune. Certains veulent descendre se battre, d'autres non. Nous perdons du temps alors que les tueurs se rapprochent de nous.

### Une résistance acharnée et vaine

De l'endroit où nous sommes, nous pouvons entendre ce qui se passe dans la dernière rangée de maisons au bord des vergers. Les assaillants ont investi la zone. Ils avancent en plaçant des bombes, s'introduisent dans les maisons et massacrent. On entend leurs rires frénétiques, déments, et les hurlements des victimes qui essaient de s'échapper. Les habitants fuient vers l'ouest, tandis que Boudjemaa, muni de son fusil, les couvre. Les assaillants les poursuivent, brisant sur leur chemin les projecteurs que nous avons placés, et passent d'une demeure à l'autre, calmement, méthodiquement, sans aucune crainte. Ils « nettoient » les lieux, tuant et pillant tout sur leur passage. On voit dans la ruelle des Aïtar des gamins de dix à douze ans sortir des maisons en portant des couffins. Ce sont des garçons du quartier que les tueurs contraignent à transporter leur butin. Ils se dirigent vers les orangeries où on les retrouvera morts par la suite.

Les assaillants sont tout près de nous maintenant, à moins de cent cinquante mètres. Ils longent les murs et avancent en tirant pour frayer un chemin à ceux qui transportent des bombes. Je demande l'heure à Mohamed Tablati. Il est environ 2 heures du matin. Je regarde Arezki Farès, allongé par terre, au bord de la terrasse. Que font les militaires ? Pourquoi mettent-ils tant de temps à intervenir ? Pourquoi les blindés installés dans la maison de vieillesse, à 1,5 km d'ici, ne sortent-ils pas ?

Les explosions de bombes ont repris de plus belle. Le ciel est noir de fumée. J'arrive à distinguer les silhouettes qui se faufilent maintenant dans notre rue, fouillant les maisons une à une. Les chefs sont toujours présents et traquent leurs subordonnés comme s'ils ne leur faisaient pas confiance. Ils les insultent et les sermonnent : « Monte par là ! Toi, regarde là-bas ! » ; « Attention de ne pas mourir sous les balles, sinon vous n'irez pas au paradis. Faites vite ! Allez, avancez ! ».

Les assaillants avancent lentement, dans notre direction. Nous puisons dans le stock de briques et de hourdis. Nous arrivons à les retarder un peu, parce qu'ils cherchent à éviter d'être touchés. Il n'y a personne sur les terrasses avoisinantes : tous sont ici ou bien ont fui chez Djeha, le patriote, qui se trouve au bout de la rue (n° 89) et tire pour empêcher la progression des tueurs.

Certains veulent fuir, comme Saïd Adila et sa famille. D'autres les suivent. Une fois dehors, les assassins qui ne sont qu'à quelques mètres tirent sur eux. Le fils de Saïd est touché à la jambe, il s'écroule par terre, son père revient et le soulève sur ses épaules. Ils arrivent à la maison de Djeha, mais beaucoup s'écroulent sous les balles des tueurs. Lorsque je pense que nous aurions dû avoir nos armes depuis des semaines, j'enrage !

Néanmoins, malgré tous nos efforts pour éloigner les assaillants, la maison d'Aïtar est encerclée. Plus personne ne peut fuir. Les tueurs réussissent à pénétrer dans la maison en face et se postent sur la terrasse pour nous tirer dessus. Ils touchent Messaoud « Domino » en pleine tête. Il s'écroule. Sa femme accourt vers lui et est touchée. Je rampe vers les deux corps inertes. D'autres tirs viennent du côté droit et touchent Farès au bras droit. Ils jettent des grenades artisanales dont les éclats nous brûlent, mais je peux encore me déplacer.

Subitement, des projecteurs s'allument derrière la maison d'Aïtar, et nous éblouissent. Tous les regards se braquent vers la lumière. D'où vient-elle ? Elle s'éteint et se rallume plusieurs fois de suite, puis nous éclaire pendant un bon moment. Nous sommes un peu désarmés, il nous faut trouver de nouvelles planques pour ne pas être complètement à nu.

Les voisins s'écrient les uns après les autres : « Les militaires arrivent ! Les militaires arrivent ! » Apparemment, ils ne sont pas très loin. Les assaillants aussi semblent déroutés et se retirent de la terrasse en face, ce qui nous permet de souffler un peu. Mais les chefs, des brutes, arrivent en courant et hurlent aux éléments du groupe armé : « Continuez ! Ne vous laissez pas dérouter ! Prenez tout votre temps, les militaires ne viendront pas. Allez, au travail ! »

Je demande l'heure à un vieil homme à côté de moi. Il me regarde, l'air perdu, avant de me répondre : « Il est 3 h 10 du matin. » J'essaie de me soulever, encore une envie pressante d'uriner. Je veux me diriger de l'autre côté de la terrasse, là où il n'y a personne. À mi-chemin, je tombe sur Hammoud, l'aîné des fils d'Abdelkader Menaoui, qui est sous le choc. Il est couché sur le corps de Messaoud et sanglote. Je lui dis de se lever. Il me répond sans me regarder : « Mon père est mort, mon père a été tué par ces salauds. »

Je lui crie avec fureur que c'est fini maintenant, qu'il faut penser à sauver sa peau, et dans l'empressement j'oublie de lui dire que le corps qui gît sur le sol n'est pas de celui de son père, mais celui de Messaoud, touché peu avant.

Soudain, la première bombe explose dans la maison d'Aïtar. Apparemment, les assaillants ont profité de notre inattention au moment où les projecteurs se sont allumés pour s'approcher de la maison et l'attaquer. La bombe est sans doute placée au niveau des rideaux métalliques qui donnent du côté de la rue. Un vacarme assourdissant nous fait tous sursauter.

Je ne peux pas aller jusqu'à l'autre bout de la terrasse, je pisse sur place car je dois revenir à mon poste et, avec les autres, empêcher les assassins de placer une autre bombe. Les tueurs qui avaient disparu un instant de la terrasse d'en face reviennent et leurs tirs sont plus nourris. Avec cette lumière, nous sommes bien visibles, mais eux aussi. Il y a des zones d'ombre grâce aux piliers en béton, moi je suis derrière le madrier.

Les projecteurs, qui ont dû être placés devant la cité 200 logements, se sont éteints après un quart d'heure environ. Quant à l'hélicoptère, j'en ai de nouveau pris conscience un



peu plus tard. Aïtar et d'autres me diront qu'il a tourné toute la nuit au-dessus du quartier.

Je me couche carrément à plat ventre, tâtant le sol pour trouver des pierres et les balancer par-dessus le madrier qui me sert de protection. En bas, un groupe arrive en courant pour évacuer l'un de leurs camarades qui gît au sol, apparemment touché. J'essaie de les atteindre.

La première bombe semble avoir fait un trou au niveau du rideau métallique, les assaillants y pénètrent en grand nombre. Ce n'est pas si simple car, là aussi, ils doivent faire face à une résistance acharnée des gens dans la maison. Il leur faut du temps pour monter d'un étage à l'autre.

Je crois entendre des tirs dans la cage d'escalier, des sons sourds et résonnants. J'ai l'impression qu'il y a des luttes au corps à corps et, peu après, j'entends encore une deuxième bombe, puis une troisième. C'est sûr que ces bombes ont tué des gens, même si elles ne sont pas très puissantes. En fait, elles servent à faire des brèches dans les murs à double cloison de brique. Elles ne détruisent pas facilement le béton, et les escaliers sont en béton. La maison tremble. En bas, les femmes et les enfants crient, pleurent, hurlent. Les hommes restés sur la terrasse se consultent. Que faut-il faire ?

Les avis diffèrent, on perd du temps. Certains proposent de prendre position dans la cage d'escalier et d'empêcher les tueurs de monter jusqu'aux femmes. Ils n'ont rien pour se défendre à part quelques outils et couteaux. Je me souviens avoir vu une fourche posée sur un amas de gravats. Je la prends et j'encourage les personnes volontaires à descendre le plus rapidement possible, mais je ne peux me tenir debout ; la fourche me sert d'appui plus que d'arme de combat. Mohamed Tablati m'enlève l'objet des mains et se porte volontaire pour descendre le premier. Il me dit gentiment : « Retourne à ta place, tu es plus utile là où tu es ! » Décidément, on se trompe souvent sur les personnes, et celles que l'on croit incapables se révèlent être les plus courageuses. Les plus jeunes passent à l'action et préparent les parpaings qui serviront à repousser les assaillants dans les escaliers.

Les femmes sont regroupées sur les deux étages. Les assaillants les font fuir au second, mais quelques-unes ont paniqué et

sont restées sur place. La femme d'Areski était figée dans son coin pour protéger son garçon et sa fille. Elle a survécu, mais les deux petits ont péri.

Plusieurs bombes éclatent en même temps, je crois que la maison va finir par s'écrouler. Des tirs dans la cage d'escaliers... Des cris de femmes et d'enfants... Les hommes, sur la terrasse, se précipitent à leur tour dans la cage d'escalier. Après quelques minutes, ils remontent en courant, ils ne peuvent plus faire grand-chose, les tueurs ont réussi à se positionner au second étage et à bloquer les hommes qui veulent descendre. Quelques femmes se sont enfuies sur la terrasse, mais un grand nombre d'entre elles, bloquées dans l'étroite cage d'escalier, ont été fauchées par les balles des assassins.

Il faut maintenant trouver une solution pour nous-mêmes, on ne peut plus rien faire pour ceux restés en bas. Les assaillants n'essaient même plus de monter vers nous. Pour le moment, ils trouvent ce qu'ils cherchent, un nombre important de femmes et d'enfants. Les quelques hommes qui restent paniquent. Les uns sautent dans le vide et s'écrasent par terre. Les autres se cachent sur la petite dalle de 2,4 m sur 2 m au-dessus de la cage d'escalier.

Je regarde Farès, il est blême, il ne peut pas bouger. Je vais vers lui et je lui dis d'essayer de se déplacer pour fuir. Il me regarde, se traîne avec moi jusqu'au bout de la terrasse donnant sur le jardin derrière la maison. Il regarde en bas et me fait signe de la tête : « Je ne pourrai jamais descendre, va ! Peut-être que toi tu y arriveras ? » Il n'a été touché qu'au bras, mais il ne peut plus faire d'efforts physiques depuis qu'il a été blessé par les militaires deux ans auparavant, alors qu'il transportait Warda à l'hôpital.

#### Quatrième étape : les fantômes de la nuit

Je commence à descendre à l'arrière de la maison en m'accrochant à la double cloison de la façade. J'évite de regarder en bas. Je fixe Farès une dernière fois, ne pouvant me résigner à l'abandonner sur place. Il me regarde et me sourit. Ce sourire me fend le cœur, j'ai l'impression de le livrer à nos

ennemis. Mais de nouvelles rafales de balles retentissent dans les escaliers et je commence la descente en m'agrippant aux trous des briques.

Chaque mouvement m'arrache un peu de ma chair, mais je me tiens du mieux que je peux. Je me lâche sur la bordure du balcon du second étage. Puis je fais le même effort pour atteindre le premier étage. Arrivé sur le balcon, je suis surpris par des voix de femmes à l'intérieur de la maison. Elles parlent posément. La lumière est allumée et j'aperçois des ombres à travers les persiennes : elles sont en train de détrousser les cadavres. Pendant un instant, ma colère manque de l'emporter sur ma raison. Je veux briser les fenêtres et les surprendre. La douleur me dissuade de mener une telle action, d'autant plus qu'à l'intérieur ils doivent être nombreux. Je me décide à me lâcher dans le noir. Je saute de trois mètres de haut environ.

J'atterris finalement sur mes deux pieds dans le jardin derrière la maison d'Aïtar et je ressens une douleur atroce dans ma jambe gauche et dans tout mon corps meurtri. Il fait sombre, mais le clair de lune me permet de distinguer les bananiers et les quelques plantes le long de la clôture. Je réfléchis rapidement, il ne faut pas perdre une minute. J'entends des voix et je pense que les hommes armés fouillent les jardins derrière la maison. Je décide de me hisser sur le mur de clôture et d'aller dans le sens inverse du groupe, c'est-à-dire de me diriger dans la direction d'où j'étais venu quelques heures plus tôt. Je rampe à genoux sur ce mur qui ne fait pas plus de 20 cm de large, m'écorchant la chair à chaque mouvement.

Je suis éreinté, j'ai très froid et en plus j'ai peur. Je ne peux plus me défendre, j'ai épuisé toutes mes forces et je me sens pris au piège. Je parcours dix, vingt, trente mètres, je suis essoufflé. Je m'arrête quelques instants puis je reprends ma course contre la mort. Je ne pense plus, je ne sais pas où je vais, la seule chose qui compte, c'est de ne pas perdre l'équilibre. Je parcours encore quelques mètres lorsque je suis pris d'un vertige qui me fait basculer du haut du mur dans un jardin. Heureusement, je ne me blesse pas. Je me cache sous un petit buisson et je constate qu'à la lumière de la lune on peut me voir. Je me barbouille de terre le visage et les bras et je vais de

l'autre côté du jardin, où les buissons sont suffisamment hauts et épais pour me cacher.

Messaoud Belaïdi, qui était venu au début du massacre chez moi et était ressorti pour se battre, se trouve là. Il ne bronche pas. Pendant un court instant, nous avons peur l'un de l'autre. C'est lui qui me reconnaît. Je rampe vers lui, il me demande de ne pas faire de bruit et de ne pas bouger. Lui est là depuis un bon moment, il me dit que c'est de la folie de continuer mon chemin de ce côté, les assaillants ont posté des sentinelles et justement il y en a deux juste dans la ruelle arrière.

Je pense que nous sommes dans les jardins des maisons de Mohamed Boulal et de Mohamed Tablati (n° 74 et n° 75). Nous avons certainement dû y passer une heure, tous les deux, perdus, indécis et à l'écoute du moindre bruit insolite. On entend les cris des habitants qui en fuyant se font intercepter par les assaillants. Ces derniers leur demandent avec calme et fermeté de passer par tel endroit et de ne pas avoir peur. Je revois la scène que j'ai vécue quelques heures plus tôt en face de chez moi. Ils utilisent les mêmes procédés pour finalement égorger leurs victimes ou les massacrer à coups de hache. Nous entendons des hurlements et tout de suite la riposte, avec un mélange de rires et d'insultes de l'un des chefs du groupe armé.

Tout d'un coup, un cri déchire la nuit. Messaoud me prend le bras avec force et je sens ses doigts s'enfoncer dans ma chair. Il se raidit. Il ose à peine me dire : « C'est mon fils, ils égorgent mon enfant ! » Le jeune homme hurle qu'il ne veut pas être égorgé et qu'il préfère mourir par balle, il supplie ses agresseurs de le tuer rapidement. Son père se tient la tête entre les mains, impuissant. Son fils avait entre dix-huit et vingt ans, c'est lui qui avait été blessé sur la terrasse en même temps que Salima.

Pour un instant seulement, un silence de plomb s'installe. Mais aussitôt, de nouvelles bombes explosent au loin. La peur est là, elle ne me quittera pas malgré la présence de mon voisin et complice. L'envie de fumer me prend, mais je n'ai pas de cigarettes sur moi et d'ailleurs c'est mieux ainsi. Le temps me paraît très long, je ne peux pas attendre sans rien faire, pourtant je m'aperçois que je ne peux plus bouger, je grelotte et je me mords la langue à chaque mouvement.



C'est là que je me rends compte de la présence de l'hélicoptère qui tourne en rond dans le ciel. Cela fait un bon moment que j'entends le bruit de son moteur, il se rapproche, il est tout près, mais on n'arrive pas à le voir, puis il s'éloigne de nouveau.

J'entends un klaxon de camion, mais je ne sais pas de quoi il s'agit. Ce n'est que plus tard que j'apprendrai que les assaillants avaient stationné deux camions de marque Magirus au bord des vergers, au sud du lotissement.

Messaoud me suggère d'aller de l'autre côté de la maison (n° 74) et, pour cela, il faut traverser une allée d'une quinzaine de mètres. Je lui demande l'heure, il est 4 h 30 du matin. Je m'appuie sur son épaule et j'arrive tant bien que mal, sautant sur un seul pied, à la porte d'entrée principale en fer forgé. Elle est fermée à clef, il nous est impossible de l'ouvrir. Messaoud s'absente pendant un moment et revient avec une échelle métallique. Il grimpe le premier et me demande de le suivre. Je ne peux pas. J'essaie de grimper les marches une à une sur les genoux, mais j'abandonne tout de suite.

Messaoud est parti maintenant. J'entends des voix de personnes qui parlent avec agressivité, mais je ne peux pas comprendre ce qu'elles disent. Je veux savoir ce qui se passe. Dans un dernier effort, je monte l'échelle sur les genoux en tirant fort sur mes bras, jusqu'à passer de l'autre côté du mur.

**« Nasro, ils nous ont eus ! »**

La scène est trop dure à voir. À une trentaine de mètres de l'endroit où je suis, des dizaines d'enfants sont regroupés au milieu de la rue, assis à même le sol, et pleurent. Je vois des hommes faire sortir des blessés et entasser les bébés sur la route un peu avant la maison d'Aïtar. L'un d'eux crie aux habitants de sortir des maisons. Je m'avance en sautant, m'appuyant au mur, quand tout à coup j'entends Messaoud crier : « Nasro, ils nous ont eus, ils nous ont eus ! » Je ne comprends absolument rien. Je pense qu'il est tombé en plein milieu du groupe armé. C'est horrible. Je regarde ces enfants en sang, en croyant qu'ils vont être massacrés. Je ne supporte

pas ce spectacle et je fuis. En fait, je ne comprends pas que les assaillants sont sur le point de se replier vers les orangeries et que des gens accourus de l'extérieur font sortir les blessés des maisons. Je suis persuadé, à ce moment précis, que le carnage continue, là, en face de moi.

Je ne sais pas comment, avec ces douleurs, je suis arrivé chez Arezki (n° 68). Je reste dans la cage d'escalier, dans le noir, près d'une demi-heure. Je suis complètement abasourdi, absent, comme dans un état second. Ce n'est que lorsque j'entends un bruit de voitures et de voix rassurantes au-dehors que je me réveille de ma léthargie et que je me traîne vers la terrasse pour voir ce qui se passe. Il doit être entre 5 heures et 5 h 30. Je vois des gens sortir les blessés et les morts des maisons. On évacue les cadavres de la maison de Warda (n° 55). Ils sont méconnaissables : des gorges tranchées, du sang, du sang, du sang.

Je m'effondre là en sanglotant quand l'un des secouristes m'aperçoit. Il me demande de descendre de la terrasse. Je lui explique avec difficulté que je suis blessé, épuisé. Je ne sais pas comment je suis arrivé ici parce que toutes les issues sont bloquées. Un groupe de personnes amène une grande échelle. En s'apercevant que celle-ci est trop courte, l'un d'entre eux demande du renfort. Ils se mettent à plusieurs pour la soutenir et pour permettre à l'un d'eux de m'aider à descendre. Arrivé enfin en bas, je m'assois sur le sol et j'attends.

C'est là que j'apprends que Nassia est morte. J'ai dû voir El-Hadi, mais je ne m'en souviens pas. Une Simca 1100 arrive pour me transporter. J'insiste pour ne pas monter, car j'estime qu'il y a des cas plus urgents à secourir. Mais on me certifie qu'il y a suffisamment de voitures et qu'une bonne partie des blessés graves a déjà été évacuée. On m'aide à monter dans la voiture et je m'installe à l'arrière, entre deux hommes. L'un d'entre eux m'enlace mais j'enlève son bras. Il veut me rassurer en me disant que nous sommes voisins. Je n'essaye même pas de le reconnaître, je pleure toujours. Je suis en vie, je suis en vie, le cauchemar est passé, mais qui est encore vivant ?

Dans la nuit, les habitants des quartiers voisins, de Baraki, de l'ancien Bentalha ou d'ailleurs, avaient été alertés par les explosions de bombes, les balles traçantes, les cris et les

hurlements des victimes, et étaient accourus immédiatement. À ce moment-là, les militaires et les policiers avaient déjà déployé leurs effectifs sur le grand boulevard et empêchaient les gens d'intervenir. Ils ont attendu là toute la nuit ! Après des heures d'attente angoissante, ils n'ont plus supporté cette situation et ont forcé le barrage pour venir à notre secours. Ils étaient très nombreux et ce n'étaient que des civils. Il y a ceux qui sont venus à pied par-derrière, entre 4 h 30 et 5 heures, et les autres qui ont pris leur véhicule à partir de 5 heures. Pas un seul militaire, pas un policier, pas une ambulance : il n'y a que des civils, avec leur voiture, venus pour nous aider.

À cette heure-là, il y a bien moins de bombes et de tirs, mais j'apprendrai plus tard que les assaillants sont encore dans le quartier au moment où les secours arrivent ! Ils se replient lentement en longeant les vergers. Ils crient aux gens réfugiés dans les orangeries : « Sortez, sortez, la police est là ! » Certains rescapés sortent naïvement de leur cachette. La femme de Mohamed Ghazal, celui qui est en prison (n° 83), et ses quatre enfants sont tués ainsi, à la dernière minute. Il est étonnant que ces personnes soient tombées dans le piège. Y avait-il quelque chose qui les a mis en confiance ? Les assaillants s'étaient-ils débarrassés de leur *kachabia* ?

## 9

### Lendemain d'horreur

#### À l'hôpital

La voiture arrive devant l'école primaire située au milieu du grand boulevard de Bentalha où de nombreuses ambulances font le va-et-vient. C'est très éclairé. Il y a beaucoup de monde, des soignants, des blessés et des morts. Tous sont dans la cour, les morts sont regroupés à gauche, couverts d'un drap. On me soulève pour me déposer dans la cour. Le chauffeur m'offre une cigarette avant de retourner sur le lieu du drame. Un infirmier s'avance vers moi pour m'enlever la cigarette mais, devant mon refus, une femme médecin intervient et lui demande de me laisser tranquille.

Tous les blessés sont d'abord transportés à l'école par les civils et de là les ambulances les emmènent vers différents hôpitaux. Quelques militaires se trouvent dans l'enceinte de l'école, mais la plupart sont encore sur le boulevard.

Tout va très vite et la solidarité est grande : les habitants des quartiers voisins apportent de la nourriture, des boissons et des couvertures. Je ne suis pas resté là plus de dix minutes. On vient me prévenir que je vais être transporté à l'hôpital en ambulance. Il y a une femme à côté de moi, égorgée, qui râle.



Elle est gravement blessée. Elle ira d'abord comme moi à l'hôpital Salim Z'mirli mais, comme on ne pourra pas l'y soigner, elle sera emmenée à l'hôpital Mustapha.

L'hôpital Z'mirli n'est qu'à six kilomètres et nous arrivons aux urgences après quelques minutes de route seulement. Il est environ 6 heures du matin. J'attends mon tour sur un banc, la tête enfouie dans les mains. L'hôpital est en effervescence. Tous sont débordés, le personnel hospitalier ne sait plus où donner de la tête, le spectacle est dur à supporter. Il y a un manque chronique de soignants, de civières, de lits, et ne parlons pas des instruments et du matériel. Je m'en rendrai compte personnellement.

Trois gendarmes en uniforme tenant en main un carnet se dirigent vers moi ; ils me posent des tas de questions et je ne réponds à aucune d'entre elles. Leur présence m'énerve au plus haut point. Maintenant que tout est passé, ils s'intéressent à nous ! Et où étaient-ils cette nuit ? L'un d'eux a l'audace de me demander combien j'ai perdu d'enfants. Alors là, je pète les plombs et j'éclate en sanglots. Je sais que mes enfants sont en sécurité à Baraki, mais combien d'enfants ont péri à Bentalha ? Ne sont-ils pas tous mes enfants ?

Je sors de la salle des urgences pour trouver une cigarette, et je m'assois en face d'un groupe de trois civils et deux secouristes en uniforme. Les civils s'approchent de moi et se présentent comme étant des officiers de police. Ils me posent également de nombreuses questions. L'un d'eux me demande quel genre d'armement les terroristes avaient. Un secouriste intervient et affirme que le groupe était très bien équipé et disposait même d'armes lourdes. Il se met à décrire l'arsenal d'armes, je me demande comment les gens sont toujours si bien informés et je rétorque violemment : « Qu'en sait-il, lui ? Il n'y était pas, que je sache ! Les gens racontent vraiment n'importe quoi ! Ils n'étaient pas bien armés, ils avaient des fusils, des Kalachnikovs, des bombes et grenades artisanales, mais ils ont surtout utilisé la machette et la hache pour égorger et découper leurs victimes ! »

Les policiers en profitent pour me poser d'autres questions. L'un d'eux avoue ne rien comprendre et veut savoir combien étaient les assaillants et comment ils ont pu faire une telle

boucherie. N'ayant pas de réponse à lui donner, je retourne dans la salle, espérant retrouver des survivants.

Le premier que je rencontre est le jeune Adila. Cela me fait chaud au cœur. Il avait été blessé par balle à la jambe, mais rien de grave apparemment. Je lui demande des nouvelles des autres et il me dit qu'Arezki, son fils Faouzi, Amine le fils de M'hamed et plusieurs autres voisins sont à l'intérieur de la salle des urgences. J'accours dans l'une des cabines de soins, heureux de trouver quelques survivants, et je me mets à la recherche de visages familiers.

La première que je reconnais est Houria, la femme d'Arezki Farès. Elle est enceinte de sept mois et a perdu beaucoup de sang. Allongée sur une civière, immobile, des larmes coulent silencieusement le long de ses joues. Elle a du mal à parler et respirer. Elle a été presque égorgée. Au moment de l'attaque des tueurs, elle tenait sa fille de quatre ans et son fils dans ses bras, et maintenant elle ne sait pas ce qu'ils sont devenus. J'essaie de la réconforter en lui disant que son mari et son autre fils sont juste à côté dans une autre cabine.

J'entre là où se trouve Arezki, ému de le revoir. Je me souviens du dernier instant avant de l'avoir quitté sur la terrasse des Aïtar. Je ne savais pas si j'allais le revoir vivant. On se parle très peu, il me dit qu'il a perdu deux de ses enfants. Il me montre sa blessure au bras et, en sanglotant, me demande de regarder le lit à côté du sien où est allongé Ramdane, qui hurle de douleur. Il a des fractures partout parce qu'il a sauté de la buanderie chez Warda ; c'est un miracle qu'il soit encore en vie. Son oncle Boualem, en revanche, a été tué. Je vois Amine, le fils de Salima, sautiller sur une jambe, lui aussi s'est fracturé le talon en sautant de la buanderie au moment où les assaillants l'acculaient. Il ne sait pas que sa mère est morte.

Je reconnais d'autres voisins, mais soudain je ne supporte plus d'être ici. J'ai hâte de quitter ce lieu morbide.

Je vois le fils de Ramdane (celui de Tablat). Une semaine avant, j'avais arrangé avec ce dernier l'achat d'une maison (n° 67), qui se trouve derrière celle de Mohamed Tablati. Il est un parent de Moussa Koudri (n° 29) et de son frère Boualem, tous deux originaires de Tablat comme H'ssen (n° 30) et Abde-razek, qui sont tous apparentés. Ramdane venait juste



d'emménager dans la maison avec sa famille. Plusieurs de ses membres ont été massacrés cette nuit-là. Un fils de dix-neuf ans se remettra assez rapidement de ses blessures, mais je ne sais pas ce qu'est devenu son petit garçon de cinq ans qui a reçu des coups de hache sur la tête...

Au moment de la relève des équipes à 6 h 30, les infirmiers et les médecins quittent l'hôpital sans attendre leurs collègues. Nous sommes pendant un moment seuls, sans aucune assistance médicale ! Les soignants nous traitent d'ailleurs avec mépris, comme si nous étions des terroristes. J'attends près de trois heures avant de passer des radios. On me plâtre la jambe sans nettoyer les plaies ni extraire les épines et les éclats de grenades, qui par la suite s'infecteront. J'en fais la remarque au médecin, qui me répond qu'ici ils manquent de tout, même d'alcool chirurgical.

Je sors tout seul de la salle des urgences et je me dirige vers l'entrée principale en sautillant sur mon pied valide. Il est 9 heures du matin. Devant le portail, des dizaines de personnes sont là à attendre les listes des victimes admises à l'hôpital et celles transférées ailleurs. L'accès est interdit à toute personne étrangère à l'hôpital et les rendez-vous sont reportés à une date ultérieure. Il n'y a pas beaucoup de membres de forces de sécurité et aucun journaliste.

### **La mort partout...**

Je demande aux gardiens de me trouver un taxi : je n'ai qu'une envie maintenant, c'est de rentrer chez ma mère et revoir mes enfants. Après une demi-heure d'attente et voyant qu'aucun taxi n'est prêt à aller dans la direction de Baraki, je me décide à descendre plus bas pour faire de l'auto-stop. Finalement, une camionnette s'arrête et propose de me transporter. Sur la route allant à Baraki, en passant devant le cimetière de Sidi R'zine, je demande au conducteur de s'arrêter quelques minutes. Il y a là un nombre considérable d'ambulances qui transportent les dépouilles des victimes et trois pelleteuses sont occupées à creuser des tranchées. Des volontaires sont venus de partout, croyant bien faire, pour aider à enterrer les morts.

Mais ce n'est que plus tard que j'apprendrai que de nombreuses victimes ont été enterrées en l'absence de leur famille et de façon chaotique. Il s'avère aussi que des cadavres ont été enterrés dans les cimetières d'El-Djoumhouria et d'El-Alia et que, souvent, plusieurs corps ont été placés dans la même tombe. C'est ainsi que les autorités ont réduit le nombre officiel de victimes !

Le conducteur reprend la route dans un silence total. Il me propose de me ramener chez moi. Arrivé à Baraki, je descends du véhicule et je m'écroule par terre. Des voisins accourent et me portent jusqu'à l'appartement de ma mère, situé au troisième étage. Celle-ci n'y est pas car dès l'aube, informée du drame, elle s'était précipitée avec ma femme à Bentalha pour s'enquérir de mon sort. Un important dispositif militaire et policier était déployé au niveau des deux écoles et personne d'étranger n'était autorisé à entrer. Les deux femmes réussirent néanmoins à se frayer un passage et à atteindre l'école par où j'étais passé. Un voisin, Benyahia, les informa que j'avais été transporté aux urgences de l'hôpital Z'mirli. Elles y allèrent tout de suite, mais mon nom ne figurait pas sur la liste des personnes admises, alors qu'à ce moment-là je me trouvais à l'intérieur. Hors d'elles, elles se rendirent à l'hôpital Belfort et enfin à l'hôpital Mustapha à Alger. Elles ne se décidèrent à appeler à la maison qu'en fin d'après-midi et ma tante, qui était venue me rendre visite, les informa que j'étais sain et sauf.

En arrivant à la maison, je peux enfin, pour la première fois depuis plus de douze heures, m'abandonner. Je sens toutes les fibres de mon corps meurtri. Je m'affale sur le lit. Les voisins viennent pour me rendre visite et exprimer leur compassion. Ma mère, enfin, rentre à la maison et, en me voyant, éclate en sanglots puis s'évanouit. Ma femme, elle, est tellement effrayée et perdue qu'elle ne prononce pas un mot. Elle a appris la mort de ses amies et de tous ces enfants. Elle restera choquée pendant cinq mois. Ce qui me rend fou, c'est de voir mes enfants effarouchés quand ils me voient. Je leur fais peur.

Et ils ont raison d'avoir peur, parce que je ne suis plus maître de mes humeurs. Je les sens absolument décontenancés, et je suis incapable de les reconforter. Mais plus grave encore, c'est que je crains pour eux : à l'hôpital, quelques rescapés m'ont



prévenu que les assaillants avaient cherché mes enfants. Cela signifie donc qu'ils n'avaient pas seulement voulu m'avoir vivant, mais qu'ils en voulaient aussi à mes enfants. Il faut entreprendre quelque chose, mais dans l'état dans lequel je me trouve, avec la douleur physique et morale, l'épuisement et la fièvre qui me terrassent, je ne peux rien faire. Les images de l'horreur que je viens de vivre défilent devant mes yeux sans que je puisse trouver le sommeil.

### « Vous êtes les racines du terrorisme »

Ma jambe me fait tant souffrir que j'arrive à peine à marcher. Pourtant, je ressens le besoin d'aller à Bentalha, de rencontrer mes voisins et de comprendre ce qui s'est réellement déroulé durant cette nuit d'horreur. Je ne dis pas à ma mère où je vais pour ne pas l'inquiéter. Le massacre a eu lieu dans la nuit du 22 au 23 septembre ; le 24, je retourne à Bentalha pour la première fois.

Le taxi-bus me dépose à l'entrée du lotissement et je termine les cent cinquante mètres à pied. Je ne suis pas habitué aux béquilles et ma marche est très malaisée sur ces routes qui n'ont jamais reçu leur dernière couche de goudron et sont couvertes de pierres déblayées par les pluies. À l'entrée, de nombreux patriotes sont rassemblés, mais le dispositif militaire a été levé. Je vois des habitants quitter le quartier en voiture en emportant quelques effets. Le lotissement est désert et les quelques curieux n'osent pas s'attarder trop longtemps dans un endroit où la barbarie a atteint son summum et où la mort rôde encore : ici, deux nuits plutôt, un important groupe armé a massacré, à la hache et au couteau, au moins trois cents personnes, en blessant plusieurs centaines et enlevant une trentaine de femmes et de filles.

La réalité, je l'apprends ici même, de la bouche de mes voisins et amis qui ont échappé comme moi à la tuerie et qui, dès le lendemain, ont chacun à sa manière essayé d'en savoir plus. Il est dur d'accepter certaines choses, même si les faits sont évidents. La question qui revient toujours et à laquelle nous n'aurons peut-être jamais de réponse est : pourquoi ? Il

m'est toujours inimaginable que des êtres humains aient pu commettre un tel acte et pourtant celui-ci a bien eu lieu, ce n'est pas un cauchemar.

Bentalha tout entier est sous choc. Les habitants sont en deuil. Quelques voisins rescapés sont regroupés devant la maison de Chouch (n° 3) à quelques pas de chez moi. Il y a là Benalia, El-Hadi Bouti, El-Hadj qui avait pu s'enfuir en voiture dans la nuit, H'ssen Benziada, Benyettou et d'autres personnes venues de Tablat pour avoir des nouvelles de leur famille. Presque tous les rescapés se sont réfugiés chez des parents ou amis en dehors de Bentalha, mais ils reviennent pour faire le point sur ce qui s'est passé et échanger les dernières informations. Nous débattons des premiers articles de journaux et surtout de la visite du ministre de la Santé, Yahia Guidoum. Venu en coup de vent quelques heures après le massacre, il a choqué les survivants. Ceux qui nous rapportent cette entrevue sont écœurés et révoltés : les autorités ont été méprisantes et les journaux enfoncent le couteau dans la plaie.

Guidoum a déclaré être « affligé » de ce qui nous est arrivé, mais que c'est de notre faute car nous n'aurions pas dû soutenir les groupes armés pendant six ans ! La télévision algérienne a filmé la séquence dans laquelle Fouad, dont la mère et une petite sœur de quatre ans ont été massacrées et deux sœurs enlevées, lui signale que les services de sécurité ne sont pas intervenus. Le ministre n'a pas trouvé de réponse plus appropriée que de nous dire : « Vous êtes les racines du terrorisme, vous le nourrissez, alors il faut assumer. » Dire une monstruosité pareille à des gens qui viennent d'assister à un massacre où leur père, leur mère, leurs petits frères et sœurs sont passés sous la lame d'égorgeurs barbares et inhumains est insupportable et impardonnable. Pour détourner l'attention du fait que les militaires ne nous ont pas secourus, on nous culpabilise. Et les journaux algériens non seulement reprennent ces allégations, mais ils nous font passer pour des terroristes.

Nous tentons de faire le bilan de ce qui s'est passé et nous constatons qu'il y a eu quatre attaques cette nuit-là à Bentalha : la première à l'usine de plastique de Zaoui qui n'a pas causé beaucoup de dégâts mais où le gardien a été tué ; la deuxième



dans le quartier où habitent les Kabyles, où il y a eu deux morts ; la troisième dans Haï Boudoumi, où les habitants armés ont pu se défendre (il y a quand même eu douze ou dix-huit morts) ; et enfin chez nous, dans Haï el-Djilali, où ce fut l'hécatombe. Ce qui est surprenant, c'est que la cité des préfabriqués, qui se trouve dans l'alignement des premières maisons attaquées et devant laquelle des dizaines d'assaillants sont passés, n'a pas été touchée. Je n'arrive pas à me l'expliquer.

Nous commençons à compter les morts et les blessés, tâche guère aisée vu que les familles ont fui le quartier. Nous estimons alors que plus de trois cents personnes ont été tuées cette nuit-là, alors que les journaux font état de quatre-vingt-cinq morts. Ce sera le chiffre officiel des victimes du massacre de Bentalha.

Ce jour-là, je ne m'avance pas dans Haï el-Djilali. Et pourtant, de là où nous nous retrouvons, je vois les tas d'habits amoncelés et les mares de sang séché sous la dalle en face de ma maison, qui témoignent des atrocités. Je ne peux en supporter davantage. Je revois ces familles fuyant la mort, interceptées par les assaillants. Tous ont été égorgés, sans pitié, petits et grands, femmes et enfants. Un seul homme a pu leur échapper malgré les rafales d'armes automatiques, et a réussi par miracle à rejoindre les militaires postés à l'entrée du lotissement. La première famille qui est tombée sous la lame des tueurs sanguinaires, sous la dalle en face de ma maison, était originaire de Tablat et n'était que de passage ici, une visite qui a coûté la vie à tous ses membres, sauf le père. À bien y réfléchir, nous constatons que de nombreuses personnes étaient venues ces derniers jours à Bentalha... pour mourir. Avec mes compagnons d'infortune, nous échangeons notre incompréhension et notre désespoir.

Ce qui m'impressionne dès le lendemain du massacre, c'est que, malgré l'atroce douleur qui nous déchire, les gens s'en remettent entièrement à Dieu : ils acceptent ce qui est arrivé pour ne pas sombrer dans la folie, la haine et un besoin de vengeance aveugles. Ce n'est pas qu'ils pardonnent aux criminels, mais c'est une façon de se reconforter mutuellement. Chacun surmonte sa souffrance en partageant la douleur

de l'autre. Cela me donne des forces tout en me surprenant. Moi, je n'ai jamais accepté la fatalité et je veux comprendre et essayer de savoir pourquoi ils nous ont choisis, nous.

Le plus choquant, c'est que, à l'unanimité, tous disent que ce sont les militaires qui nous ont tués. C'est tellement évident que personne ne demande comment nous en arrivons à cette conclusion et pourquoi nous en sommes si sûrs. Après coup, je me pose la question de savoir si des voisins ont reconnu certains militaires parmi les assaillants. J'ai du mal, quand même, à accepter aussi facilement le fait que les militaires aient commis ce massacre. Malgré tous les indices qui se confirmeront au fil de nos investigations, l'idée que notre destin aurait été, longtemps auparavant, étudié et décidé, voire calculé par une poignée de hauts responsables militaires me paraît inconcevable, ou débile. Je préfère largement mettre tout ça sur le compte de la folie humaine.

Ce jour-là, nous commençons le recensement macabre des victimes : Aïtar a perdu sa femme, son fils et plusieurs filles ; il témoigne que dans sa maison trente-trois personnes ont été tuées. Mekati et toute sa famille ont été massacrés ; Messaoud « Domino » ainsi que sa femme ont été tués sur la terrasse d'Aïtar ; Abdelkader Menaoui a perdu sa fille, le bébé de celle-ci, une autre fille, un garçon et sa femme. Le père M'sili, caché entre deux cloisons dans un espace de vingt centimètres, a tenu la nuit entière mais il a dû assister à l'horrible spectacle de l'égorgement de sa femme et de sa fille.

Fouad nous fait part du drame qui s'est déroulé là où il se trouvait. Toute sa famille, ainsi que quatre autres, étaient cachées chez Ali Djidjli où elles se sont regroupées dans la buanderie. Fouad s'est accroché à la porte et lorsque les assaillants les ont découverts en ouvrant la porte, il était pendu derrière. Il a assisté au carnage de près de quarante personnes. Une à une, elles ont été sorties de la pièce et égorgées à quelques mètres de lui. Même s'il ne pouvait voir, il a tout entendu. Toutes les personnes y sont passées ; la mère de Fouad et sa petite sœur de quatre ans ont été tuées, ses deux sœurs en âge de se marier, l'une étudiante de dix-neuf ans, l'autre infirmière de vingt et un ans, ont été enlevées et n'ont jamais été retrouvées. Le père était en mission de travail dans



le Sud durant cette période. Il n'y a que le fils de Djidjli qui a réussi à s'échapper, c'est lui que j'avais vu fuir, pensant qu'il s'agissait de Fouad. Ammi M'nouar, qui se trouvait aussi dans la maison des Djidjli, est mort, ainsi que sa femme, sa fille et son fils. Quand je pense que, peu avant, nous avions encore blagué au sujet du branchement d'électricité !

Messaoud Belaïdi a perdu toute sa famille, qui se trouvait chez Warda. Il avait passé tout le temps dehors dans la rue. Il en a vu des horreurs ! Il en a perdu la boule. Je n'ai plus de nouvelles de lui. Il était tâcheron, avait fui Tablat, menacé par les groupes, et travaillait à Baraki. Cela faisait six ou sept mois qu'il habitait Haï el-Djilali et, ces derniers temps, il se réunissait avec nous et aimait jouer aux dominos. Tahar, le propriétaire de la sirène, s'est caché avec sa famille et tous ont eu la vie sauve. Dans la maison de Mohamed Bouamra, *alias* « Pilote », assassiné quelques mois auparavant par des patriotes, s'étaient réfugiées de nombreuses familles. Ce fut l'un des premiers endroits attaqués. Toutes ont été tuées et la maison dynamitée. Le même scénario s'est déroulé chez Saïd, une des premières maisons, en venant de Caïd-Gacem, le long des vergers. Les quatre ou cinq familles qui s'y trouvaient ont toutes été massacrées et la maison a été brûlée.

Voilà les « terroristes » dont parle Monsieur le ministre de la Santé ! Je rentre à Baraki la mort dans l'âme.

### **Peu à peu, les choses se précisent**

Tous les jours ou presque, nous nous retrouvons à cet endroit maudit. Ce sont les mêmes qui viennent régulièrement et tentent de comprendre, tandis que d'autres apparaissent furtivement pour s'enquérir des dernières nouvelles. Quelques voisins reviennent uniquement pour prendre des affaires et disparaître aussitôt en rasant les murs.

Dès ma deuxième venue à Bentalha, j'ose faire quelques pas dans le lotissement. Un spectacle horrible s'offre à moi : des trous immenses dans les façades des bâtiments, des portes et des fenêtres arrachées, des voitures brûlées, du sang séché partout, des maisons incendiées, des douilles, des vêtements et

des meubles traînant dans les rues. Il y a très peu de monde, pas d'enfants qui jouent, pas de rires de femmes provenant des maisons. C'est un quartier fantôme que je traverse. Rien ne me retient, si ce n'est la volonté de comprendre. Je n'arrive pas à m'imaginer ce qui s'est déroulé durant cette nuit cauchemardesque et pourtant ce que j'ai vécu s'est incrusté dans mon esprit et dans mes tripes.

Dans les jours qui suivent, j'apprends de plus en plus de choses confirmant mes appréhensions et mes craintes. Le soir du massacre, à 23 heures, avant même que n'exploient les premières bombes, plusieurs ambulances se sont garées devant l'école de Bentalha sur le grand boulevard. La police aussi s'était déjà installée devant la cité 200 logements, juste en face de Haï el-Djilali. L'attaque avait déjà commencé du côté de Saïd, mais nous n'avions encore rien remarqué. Connaissant la lenteur des autorités pour dépêcher du secours, nous nous demandons si elles n'ont pas été averties *avant* l'attaque. Je me souviens qu'un jour, pas très lointain, où j'étais en réunion de travail avec le commandant de corps de la caserne ERMA de Dar el-Beida, il reçut un appel téléphonique pour intervenir et trouver une ambulance afin d'évacuer un militaire qui revenait d'une permission et qui avait été blessé dans un attentat. Le lieutenant-colonel avait mis toute l'après-midi pour organiser les secours. Ces ambulances devant notre quartier sont restées sur place toute la nuit et c'est elles qui nous ont transportés au petit matin vers les différents hôpitaux.

Autre indice effrayant qui après coup laisse supposer que certains membres des forces de sécurité devaient savoir que le massacre allait avoir lieu : des tombes avaient été creusées à l'avance. Dans le cimetière de Sidi R'zine, celui de la commune de Baraki dont fait partie Bentalha, une semaine auparavant, une trentaine de tombes avaient été ouvertes dans un nouveau carré réservé spécialement aux victimes de massacres. J'avais vu ces tombes ouvertes auparavant, mais je n'y avais pas prêté attention. À ce moment-là, je ne savais pas qu'il s'agissait d'un carré spécial pour victimes de massacres. Après le drame, je suis allé au cimetière et j'ai parlé avec le gardien. Il m'a confié qu'une semaine avant le massacre il avait reçu la visite de militaires qui lui avaient ordonné de



creuser des tombes, puis c'étaient les gendarmes qui étaient venus lui dire de remblayer et enfin, deux jours avant le massacre, des militaires lui avaient demandé de maintenir les tombes ouvertes. Il m'a dit aussi que le lendemain du massacre, à 11 h 30, il avait compté 147 tombes en tout et que les gens avaient été enterrés n'importe comment : une femme avec son bébé, plusieurs adultes dans une même tombe. Des victimes ont aussi été enterrées dans les cimetières d'El-Djoughouria (commune de Sidi-Moussa, les Eucalyptus) et El-Alia.

Nous continuons notre dénombrement macabre : lorsque nous étions rassemblés chez Warda, les maisons de M'hamed (n° 45), Abderazek (n° 46), Abdelkader Menaoui (n° 47) et la mienne (n° 44) étaient vides. Comme les assaillants se sont acharnés sur nous, nous avons détourné leur attention des voisins. Benyattou et sa famille sont restés chez eux et il ne leur est rien arrivé, la maison de Tourdo était pleine, mais lui, pris de panique, a sauté et les tueurs l'ont lynché. Sa famille est sauvée. Nassia est morte, sa fille Souhila a disparu, pourtant des gens l'ont vue égorgée chez Warda. Nous supposons qu'elle a été enterrée avec d'autres dans la même tombe. Salima et son fils Abdelkader, Warda et ses enfants sont morts. Abderazek et son frère Ramdane ont chacun perdu leur femme, enlevée, et deux enfants. Hammoud et son frère sont allés chez le voisin aveugle qui habite une grande maison de trois étages (n° 52) appartenant à Akli, un grand commerçant kabyle. Ils se sont tous cachés dans la buanderie et ont survécu.

M'hamed s'est réfugié chez Djeha, car il avait constaté que celui-ci ripostait par des tirs et il voulait sauver sa peau. C'est dur ce qu'il a fait, mais je ne peux pas lui en vouloir. Je sais qu'il a des problèmes avec la famille de Salima : elle lui reproche d'avoir abandonné sa propre famille. Je ne veux pas enfoncer le clou mais c'est quand même difficile à supporter. Les personnes qui m'étaient les plus chères à Bentalha sont mortes : Salima et Nassia.

Grâce à une liste que nous avons établie afin que la Sonelgaz nous installe l'électricité, nous disposons des noms de tous les habitants de Haï el-Djilali. Ce n'est donc que peu à

peu, grâce aux recoupements des témoignages, que nous pourrons plus tard établir le chiffre de 417 morts.

Une fois fait, tant bien que mal, ce recensement des personnes massacrées, une vue d'ensemble s'est concrétisée. Nous pouvons ainsi localiser les maisons attaquées dans Haï el-Djilali et constater que seul notre petit quartier a été touché : c'est-à-dire le périmètre à partir des orangeries au niveau de l'extension de Haï el-Djilali à l'est jusqu'à la rue transversale à l'ouest marquant le « centre » de Haï el-Djilali, et au nord jusqu'à la ruelle à côté de ma maison. Seules quelques maisons individuelles situées à côté de la cité des préfabriqués ont, elles aussi, été assaillies. Toute la rangée de maisons le long des vergers a été visitée par les tueurs, mais une partie des habitants a pu heureusement fuir chez Boudjemaa. L'îlot isolé, comprenant environ une dizaine de maisons, a été entièrement ravagé et c'est là qu'il y a eu certainement le plus de morts.

Dans ce périmètre, toutes les rues ont été « visitées » par les assaillants, mais certaines maisons ont été épargnées. Ce n'est qu'en reprenant le plan du quartier maison par maison que nous constatons avec stupéfaction que la majorité des maisons concernées appartiennent à des familles originaires des régions de Tablat et de Djidjel (comme je l'ai dit, beaucoup d'entre elles s'étaient réfugiées chez nous pour fuir les exactions des GIA qui terrorisaient les populations de ces régions, dans le but de déconsidérer les maquis qui y étaient implantés).

Si nous prenons la rangée où habite Fouad, le long du petit oued, mis à part la maison des Hafsi (n° 26) qui ne sont pas originaires de ces contrées et où une bombe a été placée, il n'y a que les maisons de Fouad Tlijine (n° 25) et d'Ammi M'nouar (n° 23), originaires de Djidjel, qui ont été attaquées et dont les familles ont été en partie ou entièrement massacrées.

Dans la rangée en face de ma maison, toutes les maisons où habitent des familles originaires de ces deux régions ont été attaquées : Moussa (n° 29), H'ssen (n° 30), Ali Djidjeli (n° 31), Menguelati (n° 32), Ramdane (n° 33) et Messaoud Belaïdi (n° 37). Là aussi, une partie des familles qui s'étaient terrées dans leurs maisons a été anéantie. Dans ma rangée, celles de M'hamed (n° 45), d'Abderazek (n° 46), de Menaoui (n° 47) et Zouaoui (n° 53) ont été attaquées, les autres non. Là aussi, il



s'agit de familles venant surtout de Tablat mais aussi de Djidjel. Dans la rangée de Warda, même constat. Dans celle de Boudjemaa, ce sont les Mekati (n° 86) ainsi que la famille habitant trois maisons avant (n° 83), originaires de Tablat, qui ont tous été massacrés. Dans la rangée des Aïtar, qui eux sont de Djidjel, les familles originaires de Tablat ont été exterminées, notamment la famille Tablati (n° 75) ; il en va de même pour celles des maisons situées à l'arrière (dont la n° 67).

En revanche, il y a un certain nombre de maisons où des familles entières s'étaient terrées qui n'ont été ni visitées, ni attaquées : celle de Tahar, originaire de Djidjel (n° 57), qui avait mis en marche la sirène au début du massacre, celle de la famille du vieil adjudant de la garde républicaine assassiné en 1994 (n° 58), la bâtisse du grand commerçant Akli (dans laquelle s'étaient réfugiées plusieurs familles), celles de Fatma et Lyes (n° 22), des deux familles Benyattou et Benyettou (n° 27 et n° 48). Bien sûr, de nombreuses victimes ne sont pas originaires de ces deux régions, parce que les familles se sont regroupées dans les maisons. Ainsi Arezki, dont la maison n'a pas été touchée, a perdu ses deux enfants parce qu'ils se trouvaient chez Aïtar. De même pour Nassia et ses filles, dont la maison ne se situait même pas dans le périmètre attaqué.

Plus nous cernons la manière dont s'est déroulé le massacre, plus nous avons la conviction que les assaillants connaissaient très bien la composition du quartier et savaient qui devait être « ciblé ». Ce n'était pas un groupe de fous cherchant à tuer dans le chaos total le plus de personnes possible, comme on a voulu nous le faire croire. D'ailleurs, nous sommes nombreux à avoir vu des assaillants avec des papiers entre les mains, comme s'il s'agissait de listes, et les meneurs ne poussaient pas leurs subalternes à tuer n'importe qui : ils les dirigeaient vers des maisons bien précises. Les rescapés du massacre qui avaient fui Tablat et s'étaient installés chez nous disaient : « Ils nous ont suivis jusqu'ici ! » Plusieurs d'entre eux m'ont certifié avoir reconnu parmi les assaillants certains des faux islamistes qui les avaient déjà persécutés dans leur région d'origine.

## Les assaillants

Nous allons recueillir d'autres indices très troublants en reconstituant la chronologie des faits. Le soir du 22 septembre, à la tombée de la nuit, des habitants de Haouch Boudoumi ont observé des petits groupes s'installant dans les vergers au bord du lotissement, sur le chemin de Caïd-Gacem. Ils ont pensé que c'étaient des militaires se préparant à tendre une embuscade. Certains témoins disent qu'ils ont cru voir des tenues bleues, du genre de celles que portent les gardes communaux ou les « ninjas ». Puis un deuxième groupe est arrivé, environ une demi-heure avant que les bombes n'éclatent à la hauteur de la maison où habitait « Pilote », vers 23 h 30. C'est peu après que le troisième groupe, un groupe spécial, est venu en force et a commencé à tuer. Cela signifie que les militaires que nous avons vu faire leur ronde ont dû passer au travers de ces groupes qui avaient pris position à la tombée de la nuit, dès 20 heures. Comment s'expliquer que la patrouille n'ait pas réagi s'il s'était agi d'authentiques terroristes ?

C'est vers 23 h 30 que le groupe déjà installé là a tiré des balles traçantes. Nous avons formulé deux hypothèses pour expliquer cette action étrange : soit il s'agissait d'islamistes armés cherchant à se faire passer pour des militaires (car les balles traçantes proviennent d'armes que les « terros » n'ont pas l'habitude d'utiliser) ; soit il s'agissait de militaires impliqués dans l'opération, informant par ces tirs leurs collègues stationnés dans les environs que le massacre avait commencé et qu'ils ne devaient pas intervenir.

Après coup, je me suis posé la question de savoir ce qui avait mis en confiance — les dissuadant de donner l'alarme — les gens qui avaient observé les petits groupes s'installer dans les vergers. Nous étions en effet dans une période de panique généralisée, surtout après le massacre de Raïs, et la moindre chose bizarre nous alertait. Ces hommes portaient-ils des uniformes ? Avaient-ils un comportement de militaires ? Je suis convaincu en tout cas qu'ils ne portaient pas à ce moment-là la longue barbe et la *kachabia*, parce que cela aurait frappé les voisins. En revanche, à cette époque, il était tout à fait banal de voir des militaires embusqués.



Le troisième groupe était constitué de près de 120 hommes. Il s'est scindé en deux après avoir fait le « sale boulot » chez Saïd. Une partie s'est dirigée vers les maisons dans l'alignement de celle de Fouad, en direction du boulevard, pour bifurquer à gauche, se rassembler devant ma maison sous la dalle et se répandre dans les rues devant et derrière ma maison. L'autre partie s'est dirigée dans la direction de celle de Boudjemaa. Ils ont passé au peigne fin les maisons de sa rangée et surtout l'îlot où habite Saïd dont ils ont massacré tous les habitants qui n'avaient pas pu fuir. Quelques-uns ont bifurqué dans la rue qui mène derrière ma maison pour ensuite emprunter les rues transversales, notamment celle où se trouve la maison des Aïtar. Ils ont quadrillé toute la partie est du lotissement à la recherche de leurs victimes.

En y réfléchissant bien, je me suis rendu compte que les assaillants n'avaient pas besoin de se presser : ils savaient à l'évidence qu'ils avaient toute la nuit devant eux. Alors que nous, sur le moment, nous pensions que tout devait aller très vite : nous avions en effet l'habitude des petits attentats, des incursions où les assaillants font leur coup et disparaissent. Nous avons développé des réflexes par rapport à ce genre de situations, et nous ne pouvions imaginer que cela allait être un massacre durant des heures, avec des centaines de victimes. Ce n'est qu'une fois Messaoud arrivé chez nous que j'appris qu'ils étaient deux cents à nous attaquer et que des familles entières avaient déjà été égorgées. Je commençai alors à comprendre que nous étions vraiment victimes d'une attaque de grande envergure, que les assaillants étaient bien organisés et qu'ils avaient une tactique élaborée. Mais en réalité, on ne saisira jamais ce qui s'est passé parce que, pour un esprit sain, c'est tout simplement inconcevable.

En observant la façon de procéder des assaillants devant ma maison, j'avais compris leur stratégie : le premier groupe était celui qui posait les bonbonnes explosives, il était couvert par le deuxième, muni d'armes à feu. Une fois l'accès frayé, le troisième groupe s'avavançait, toujours couvert par le deuxième. Ce troisième groupe était celui qui égorgeait et massacrait à l'arme blanche.

Ce qui m'a frappé plusieurs fois au cours de la nuit, c'est le rôle joué par certains assaillants : à leur façon de se comporter, c'étaient assurément des meneurs. Ils donnaient des ordres, insultaient, rabaissaient leurs subalternes qui devaient obéir sans broncher. À différentes reprises, lorsque les blindés ont avancé sur le boulevard ou que les projecteurs se sont allumés, j'ai remarqué que ces derniers devenaient indécis, ne sachant s'ils devaient continuer ou se replier. Les chefs se ruaient alors sur eux, les harcelant par leurs hurlements, mêlant menaces, blasphèmes et promesses de récompense dans l'au-delà. Ceux qui exécutaient les basses besognes, eux, ne parlaient pratiquement pas. Pourtant, par moments, j'ai eu l'occasion d'entendre les assaillants : d'abord quand ils étaient en face de ma maison et qu'Abdelkader les interpellait, une autre fois de la terrasse des Aïtar quand j'ai pu entendre leurs voix chez Warda, et enfin peu après, au carrefour de la rue, quand « Chocolat », sa sœur et son père étaient entre leurs mains. J'ai été frappé par le fait que certains parlaient un dialecte prononcé de l'Est algérien. En 1994, quand les groupes armés nous avaient enlevé nos papiers d'identité et avaient voulu casser la porte de Messaoud, le même accent de l'Est m'avait surpris.

Quand j'ai observé les assaillants devant ma maison, j'ai remarqué des barbus et des non-barbus. Plus tard, chez Aïtar, je n'ai plus vu de barbes. D'ailleurs, elles m'ont semblé fausses dès le début, mais nous n'en avons pas trouvé dans les maisons ou dans les rues après le massacre. En revanche, nous avons trouvé des seringues et des sachets de poudre blanche. Pour ce qui est de leur accoutrement, il y avait de tout : certains étaient en tenue de combat sombres, comme celle que portent les « ninjas », et d'autres en *kachabia*. Les uns comme les autres pouvaient porter une barbe.

Tous étaient des gaillards musclés et entraînés, certains étaient même particulièrement grands, comme l'une des sentinelles postées près de chez moi. Près d'une dizaine d'assaillants morts sont restés sur place. Les voisins les ont vus. Ils les ont embarqués le lendemain, mais moi je n'y étais pas. Deux des tueurs avaient la tête tranchée, comme si elles avaient été emmenées pour qu'on ne les reconnaisse pas. Ils portaient une *kachabia* et en dessous de celle-ci une tenue de combat bleu



sombre. Un assaillant a été retrouvé dans une maison, lisant le Coran, complètement hébété. Les habitants lui ont posé des questions, mais il était incapable de répondre. Les militaires l'ont emmené à la caserne. Je ne sais pas ce qu'il est devenu. Est-il passé en justice ? À notre connaissance, aucune enquête n'a été effectuée, et si une identification des morts a été entreprise, nous n'en avons pas été informés.

Un des assaillants tués, un géant — je crois que c'est l'une des sentinelles dont j'ai parlé —, portait une ceinture avec des seringues et de la drogue. J'ai appris qu'il avait été tué le lendemain par la population et transporté à travers Bentalha et Baraki dans une 404 bâchée. Mais moi je ne l'ai pas vu. J'étais à l'hôpital à ce moment-là. Ce qui est très troublant, c'est que des voisins disent avoir reconnu trois ou quatre personnes faisant partie des groupes armés locaux. Abdelkader Menaoui dit avoir vu un certain Lefkir qui habite Haouch Mihoub, d'autres prétendent avoir aperçu Al-Azraoui, mais celui-ci fait partie des fantômes du terrorisme. Déclaré maintes fois mort, nous avons à chaque fois essayé de voir sa dépouille. Cette fois-ci aussi, puisqu'on annonçait sa liquidation, nous sommes allés dans plusieurs morgues et hôpitaux, en vain. À Bentalha, on dit que Chergui, le terroriste du quartier, a été tué par des habitants de Haï Boudoumi, mais je ne sais pas qui a vu son cadavre. Enfin, certains parlaient d'une femme — la mère de Djeha Benamrane, le terroriste abattu quelques mois auparavant — habillée de rouge, qui aurait détroussé les victimes ainsi que Nacera, sa fille, dont la presse algérienne a fait sa une au moment opportun.

Malgré les membres de groupes armés reconnus par des témoins la nuit du carnage, la population continue à affirmer que les responsables sont des militaires. Seuls les patriotes disent que ce sont les GIA. En en discutant avec les voisins, nous sommes arrivés à la conclusion provisoire que ce genre de massacre ne peut être organisé et exécuté que par des commandos spéciaux, des « escadrons de la mort ». Ce qui n'empêche pas que les « terros » que nous connaissons aient pu être, pour les besoins du moment, intégrés dans ces unités spéciales. En fait, ils sont peut-être manipulés par ces mêmes tueurs depuis longtemps.

Comme on l'a souvent vu ailleurs, ces escadrons de la mort disparaissent ensuite, abandonnant les gars paumés dans la nature. Cela expliquerait que les assaillants aient décapité leurs acolytes tués pour éviter qu'ils soient identifiés. Et les habitants, ayant reconnu certains tueurs, peuvent croire que tout le groupe était composé d'islamistes. Ceux-ci peuvent même être exhibés à la télévision et avouer leurs crimes. Les personnes abandonnées dans le quartier ou les vergers confortent cette version. Fouad et d'autres patriotes sont d'ailleurs tombés dans les vergers sur des gars qui avaient complètement perdu la boussole. Mais les gens ne sont pas dupes et la plupart d'entre eux sont convaincus que ce sont bien des professionnels qui étaient à l'œuvre dans cette nuit de malheur.

Nous avons par la suite trouvé tout un arsenal traînant dans les rues et les maisons : bombes, différentes grenades, la plupart de fabrication artisanale. Les bombes pour faire des brèches dans les murs ont été transportées en chariot. Les assaillants allaient les chercher je ne sais où. Je suppose qu'ils les avaient apportées dans les camions stationnés au bord des vergers. Ils ont certainement fait exploser près d'une centaine de bombes et il faut les transporter ! Il s'agissait tout de même de bombes de 32 kg. C'étaient des bouteilles de gaz butane remplies de TNT et munies d'un détonateur avec des fils électriques et une minuterie. Chez Aïtar, ils en ont mis au moins huit. À un certain moment, j'ai cru que la maison allait s'écrouler.

Les assaillants avaient en outre plusieurs formes de grenades artisanales, toutes n'étant pas destinées à tuer mais plutôt à faire du bruit, dégager de la fumée et terrifier, et tout de même blesser parce qu'elles étaient composées de morceaux de fer, de verre et de gravats. Ils avaient de nombreuses Kalachnikovs (fusils-mitrailleurs), des Seminovs (fusils semi-automatiques pour des tirs de précision), des fusils à un coup et à deux coups. Et en dernier lieu, ils utilisaient toute une panoplie d'armes blanches : épées, haches, divers couteaux, machettes (nous en avons retrouvé plusieurs qui avaient été abandonnées, comme s'il s'agissait de prouver que les assaillants n'utilisaient que ces armes « frustes » et pas d'armes à feu).



Tout a été employé, des heures durant, mais ce sont surtout les instruments pour égorger qui ont terrifié les gens. On les entendait très souvent hurler et supplier leurs bourreaux de les tuer par balles. Même après avoir sonné la fin de la tuerie, les assassins ont continué. Les camions ont klaxonné entre 4 heures et 4 h 30 et les assaillants se sont retirés en massacrant ! Les gens racontent qu'ils sont partis dans la direction de laquelle ils étaient venus, c'est-à-dire vers Caïd-Gacem.

### **Les forces de sécurité observent le spectacle sans intervenir**

Dans les jours qui suivent le massacre, j'ai l'occasion de parler avec El-Hadj (le gendre de Menaoui), celui qui, dès les premières bombes, avait fui avec sa voiture. Il me raconte qu'il a dû passer par trois barrages, l'un à l'entrée de Haï el-Djilali, le deuxième de la police, à la hauteur de l'école sur le boulevard, le troisième, militaire, devant le poste de la garde communale à l'entrée de Bentalha sur la route de Sidi-Moussa. À deux reprises, on lui a demandé de rebrousser chemin. Il faut dire que, à ce moment déjà, les gens affluaient des alentours, se demandant ce qui se passait et voulant intervenir. On les a empêchés d'avancer et ils ont dû patienter pendant des heures devant les barrages. Certains rescapés ont néanmoins pu s'échapper par le grand boulevard, mais nombreux sont ceux qui ont été refoulés dans la direction d'où ils fuyaient.

Les militaires se sont avancés avec des blindés sur le grand boulevard vers minuit, c'est-à-dire au moment où le massacre « battait son plein ». De ma terrasse, nous pouvions en apercevoir deux mais, en réalité, nous saurons qu'ils étaient six. Ces véhicules longeaient le grand boulevard jusqu'à Haï Boudoumi et, durant toute la nuit, leurs phares étaient allumés. C'étaient les militaires stationnés à l'ENEMA qui tenaient ces barrages.

Plus tard, en réponse aux critiques des organisations internationales de défense de droits de l'homme, des médias et de certains gouvernements occidentaux qui s'interrogeaient sur la non-intervention des forces de sécurité, les militaires ont

prétendu que des mines avaient été placées par les groupes armés pour bloquer l'accès au quartier. C'est une contrevérité pure et simple, j'y reviendrai.

Lorsque cette version ne tint plus le cap, on nous raconta que la voiture qui avait explosé le soir du massacre aux environs de minuit ou minuit et demi, devant la maison de Sidali, avait été attaquée par un groupe armé qui se serait posté à ce niveau en tirant avec des fusils-mitrailleurs sur les militaires. Ils ont même dit qu'un policier avait été tué par un tueur d'élite islamiste. J'ai pu parler avec un infirmier à l'hôpital Z'mirli, qui m'a dit que le policier avait en réalité été tué à bout portant. Personne d'autre n'a été touché sur le boulevard, pourtant bondé de monde. Les gens racontent qu'un policier a voulu nous porter secours : il est fort probable qu'il s'agisse du même homme, qui a été liquidé par les militaires pour l'empêcher d'intervenir.

Supposons même qu'à cet endroit un petit groupe armé ait été posté : les forces de l'ordre ne pouvaient-elles pas s'introduire dans nos quartiers par d'autres accès à l'ouest ou au nord ? J'avais bien aperçu peu après les premières explosions quelques militaires, ressemblant à ceux stationnés à Caïd-Gacem, au centre de Haï el-Djilali sur le carrefour. Que sont-ils devenus ? L'armée dispose bien de parachutistes : nous les avons vus en action en 1994 lorsque tout le quartier avait été bouclé pour déloger deux terroristes. Pourquoi ne sont-ils pas intervenus cette nuit-là ?

Les militaires ne sont entrés dans Haï el-Djilali qu'après le départ des assaillants et bien après les civils. Quand j'étais caché avec Messaoud dans le jardin et que j'ai vu les enfants dans la rue, il était environ 4 h 30. Les militaires ne se sont déployés dans le quartier que vers 6 heures, alors que les assaillants ont disparu entre 5 heures et 5 h 30. Et ils ne sont pas entrés dans les maisons pour voir s'il y avait des cadavres et des blessés. Ce sont les voisins et les rescapés qui s'en sont chargés.

Les assaillants sont donc repartis par où ils étaient venus, c'est-à-dire par la piste tracée au bulldozer menant vers Caïd-Gacem. À cette époque-là, des milliers de soldats étaient stationnés à quelques kilomètres, certains même à moins d'un



kilomètre, et deux cents hommes armés seraient parvenus à passer sans se faire repérer et intercepter ? Plusieurs camions avaient été stationnés au bord des vergers. Boudjemaa et son voisin Boubeker, qui habitent de ce côté-là, les ont bien vus. Ils disent que c'étaient des camions militaires, dans lesquels était chargé ce que les tueurs pillaient : ils ordonnaient aux enfants du quartier de transporter les objets volés vers les camions. Le lendemain, on a découvert de nombreux cadavres d'enfants de dix à douze ans à cet endroit, dont celui du fils d'Arezki.

Comme je l'ai dit, ces camions ont sonné le moment du départ en klaxonnant et ils sont repartis par où ils étaient venus, avec seulement quelques hommes pour surveiller le butin (la majorité des assaillants est repartie à pied par les vergers en direction de Caïd-Gacem, et nous apprendrons — j'y reviendrai — que plusieurs dizaines d'entre eux sont en fait restés là). En quittant notre lotissement, ils ne pouvaient que passer par la grande route de Sidi-Moussa, et longer Caïd-Gacem où étaient stationnés des milliers de soldats ! Pourquoi n'ont-ils pas été arrêtés ? Pourquoi n'a-t-on pas bouclé toutes les issues de Haï el-Djilali, dans la nuit du massacre ?

On nous a dit que les groupes terroristes étaient terrés dans les vergers depuis des années. Mais pour qui nous prennent-ils ? Ces vergers, qui s'étirent sur une étendue de six kilomètres vers le sud et de deux kilomètres vers l'ouest, sont non seulement dans une plaine, mais entourés d'habitations et de casernes militaires. Il y avait donc 4 000 soldats disposant de blindés, stationnés dans la région, notamment à Caïd-Gacem, à la caserne de Baba Ali qui se trouve à moins de dix kilomètres, le grand détachement de Baraki, sans parler des militaires à l'entrée de Bentalha et ceux de l'ENEMA. Les groupes auraient pu être délogés des orangeries très facilement : il suffisait de tout boucler et de resserrer l'étau. Mais il n'y a eu aucune volonté de combattre les groupes. Pour moi, c'est tout à fait clair. La question est de savoir pourquoi.

Toute la nuit durant, je l'ai dit, un hélicoptère a survolé le lieu du drame. Une dizaine de jours plus tard, avec d'autres survivants, j'ai interrogé à ce sujet un groupe de militaires à la caserne de Baraki. Ils nous ont confirmé qu'il s'agissait bien d'un hélicoptère de l'armée, venu de la base aérienne de

Boufarik, distante d'une quinzaine de kilomètres, et que sa mission était de surveiller les mouvements des assaillants. Mais alors, s'il transmettait des informations à ce sujet, pourquoi n'ont-elles pas servi à une riposte de l'armée ? En fait, nous avons eu l'impression que les militaires de Baraki n'en savaient pas plus que nous sur ce point. Et nous ne parviendrons pas à apprendre qui a donné l'ordre à cet hélicoptère de décoller et dans quel but, ni à corroborer, comme l'ont affirmé certains témoins, qu'il a servi à débarquer sur place une partie des assaillants.

Le surlendemain du massacre, j'ai voulu vérifier d'où provenait cette lumière crue qui nous avait éblouis au cours de la nuit. Sur un terrain vague situé au nord de la cité des préfabriqués, à environ deux cents mètres de chez moi, j'ai vu deux « cigognes » de la police — des projecteurs montés sur des grues. Chacune comportait six ou huit projecteurs, faisant chacun 500 ou 1 000 watts. Le commissaire de Baraki m'apprendra que ce sont celles qui ont fonctionné la nuit du massacre : il m'expliquera que les policiers les avaient installées dans la nuit derrière la maison d'Abderrahmane (n° 20), sur le terrain vague situé au sud du boulevard, pour éclairer le quartier, dans le but de pouvoir intervenir, mais que les militaires les en avaient dissuadés parce que le terrain serait miné.

### « Va où tes pieds te porteront et venge-toi ! »

Le soir du massacre, nous ne savions pas où étaient les patriotes. Nous étions étonnés de ne pas les voir ou les entendre. Généralement, nous les entendions au moment de leurs rondes irrégulières, même si nous ne les voyions pas. Ce n'est que plus tard que nous saurons où ils ont passé la nuit. Djeha et Boudjemaa se sont posé la question, parce qu'ils étaient les seuls à avoir riposté avec des armes. On apprendra que la plupart d'entre eux avaient été invités par M'rizek, le capitaine de l'armée, à Fort-de-l'Eau, un lieu de divertissement à l'extérieur d'Alger. Ils sont allés faire la fête dans un coin où,



même durant ces années de sang, les bars et les boîtes de nuit n'ont pas fermé.

Les gardes communaux n'ont pas bronché non plus cette nuit-là. Il faut dire qu'ils sont sous le commandement des autres forces armées. Il y a pourtant deux gardes, dont l'un habitait dans la cité 200 logements et l'autre avait de la famille à Haï el-Djilali, qui sont venus au moment du drame. Ils avaient bien reçu l'ordre de ne pas bouger, mais ils n'ont pas supporté de rester passifs. Ils ont désobéi et sont venus avec leur Kalachnikov. Au niveau du barrage, ils ont été bloqués par les policiers et les militaires et ils ont attendu comme les autres à l'entrée de Haï el-Djilali. Je l'ai dit, il y avait plusieurs barrages sur le boulevard et un déploiement énorme de forces de sécurité. J'ai appris le lendemain qu'ils étaient venus de partout — Hussein Dey, El-Harrach, Kouba, Alger. Ces deux gardes ont été plus tard relevés de leurs fonctions, parce qu'ils avaient désobéi.

Des patriotes sont également venus des quartiers environnants pour intervenir, mais ils ont été tabassés par les militaires au niveau du barrage. Dans les jours suivants, j'ai ainsi appris qu'Athmane, un patriote de la cité 2 004 logements à Baraki, était venu dès la première attaque et avait été giflé et frappé à coups de crosse par les militaires postés devant notre quartier.

Djeha, l'un des patriotes armés de Haï el-Djilali, a résisté pendant la nuit et certainement sauvé la vie de nombreux habitants. Il avait quatre chargeurs et trente balles. Il les a utilisées raisonnablement et a pu tenir pendant des heures. Boudjemaa a paniqué au début et il a tout de suite vidé deux chargeurs. Ce n'est que plus tard qu'il a tiré au coup par coup. Lui aussi a retardé la progression des assaillants et permis aux gens qui fuyaient de se réfugier. Justement, c'est en constatant l'efficacité de ces deux hommes armés, malgré leurs moyens très restreints, que j'enrage : si nous avions, comme convenu, été douze hommes armés, nous aurions certainement pu éviter cette hécatombe.

La première fois où je reviens à Bentalha après le drame, je rencontre Bouzid et Fouad. Ils sont devant le stade de Baraki sur la route allant vers Bentalha. Je descends du fourgon et je vais vers eux. Ils ont des armes. Quelques heures après le

massacre, on leur a demandé de passer à la caserne. Bouzid a reçu un fusil à pompe, et Hammoud, son frère, aussi. Les militaires n'ont pas délivré de permis de port d'arme à Fouad, mais ils lui ont remis un fusil à pompe alors qu'il aurait dû recevoir une Kalachnikov. C'est le capitaine qui les a armés. Ils me disent : « Les militaires cherchent après toi, ton arme est prête. Si tu n'es pas capable, tu la donnes à quelqu'un d'autre. » Pas question de laisser l'arme, je veux protéger mes enfants. Je ne me présente pas le jour même à la caserne, parce que je veux tout d'abord aller à Bentalha. Les deux n'ont pas le courage d'y aller. Fouad habite momentanément à Diar el-Baraka.

Le lendemain, je me présente à la caserne. J'ai l'impression que tout le monde est gêné. Moi, j'ai la rage mais je suis incapable de l'exprimer : s'ils nous avaient armés auparavant comme prévu, nous aurions pu sauver des gens. Sans parler du fait qu'ils ont assisté à ce carnage sans broncher. Comment pouvaient-ils supporter un tel spectacle sans intervenir ? Je n'ai pas pu leur poser la question. Le commandant M'barek ne me regarde pas dans les yeux, le capitaine et le lieutenant non plus. Et nous ne parlons pas du massacre. C'est un tabou.

Le commandant ne parle que de vengeance. Il a quelques mots pour me dire qu'il comprend ma douleur, qu'il est désolé et qu'il ne faut pas en rester là. Il ajoute : « Si tu as besoin de quelque chose, n'hésite pas à venir me voir à n'importe quelle heure. » J'en profite pour demander plus de munitions. On me donne mon fusil, mon permis de port d'arme et je constate avec consternation la date qu'il porte : *23 septembre 1997*, le jour même du massacre ! Je suis incapable d'exprimer ma stupeur tant je suis dégoûté. Ils me donnent des munitions, sans les compter, et le capitaine de la caserne me dit de faire attention, parce qu'il a pris sur lui de nous confier ces armes. Le lieutenant de la Sécurité militaire — celui qui une semaine auparavant m'avait dit : « Ne reviens plus » — me raccompagne en voiture jusqu'à la maison. Quelques jours plus tard, les militaires me donneront aussi une tenue de combat, d'un ancien modèle de couleur verte (après le massacre de Raïs, tous les civils armés avaient reçu l'ordre de mettre une tenue de combat les distinguant des militaires ; mais l'habillement était hétéroclite : certains se sont procuré des tenues de commando, voire



d'aviateur, et la majorité des membres des GLD ne portaient qu'une veste et un jeans, sans même porter le brassard orange censé les identifier).

Cette arme tant attendue, ce n'est pas n'importe quoi : c'est une arme de guerre, un fusil à pompe, calibre 12 mm, venu tout droit de Russie et qui me permet de tuer. Mais je ne peux pas m'en réjouir. Je suis obnubilé par l'idée que si nous avions eu nos armes cette nuit-là, nous aurions pu nous défendre. J'ai la rage. Et ils ont le cynisme de dater le certificat de port d'arme du jour même du massacre !

Maintenant que je suis complètement cassé, malade, meurtri, j'ai cette arme entre les mains. Je suis devenu fou, mais on me remet une arme qui peut me servir à assouvir un désir de vengeance et liquider qui je veux, comme bon me semble. La scène des enfants terrorisés et abandonnés dans la rue après le massacre intensifie ma rage de tuer. C'est précisément à ce moment-là que les militaires me donnent une arme et me disent : « Va maintenant, va chasser le *hallouf*, le sanglier. Va où tes pieds te porteront et venge-toi ! »

Tout en ressentant cette haine et ce besoin de vengeance, je suis conscient que ce qui monte en moi, cet instinct de meurtre, de carnage, est destructeur et malsain, et cela me révolte encore plus. Pendant des semaines, des mois, j'aurai de très fortes fièvres, dépassant les 40 degrés. Je sais que je fais mal à ma famille et que je fais peur à mes enfants. Je veux les protéger et pourtant j'en suis incapable. Je leur fais très peur. Je suis malade, le pied dans le plâtre et la rage aux tripes.

Depuis cette nuit fatidique, nous n'avons plus dormi chez nous. Nous sommes généralement à Baraki, chez ma mère. Pendant des nuits entières où le froid me paraît plus froid que jamais, j'attends. J'attends l'instant de basculer dans la barbarie. Les nuits où rien ne se passe, je sens ma rage monter, je tire quelques balles en l'air sans me soucier ni des habitants qui dorment, ni des membres de ma famille, qui se réveillent en sursaut. Je cours, avec peine bien sûr, mais je cours, dès que j'entends un petit cri ou un son bizarre. Pour me protéger du froid, j'enfile deux pulls, un caleçon et la tenue de combat, mais j'ai toujours froid, j'ai froid au plus profond de moi, ce

froid que j'ai connu le soir du massacre et qui ne me quittera plus pendant longtemps.

Je descends, avec mon arme, avec ma haine. Je suis conscient que c'est du suicide, mais je m'en fiche, ma vie n'a plus aucun sens. Je reste seul dans la rue, seul dans la nuit. Dès que le jour se lève, je remonte à la maison pour me reposer et, là aussi, je reste seul dans mon lit avec ma fièvre. Je ne parle plus à personne, même pas à mes enfants : ils m'indisposent. Je revois le temps où je jouais avec eux, aimant raconter des blagues, me promener, chanter et leur apprendre à chanter, à dessiner. Tout cela est bien loin. Maintenant tout m'agace et moi-même en premier.

La fièvre persiste et ma maladie s'aggrave, je passe périodiquement trois, voire quatre jours assommé et grelottant, n'ayant plus la force de me lever. Les orbites de mes yeux se creusent de plus en plus, mes joues disparaissent en laissant apparaître de grandes et longues rides sur mon visage ravagé. Dès que je retrouve un peu d'énergie, je sors de la maison. Pendant la journée, quand je ne prends pas mon fusil, je prends avec moi, dans ma poche, un long couteau que je serre très fort dans ma main gauche, jusqu'à ce que le sang coule.

Je ne retourne plus à Haï el-Djilali pour y habiter. Mais j'y vais régulièrement, parfois même quotidiennement, afin de comprendre ce qui s'est passé cette nuit-là et surtout pour accompagner mes amis qui ont été armés. C'est ma seule occupation lorsque je ne suis pas pris par mes démarches pour quitter le pays ou mes délires. Ma jambe me fait toujours souffrir et j'en aurai pour près de deux mois avant de pouvoir marcher normalement.

Ce qui m'aide en ces moments difficiles, c'est le besoin que je constate dans l'opinion internationale de vouloir comprendre ce qui s'est passé à Bentalha. Ma sœur, résidente en France, me téléphone pour me demander si je suis en mesure d'apporter mon témoignage à Amnesty International et à un journaliste qui travaille pour Canal Plus. L'idée de l'enquête internationale pourrait m'aider à comprendre certaines choses et je n'hésite pas une seconde à accepter de donner un témoignage. Ma sœur me met en contact avec le journaliste, qui semble surtout intéressé par la présence de

l'armée et l'implantation des casernes autour de Bentalha. Apparemment, la question de la non-intervention des militaires pose un grand problème sur le plan international. C'est en discutant avec divers journalistes et représentants d'organisations non gouvernementales que je me rends compte du manque de connaissances sur ce qui s'est passé en Algérie ces dix dernières années. Ce constat m'a beaucoup motivé pour chercher à comprendre moi-même des événements dont j'ai été à ma façon un acteur. Dans ces moments-là, j'étais encore incapable de prendre le recul nécessaire, mais je prenais conscience de l'importance de cette réflexion.

### **Panique généralisée**

Je l'ai dit, bien avant le massacre de Bentalha, une panique généralisée s'était déjà installée dans de nombreuses régions. Des groupes armés faisaient leur apparition, soudainement, et massacraient tout sur leur passage. Aucun endroit ne semblait sûr et la population tentait de se défendre avec les moyens du bord. Les maisons étaient renforcées, des projecteurs et des sirènes installés et toutes sortes d'armes étaient achetées : de préférence des haches mais aussi des longs couteaux, des fourches et des pelles, etc. Et puis, les hommes faisaient tout pour obtenir des armes des autorités.

Après le massacre de la nuit du 22 septembre, la panique prend une nouvelle ampleur, parce que nous nous trouvons aux portes d'Alger, où d'autres incursions de bandes armées se multiplient : El-Harrach, Kouba, Bouzareah, El-Biar même. Les gens ne savent plus quoi faire, se regroupent dans les maisons la nuit, montent des gardes, et pendant plusieurs semaines toute la vie sociale est perturbée.

Je vois les gens autour de moi plonger dans l'angoisse. Dans les cités, tous les jeunes sont sur leur terrasse, munis de leur arsenal de combat, surveillant le moindre mouvement, car des groupes s'attaquent régulièrement aux patriotes des GLD, par surprise ou en plaçant des bombes. Il faut faire attention, surveiller les personnes suspectes et même les militaires qui font quelques rondes ou accourent maintenant dès qu'une

alerte est lancée. Les gens n'ont plus confiance en eux, ils veulent se défendre eux-mêmes.

La dernière fois qu'ils sont intervenus pour déloger des personnes habitant au rez-de-chaussée d'un immeuble dans la cité 2 004 logements, les jeunes postés tout près ont donné l'alerte et la cité s'est réveillée dans un grand fracas de cris et de hurlements, chassant les militaires à coups de briques. Il a fallu l'intervention de quelques patriotes connaissant les éléments de l'armée du coin pour calmer l'atmosphère et permettre la capture du groupe terroriste. Celui-ci avait installé dans une cave un laboratoire servant à la fabrication de bombes artisanales. Personne ne soupçonnait ces personnes qui vivaient en famille avec leurs enfants.

Mais les bombes continuent d'éclater et les familles qui habitent les coins isolés gagnent les agglomérations, cherchant refuge dans les commissariats et la mairie ou passant la nuit dans la rue. C'est la ruée dans tous les quartiers de la capitale et de ses alentours. Les gens occupent rapidement les places publiques, provoquant l'embarras des autorités et des forces de l'ordre.



## Manipulations et mensonges

### Un groupe de légitime défense pitoyable

Nous voici donc armés. En fait, des douze personnes de notre groupe qui devaient recevoir des armes, seulement cinq en ont obtenu. Est-ce la pression des anciens patriotes qui a empêché la constitution du groupe tel que nous en avons fait la demande ? Est-ce le commandement militaire qui s'est ravisé, nous considérant comme insuffisamment sûrs ? Jusqu'à ce jour, je n'ai pas bien compris la raison de ce désengagement, d'autant plus que d'autres hommes du quartier seront armés.

Je dois avouer que je ne suis d'ailleurs plus très chaud, mais je me sens embarqué dans cette histoire de formation de groupe d'autodéfense et je ne peux plus faire marche arrière. Je me sens responsable de ces jeunes qui ont la haine au cœur et qui maintenant disposent d'une arme. Il faut les contenir. En réalité, dans l'état dans lequel je me trouve, je n'en suis pas capable : je ne suis pas beaucoup plus raisonnable qu'eux ! Mais je culpabilise parce que je les ai embarqués dans cette galère. Parfois, je me dis que tout ce malheur s'est abattu sur nous parce que nous avons demandé des armes. C'est bête,

mais je me fais des reproches parce que j'avais incité les habitants de Haï el-Djilali à revenir chez eux après leur fuite en 1996, les invitant à reprendre goût à la vie, à continuer leurs constructions et à défier les interdits.

Beaucoup d'habitants du quartier se sont réfugiés ailleurs et viennent de temps à autre pour prendre des nouvelles des voisins et vérifier s'ils n'ont pas été cambriolés. Néanmoins, certaines familles sont restées et se sentent en danger. Car les massacres continuent dans les environs d'Alger et ailleurs, j'y reviendrai. Les habitants de Bentalha sont donc sur le qui-vive, et ils essaient tant bien que mal de se défendre. Notre petit groupe est dans un état assez piteux, vu notre condition physique et surtout psychique. Les plus jeunes sont complètement paumés, s'adonnent à la drogue, boivent, et même les plus pratiquants ont perdu toute raison de vivre. Devant un tel état de désolation, j'en oublie mon propre délabrement et ma dépression. Il nous faut comprendre ce qui s'est passé et nous prendre en charge. Il faut savoir où sont passées les trente femmes enlevées. Il faut reconstruire Bentalha. Dès le lendemain du massacre, lorsque nous faisons le décompte des morts, j'ai pensé qu'il fallait ériger une stèle à la mémoire de ces victimes innocentes. C'est un projet que je n'abandonne pas et, un jour, je le réaliserai.

Nous ne voulons toujours pas être mêlés aux anciens patriotes et nous installons notre QG dans la maison des Hafsi (n° 26). Ces derniers ont quitté le quartier avec quelques meubles et effets une semaine après le massacre. Ils en avaient réchappé en se cachant sur la dalle de la buanderie avec la famille voisine, les Benyattou ; les assaillants avaient placé une bombe dans la maison. Mais les militaires ne voulaient pas que les gens déménagent de Bentalha et, à la sortie du village, ils notaient les noms des familles qui partaient, les numéros d'immatriculation des camions de déménagement et leur destination. Ils posaient un tas de questions indiscretes et les menaçaient : « Attention, si vous déménagez, vous ne revenez plus. » J'étais dans le camion lorsque Hafsi a déménagé le reste de ses meubles. Je trouvais ces questions des militaires révoltantes : c'était comme s'ils voulaient avoir nos nouvelles adresses parce qu'ils ne nous avaient pas eus du premier coup !

Donc, après le départ des Hafsi, leur maison nous sert de base. Nous nous retrouvons tous les jours à cet endroit et nous montons la garde. Avec les autres groupes du quartier, nous sommes réparti les endroits et les horaires de garde et les itinéraires des rondes. Dans l'état dans lequel je me trouve, je ne peux aller quotidiennement à Bentalha, sans parler des rondes que je ne peux effectuer avec ma jambe dans le plâtre. Mais ma présence, comme celle des autres d'ailleurs, est importante pour le moral et il nous arrive de passer la nuit ensemble dans la maison, ce qui renforce nos liens.

Il y a beaucoup à faire dans le quartier. Nous essayons de déblayer tout ce qui rappelle le massacre en balayant les rues et en nettoyant le sang sur les murs ; malgré cela, les voitures, les maisons calcinées et les trous dans les murs demeureront plus de cinq mois. Ce sont les habitants eux-mêmes qui ont entrepris de retaper leur maison sans attendre l'aide officielle. Mais il y a aussi beaucoup à faire sur le plan humain : il faut prévenir les règlements de comptes, les actes de vengeance et de pillage.

L'armée a installé des patriotes de Caïd-Gacem chez nous, sans leurs familles qui sont logées chez des parents. Ils sont regroupés dans la maison d'un voisin, El-Kechbour (n° 81), qui avait été condamné à une peine de prison après avoir été arrêté par les patriotes en février 1996. Sa femme et une de ses filles ont été blessées la nuit du massacre. Certains patriotes de Caïd-Gacem, dont les demeures ont été détruites, voudraient installer leur progéniture dans les maisons abandonnées de Bentalha, ce que nous voulons éviter à tout prix. Les militaires les soutiennent parce qu'ils veulent que le quartier soit habité, mais nous savons qu'une bonne partie des anciens voisins va revenir une fois le choc surmonté.

Notre occupation principale dans les semaines qui suivent le massacre, c'est donc de rassembler toutes les informations qui nous permettront de comprendre ce qui s'est passé. Il y a tant de choses à élucider. Comme, dans la précipitation du premier jour, les cadavres ont été enterrés dans le désordre, nous ne savons pas, parmi les femmes disparues, qui a été enlevée et qui a été tuée. Souhila, la fille de Nassia, a été aperçue morte la nuit même par de nombreuses personnes, mais elle n'a pas été

trouvée le lendemain et son décès n'a pas été constaté. Nous supposons qu'elle est dans une tombe commune. La famille a eu un mal fou à obtenir un acte de décès. Nous savons de même qu'environ une trentaine de femmes ont été kidnappées par les assaillants et quelques-uns d'entre nous se mettent à leur recherche, notamment Fouad, dont deux sœurs ont disparu.

Après avoir obligé certains anciens patriotes à les accompagner dans les vergers, ils tombent sur des casemates et un puits contenant un charnier. Mais il s'agit de cadavres plus anciens. Les autorités en sont informées, mais nous ne saurons pas si une enquête est diligentée. Les casemates qu'ils ont découvertes sont encore fonctionnelles et ils sont même tombés sur des gars paumés, membres de groupes armés. Cela montre bien que si l'armée avait voulu en finir avec ces « terros », elle aurait facilement pu les déloger. Deux ou trois jours après le massacre, les quelques survivants restés à Bentalha disent qu'ils ont aperçu dans les vergers des silhouettes prêtes à attaquer une nouvelle fois le quartier. Ils auraient entendu les cris de chacals.

Je ne sais pas si c'est vrai, parce que les gens sont très nerveux et, à la moindre perturbation, ils pensent qu'il s'agit de terroristes. Comme les autorités ne prennent pas la situation en main, les histoires les plus fantaisistes circulent. On raconte ainsi que deux hommes armés en tenue afghane se seraient présentés à la caserne pour se rendre aux autorités, et que le commandant M'barek aurait réprimandé les patriotes parce que ces deux énergumènes avaient pu traverser divers quartiers et passer devant leur nez sans être inquiétés. Est-ce vrai ou est-ce une invention des militaires pour faire pression sur les patriotes ? Il paraît aussi que deux femmes enlevées dans la nuit auraient pu fuir, complètement nues, jusqu'à la gendarmerie de Baraki. Nous aurions aimé savoir de qui il s'agissait, mais on nous dira qu'elles avaient été enlevées dans d'autres circonstances et ailleurs. Nous ne retrouverons pas les femmes de notre quartier et nous n'obtiendrons aucune information à leur sujet.

Fouad a tout fait pour élucider un certain nombre d'énigmes en rapport avec le massacre. L'une d'entre elles concerne la



participation supposée de la mère et la fille Benamrane au massacre, que certains auraient vues détrousser les victimes. Déjà au moment de l'explosion de la bombe sur le marché de Baraki en juillet 1997, on disait que c'était Nacera Benamrane qui l'avait posée. Elle avait été arrêtée et relâchée peu après, au grand étonnement de la population de Baraki. Beaucoup se sont demandé comment elle avait pu échapper à une condamnation. Je ne peux pas dire si elle a réellement participé à la tuerie de Bentalha ou non. Fouad, quant à lui, s'est mis à sa recherche et l'a découverte chez sa sœur à Fort-de-l'Eau. Il s'y est rendu avec un officier de police et elle a été arrêtée. Je ne sais pas ce qu'elle est devenue.

L'armée installe deux postes dans Bentalha au niveau des orangeries, l'un, trois jours après le massacre, dans la maison incendiée de la famille Ghazal (celle dont la mère et quatre enfants furent massacrés lorsque les assaillants étaient sur le point de se retirer), et l'autre, une douzaine de jours plus tard, au sud de Haï Boudoumi. Mais surtout, les militaires inondent le quartier d'armes. Je ne sais pas du tout quels sont les critères pour leur attribution, puisque notre groupe n'en aura pas malgré les promesses. D'autres hommes, dont nous ignorons qu'ils avaient fait une demande par le passé, se pavanent, arme au poing. Alors qu'avant les patriotes étaient munis des vieilles Mat 49 datant de la période coloniale, ils obtiennent maintenant des Kalachnikovs ou des fusils à pompe.

Mais il n'y a pas que cela : les autorités tentent de surveiller et de faire pression sur les personnes qui osent parler du massacre. Les patriotes ont reçu l'ordre d'intimider les habitants pour garantir un comportement « correct ». Après le massacre, les agents de la Sécurité militaire sont partout. Nous les rencontrons sans arrêt lors des visites de nos voisins à l'hôpital par exemple. Ces derniers sont surveillés de près pour éviter qu'ils parlent. Les menaces sont à peine voilées. Par exemple, Messaoud Belaïdi, dont pratiquement toute la famille a été massacrée, s'est vu menacer par un policier le lendemain même au cimetière parce qu'il avait parlé à un journaliste de la chaîne de télévision saoudienne MBC. Il lui a dit : « Tu la fermes ou je te tue ! » Beaucoup d'étrangers viendront nous

rendre visite, notamment des journalistes, qui ne pourront pas s'informer librement.

### Les journalistes sous surveillance

Dès le lendemain du massacre, les journalistes algériens sont empêchés de se rendre à Bentalha. Même au niveau de l'hôpital Z'mirli vers lequel ont été évacués la plupart des blessés, ils sont chassés. Mais nous avons l'impression qu'ils ne sont pas intéressés par les rescapés. S'ils le voulaient vraiment, ils pourraient nous parler. Les journalistes étrangers le feront bien, eux.

Dans les journaux algériens, on ne peut lire que la version autorisée, sans mention du moindre doute quant à l'identité réelle des assaillants et des commanditaires. Ils reprennent la thèse officielle qui nous met en cause et qui fait état de hordes islamistes se retournant contre nous parce que nous aurions fait face au terrorisme. Ils écrivent qu'il s'agit d'« actes désespérés des islamistes qui ont été vaincus militairement » ou bien qu'il s'agit de ces « révoltés contre Dieu » issus des GIA « qui se sont acharnés depuis 1992 sur les populations, particulièrement dans la Mitidja et à Médéa, qui leur étaient acquises un moment [...] et qui en veulent maintenant à Dieu qui les aurait — selon eux — abandonnés ». Ils soutiennent que les groupes armés veulent instaurer la République islamique en massacrant des milliers d'Algériens. Mais pas un mot au sujet des militaires stationnés tout près qui ont observé pendant des heures la boucherie sans intervenir ; pas un questionnement sur ces assaillants qui apparaissent soudainement et disparaissent dans cette région occupée par les militaires.

Avec leurs articles diffamatoires et incendiaires, les journalistes algériens ont sali la mémoire des victimes. Ils nous ont tués une seconde fois. Ils n'ont pas essayé de nous parler et quand ils le feront, bien plus tard, ce sera pour chercher à contredire les informations publiées par les médias étrangers. Rapidement, en effet, des dizaines de journalistes de tous les coins du monde arrivent à Bentalha et essaient de comprendre. Ils sont accompagnés de gendarmes qui ne les quittent pas



d'une semelle. Tout de suite après le massacre, ils viennent en 4x4 et sont guidés uniquement vers Haï Boudoumi. Plus tard, ils viendront dans des bus, tant ils seront nombreux.

Je me souviens qu'un jour, alors que nous traînons dans la rue, des journalistes de télévision s'informent dans le périmètre autorisé. Tout à coup, l'un d'entre eux se trouve devant nous et baragouine quelques mots d'arabe avec des habitants. Très vite, deux gendarmes le rejoignent et lui disent qu'il est au mauvais endroit, que le massacre s'est déroulé à Haï Boudoumi. Ils insistent : il n'a pas le droit d'aller plus loin. Le journaliste semble se confondre en excuses, prétendant que pour lui le lieu du massacre était Bentalha et qu'il n'en sait pas plus. Les gendarmes lui demandent s'il a filmé quelque chose. Il certifie que non. Mais je suis sûr qu'il a filmé. À ce moment-là, je ne veux pas encore parler avec des journalistes. Mais peu après, je comprendrai qu'il est important d'essayer de dire ce que nous avons vécu et je chercherai même des occasions de leur parler.

Pendant près de quatre mois, les journalistes viennent aussi à Haï el-Djilali, mais ils sont toujours accompagnés par des forces de sécurité et ne peuvent parler qu'à des habitants désignés, souvent des patriotes dont le silence a été acheté par les services de sécurité. D'ailleurs, ces derniers feront des ravages dans notre quartier : c'est eux qui, au fil des mois et des années, retourneront une à une les personnes prêtes à parler, en leur proposant voiture, argent et arme. Mais à cette époque-là, un certain nombre de voisins ne cherchent encore qu'à crier leur douleur et leur révolte contre les militaires, qui ont gravement failli à leur devoir de protection. Et nos accusations vont plus loin : nous pensons que les services spéciaux de l'armée sont responsables du massacre !

Et nous trouverons des moyens de faire passer le message, dans des moments d'inattention où patriotes et gendarmes ne peuvent surveiller tout le monde, ou bien lorsque certains gendarmes, non informés de ce qui s'est réellement passé, nous laissent parler. Je me souviens par exemple d'une visite de journalistes accompagnés de gendarmes d'El-Harrach que je connaissais : c'était la première fois que je rencontrais des membres des forces de sécurité vraiment touchés et choqués

par ce qui s'était passé, et ils nous laissèrent parler. Il existe ainsi des documents filmés où l'on voit certains voisins dire ce qu'ils ont vu et dénoncer les mensonges colportés dans la presse algérienne.

Fin 1997 et début 1998, les médias étrangers multiplient les mises en cause de l'armée algérienne qui n'est pas intervenue lors des massacres qui se sont déroulés sous ses yeux, et la demande d'une commission d'enquête internationale devient plus insistante. Les services de propagande algériens et leurs relais médiatiques réagissent alors en lançant un certain nombre de contrevérités. Ils prétendent par exemple que le lotissement n'était pas accessible dans la nuit parce qu'il était entouré de mines. Mais nous n'avons vu aucune mine. Nous sommes absolument certains qu'il n'y en avait pas dans le coin, ni dans les vergers, ni du côté du grand boulevard, où étaient stationnés les militaires.

D'ailleurs, si cela avait été vrai, comment expliquer que certains habitants aient réussi à s'échapper sans tomber sur des mines ? Et pourquoi les civils venus à notre secours au petit matin, alors que le massacre continuait, n'ont-ils pas été déchiquetés ? Les militaires eux-mêmes sont entrés dans le quartier un peu plus tard sans tomber sur des mines. Les assaillants auraient-ils pris soin de les enlever au moment de leur retraite ? C'est tout simplement absurde. Et il n'y a eu aucune opération de déminage dans notre quartier. En fait, il s'agit d'une invention pure et simple des autorités pour essayer de justifier la non-intervention des militaires.

Ces prétendues mines ont fait couler de l'encre et au demeurant, pour nous, leur invocation a toujours eu quelque chose de mystérieux parce qu'on en parlait à certains moments, quand il fallait disculper les autorités, et à d'autres, cet argument n'existait pas. On a aussi souvent dit que s'il y avait eu autant de victimes, c'est parce qu'en fait nous ne voulions pas nous armer. Pourquoi ? Parce que nous soutenions les groupes. C'est scandaleux et insensé ! Nous avons tout fait durant des mois pour obtenir des armes et si nous n'avons pu les avoir, c'est parce que les militaires ne voulaient pas que nous, à Haï el-Djilali, nous puissions nous défendre.



Pour les habitants de Bentalha, ces visites de journalistes sont très importantes. Nous voyons bien que les journaux nationaux, par leur ignorance et leur indifférence, n'ont que mépris pour nous et ne veulent pas entendre nos récits. Par les chaînes de télévision et les radios étrangères, nous constatons qu'ailleurs, en revanche, une fraction des opinions publiques et même certains gouvernements sont à l'écoute et ne se laissent pas toujours tromper par les explications officielles. Cela nous donne l'espoir qu'enfin, après toutes ces années de chape de plomb, une petite partie de la vérité puisse percer. Nous voulons nous-mêmes comprendre, et que les responsables soient jugés.

Nous suivons attentivement les déclarations de tous ceux qui s'expriment sur l'Algérie et nous accueillons avec enthousiasme l'idée d'une commission d'enquête internationale que demandent plusieurs grandes organisations (puisque nous n'avions même pas eu une enquête nationale). En février 1998, nous espérons beaucoup de la visite d'une délégation de l'Union européenne ; mais celle-ci nous déçoit profondément : ses membres ne sont venus que pour conforter le pouvoir en Algérie !

### **Les militaires et l'opération alibi d'Ouled-Allal**

Face aux questionnements toujours plus insistants de certains cercles algériens mais surtout des organisations internationales de défense des droits de l'homme et des médias étrangers, choqués par l'abandon total des populations en danger, les responsables de l'armée algérienne font tout pour simuler la normalité et la maîtrise de la situation. Pour eux, il semble absolument essentiel que la demande d'une commission d'enquête internationale ne soit pas reprise par certaines grandes puissances. Les généraux doivent donc trouver le moyen de se justifier quand la question est posée de savoir pourquoi les unités de l'armée stationnées à quelques dizaines de mètres du lieu du massacre ne sont pas intervenues.

Mais nous apprenons que le chef d'état-major, le général Mohamed Lamari, aurait donné l'ordre, un mois environ avant

les grands massacres de septembre 1997, à ses subordonnés de ne pas sortir des casernes sans un ordre exprès de l'état-major ! On ne parle pas beaucoup de cet ordre et surtout on ne se demande pas pourquoi il a été donné. En revanche, les commentateurs et analystes algériens (et pas seulement eux, quand on pense à Bernard-Henri Lévy et André Glucksmann) n'hésiteront pas à trouver une explication originale à l'inaction de l'armée : celle-ci serait en fait paralysée par sa lourdeur, ses techniques obsolètes, sa tradition soviétique, etc. Il semble que l'on puisse dire n'importe quoi, pourvu que cela serve à éviter que l'idée d'une commission d'enquête internationale fasse son chemin. Et pour montrer que l'armée sait prendre ses responsabilités, le commandant de la Première Région militaire, le général Saïd Bey, est destitué après le massacre de Bentalha.

Mais sur le terrain aussi, nous remarquons l'affairement des militaires. Tandis que les habitants des quartiers touchés se réfugient à d'autres endroits qu'ils espèrent plus sûrs, les autorités tentent de les contraindre de rester ou de revenir : ils ne veulent pas que la vue des quartiers désertés révèle leur incompetence. Ils installent donc ces postes de contrôle à l'intérieur du lotissement, mesure que nous avons exigée depuis fort longtemps. L'éclairage extérieur, qui n'avait jamais été installé durant toutes ces années, alors que nous en avons fait maintes fois la demande, est mis en place par la mairie... une semaine après le massacre ! Et les autorités tentent de nous amadouer en nous promettant des financements pour réparer les maisons. Bentalha devrait bénéficier de deux milliards de centimes (environ deux millions de francs français). Mais quatre mois après le carnage, l'argent n'est pas encore versé. S'ajoutent à cela les petites subventions en nature pour les pauvres lors du Ramadan ou à d'autres occasions, prétendus gestes de générosité qui frisent le ridicule.

Mais le vrai coup médiatique des militaires sera porté avec l'opération d'Ouled-Allal. Environ une semaine après le massacre, nous apprenons que ce lotissement situé près de Sidi-Moussa, à six ou sept kilomètres de chez nous, déserté de ses habitants depuis près d'un an, est bombardé par l'armée sous prétexte que le groupe armé responsable des massacres



s'y trouverait (alors que nous savons qu'une bonne partie de nos assaillants sont restés près de chez nous). En réalité, en 1996, l'armée avait déjà bombardé le quartier pour déloger un groupe qui s'y terrait. Mais comme nous l'avons observé à Caïd-Gacem, au lieu de mener l'offensive à terme, elle s'était retirée, abandonnant les « terros » à leur sort. Le seul résultat concret de ces opérations avait été le déplacement des populations et la destruction de leurs demeures.

En septembre 1997, pour répondre aux critiques internationales, les « décideurs » militaires décident donc de médiatiser leur nouvelle offensive contre Ouled-Allal. Les journalistes algériens sont embarqués par dizaines pour suivre en direct l'anéantissement d'un prétendu nid de terroristes, déserté depuis un an ! Et les militaires exhibent des cadavres ! Une centaine de terroristes auraient été tués à cette occasion. Trois mois plus tard, toujours selon la version officielle, nous apprendrons même que les supposés terroristes survivants auraient trouvé refuge à l'ouest du pays, où ils se seraient rendus responsables du massacre de plus d'un millier d'innocents ! Nous nous sommes sérieusement demandé si les militaires n'avaient pas, comme cela est souvent arrivé, liquidé des prisonniers politiques pour présenter leurs corps comme ceux de ces dangereux terroristes. À cette occasion, Al-Azraoui, l'émir de notre groupe armé local, aurait d'ailleurs été tué — sa mort avait déjà été annoncée deux fois auparavant par les informations officielles ! Nous avons vérifié dans plusieurs morgues, sans succès.

Ouled-Allal servira d'alibi pour montrer à l'opinion internationale que l'armée algérienne est apte à venir à bout de ce terrorisme qui fait encore des ravages, même — et surtout — s'il est « résiduel ». La revendication d'une commission d'enquête doit être étouffée par tous les moyens et pour cela le pouvoir veut établir sa version des faits, pour le moins contradictoire : les tueurs ne peuvent être que des islamistes, mais l'armée contrôle parfaitement la situation.

Dans l'immédiat, chez nous, l'armée n'entreprend pas grand-chose sur le terrain. Pourtant, certains patriotes l'informent de la présence de membres de groupes armés dans les vergers. Fouad, qui les a vus personnellement, en parle au

capitaine M'rizek, lequel ne donnera aucune suite ; ne comprenant pas la cause du refus du capitaine d'aller déloger les prétendus terroristes, j'irai ensuite voir le commandant M'barek, qui me promettra de s'en occuper. Il faudra attendre quarante-cinq jours avant que les vergers ne soient quadrillés et pilonnés au mortier.

Et pendant ce temps, la boucherie se poursuit. Tous les jours, nous apprenons qu'entre dix et cinquante personnes sont massacrées dans les wilayas de Blida, Médéa, Alger, Bouira, Tipaza, les départements proches d'Alger. L'hécatombe, nous la vivrons à nouveau dans l'ouest du pays, où en quelques jours, entre la fin décembre 1997 et début janvier 1998, près de mille personnes seront assassinées sauvagement, et plus près de nous, à Sidi Hammed, près de Meftah et Larbaa, où environ quatre cents personnes périront.

### Évasion et ressourcement

Je suis décidé à partir, à quitter l'Algérie. Le massacre et l'abandon total des militaires me font désespérer peut-être plus que d'autres, parce que tout au long de ces années je n'ai cessé de croire en eux. Jusqu'à la fin, j'ai espéré les voir apparaître pour nous délivrer de ce cauchemar. Mais la litanie des villages endeuillés ne cesse pas, tous les jours le lot des morts s'alourdit, sous les yeux d'un monde impuissant face à cette folie meurtrière. Pourquoi les gouvernements occidentaux continuent-ils à soutenir ce régime militaire, responsable directement ou indirectement de ces massacres ?

Je suis abattu, cassé. À chaque nouveau massacre, je revis celui de Bentalha. Je vois ces pauvres femmes recroquevillées et les enfants blottis contre elles, implorant Dieu de les épargner. Je suis obsédé par ces brutes qui semblaient éprouver un réel plaisir à s'acharner sur leurs victimes. J'ai l'impression de ne plus pouvoir retrouver mes forces en restant ici. Il est hors de question pour nous de retourner habiter à Bentalha. Après cette nuit d'horreur, je n'en ai plus passé aucune dans ma maison. Il m'a même fallu plus d'une semaine pour y rentrer, parce que j'étais persuadé qu'elle était piégée. Je n'osais y aller



seul et quand, enfin, nous y avons pénétré, nous avons trouvé des traces de sang. Les assaillants étaient-ils passés par là ? Je ne sais pas, mais les mots de mes voisins me prévenant que mes enfants étaient en danger parce que les tueurs les avaient cherchés me poursuivent et je me dis qu'il faut que j'aille loin, très loin pour leur échapper.

Nous avons décidé, ma femme et moi, de nous réfugier en France. Il nous fallait prendre du recul par rapport à ce qui s'était passé durant toutes ces années, tenter de reprendre goût à la vie et oublier cette incessante angoisse de mort. Pourtant, cette peur m'a accompagné, au-delà des centaines de kilomètres, au-delà de la mer. En arrivant en France en février 1998, il me fallait tout d'abord retrouver un certain équilibre. Les fièvres terrassantes qui me clouaient au lit n'ont pas cessé une fois parti d'Algérie. Il m'a fallu des mois pour réapprendre à vivre peu à peu. Et je me suis juré de contribuer à la compréhension de ce massacre dans lequel ces enfants, ces femmes et ces hommes assassinés ont été victimes de jeux politiques, de luttes pour le pouvoir. Un jour, les commanditaires ne pourront plus se dissimuler, un jour, ces criminels seront jugés. Un jour, une stèle portant les noms des victimes du massacre de Bentalha sera érigée en leur mémoire.

## Postface

---

### Crimes contre l'humanité

*par François Gèze et Salima Mellah*

À la lecture du témoignage de Nesroulah Yous, on est comme saisi de vertige. Pour tous ceux qui, en Europe, avaient été bouleversés par les nouvelles des massacres de l'été 1997, il oblige à se remémorer les termes de la polémique relancée alors autour de la question « Qui tue qui ? », née des doutes sur l'identité des véritables coupables. Pour nombre d'observateurs, cette interrogation était « obscène » : comment pouvait-on poser une question aussi manifestement absurde ? Comment laisser entendre que certains clans de l'armée algérienne auraient pu être responsables de ces déchaînements sanguinaires, alors même qu'ils étaient revendiqués par les groupes terroristes et que les témoignages ne manquaient pas sur l'allure « islamiste » des tueurs ?

Et pourtant, la sincérité et la précision du récit de Nesroulah Yous ne laissent aucune place au doute : cette hypothèse monstrueuse était fondée, nous allons y revenir longuement. Hypothèse proprement monstrueuse, en effet : comment imaginer que certains des plus hauts responsables des forces armées d'un État respecté dans le monde entier aient pu froidement planifier les assassinats de masse de centaines de leurs concitoyens ? Cela semble tellement incompréhensible — le terme revient souvent

sous la plume de Nesroulah — qu'il paraît logique que se soit si facilement imposée la thèse de l'évidence : il n'y a rien à « comprendre » dans cette barbarie, si ce n'est la démence à laquelle peut conduire le fanatisme religieux — en l'espèce celui d'un islam dévoyé —, dont l'histoire a hélas donné déjà tant d'exemples.

### Un témoignage accablant

Telle est la thèse officielle du pouvoir algérien depuis le début de la « nouvelle guerre d'Algérie » en 1992. Une thèse largement relayée par la presse nationale, mais aussi internationale, tout particulièrement en France, pays lié à l'Algérie par une longue histoire commune, où les pages sanglantes furent nombreuses. On peut comprendre que le poids de cette histoire, conjugué à l'aveuglement d'une bonne partie des élites françaises sur la véritable nature du pouvoir algérien depuis l'indépendance — nous y reviendrons —, a fait que l'opinion française a été proprement abasourdie par le surgissement de l'islam politique algérien en 1989. Une surprise qui explique en partie la réceptivité des médias français aux analyses de la guerre produites en Algérie par les généraux eux-mêmes, mais aussi par une petite fraction de l'intelligentsia dite « démocratique », particulièrement écoutée à Paris.

Dans les autres pays européens et aux États-Unis, les analyses ont souvent été plus nuancées, rendant mieux compte en tout cas de l'extrême complexité de la situation, même si le point de vue dominant en France — considéré comme particulièrement autorisé — a souvent prévalu. Il faut admettre que, au-delà même des éventuelles œillères idéologiques, les informations précises et prouvées permettant de se faire une vision d'ensemble des circonstances du drame algérien restent étonnamment rares. Une situation en effet surprenante si l'on songe qu'il s'agit de l'une des guerres civiles parmi les plus longues et les plus sanglantes du dernier demi-siècle : plus de 150 000 morts<sup>1</sup>, des

1. Chiffre avancé par le président algérien lui-même, M. Abdelaziz Bouteflika, devant des journalistes réunis en privé à Paris, lors de sa visite d'État en France en juin 2000.

milliers de disparus, des violations massives des droits de l'homme de la part des groupes armés islamistes, des forces de sécurité et des milices armées par l'État.

Car cela, au moins, la communauté internationale ne l'ignore plus, grâce notamment aux enquêtes menées sur place par plusieurs organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme<sup>2</sup>. Reste que les témoignages qu'elles ont pu recueillir sont relativement peu nombreux — et presque toujours très ponctuels —, tout particulièrement sur l'un des aspects les plus controversés, celui des exactions attribuées à des militaires, à commencer par les massacres qu'ils auraient perpétrés en se faisant passer pour des islamistes, ou en manipulant ces derniers.

C'est en ce sens que le témoignage de Nesroulah Yous constitue un événement majeur : c'est la première fois que l'on peut lire un récit aussi détaillé d'un témoin direct de l'un des massacres les plus atroces, qui rapporte non seulement ce qu'il a vécu la nuit du drame, mais aussi au cours des années qui l'ont précédé, ainsi que les résultats des enquêtes qu'il a menées avec d'autres survivants, non sans difficultés<sup>3</sup>.

Pourquoi dispose-t-on de si peu de témoignages précis sur les violences exercées par les forces de sécurité (attestées clairement par le récit de Nesroulah) et surtout sur l'implication des militaires dans nombre de massacres attribués systématiquement aux islamistes ? L'explication couramment avancée est la suivante : l'idée d'une telle implication est si invraisemblable qu'elle ne peut relever que de l'affabulation, et il est donc normal qu'aucun témoignage vraiment probant, aucune preuve directe, n'aient été produits jusqu'à présent.

2. Voir notamment : AMNESTY INTERNATIONAL, FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME, HUMAN RIGHTS WATCH, REPORTERS SANS FRONTIÈRES, *Algérie, le livre noir*, La Découverte, Paris, 1997.

3. Un remarquable documentaire télévisé de Jean-Baptiste Rivoire et Jean-Paul Billault, *Bentalha, autopsie d'un massacre*, avait déjà permis de mieux comprendre les circonstances de ce drame (il a été diffusé en Suisse le 8 avril 1999, dans le cadre de l'émission « Temps présent » de TSR 1, et en France, dans une version plus longue, le 23 septembre 1999 dans « Envoyé spécial », sur France 2). Mais depuis lors, Nesroulah Yous, qui témoignait déjà dans ce film, a réalisé un considérable travail de mémoire et d'enquête, qui a abouti à ce livre, beaucoup plus complet.



La vérité est hélas plus simple et plus cruelle : le silence s'explique par la terreur. Car si beaucoup de choses sont connues en Algérie, ces faits ne passent pas le filtre de la censure — ou de l'autocensure — des médias (fussent-ils réputés « indépendants »). Les informations les plus précises circulent en revanche largement entre personnes qui se sentent en confiance : le cercle de famille, les amis et « cousins » de la même région d'origine, les collègues de travail dans l'entreprise (Nesroulah Yous en donne un exemple en rapportant la façon dont il a été informé de ce qui s'est passé lors de l'évasion de la prison de Tazoult<sup>4</sup>). En dehors de ces cercles, ces informations, ces témoignages peuvent valoir la mort à celui qui les diffuse ou à ses proches, surtout s'ils sont précis et nominatifs (nombre d'exilés — notamment des déserteurs des forces de sécurité — refusent ainsi de témoigner publiquement sur ce qu'ils ont vu ou vécu, par crainte de représailles sur les membres de leur famille restée en Algérie). Alors on se tait.

Une situation qui explique aussi le rôle fondamental de la rumeur dans la société algérienne : rumeur souvent fondée, mais aussi fruit de manipulations et d'intoxications, art dans lequel la fameuse « Sécurité militaire » (devenue DRS) est passée maîtresse. C'est précisément ce qui fait la valeur du récit que l'on vient de lire, où les faits avérés rapportés par son auteur sont clairement distingués des suppositions.

Pour en comprendre toute la portée, il nous a paru important de confronter d'abord ces informations à d'autres témoignages<sup>5</sup> relatifs aux grands massacres de l'été 1997, afin de bien comprendre ce qui permet de formuler l'hypothèse d'une implication directe ou indirecte de certains secteurs de l'armée.

## Les grands massacres de l'été 1997

Le massacre de Bentalha s'inscrit dans une séquence temporelle particulièrement tragique. Quelques semaines plus tôt, dans la nuit du 28 août 1997, Raïs, une bourgade située à vingt kilomètres d'Alger, avait également connu une attaque de grande envergure, où les assaillants avaient assassiné plus de trois cents personnes. Les 7 et 8 septembre, à Sidi-Youcef, un quartier de Beni-Messous, village situé à la périphérie de la capitale, un double massacre avait fait quatre-vingt-dix victimes. Celui du 22 septembre 1997 à Bentalha ne sera pas le dernier : tout au long du dernier trimestre de l'année 1997 et du premier trimestre de 1998, la liste des villages éprouvés ne fera que s'allonger, aussi bien dans cette zone de l'Algérois où se situent Raïs et Bentalha, appelée le « triangle de la mort », que dans les autres régions. En réalité, les tueries collectives, d'intensité variable, n'ont pas cessé depuis, même si celles de l'été 1997 ont frappé l'opinion par leur ampleur.

### *Pourquoi les militaires ne sont-ils pas intervenus ?*

Malgré le verrouillage de l'information, des journalistes et des militants des droits de l'homme ont pu recueillir nombre de voix de rescapés des trois « massacres de masse » — Raïs, Sidi-Youcef (Beni-Messous) et Bentalha — qui se sont succédé en moins d'un mois. Quand on confronte ces informations, ce qui frappe au premier abord, c'est la surprenante proximité des quartiers touchés et d'installations militaires, dont le réseau est particulièrement dense dans cette région (ce qui n'a rien de surprenant quand on sait que le secteur militaire d'Alger regroupe près de 100 000 hommes). Ainsi, Raïs se trouve tout près des casernes militaires de Sidi Moussa et de Baraki, mais aussi du poste de Caïd-Gacem où des centaines de soldats étaient stationnés à cette époque, sans parler du poste situé à quelques centaines de mètres du lieu du massacre. De plus, la région connaissait depuis le 16 août une vaste opération de ratis-sage et la présence militaire y était renforcée. Il en va de même pour Bentalha, où plusieurs unités de soldats étaient stationnées à moins d'un kilomètre, parmi lesquels ceux qui effectuaient

4. Voir *supra*, p. 62.

5. Dont ceux du documentaire télévisé précité de Jean-Baptiste Rivoire et Jean-Paul Billault et ceux publiés dans : Youcef BEDJAOUÏ, Abbas AROUA, Meziane AÏT-LARBI, *An Inquiry into the Algerian Massacres*, Hoggar éditions, Genève, 1999.

leurs rondes quotidiennes dans le quartier martyr. Le massacre de Sidi-Youcef, lui, a eu lieu à quelques centaines de mètres de la plus grande caserne militaire du pays et du siège national de la Sécurité militaire. Et dans les trois cas — ainsi que dans beaucoup d'autres —, il ne faut pas oublier également les postes des gardes communales et les miliciens armés, présents parfois par dizaines.

Et pourtant, dans les trois cas là encore, ces forces ne sont pas intervenues pour arrêter les massacres, alors que ces derniers ont duré des heures, sous un déluge de bombes et de balles et parfois sous l'observation d'un hélicoptère militaire qui survolait les lieux. Plus grave encore : des habitants ont tenté de fuir vers les casernes, mais ils ont été refoulés par les militaires. À Raïs, des rescapés racontent même qu'en fuyant sur la route en direction des soldats postés près de leur quartier, ceux-ci ont tiré sur eux<sup>6</sup>. À Bentalha, on l'a vu, non seulement les militaires sont restés postés toute la nuit à une centaine de mètres du lieu du carnage, sans intervenir ; mais ils ont aussi interdit le passage à des civils ou des policiers venus à titre personnel des quartiers environnants pour secourir les agressés. L'un d'eux, qui voulait passer outre, aurait même été tué par les soldats du barrage, comme le rapporte Nesroulah<sup>7</sup>.

Un autre témoin précise : « Des policiers et des gardes municipaux de Baraki [...] sont venus offrir de l'aide. L'armée les a bloqués. Les soldats disaient que personne n'avait le droit d'intervenir, parce que le capitaine n'était pas là et que lui seul pouvait donner l'ordre<sup>8</sup>. » Il s'agit très probablement du capitaine M'rizek, celui qui, la nuit du massacre, est allé se divertir avec les miliciens à Fort-de-l'Eau. Un autre rescapé du massacre de Bentalha raconte : « Il y a des villageois qui ont échappé à la boucherie et qui sont allés voir les militaires. On entendait les coups de feu, on entendait les balles qui sifflaient. Quelqu'un leur a demandé : "Mais venez nous défendre !" Le soldat lui a répondu : "Je n'ai pas l'ordre de tirer. J'attends les ordres." Le

gars leur a dit : "Donnez-moi au moins un Kalachnikov, je vais aller défendre moi-même ma famille." Mais le soldat lui a répondu : "Tu ne vas pas m'apprendre mon boulot, non ?"<sup>9</sup> »

Il s'agit là de l'une des premières explications qui ont été avancées pour justifier l'inaction des militaires postés à proximité : ils n'ont jamais reçu de leurs supérieurs l'ordre d'intervenir, alors même qu'ils avaient des instructions très strictes de ne pas agir sans ordre. De nombreux journalistes<sup>10</sup> ont en effet rapporté l'existence d'un télégramme adressé en août à toutes les unités du pays par le chef de l'état-major, le général Mohamed Lamari, leur enjoignant impérativement de ne pas sortir de leurs cantonnements sans ordre exprès. Un autre journaliste indique : « Les récents carnages commis à Raïs, Beni-Messous et Bentalha ont tous trois été exécutés dans des zones fortement quadrillées par l'armée et la gendarmerie. À Beni-Messous, à proximité de la capitale, les tueurs ont pu agir pendant quatre heures sans être inquiétés, à quelques centaines de mètres d'une caserne des services spéciaux où sont stationnées les troupes d'élite du général Smaïn Lamari. À Bentalha, quelques heures avant le drame, des civils avaient signalé à l'armée la présence d'un groupe d'individus suspects bivouaquant aux abords du petit village. Bref, c'est désormais un secret de polichinelle, les militaires savaient, mais ils ont préféré demeurer l'arme au pied. On évoque même à Alger l'existence d'une directive signée par le chef d'état-major qui interdit de sortir la nuit des casernes sans ordre écrit<sup>11</sup>. »

Cette information est un premier indice important de l'implication des sphères supérieures de l'armée dans les massacres. Comment imaginer en effet que les militaires témoins des tueries qui se déroulaient pratiquement sous leurs yeux n'aient pas informé immédiatement leur hiérarchie ? Disciplinés, appliquant la directive reçue quelques semaines plus tôt, ils ont attendu un ordre pour intervenir, mais celui-ci n'est à l'évidence jamais venu. Pour quelles raisons ? Nous essaierons plus loin de

6. Témoignages présentés dans le documentaire télévisé de Saira SHAH, *Algerian Violence*, diffusé sur la chaîne britannique ITN le 21 octobre 1997.

7. Voir *supra*, p. 213.

8. *Libération*, 23 octobre 1997.

9. *Bentalha, Autopsie d'un massacre*, documentaire télévisé cité.

10. Voir notamment Patrick FORESTIER, « Derrière les nouveaux massacres, y aurait-il le clan des militaires éradicateurs ? », *Paris Match*, 25 septembre 1997.

11. *Courrier international*, 2-8 octobre 1997, p. 10.



répondre à cette question. Si nombre d'éléments laissent supposer que les massacres ont impliqué certains services de l'armée, il semble probable en revanche que les militaires habituellement stationnés dans les alentours n'étaient pas tous informés de ces opérations. Nesroulah Yous en donne un indice quand il rapporte la conversation qu'il a eue avec des officiers de la caserne de Baraki, lesquels lui confirment simplement que l'hélicoptère qui avait tourné toute la nuit était bien militaire, mais qui lui paraissent aussi peu informés que lui <sup>12</sup>.

### *Les explications des généraux*

Quelle a été l'argumentation avancée officiellement par les hauts responsables de l'armée pour expliquer l'inaction de leurs troupes ? Une version particulièrement autorisée en a été donnée par l'un des personnages les plus importants du petit groupe des « décideurs » militaires, longtemps considéré comme leur véritable « parrain » : le général en retraite Khaled Nezzar, ancien ministre de la Défense de juillet 1990 à juillet 1993. Dans ses mémoires publiés en 1999 à Alger <sup>13</sup>, il explique notamment : « Il est vrai que les tueries successives et rapprochées dans le temps survenues à Bentalha, Raïs, Beni-Messous et dans la région de Rélizane à l'ouest du pays, ont sérieusement entamé, chez l'opinion, la crédibilité des forces de sécurité dans leur mission de protection de la population. Les délais prolongés des exactions, la présence de forces de sécurité quadrillant les secteurs et l'évanouissement dans la nature des terroristes une fois leurs forfaits accomplis, ont contribué à alimenter le doute sur la capacité des forces de sécurité à remplir sa mission convenablement.

« Les raisons qui expliquent ce qui, à première vue, semble inexplicable, reposent sur les facteurs suivants ;

« 1) la présence au sein de la population ciblée de complices actifs totalement sous l'emprise des terroristes ;

« 2) la présence de groupes terroristes implantés dans un tissu urbain à l'intérieur d'infrastructures aménagées facilitant

leurs exactions et leur fuite une fois celles-ci commises, toujours au bénéfice d'un écran de complicité ;

« 3) l'urbanisation sauvage et très dense, rendant encore plus difficiles et plus lentes les interventions de secours ;

« 4) la *fetwa* rendant licite, non seulement l'assassinat de civils, mais légitimant aussi le butin (*el ghanima*), donnant une onction religieuse à ces crimes ;

« 5) les lieux, pendant les attaques, étaient plongés dans l'obscurité à dessein, engendrant une mêlée entre les victimes et leurs bourreaux.

« Dans ces conditions, quand bien même une unité se trouverait à proximité, l'intervention devient très contraignante en raison de l'obscurité, des pièges parsemés, au préalable, sur tous les accès d'intervention possibles et, surtout, de la mêlée entraînant la confusion totale.

« Une attitude pour le chef de l'ordre dans ce cas, consiste à se manifester par la présence et par les feux, afin de limiter les pertes sans risques pour les civils et tenter de neutraliser les terroristes en leur coupant le chemin de repli.

« En tout état de cause, il faut bien admettre qu'aucune armée au monde n'est en mesure d'assurer la sécurité de chaque hameau, centre de vie, agglomération et points sensibles de toutes sortes, dans le même temps, de surcroît quand le danger non identifié émane de ces agglomérations, hameaux ou centres de vie mêmes.

« Dans pareille situation, la parade immédiate consiste en un système d'autoprotection armée pour, au moins, tenir en respect les assaillants dans l'attente des secours, au mieux, leur faire échec. »

Il nous a paru essentiel de citer longuement ce plaidoyer, car il est révélateur à notre sens du profond cynisme de certains généraux algériens. Confrontés au seul témoignage de Nesroulah, ces arguments apparaissent soit rigoureusement inconsistants, soit comme de simples contrevérités. Arrêtons-nous seulement sur les plus recevables, souvent avancés également par d'autres responsables de l'armée. En premier lieu, leurs hommes ne pouvaient intervenir, car les quartiers attaqués avaient été cernés de mines par les terroristes (Khaled Nezzar préfère utiliser l'euphémisme vague de « pièges »). On a

<sup>12</sup>. Voir *supra*, p. 214.

<sup>13</sup>. Khaled NEZZAR, *Mémoires*, Chihab Éditions, Alger, 1999, p. 81-82.

vu dans le récit de Nesroulah qu'il s'agit là d'un mensonge pur et simple : il n'y a jamais eu de mines autour de Haï el-Djilali, le quartier de Bentalha où s'est déroulé le drame. Et d'ailleurs, là comme ailleurs, les sauveteurs ont pu pénétrer sur les lieux sans aucune précaution particulière après le repli des assaillants, alors même que ces derniers étaient encore présents.

Et que dire de l'« obscurité », qui aurait empêché de distinguer ceux-ci de leurs victimes ? À Bentalha, au moins, on a vu que les projecteurs installés par les habitants sont restés allumés toute la nuit même si les assaillants en ont brisé plusieurs. Et surtout, les forces de sécurité étaient tout à fait en mesure d'éclairer les lieux, puisque la police a installé et allumé de puissants projecteurs avant que... les militaires lui ordonnent de les éteindre. Quant à l'argument de l'« urbanisation sauvage », il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte de Bentalha et surtout du quartier Haï el-Djilali pour constater que les rues et les parcelles ont été dessinées au cordeau et sont très facilement accessibles.

Et même dans le cas où l'on accepterait sans discussion les arguments étranges du général Nezzar, comment ne pas se demander pourquoi il ne dit pas un mot des autres capacités d'intervention de l'armée ? Il est notoire en effet que celle-ci dispose de longue date d'hélicoptères fortement armés et équipés pour la vision de nuit, alors que les islamistes armés n'ont jamais disposé de missiles sol-air. Si c'était bien eux qui étaient à l'œuvre, il n'aurait pas été très risqué ni difficile d'utiliser ces hélicoptères — dont plusieurs sont basés à Boufarik, à quelques minutes de vol des lieux des principales tueries — pour les réduire, ces hommes se déplaçant en général en groupe lors des massacres : cela n'a jamais été tenté, et on peut voir là un nouvel indice particulièrement probant de l'implication de secteurs de l'armée dans certains massacres.

Plus significative encore que ces faux-fuyants est la mise en cause par Khaled Nezzar des populations elles-mêmes : il stigmatise les « complices actifs totalement sous l'emprise des terroristes », l'« écran de complicité » dont bénéficieraient ces derniers, le « danger non identifié [qui] émane de ces agglomérations ». Et justifie ainsi le fait que la meilleure parade serait l'armement des habitants. En d'autres termes, puisqu'on ne peut

distinguer les bourreaux des victimes, ce n'est pas à nous, militaires, d'intervenir : armons-les, et laissons-les s'entre-tuer...

Il faut signaler enfin que les généraux d'Alger ont très tôt distillé des explications un peu plus subtiles que celles des prétendues mines ou de l'obscurité. Comme il leur était difficile — on va comprendre pourquoi — de les avancer eux-mêmes, ils ont choisi, selon une méthode éprouvée, de faire passer le message par certains intellectuels, journalistes ou hommes politiques algériens proches d'eux ou partageant leurs vues. Un message largement repris ensuite par certains observateurs étrangers, dont le philosophe-journaliste français Bernard-Henri Lévy.

Au terme d'une enquête de dix jours en Algérie, en particulier sur les lieux des massacres, début janvier 1998, ce dernier publiait dans le quotidien *Le Monde*<sup>14</sup> deux longs articles écrits avec fougue, où il expliquait : « J'ai, à Tizi Ouzou et Oran comme à Alger, rencontré d'autres officiers de terrain. À tous, j'ai posé cette même question de la passivité des forces armées. Tous m'ont donné le même type de réponse, l'attribuant, soit à la "culture" de l'ALN, soit à la mobilité "insaisissable" des groupes terroristes, soit, encore, à la difficulté, pour n'importe quelle armée placée dans une situation semblable, d'adapter son "outil" aux contraintes d'une guerre de guérilla qui n'a cessé, de surcroît, de changer de formes et de terrain (terrorisme urbain, attaques des banlieues puis des villages, douars isolés). Et si je devais, au bout du compte, résumer mon propre sentiment, je dirais comme, d'ailleurs, la plupart des intellectuels ou des démocrates algériens que j'ai pu rencontrer [...] : incompetence des militaires, sûrement, indifférence, peut-être ; l'arrière-pensée, dans la tête de certains, que la vie d'un bon soldat ne vaut pas celle d'un paysan qui, hier encore, jouait le FIS, pourquoi pas ; mais un "état-major", ou un "clan", ou même un "service spécial", fomentant les massacres, ou armant les massacreurs, ou déguisant — cela s'est dit ! — leurs hommes en islamistes, voilà une hypothèse à laquelle je ne parviens pas à croire. »

14. Bernard-Henri Lévy, « Choses vues en Algérie », *Le Monde*, 8 et 9 janvier 1998.



Il n'est nul besoin d'être un expert des arcanes de l'armée algérienne pour savoir que la thèse de son « incompétence » n'a qu'un rapport lointain avec la vérité. Nous reviendrons sur ce qu'il y a à dire de la « culture très Armée rouge » (selon les termes d'un officier cité par Bernard-Henri Lévy) de cette armée. À cette étape de notre analyse, disons simplement pourquoi il apparaît invraisemblable d'avancer que l'indifférence ou l'inefficacité de la « chaîne de commandement » expliqueraient l'abstention répétée d'unités de l'armée, dans des circonstances pratiquement identiques, face à des actions terroristes d'envergure menées sous leurs yeux. Pour deux raisons au moins.

D'abord, tous les observateurs attentifs le savent, la direction de l'armée constitue la colonne vertébrale du pouvoir en Algérie, depuis l'indépendance de juillet 1962 (rappelons que c'est par un véritable coup d'État, ce même mois, que l'« armée des frontières » s'imposa face aux autres tendances du mouvement de libération ; ses responsables, puis leurs successeurs, n'ont cessé depuis lors d'être les véritables dirigeants, quels que soient les paravents civils dont ils ont affublé la direction de l'État, surtout depuis 1992). Une poignée de généraux — on parle en Algérie du « cabinet noir » — maîtrise aujourd'hui le jeu des alliances et des rivalités entre protagonistes militaires et civils, et tout le monde les connaît : parmi les plus importants, aux commandes pendant toutes les années de la « seconde guerre d'Algérie », on peut mentionner le général en retraite Khaled Nezzar (déjà cité), le général en retraite et ancien ministre de l'Intérieur Larbi Belkheir<sup>15</sup>, le général Mohamed Lamari<sup>16</sup>, le général Mohamed Lamine Médiène<sup>17</sup>, le général

Smaïn Lamari (numéro deux du DRS), le général major Mohamed Touati<sup>18</sup>, le général Fodhil Chérif (chef des opérations terrestres)...

Ces hommes, et quelques autres, fonctionnent selon des règles proches de celles des « coupoles » mafieuses italiennes — quelques paroles sibyllines échangées entre eux peuvent suffire pour prendre les décisions les plus graves. Ils tiennent d'une main de fer les rouages essentiels du pays : les hydrocarbures (gaz et pétrole) et le commerce extérieur (sources des « commissions » qui alimentent leurs fortunes), et bien sûr l'armée. Ce sont eux qui ont organisé l'annulation des élections législatives et le coup d'État de janvier 1992 — le général Nezzar l'a clairement reconnu dans ses mémoires précitées. Personne ne nie que ce sont eux qui ont dirigé, au jour le jour et dans le détail, les différentes phases de l'effroyable guerre qu'ils mènent depuis lors contre leurs opposants islamistes, et surtout contre le peuple algérien, dont ils craignent par-dessus tout la révolte.

Comment imaginer que ces hommes pourraient s'accommoder d'exécutants « incompétents » pour parvenir à leurs fins ? Cela est d'autant plus inconcevable — et c'est la seconde raison —, qu'ils ont su mettre en place des unités spéciales redoutablement efficaces pour mener, d'une façon certes bien particulière, la lutte « antiterroriste ». Sur ce point précis, les témoignages ne manquent pas. Tous les Algériens savent — et ils sont nombreux à l'avoir dit — que les hommes du DRS, puissant bras armé du pouvoir, sont présents partout, et qu'ils centralisent une quantité impressionnante de renseignements sur qui est qui et qui fait quoi dans le moindre quartier, la moindre entreprise. De même, le seul récit de Nesroulah rend compte de multiples actions de « Ninjas », contre tel village, telle cité, voire tel appartement, qui n'ont pu être conduites sans une préparation rigoureuse, impensable dans une armée qui fonctionnerait de façon totalement « bureaucratique ».

Cela, il faut à tout le moins une certaine dose de naïveté pour ne pas le voir. Une naïveté qu'on ne saurait reprocher à

15. Officier issu de l'armée française (comme Khaled Nezzar), il a exercé différentes fonctions au niveau de la présidence au côté de l'ancien chef de l'État, Chadli Bendjedid. Véritable homme clé du régime depuis les années quatre-vingt, beaucoup de militaires influents lui doivent leur position, toutes les nominations importantes passent par lui, jusqu'au choix d'Abdelaziz Bouteflika comme candidat « officiel » à la présidence de la République en avril 1999. Il joue également un rôle capital dans les relations algéro-françaises.

16. Ancien officier de l'armée française, il a été chargé de créer une force spéciale de lutte contre le terrorisme en 1993. Chef d'état-major de l'armée depuis juillet 1993, il est un fervent partisan de l'« éradication » des islamistes.

17. Dit « Tewfik ». Passé par l'école du KGB, il est depuis 1990 le patron du DRS, l'ex-Sécurité militaire.

18. Conseiller de Mohamed Lamari, dit « le *Moukh* » (le cerveau), car réputé pour être la principale tête pensante de la direction de l'armée.

Bernard-Henri Lévy, puisque, une dizaine de jours à peine après le massacre de Bentalha, il écrivait, à juste titre, dans sa chronique de l'hebdomadaire *Le Point* : « Pourquoi ne pas dire à cet État-FLN qui est, jusqu'à nouvel ordre, notre seul interlocuteur : "Halte à l'État fou ; halte à la vendetta d'État ; les islamistes, si sanguinaires soient-ils, ont droit à des procès ; ils ont le droit, eux aussi, de n'être ni torturés ni massacrés ; c'est en répondant à la terreur par la contre-terreur qu'on finit de ruiner la démocratie et qu'on fait le lit du fascislamisme" <sup>19</sup>. » Alors, pourquoi, quatre mois plus tard, publie-t-il ces « choses vues en Algérie » qui dédouanent totalement cet « État-FLN » ? La réponse lui appartient, mais on ne peut qu'être profondément choqué par le soutien *de facto* qu'il apporte ainsi — même s'il s'en défend —, dans cette période si critique, à des généraux dont de nombreux témoignages, encore partiels, mettaient déjà en cause la responsabilité dans les massacres de l'été 1997.

Quoi qu'il en soit, force est de constater que tous les arguments avancés officiellement ou officieusement pour expliquer l'inaction des militaires ne résistent pas à l'analyse. C'est donc ailleurs qu'il faut chercher, en revenant d'abord aux témoignages des rescapés et particulièrement à celui de Nesroulah.

### Qui étaient les « égorgeurs » ?

Que nous disent-ils, en premier lieu, de l'allure des assaillants, que toutes les versions officielles ont décrits comme des « barbus » proférant des slogans religieux, égorgeant « au nom de Dieu » jusqu'aux femmes enceintes et aux bébés ? Cette barbarie qui dépasse l'entendement, on l'a vu, fut hélas bien réelle. Pour autant, peut-on en rester là ? Peut-on s'en tenir à la conviction constamment affirmée avec force par ceux qu'on appelle les « éradicateurs » algériens et reprise à son compte par Bernard-Henri Lévy en ces termes : « Obscénité, oui, de la question "Qui tue qui ?", comme s'il fallait ajouter le doute, la confusion, à l'horreur <sup>20</sup>. » Des mots pratiquement identiques à ceux du philosophe André Glucksmann, à la même époque : « La

question n° 1 que posent, depuis six mois, les Algériens n'est pas : qui tue ? Celle-là, ils la trouvent désormais obscène. Il n'y a pire aveugle que celui qui ne veut pas voir <sup>21</sup>. »

Dans tous les cas que nous analysons, les assaillants sont arrivés de nuit, avec des camions, ou bien à pied, comme à Bentalha, mais avec des véhicules d'accompagnement. Ils étaient très nombreux, entre cent et deux cents, habillés en civil, en tenue traditionnelle (*kachabia*), en vêtement « afghan » ou en tenue de combat. Parfois l'une sur l'autre <sup>22</sup>. L'accoutrement de certains d'entre eux a d'abord convaincu les habitants qu'ils avaient affaire à des membres des forces de sécurité. Ce fut le cas à Sidi-Youcef, où ils ont même discuté avec ceux qu'ils allaient massacrer. À Bentalha, un habitant qui les a vus surgir du verger rapporte : « Au début, on croyait que c'était des militaires. Lorsqu'ils se sont rapprochés, on a compris que c'étaient les assaillants <sup>23</sup>. » À Raïs, une rescapée raconte comment ceux-ci ont sommé l'homme de la maison de sortir : « Quand il fut dehors, ils y étaient [...], avec des uniformes militaires et ils agitaient des fusils. Il y avait des femmes parmi eux. Les femmes portaient un *hidjab* au-dessus de la tenue militaire <sup>24</sup>. »

Ils étaient munis d'armes automatiques et d'armes blanches et certains portaient des barbes. Plusieurs témoins ont noté l'utilisation de poignards de militaires ou de « couteaux de paras » <sup>25</sup>. D'autres ont indiqué qu'ils paraissaient drogués (les rescapés de Bentalha, on l'a vu, disent avoir retrouvé des seringues dans les rues le lendemain), hurlant des propos blasphématoires.

21. André GLUCKSMANN, *El Watan*, 30-31 janvier 1998.

22. Témoignage de Mme El-Kechbour, blessée lors du massacre de Bentalha (voir *supra*, p. 224), recueilli par la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme, reproduit dans *An Inquiry into the Algerian Massacres*, op. cit., p. 220. Elle parle aussi de jeunes assaillants âgés de dix-sept à vingt et un ans, habillés en civil et bien rasés. Son fils Athmane El-Kechbour, âgé de onze ans, était caché dans les orangeries. Il prétend avoir vu des « terroristes largués par un hélicoptère » (*ibid.*, p. 223).

23. *Bentalha : Autopsie d'un massacre*, documentaire télévisé cité.

24. Mme Bachiri, témoignage recueilli par la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), dans *An Inquiry into the Algerian Massacres*, op. cit., p. 213.

25. François SERGENT, « Ils avaient de fausses barbes et du sang sur leurs pantalons », *Libération*, 23 octobre 1997.

19. Bernard-Henri LÉVY, *Le Point*, 4 octobre 1997.

20. Bernard-Henri LÉVY, « Choses vues en Algérie », art. cité.



Ainsi cette rescapée du massacre de Raïs : « Sa fille aînée a aussi été égorgée, elle était allongée au sol. Ils placèrent l'un de ses fils à droite, l'autre à gauche et crièrent : "Allah akbar !" Nous disons "Allah akbar !" (Dieu est le plus grand), mais eux disent : "Allah akbar !" (Dieu est le plus terrible mécréant) <sup>26</sup> ! » Ou encore cette autre survivante de Raïs : « Ma fille essaya de s'échapper, mais deux assaillants l'attrapèrent et l'égorgèrent. Quant à moi, je voulais rester en vie, mais on me frappa avec une hache et une barre de fer. [...] On me frappa sur le visage et je saignais de partout. En tombant, je m'accrochai à la barbe de mon tueur. Malgré le fait qu'il porte une longue barbe et une tenue afghane, il n'était pas musulman car il insultait Dieu. Les autres assaillants insultaient aussi Dieu. Comme je l'ai déjà dit, je m'accrochai à sa barbe et celle-ci se détacha. Il avait une fausse barbe <sup>27</sup>. » Témoignage rejoignant celui d'un soldat qui raconte qu'après un massacre de civils perpétré par son unité, il avait découvert une fausse barbe dans la poche de son adjudant-chef <sup>28</sup>.

Mais dans tous les cas, ce qui a frappé les survivants, c'est le fait que les assaillants prenaient tout leur temps et agissaient comme s'ils savaient que les militaires postés tout près n'allaient pas intervenir ; certains d'entre eux l'ont même affirmé, de façon provocante, aux habitants de Haï el-Djilali <sup>29</sup>. Un autre rescapé a confirmé ce que relate Nesroulah : « J'ai même entendu un des assaillants qui a dit : "Talha, continue d'égorgé, travaille tranquillement, l'armée nous couvre, on a réglé cela" <sup>30</sup>. »

De nombreux témoins ont insisté sur le professionnalisme et la technicité avec lesquels les assaillants ont procédé, malgré leurs armes souvent rudimentaires, comme le rapporte une

journaliste de *Libération* qui a enquêté à Bentalha quelques semaines après le drame : « Ce qui frappe Yahia, c'est l'extrême organisation des hommes armés. Ce sont des gaillards robustes, habillés normalement. Quelques-uns seulement portent des cagoules noires, d'autres sont déguisés en Afghans, avec une barbe et des cheveux longs. Chacun fait son boulot : un groupe est chargé du guet, un autre défonce les portes, un troisième massacre <sup>31</sup>. » Témoignage qui rejoint celui de Nesroulah Yous sur le *modus operandi* des assaillants <sup>32</sup>.

Ce qui laisse supposer qu'au moins certains d'entre eux étaient des membres d'unités spéciales (Nesroulah indique — détail frappant — que certains des chefs des tueurs parlaient avec un fort accent de l'Est du pays). Mais ces commandos spéciaux, s'ils savent s'introduire dans les demeures et massacrer, ne connaissent pas le terrain, et ils semblent avoir été aidés dans leur tâche par des hommes du coin, aussi bien — ce qui ne manque pas *a priori* d'être surprenant — des membres des forces supplétives de l'armée que des « terroristes » locaux.

Quelques rescapés font en effet état d'assaillants qu'ils ont reconnus. À Bentalha, des témoins disent avoir aperçu certains des membres des groupes armés de la région, qu'ils connaissent bien ; on parle même de la mort de certains d'entre eux, tués par les habitants. D'autres, à Raïs, déclarent qu'ils ont reconnu des gardes communaux : « Un rescapé d'un récent massacre, à Baraki, décrit la tuerie à son ami qui rapporte ses propos : "À 22 heures, ils sont venus, cagoulés, chez mon ami, ils ont dit en voulant au fils des voisins, ils l'accusaient d'avoir donné à manger aux terroristes. Le père de celui-ci était là, et les a menacés avec une hache. Ils l'ont tué. Sa mère a retiré la cagoule à l'un des assaillants qui lui a tiré une balle dans l'œil après avoir crié : *Arfetni* ! ("Elle m'a reconnu"). Puis ils ont égorgé tout le monde, sauf un enfant de huit ans et le fils de mon ami, qui a fait le mort." Le lendemain, la gendarmerie n'a pas voulu enregistrer

26. Témoignage de Mme Bachiri, recueilli par la LADDH, dans *An Inquiry into the Algerian Massacres*, op. cit., p. 213.

27. Témoignage recueilli le 10 octobre 1997 par l'Association pour la défense des victimes des massacres en Algérie (Danemark), cité dans *An Inquiry into the Algerian Massacres*, op. cit., p. 218.

28. François SERGENT, « Ils avaient de fausses barbes et du sang sur leurs pantalons. Un déserteur algérien accuse des soldats déguisés en islamistes d'avoir tué des civils », *Libération*, 23 octobre 1997.

29. Voir *supra*, p. 170.

30. *Bentalha : Autopsie d'un massacre*, documentaire télévisé cité.

31. Florence AUBENAS, « Bentalha, le récit de dix heures de tuerie », *Libération*, 23 octobre 1997.

32. Voir *supra*, p. 208.

son témoignage. Il affirme avoir reconnu un garde communal de Baraki<sup>33</sup>. »

Toutes ces informations, à l'évidence, n'ont pas été prises en compte par tous ceux qui ont affirmé avec force qu'il ne pouvait y avoir aucun doute sur l'identité des assaillants. En invoquant notamment un argument jugé définitif : ces massacres, comme bien d'autres actions terroristes auparavant, ont été clairement revendiqués par des groupes armés islamistes, principalement les GIA. Telle est la position défendue notamment par Khalida Messaoudi, fervente partisane de l'« éradication » des islamistes et devenue célèbre grâce à son livre best-seller<sup>34</sup>. Quelques jours après le massacre de Raïs, elle déclarait par exemple lors d'un rassemblement de solidarité pour l'Algérie organisé à la fête de *L'Humanité* : « Nous lisons toujours dans la presse européenne, souvent sous la plume de pseudo-spécialistes de l'Algérie, la question suivante : qui tue ? Je prends la responsabilité de dire, au nom des bébés décapités, au nom des femmes égorgées : ce sont les groupes islamistes armés ! Ces massacres sont d'ailleurs revendiqués par ces groupes islamistes du FIS, dont le chef est Abassi Madani<sup>35</sup>. »

Pourtant, il est notoire que le « bras armé » du FIS, l'Armée islamique du salut (AIS), n'a jamais émis la moindre revendication des massacres de l'été 1997. Elle les a au contraire condamnés à plusieurs reprises, niant que des « islamistes » puissent être l'auteur de tels massacres. Quant au FIS, ses responsables les ont fermement dénoncés, comme par exemple Abdelkader Hachani : « Le FIS condamne sans réserve ces massacres. [...] Je le dis clairement : ces massacres sont de véritables crimes contre l'humanité. Lorsque les responsables de ces tueries seront connus, ils devront être poursuivis aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Algérie<sup>36</sup>. » Pour autant, au-delà de cette confusion sciemment entretenue entre l'AIS et les GIA (on sait que nombre de ces derniers, surtout à partir de 1995, ont

en fait mené une guerre inexpiable à l'AIS et aux autres fractions ne partageant pas leurs positions), n'y a-t-il eu aucune revendication de groupe islamiste ?

Celles qui ont été rendues publiques proviennent toutes du GIA, le plus souvent sous la forme de communiqués incendiaires diffusés à partir de Londres. Ainsi, en février 1997, le GIA annonce « une “nouvelle phase” de la guerre avec le pouvoir algérien, promettant des explosions au cœur de la capitale. [...] Dans ce communiqué, le GIA promet d'égorger “tous les apostats et leurs alliés dans les villes et les villages” et de provoquer “des explosions en plein cœur d'Alger et de Blida”<sup>37</sup> ». S'agissant des massacres de Raïs, Sidi-Youcef et Bentalha, le seul document qui puisse être considéré comme une revendication est le « communiqué n° 51 » de l'« émir » Antar Zouabri, publié à Londres par *Al-Ansar* (souvent présenté comme l'organe des GIA à l'étranger), le 27 septembre 1997, où l'on peut lire notamment : « Le reniement de ce peuple mécréant de sa foi, son apostasie ainsi que son refus de se solidariser et de se rallier aux moudjahidin n'affectera en rien notre volonté et notre résolution [d'aller de l'avant] et ne nous portera, avec l'aide de Dieu, aucun préjudice. Ainsi, tout ce qui a été commis comme crime, égorgement, bannissement, déplacement de populations, incendies, confiscation de biens et appropriation de femmes [...] ne fut rien qu'une offrande à Dieu<sup>38</sup>. » L'essentiel du communiqué est une diatribe virulente contre les « tyrans » au pouvoir, l'appel à la trêve de l'AIS et la « complicité » de la France. Mais on n'y trouve rien qui permettrait de lever le doute sur l'identité véritable de son ou ses auteurs.

Un doute exprimé par les services de renseignements occidentaux, mais aussi par de nombreux observateurs indépendants. Ainsi, pour le consultant Antoine Basbous, « la diffusion de ce texte a suscité beaucoup d'interrogations ; ce chef-d'œuvre du genre aurait pu être fabriqué par le bureau chargé de l'intoxication ou de la lutte contre l'islamisme au sein de la

33. Nidam ABDI, in « C'est devenu une guerre de tribus », *Libération*, 24 septembre 1997.

34. Khalida MESSAOUDI, *Une Algérienne debout*, Flammarion, Paris, 1995.

35. Khalida MESSAOUDI, « Le peuple sait qui tue », *Regards*, octobre 1997.

36. Interview de Abdelkader Hachani recueillie par Arezki Aït-Larbi, *Le Figaro*, 12 janvier 1998.

37. Communiqué cité par le quotidien arabophone *Al-Hayat*, 24 février 1997.

38. Cité par Kamil TAWII, *Al-haraka al-islamiya al-musalaha fil djazaïr, min al-inqadh ila « al-jamaa »* (Le mouvement islamique armé du FIS au GIA), Beyrouth, 1998, p. 282-283.



Sécurité militaire. Quel message aurait pu servir davantage le régime que celui qui revendique les massacres, blanchit l'armée et ses multiples auxiliaires et menace la France et les Nations unies, au cas où elles souhaiteraient internationaliser la crise<sup>39</sup> ? ». Ou encore cette information rapportée par Patrick Forestier, journaliste de *Paris Match* à propos de Abu Hamza, responsable de la publication *Al-Ansar* à Londres : « Lorsque les services secrets britanniques ont mis son téléphone portable sur écoute, ils ont été surpris : les appels d'Algérie du GIA provenaient d'une caserne<sup>40</sup> ! » Une information plausible, bien que non confirmée par d'autres sources<sup>41</sup>.

Dans ce même article, Patrick Forestier affirme que des militaires sont impliqués dans les massacres. Mais l'explication qu'il en donne — qui sera souvent reprise — est pour le moins sujette à caution. En s'appuyant sur un « rapport confidentiel de la Sécurité militaire », il avance que les GIA auraient perpétré les massacres pour le compte de « militaires qui appartiennent à la nomenclature du complexe militaro-industriel rangée derrière le président Zéroual », opposés au camp des « éradicateurs » dirigé par le général Mohamed Lamari. Leur objectif aurait été de faciliter la mainmise du « clan des affairistes » sur les cent mille hectares constructibles de la plaine de la Mitidja, appartenant à l'État et devant être privatisés au début de 1998. En « vidant les fermes collectives de leurs habitants » par la terreur, ils empêcheraient ces derniers de faire jouer leur droit de préemption et laisseraient le champ libre aux affairistes de la hiérarchie militaire.

39. Antoine BASBOUS, *L'islamisme, une révolution avortée ?*, Hachette Littératures, Paris, 2000, p. 164.

40. Patrick FORESTIER, « Derrière les tueries, de sordides intérêts immobiliers et fonciers », *Paris Match*, 9 octobre 1997.

41. Abu Hamza, militant islamiste égyptien apparemment sincèrement convaincu de servir sa cause en relayant la propagande des GIA, semble lui-même avoir eu des doutes quant à l'authenticité de ce communiqué. Il a expliqué à Kamil Tawil qu'il appréhendait une manipulation des services algériens. C'est la raison pour laquelle il n'aurait pas immédiatement diffusé le texte. Il affirme avoir demandé à ses correspondants en Algérie des « justifications religieuses » de ces massacres. Ne les ayant pas obtenues, il s'est quand même résolu à diffuser le texte, mais il aurait ensuite rompu tout contact avec les GIA (Kamil TAWIL, *op. cit.*, p. 280-282).

Trois ans plus tard, cette thèse ressemble beaucoup à l'une de ces opérations d'intoxication dont est coutumière la Sécurité militaire, visant en l'espèce à déstabiliser le président Zéroual et son entourage. Car les victimes des grands massacres n'étaient pas des paysans exploitant les fermes collectives mais des citoyens, aucune privatisation des terres n'est intervenue depuis et, comme on le verra, c'est précisément du côté de la Sécurité militaire qu'il faut chercher pour tenter de comprendre les raisons de l'implication de certains secteurs de l'armée dans la manipulation de la terreur.

### Qui est tué ?

D'autres questions plus essentielles se posent, qui confortent en tout cas l'idée de la préméditation des tueries : pourquoi sont-ce toujours des quartiers bien circonscrits qui ont été choisis par les tueurs ? Pourquoi, comme le demande alors un article de la presse algérienne, pourtant largement acquise à l'idée de la responsabilité exclusive des islamistes, « les terroristes qui ont investi en grand nombre le quartier [de Bentalha] ont-ils ciblé telle rue du quartier au lieu de telle autre<sup>42</sup> ? ». De même — comme d'autres médias français et anglo-saxons —, le quotidien français *Libération* remarque, dans le cas du massacre de Raïs, deux « réalités » : « La première est que les commandos avaient ciblé avec précision leurs attaques, cherchant des familles et des maisons particulières. La seconde, plus diffuse, est que les villageois, sur place, semblaient connaître les tueurs, très probablement originaires de la même région<sup>43</sup>. »

Mais dans les semaines qui ont suivi les massacres, ces faits ont été relégués au second plan par la majorité des médias, algériens et étrangers. Aucune investigation sérieuse n'étant autorisée, les journalistes en ont souvent rajouté dans l'horreur, produisant parfois des récits incompréhensibles : comme si c'était la foudre qui s'était abattue et qu'aucune logique ne guidait ces actes sanguinaires.

42. Abba CHÉRIFF, « Les vérités sur Bentalha », *Le Matin*, 9 décembre 1997.

43. Jean HATZFELD, *Libération*, 30 août 1997.

Plus tard, une première tentative de rationalisation s'est fait jour : c'est parce que les habitants des quartiers touchés refusaient désormais de soutenir les groupes armés qu'ils ont été frappés par une violence « aveugle ». Telle est la thèse reprise par Bernard-Henri Lévy : « Je m'approche des maisons détruites de Bentalha. [...] Contraindre, en visant quelques familles, un quartier entier à se vider ? Peut-être, oui. Mais également ceci, plus vraisemblable : des familles liées au FIS et bénéficiaires de ses largesses au temps où, de 1988 à 1991, il régnait sans partage sur la commune — et puis, un beau matin, le chef de la famille qui en a assez de payer la dîme, ou qui se rend compte que le vent tourne et que son allégeance devient risquée, ou encore, qui donne à l' AIS, alors qu'il faudrait donner au GIA, ou l'inverse... »

Une explication en apparence rationnelle, et qui comporte une part de vérité. La population de Bentalha, comme celles des autres quartiers frappés par les massacres de l'été 1997, était en effet majoritairement acquise au FIS. Mais là encore, en rajoutant les mots « ou l'inverse », cette thèse fait l'impasse sur le fait que ce sont des hommes des GIA, et non de l' AIS, qui s'en sont pris systématiquement aux populations civiles. Une confusion qui conforte *de facto* la version cynique martelée par les « décideurs » algériens : les victimes sont en fait coupables, car elles ont un jour sympathisé avec les égorgeurs de bébés<sup>44</sup>. Alors même qu'au-delà des éventuels règlements de comptes claniques ou familiaux — ils n'ont pas manqué depuis le début de la guerre —, force est de reconnaître que l'objectif constant de nombreux groupes se réclamant des GIA a été le même que celui de l'armée : faire régner la terreur pour isoler le FIS et son bras armé, l' AIS, de ses soutiens populaires. Nous allons revenir sur cette autre rationalité, beaucoup plus vraisemblable.

Mais auparavant, il y a d'autres leçons à retenir du témoignage de Nesroulah Yous. Celui-ci le montre bien : le carnage s'est déroulé dans une toute petite zone de Bentalha, la partie est de Haï el-Djilali, un petit rectangle de quelques dizaines de

mètres de côté, composé d'une centaine de maisons. Quelques maisons ont également été attaquées dans la partie appelée « extension de Haï el-Djilali », mais la cité des préfabriqués, composée de maisons d'un seul étage, faciles à détruire et incendier, n'a pas été touchée.

Par ailleurs, les rues du quartier ont été systématiquement ratissées, mais toutes les maisons n'ont pas été « visitées ». On a vu que celles qui l'ont été abritaient presque toutes des familles originaires des régions de Djidjel et de Médéa (en particulier du village de Tablat), alors que la plupart de celles où vivaient des personnes originaires d'autres régions ont été épargnées — à l'exception de quelques-unes où les assaillants avaient remarqué que beaucoup de gens s'étaient réfugiés.

Or il se trouve que plusieurs des familles massacrées originaires de Tablat ou de Djidjel s'étaient installées récemment à Haï el-Djilali, de façon définitive ou pour un court séjour, pour fuir la terreur qui régnait chez eux. Elles avaient dû pour cela obtenir au préalable une autorisation du commandement militaire local, ce qui signifie que les autorités étaient informées de la présence de ces réfugiés. La plupart d'entre eux s'étaient installés dans le quartier martyr, où, on l'a vu, plusieurs maisons étaient inoccupées (Nesroulah relate que les maisons vides avaient été marquées d'une croix quelques mois avant le massacre<sup>45</sup>) ; il y avait très peu de familles de réfugiés dans les autres quartiers de Bentalha.

Cette circonstance très particulière pourrait être l'une des raisons du choix de Haï el-Djilali par les « égorgeurs ». Une hypothèse plausible est qu'il se serait agi d'hommes des unités spéciales de l'armée qui auraient été choisis pour se débarrasser de témoins gênants : ceux qui les auraient déjà vus agir, déguisés en islamistes, dans les régions de Tablat et de Djidjel<sup>46</sup>. Un objectif qui pourrait expliquer le choix circonstanciel de ce

45. Voir *supra*, p. 199.

46. Début 1998, un transfuge de l'armée a ainsi raconté au quotidien britannique *The Observer* qu'après avoir refusé d'obéir aux injonctions des militaires de s'armer, les habitants d'un village de la région de Djidjel avaient été attaqués par un commando de faux islamistes, qui avaient fait quatorze victimes ; une partie des survivants se réfugia dans une autre région (John SWENEY, *The Observer*, 18 janvier 1998).

44. Voir *supra*, p. 199, la déclaration très significative du ministre de la Santé, Yahia Guidoum : « Vous êtes les racines du terrorisme, vous le nourrissez, alors il faut assumer. »



quartier, alors que ce serait des raisons plus « stratégiques », que nous évoquerons plus loin, qui auraient amené à la décision même d'un tel massacre de masse.

À Raïs également, des habitants étaient des réfugiés de régions éprouvées par la terreur. Un survivant a raconté à un journaliste qu'au printemps 1997, ils avaient été nombreux à quitter la région de Larbaa pour se réfugier à Raïs : « Des gars de [...] l'AIS [...] étaient venus dire à leurs familles de ne plus rester, parce que les égorgeurs allaient venir<sup>47</sup>. »

### *Autodéfense ou chasse à l'islamiste ?*

Un élément intrigant dans le récit de Nesroulah, que l'on retrouve dans d'autres témoignages, concerne la question de l'armement de civils. Il narre avec précision les tergiversations des responsables militaires locaux qui, d'un côté, invitent les habitants de Bentalha à prendre les armes, les menaçant de les abandonner, et de l'autre, semblent se méfier d'eux, puisqu'ils refusent dans la pratique de les armer, attendant pour le faire enfin le lendemain du drame.

Il est certain, on l'a vu, qu'une partie de la population était très réservée à l'idée de s'armer, craignant les représailles des groupes islamistes. Par ailleurs, ceux qui voulaient le faire se méfiaient tout autant de ces derniers que des militaires et des « patriotes » : refusant de devenir des supplétifs de l'armée dans la lutte antiterroriste, ils avaient l'intention d'organiser eux-mêmes leur autodéfense. Il est donc plus que probable que les militaires n'étaient guère enclins à équiper des hommes qu'ils ne pourraient pas contrôler.

Ce point est essentiel. Car toute la stratégie de l'armée, depuis le début de la guerre, a été clairement guidée par la volonté de faire basculer la population dans son camp, celui de l'« éradication » par tous les moyens de l'opposition islamiste. C'est ce qu'a expliqué cyniquement en septembre 1997 un responsable

anonyme du gouvernement du Grand Alger, accusant dans un journal algérien les populations locales de ne pas s'impliquer dans la lutte « antiterroriste ». Au journaliste qui lui demandait ce que faisait l'État pour les protéger, il a répondu : « Mais que fait le citoyen pour l'État ? Pour arracher ses droits, il faut assumer ses devoirs<sup>48</sup>. »

Ainsi, dans la région de Larbaa acquise aux groupes armés opposés aux GIA, qui ont fait des ravages en massacrant la population civile. À ceux qui voulaient s'armer — un tiers seulement d'entre eux ont vu leur demande satisfaite —, les gendarmes ont répondu : « Si vous voulez que nous vous considérions désormais comme des hommes, il faut nous ramener des têtes. Et celles qu'on veut sont celles de l'AIS<sup>49</sup>. »

De là à utiliser les massacres de civils pour obtenir la pleine adhésion de la population, il n'y a qu'un pas dont il n'est pas absurde de penser qu'il a été franchi par certains services. C'est en tout cas la conviction de Mohamed Larbi Zitout, un ancien diplomate réfugié en Grande-Bretagne : « Cela veut dire qu'on ne donne pas les armes à n'importe qui. On les donne après avoir massacré une partie du village, pour qu'ils soient sincèrement convaincus de la lutte antiterroriste<sup>50</sup>. »

À Bentalha, après le massacre, au fil des semaines, de plus en plus d'hommes porteront des armes. Les autorités iront même plus loin en leur fournissant voiture et paie pour qu'ils ne témoignent pas sur la nuit du drame. À Raïs, il s'est passé exactement la même chose : une semaine avant le carnage, les habitants avaient encore demandé des armes, qu'ils n'ont reçues qu'après<sup>51</sup>.

### **L'engrenage de la « sale guerre »**

Après cette première analyse des circonstances des massacres de l'été 1997, on dispose d'un premier faisceau de faits qui ne

De même, on a vu que Nesroulah Yous rapporte que deux témoins venus de la région de Tablat (le fils de H'ssan et le cousin de Moussa) y avaient « reconnu des militaires déguisés en islamistes qui, lors de barrages [à Tablat], [avaient] égorgé des camionnettes entières de passagers » (voir *supra*, p. 96).

47. *La Croix*, 26 septembre 1997.

48. *Le Monde*, 9 septembre 1997.

49. Florence AUBENAS, « Algérie : "Nous savons que nous sommes seuls" », *Libération*, 10 février 1998.

50. *Bentalha, Autopsie d'un massacre*, documentaire télévisé cité.

51. Patrick FORESTIER, *Paris Match*, 17 octobre 1997.

peuvent être compris qu'en supposant que certains secteurs de l'armée ont été impliqués dans les tueries. Pourtant, aucun de ces indices, pris isolément, ne peut être considéré comme décisif : c'est leur conjonction qui fait sens. Et surtout, à ce stade, on ne peut discerner la logique qui aurait pu amener certains hauts responsables de l'armée algérienne à planifier des violences aussi atroces contre la population civile.

C'est pourquoi il est essentiel maintenant de remettre ces indices en perspective, en retraçant rapidement l'historique de la dérive des groupes armés islamistes à partir de 1992 et de la guerre très particulière menée par l'armée à la fois contre *et* avec eux<sup>52</sup>... Une « sale guerre », sanglante et cruelle, qui va conduire à partir de 1996 à cette conjoncture inédite : la concentration dans un rayon d'une trentaine de kilomètres autour d'Alger (l'équivalent de Paris et de sa « grande couronne »), où la densité de la population est très forte, de plusieurs dizaines de milliers de soldats sur le pied de guerre, épaulés par des milliers de miliciens supplétifs et cohabitant avec quelques centaines de combattants « islamistes » d'un genre très singulier. Une conjoncture qui a très probablement joué un rôle essentiel dans la préparation et la mise en œuvre des grands massacres de l'été 1997 (et qui justifie le fait que nous évoquerons principalement, dans la suite de cette analyse, les événements survenus dans d'Algérois).

On peut distinguer schématiquement plusieurs phases dans la « nouvelle guerre d'Algérie » qui commence en janvier 1992. La première, qui dure jusqu'à la fin de 1993, est marquée à la fois par de nombreuses actions des groupes armés islamistes,

dans une assez grande confusion, et la répression très brutale exercée par les forces de sécurité contre les secteurs de la population soupçonnés de sympathies islamistes. La deuxième s'ouvre début 1994, avec des opérations militaires de grande envergure contre les maquis des islamistes « politiques », des actions de plus en plus sanguinaires des groupes armés radicaux et une « privatisation » partielle de la guerre avec la multiplication des milices à l'instigation de certains secteurs du pouvoir, mais aussi l'intensification de la répression arbitraire contre la population, comme l'atteste le nombre croissant de disparitions forcées, d'exécutions sommaires, de personnes torturées, etc. À partir de 1996, les maquis islamistes sont très affaiblis, les milices de « patriotes » sont très nombreuses, et pourtant les violences et les tueries redoublent d'intensité, jusqu'à l'acmé de l'été 1997.

#### 1992-1993 : entre maquis et groupes locaux

En janvier 1992, l'arrêt des élections sonne le glas du FIS, un front rassemblant groupes et tendances très différents de la mouvance islamiste. Les deux leaders, Abassi Madani et Ali Benhadj, avaient été arrêtés en juin 1991 à la suite d'une grève générale réprimée dans le sang. Et c'est d'ailleurs cette expérience de la répression, alors que la direction du FIS avait pourtant reçu des garanties du gouvernement, qui avait poussé certains militants à faire le choix de la clandestinité et à considérer que la voie des urnes, pour obtenir l'avènement d'un État islamique, était une impasse. Pour la plupart, ceux-là étaient restés dans l'expectative jusqu'à l'arrêt des élections, mesure qui les a confortés dans leur position initiale et les a conduits à former les premiers maquis, selon un modèle largement nourri de la mythologie de la guerre de libération contre l'État colonial français.

Avec les arrestations massives et le démantèlement de toutes les structures affiliées au FIS, les militants et les sympathisants épargnés se retrouvent sans commandement. De nouveaux réseaux informels se constituent et, surtout, une opposition populaire se manifeste. Nesroulah Yous décrit bien l'ambiance des quartiers de la périphérie d'Alger à l'époque, où il observe la

52. Il ne s'agit pas ici de faire un historique détaillé des événements de la période 1992-1997. Parmi les nombreux ouvrages qui traitent de la question, on pourra se reporter à : Séverine LABAT, *Les islamistes algériens. Entre les urnes et le maquis*, Seuil, Paris, 1995 ; REPORTERS SANS FRONTIÈRES, *Le drame algérien. Un peuple en otage*, La Découverte, Paris, 1996 ; Luis MARTINEZ, *La guerre civile en Algérie*, Karthala, Paris, 1998 ; Lucile PROVOST, *La seconde guerre d'Algérie*, Flammarion, Paris, 1998 ; Djallal MAITI, *La nouvelle guerre d'Algérie. Dix clés pour comprendre*, La Découverte, Paris, 1999 ; Antoine BASBOUS, *L'islamisme, une révolution avortée ?*, op. cit. ; Abed CHARIE, *Autopsie d'un massacre*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 1998 ; Michael WILLIS, *The Islamist Challenge in Algeria*, New York University Press, New York, 1997 ; Werner RUE, *Die algerische Tragödie*, Agenda-Verlag, Berlin, 1997 ; Kamil TAWIL, *Al-haraka al-islamiya al-musalaha fil djazaïr, min al-inqadh ila « al-jamaa »*, op. cit.



constitution des premiers groupes clandestins, formés de militants connus de la population, qui apportent un soutien matériel aux maquis et aux familles de prisonniers ; et aussi le refus de cautionner le putsch militaire exprimé par une grande partie de la population, notamment en suivant les « lois islamiques » recommandées par les militants.

Dans les premiers mois de l'année 1992 et jusqu'en 1993, dans les quartiers périphériques d'Alger, des groupes locaux de résistants se forment. Ils sont encore faibles et plutôt préoccupés de s'organiser en évitant les coups des forces de l'ordre, qui traquent tous les hommes proches du FIS. Ces derniers, s'ils ne sont pas tués, emprisonnés (plusieurs milliers sont envoyés dans les camps du Sahara) ou en exil, sont poussés à la clandestinité ou à quitter les villes et rejoignent souvent les premiers maquis, en particulier ceux du Mouvement islamiste armé (MIA) de Abdelkader Chebouti, qui a dû se retirer dans les régions montagneuses de l'Atlas blidéen, aux portes d'Alger. Rejoints, à partir du printemps 1993, par des centaines de prisonniers libérés des camps de concentration du Sud, nombre d'entre eux formeront, en juillet 1994, l'Armée islamique du salut (AIS), la branche armée du FIS, implantée surtout dans l'Ouest et l'Est du pays.

Dès le printemps 1992, on entend parler des *Djamaat islamiya mousallaha*, ou « groupes islamiques armés »<sup>53</sup> (GIA), « constellation de groupuscules informels »<sup>54</sup> constitués pour la plupart de militants du FIS qui reprochent au parti islamiste « d'avoir pactisé avec le régime en participant aux élections »<sup>55</sup>. Ils sont fortement implantés dans l'Algérois — la région qui verra les massacres de masse de 1997 —, parce que c'est là que le FIS est né et qu'il est le plus populaire. Ils fédèrent une partie des militants les plus extrémistes, dont les fameux « Afghans »,

53. Cette appellation était simplement au début celle utilisée spontanément par la population pour désigner les multiples groupes armés qui se forment localement, logiquement qualifiés d'« islamistes ». À partir de 1993, et surtout de 1994, la presse algérienne parlera de plus en plus fréquemment du « Groupe islamique armé » au singulier, comme s'il s'agissait d'une organisation de lutte armée classique. Alors qu'aucun élément factuel, en dehors de communiqués aux origines toujours douteuses, n'a jamais permis de confirmer cette dernière thèse.

54. Séverine LABAT, *Les islamistes algériens*, op. cit., p. 236.

55. Ibid., p. 235.

ces quelque trois à quatre cents militants islamistes algériens « à s'être enrôlés dans la résistance afghane entre 1986 et 1989 »<sup>56</sup>, et leurs nombreux émules locaux, qui n'ont jamais quitté le pays. Des hommes particulièrement déterminés, dont tous les observateurs s'accordent à dire qu'ils sont, dès le début, largement infiltrés par les agents de la Sécurité militaire/DRS<sup>57</sup>.

Très tôt, sans doute dès l'été 1992, ces derniers ont créé des contre-maquis pour attirer les jeunes révoltés. Et ils parviendront ainsi à prendre le dessus sur l'organisation militaire du FIS dans l'Algérois, où ni le MIA, ni plus tard l'AIS, ne pourront jamais s'imposer. Dès cette époque, nombre d'observateurs s'étonneront qu'il n'y ait aucune arrestation de membres des GIA, pourtant nombreux.

Dans cette période, les manipulations du DRS ne se limitent pas aux GIA, comme en témoigne l'attentat qui fait neuf morts et cent vingt-trois blessés à l'aéroport Houari-Boumediène, le 26 août 1992, le « premier attentat aveugle qu'a connu l'Algérie indépendante »<sup>58</sup>. Selon plusieurs observateurs<sup>59</sup>, il semble que des hommes du groupe de Abdelkader Chebouti, proche du FIS, avaient effectivement envisagé un attentat contre la tour de contrôle. Mais celui-ci devait survenir de nuit, et n'était pas programmé pour faire de victimes. Or la bombe a explosé en plein jour, au milieu du hall des passagers : plusieurs indices — notamment le fait que celui qui sera désigné par la police comme le principal responsable de l'attentat avait été arrêté... huit jours plus tôt — laissent supposer que certains des artificiers auraient été manipulés par les « services ».

Dans les banlieues d'Alger, de très nombreux jeunes, fascinés par la lutte armée, veulent alors rejoindre le maquis, par conviction ou pour éviter la répression sauvage des « forces spéciales » ; créé en 1993, placé sous le commandement du chef d'état-major, le général Mohamed Lamari, ce corps d'armée spécialisé dans la lutte contre le terrorisme verra ses effectifs passer de 15 000 à 60 000 membres en 1995. Dès 1992, et

56. Ibid., p. 238.

57. Voir notamment Antoine BASBOUS, op. cit., p. 148.

58. José GARÇON, « L'attentat de l'aéroport », in REPORTERS SANS FRONTIÈRES, *Le drame algérien*, op. cit., p. 184.

59. Voir notamment Séverine LABAT, *Les islamistes algériens*, op. cit., p. 232.



surtout à partir de 1993-1994, dans l'Algérois mais aussi ailleurs, les quartiers populaires ayant sympathisé avec le FIS sont écrasés par un véritable « rouleau compresseur », dans le but de terroriser et de détruire tout lien entre une population hostile au pouvoir et les islamistes armés. Toutes les formes de violences sont employées : ratissages, dynamitages de maisons, assassinats « ciblés », mitraillages à la sortie des mosquées, arrestations clandestines ou à grand spectacle, tortures d'une cruauté inouïe — le chalumeau est couramment utilisé — suivies de l'exposition de cadavres décapités...

Loin d'avoir l'effet escompté, cette violence va contribuer à grossir les rangs de l'opposition armée. Certains jeunes seront pris en charge par les GIA, d'autres créeront leurs propres groupes locaux. Exaltés et avides de vengeance, ils multiplieront les attentats et les assassinats « ciblés » — d'abord de représentants de l'État, puis, à partir de 1993, de ressortissants étrangers et de nombreux journalistes et intellectuels réputés proches du pouvoir (des rumeurs attribuent alors certains de ces meurtres à des islamistes manipulés par la Sécurité militaire, rumeurs d'autant plus insistantes qu'aucune enquête sérieuse n'a jamais été effectuée par les autorités pour déterminer les responsables de ces assassinats). C'est aussi l'époque où, dans de nombreuses villes de l'Algérois, les GIA et les groupes locaux « assujettissent la population à un sévère et violent contrôle social. Des centaines d'écoles sont incendiées. La vente de cigarettes et de journaux jugés inféodés au régime est prohibée. [...] Le port du *hidjab* pour les femmes est exigé tandis que la collecte des impôts est proscrite<sup>60</sup>. » De plus en plus de gens fuient ces quartiers.

#### 1994-1995 : l'instrumentalisation des GIA

Au printemps 1994, la guerre change d'échelle et, en partie, de nature. En premier lieu, l'armée multiplie les opérations de grande envergure contre les maquis des moudjahidines proches

du FIS et leur porte des coups sévères : « Parfois bombardés au napalm comme à Meftah, les maquis du MIA sont, dès 1994, dans l'incapacité de fonctionner, ce qui provoque la dispersion de ses combattants<sup>61</sup>. » Nesroulah Yous confirme dans son récit la présence de ces maquis et comment l'armée reprend le dessus à partir de la mi-1994.

Après ces expéditions militaires, les premiers maquis du centre sont décimés et pour un certain temps, dans l'Algérois, il n'est plus question que des GIA (Nesroulah raconte qu'ils n'étaient pas présents jusque-là à Bentalha ; ce n'est qu'après la fameuse évasion de Tazoult, en mars 1994, que les groupes locaux leur font allégeance). Ceux-ci annonceront, en mai, l'unification sous ce nom de plusieurs groupes, dont certains « rescapés » des maquis (il s'agit notamment d'une partie de ceux du MIA et du MEI ou de ce qu'il en reste, de *Hijra wa takfir* et de militants du FIS du courant de la *Jaz'ara*, sous la direction de Mohamed Saïd). L'AIS, créée deux mois plus tard, restera cantonnée à l'Est et à l'Ouest du pays.

De sanglants règlements de comptes se multiplient au sein des GIA : le groupe de Mohamed Saïd sera ainsi anéanti fin 1995 ; le chef de la LIDD (Ligue islamique pour la *daawa* et le *djihad*), actif dans la région de Médéa, rapportera que les GIA leur ont déclaré la guerre à partir de 1995, et qu'ils les ont alors quittés pour créer plus tard, en 1997, la LIDD<sup>62</sup> (leur *katiba* — unité combattante — a connu plus de pertes dans les combats avec les GIA qu'avec l'armée). De plus en plus de groupes feront défection, dénonçant la dérive des GIA qui ont clairement déclaré la guerre au peuple algérien, qualifié d'« impie » et de « mécréant ». Les GIA s'en prendront également à l'AIS et surtout aux familles de militants des groupes qui ne leur font pas allégeance.

C'est là la première dérive de la guerre : dans l'Algérois, au début de 1994, les GIA basculent dans une « logique de terreur pure et simple, qui n'épargne plus la population<sup>63</sup> ». Nesroulah

60. Séverine LABAT, « Le GIA », in REPORTERS SANS FRONTIÈRES, *Le drame algérien*, op. cit., p. 183. Dans d'autres régions, les hommes de l'AIS pratiquent alors également ces formes violentes de contrôle social « religieux ».

61. Luis MARTINEZ, *La guerre civile en Algérie*, op. cit., p. 323.

62. Voir l'interview de l'émir de la LIDD, Ali Benhadjar, dans *Le Soir d'Algérie*, 31 janvier 2000.

63. José GARÇON, « La violence des islamistes », in REPORTERS SANS FRONTIÈRES, *Le drame algérien*, op. cit., p. 45.



Yous fait état de ce « cortège des morts » dont on ne sait plus qui les a tués : les terroristes ou les militaires ? Mais très vite, les habitants de la région comprennent confusément que cette distinction a perdu son sens : les premiers peuvent être des soldats déguisés, les seconds s'accommodent parfaitement de la présence de « terros » connus de tous. Et les uns comme les autres mènent le même type d'actions.

À Bentalha et à Baraki, Nesroulah montre bien que les groupes locaux bénéficiant jusqu'alors de la sympathie de la population se transforment progressivement : la plupart des combattants issus de la région ont été tués par l'armée, et ils sont remplacés par des voyous et des inconnus qui, à partir de 1994, agissent au nom des GIA et s'imposent de plus en plus par la violence et le racket. Les habitants de ces quartiers se plaignent de l'abandon de l'armée, qui les laisse impuissants face à la violence des groupes. Une habitante de Bentalha expliquera à la BBC : « Ils vivaient parmi nous, personne ne peut vous dire le contraire. Dès la tombée de la nuit, l'armée partait et eux, ils arrivaient avec leur tenue afghane. Et ils se baladaient dans le village, mais l'armée ne leur a rien fait. Nous, tout ce qu'on pouvait faire, c'était de prévenir l'armée, mais elle ne faisait rien <sup>64</sup>. »

Pire, militaires et « terros » semblent souvent marcher main dans la main. À preuve, cette terrible notation de Nesroulah : « De plus en plus de gens se plaignent à la police des agissements des groupes ; et peu de temps après, ils sont liquidés <sup>65</sup>. » C'est cette conviction que certains groupes locaux bénéficient de complicités au sein des forces de sécurité qui explique la méfiance de la population vis-à-vis ces dernières.

Une méfiance alimentée par des nouvelles étonnantes en provenance des régions montagneuses proches de Bentalha : de plus en plus souvent, on parle d'incursions d'hommes débarqués d'hélicoptères, coiffés de bandeaux attestant une identité « islamiste », terrorisant et massacrant des civils dans les villages. Après ces « nettoyages », l'armée se réinstalle. Il devient évident que des faux maquis combattent les vrais, font

pression sur la population et embrigadent les jeunes volontaires venus des villes. Nesroulah Yous a vu de ses propres yeux ces « militaires-terroristes » qui s'installent dans les régions montagneuses de Meftah à la mi-1994, se déguisent en islamistes et font régner la terreur <sup>66</sup>.

Des témoignages font état de tueries collectives dans l'Algérois. Des commandos composés notamment de forces spéciales investissent des villages considérés comme acquis à la lutte armée et arrêtent des dizaines de civils, dont les cadavres sont retrouvés plus tard calcinés, après avoir été torturés. C'est notamment le cas — resté jusqu'à présent méconnu — de villages de la région de Chlef : entre le printemps et l'automne 1994, des dizaines de personnes y sont arrêtées et liquidées <sup>67</sup>. À cette époque déjà, si ces massacres ne sont pas passés complètement sous silence, les services de propagande du pouvoir présentent ces opérations des groupes spéciaux comme des coups des islamistes.

Même s'il faut les considérer avec prudence — les risques de manipulation, voire de désinformation, ne doivent pas être négligés —, plusieurs récits de transfuges de l'armée ont confirmé ce type d'actions. C'est le cas par exemple de celui de « Adlane Chabane », rapporté le 2 janvier 1998 par le quotidien arabophone de Londres *El Watan-El Arabi* : « Depuis 1994, des massacres sont conduits par les services de sécurité, et particulièrement par une section spéciale de la Sécurité militaire qui les organise et les exécute : la "Direction centrale de la Sécurité militaire". Elle agit dans le cadre d'un "centre opérationnel" qui est constitué d'une unité de commandos dirigée par le colonel Othmane Tartag, surnommé Bachir. Le but est de terroriser les familles d'islamistes dans les quartiers islamistes pour les isoler des autres familles qui peuvent leur être d'un grand soutien. Cette unité spécialisée a pour base la caserne de Ben Aknoun à Alger. Au début, cette unité était constituée de six à dix éléments vêtus de la *kachabia* ou de la *djellaba* qui laissaient pousser des barbes d'une dizaine de jours.

64. *Bentalha : Autopsie d'un massacre*, documentaire télévisé cité.

65. Voir *supra*, p. 91.

66. Voir *supra*, p. 101-102.

67. Selon les témoignages d'habitants de Ténès (wilaya de Chlef) cités dans le *Livre Blanc de la répression en Algérie (1991-1994)*, Hoggar éditions, Genève, 1995, p. 77-80.



« Leur méthode de travail est la suivante : au milieu de la nuit, ils sont transportés dans des véhicules civils dans les quartiers islamistes comme Cherarba, les Eucalyptus, Sidi-Moussa, Meftah, etc. Les éléments rentrent dans les localités et ciblent des familles bien précises, celles auxquelles appartiennent les islamistes recherchés. Ils frappent à la porte en criant : "Ouvrez, nous sommes les Moudjahidines." Dès que la porte s'ouvre, les occupants sont tous tués. Au petit matin, le bilan est parfois d'une trentaine de morts. Les maisons sont détruites ensuite, durant la journée.

« Ces actions se sont développées avec le renforcement de cette unité spéciale par l'arrivée d'autres commandos, de policiers et de miliciens. C'est devenu la catastrophe et il y a eu meurtres, pillages et viols à très grande échelle. Le pays est ainsi rentré dans un engrenage dangereux. Et le plus dangereux de tout, c'est qu'il y a un nombre croissant d'individus qui commettent ces massacres, comme s'ils étaient frappés d'une "épidémie du massacre". Souvent, les tueurs se droguent pour calmer leurs nerfs... Ces expéditions punitives étaient aussi considérées comme des actions préventives visant à éviter que les sympathisants du FIS rejoignent les maquis après avoir été libérés des camps du Sud. »

### *La multiplication des milices*

Un autre basculement majeur de la guerre survient en 1994 : la création de milices par le régime, visant officiellement à permettre à la population d'assurer son autodéfense et à l'armée de se décharger de certaines missions de proximité pour mener plus efficacement la lutte antiterroriste. Dans un premier temps, ces groupes de « patriotes » ou d'« autodéfense » se créent et fonctionnent de façons assez différentes d'une région à l'autre : certains sont équipés et armés par l'armée ou la gendarmerie, d'autres par la police, d'autres encore sont liés à des organisations politiques (comme le RCD en Kabylie ou les communistes de Ettahadi dans la région de Boufarik). À partir du printemps 1995, sont créées les « Gardes communales » (qui, elles, ne fonctionnent pas de façon informelle et sont rattachées comme

la police au ministère de l'Intérieur), dont les effectifs atteindront 50 000 hommes.

Selon le Premier ministre de l'époque, Mokdad Sifi, « il n'y a pas de milices en Algérie, il n'y a pas de mercenaires, il n'y a que des Algériens, de vieux moudjahidines, des enfants de moudjahidines, ainsi que des patriotes engagés dans les forces de sécurité et de la garde communale pour défendre la population contre le meurtre, le vol et le viol<sup>68</sup> ». Dans de nombreux cas, la réalité sera pourtant bien différente, la violence des milices venant redoubler celle des groupes armés et des forces de sécurité, dans une confusion qui vire parfois au chaos. Cela d'autant plus qu'il n'est pas rare, on l'a vu, que les armes ne soient distribuées qu'après des massacres attribués aux islamistes — ce sera le cas à Bentalha —, entraînant des spirales de vengeances meurtrières. Dans la Mitidja, comme en témoigne Nesroulah Yous, les autorités militaires locales se méfient de la population et préfèrent souvent armer des hommes surtout connus pour leur passé de criminel, voire de « terroriste », qu'elles soient sûres de contrôler. Des hommes qui se comportent rapidement en petits potentats, multipliant vols et chantages, organisant diverses combines avec les militaires et fonctionnaires locaux. Tout se passe comme si, loin de ramener la paix civile, l'objectif poursuivi est de banaliser l'exercice de la violence.

Malgré cela, et malgré le fait que ces « patriotes » armés continuent à opérer en dehors de tout cadre légal ou réglementaire, leur action commence à être célébrée par les médias officiels à partir des élections présidentielles de novembre 1995 et leurs effectifs continueront à augmenter jusqu'à compter près de 300 000 hommes. Ce n'est qu'en janvier 1997, sans doute en réponse aux dénonciations des exactions de nombre de ces groupes par des ONG internationales de défense des droits de l'homme (ou dans le souci de mieux les contrôler), qu'un décret gouvernemental transformera les milices de patriotes en « groupes de légitime défense » (GLD), rattachés aux ministères de la Défense et de l'Intérieur. Sans pour autant, semble-t-il, que leur action sur le terrain ait fondamentalement changé.

68. *Liberté*, 9 mai 1995.



*L'armée contrôle le « triangle de la mort »*

Ainsi, à partir de 1996, cette région du Grand Alger que l'on connaîtra bientôt comme le « triangle de la mort » vit une situation des plus étranges : l'armée contrôle largement la zone, les milices sont présentes, les groupes armés se font plus rares, et pourtant les attentats et les incursions sanglantes de « terroristes » — dont les habitants sont de plus en plus convaincus qu'ils agissent en connivence avec les forces de sécurité — ne cessent pas. Alors qu'elles en auraient parfaitement les moyens, les forces de sécurité ne mènent aucune enquête, n'arrêtent jamais les responsables de ces actions, même quand ils ont été reconnus.

Au niveau national, la situation est parfois plus contrastée mais, globalement, il n'est pas excessif de dire que l'armée contrôle largement le terrain. Dès mars 1995, l'« émir national » de l'AIS, Madani Mezrag, a fermement dénoncé les exactions attribuées aux GIA<sup>69</sup> contre la population civile et a fait savoir qu'il était ouvert à la perspective de négociations « politiques » avec le pouvoir. En durcissant à peine le trait, on peut considérer que l'essentiel des actes de violence aveugle qui continuent à ensanglanter de nombreuses régions, surtout dans le centre, est le fait de forces contrôlées directement ou indirectement par certains secteurs de l'armée : les « groupes islamiques de l'armée » (comme un important responsable politique de l'opposition a un jour qualifié les GIA<sup>70</sup>), des milices de « patriotes », et des commandos spéciaux de l'armée qui agissent en se faisant passer pour des islamistes.

C'est dans cette conjoncture, au début de 1997, qu'un conflit s'envenime entre deux clans au sommet de l'État.

**1997 : la guerre des clans**

Selon le sociologue algérien Lahouari Addi, « le bon fonctionnement du système suppose que le militaire désigné comme chef de l'État ne cherche pas à conquérir son autonomie par rapport à l'armée pour mieux s'imposer à elle. Si le président prend à la lettre son rôle constitutionnel de « chef suprême des forces armées », la répartition des pouvoirs entre en crise. D'où le coup d'État de Houari Boumediene contre M. Ahmed Ben Bella en juin 1965, la démission forcée de M. Chadli Bendjedid en janvier 1992 ou bien encore la disparition tragique de Mohamed Boudiaf en juin 1992<sup>71</sup> ». D'où également le conflit qui oppose le président-général Liamine Zéroual aux principaux chefs de l'armée à partir de la fin de 1996.

C'est en janvier 1994, après la période de transition ouverte par l'assassinat de Mohamed Boudiaf — lequel avait eu le tort de s'intéresser de trop près à la corruption des généraux qui l'avaient appelé à la magistrature suprême —, que Liamine Zéroual est désigné comme président par les « décideurs » de l'armée. Avec l'aide de son « conseiller à la sécurité », le général Mohamed Betchine, ancien patron de la Sécurité militaire, Zéroual mettra en œuvre la construction d'une « démocratie de façade », conforme au plan conçu par ses pairs : en novembre 1995, il est élu président de la République à l'issue d'élections notoirement truquées et, en novembre 1996, il fait approuver par référendum une nouvelle Constitution qui conforte les prérogatives présidentielles. Un « édifice institutionnel » qui sera parachevé par des élections législatives et communales (juin et octobre 1997), également marquées par la fraude pour assurer l'hégémonie du nouveau parti du pouvoir, le Rassemblement national démocratique (RND).

*« Éradicateurs » et « dialoguistes »*

Mais progressivement, à partir de 1996, Liamine Zéroual et son conseiller paraissent succomber à la même tentation que

69. « Ces dépassements [...] sont les faits de certains éléments infiltrés et ignorants qui veulent le [peuple algérien] pousser à des positions non honorables et des comportements aux conséquences fâcheuses » (in « Mots de vérité », lettres adressées à différents secteurs de la société algérienne par Madani Mezrag, rendues publiques par le FIS en avril 1995).

70. Une appellation qui ne s'applique probablement pas à l'ensemble des groupes agissant en tant que « GIA » : autant il paraît certain que nombre d'entre eux sont de fait contrôlés par les forces de sécurité, autant il est important de préciser que des « vrais » GIA ont également opéré pendant une période assez longue.

71. Lahouari ADDI, « L'armée algérienne confisque le pouvoir », *Le Monde diplomatique*, février 1998.

leurs prédécesseurs, celle de l'émancipation, en s'appuyant sur la « légitimité » issue de la manipulation des urnes — même si, nous y reviendrons, cette volonté d'émancipation ne vise aucunement à remettre en cause la logique du système de pouvoir et la solidarité des clans qui le composent. Les tensions entre ces derniers portent en général sur le partage des ressources financières issues des circuits de la corruption, et, en conséquence, sur les modalités de gestion de la « crise » (euphémisme utilisé pour désigner la guerre civile).

Au cours de la période, ces divergences opposent donc le clan du président Zéroual et de son conseiller Betchine à celui des « décideurs » militaires qui les ont nommés. Le noyau dur de ces derniers est composé notamment du chef de l'état-major Mohamed Lamari<sup>72</sup> et des deux patrons de la Sécurité militaire, Mohamed Médiène et Smaïn Lamari, associés à leurs « parrains » Khaled Nezzar et Larbi Belkheir : ces hommes, parfois qualifiés de « janviéristes » (car ils ont été les organisateurs du coup d'État de janvier 1992), sont partisans du « tout-sécuritaire » et affichent comme objectif l'« éradication » définitive des opposants islamistes (armés ou non) ; ce sont eux, on l'a vu, qui conduisent la guerre et manipulent la violence depuis 1992. Ce qui ne signifie pas qu'ils forment eux-mêmes un clan totalement homogène : même s'ils partagent des objectifs communs, il peut leur arriver de s'opposer, dans des conflits dont les enjeux restent souvent obscurs. Ils semblent en tout cas avoir été relativement solidaires vis-à-vis de Liamine Zéroual et surtout de son bras droit Mohamed Betchine, dont ils chercheront de plus en plus ouvertement au fil des mois à se débarrasser, n'appréciant pas que ce dernier tire parti de la libéralisation préconisée par le FMI pour accroître son pouvoir financier et politique au point d'être tenté de préparer sa candidature au poste présidentiel pour l'an 2000.

72. Lequel avait pris soin de verrouiller le champ de ses prérogatives dès la nomination de Liamine Zéroual au double poste de président de la République et de ministre de la Défense : le 5 février 1994, ce dernier avait signé le décret présidentiel n° 94-46 stipulant que, « outre ses attributions, le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire est habilité à signer, au nom du ministre de la Défense nationale, tous actes et décisions, y compris les arrêtés ».

La première cassure entre les deux clans sera une conséquence lointaine de l'« accord de Rome » signé en janvier 1995 par les principaux partis de l'opposition, dont le FIS. Dans ce « pacte national » pour la résolution de la crise, les signataires affirment des principes communs (liberté d'opinion, respect de l'alternance démocratique, renoncement à la violence, reconnaissance de la diversité linguistique, etc.) et proposent à l'armée de mettre en place des structures de transition menant à de nouvelles élections. Une telle perspective, qui conduirait inévitablement à remettre en cause les privilèges du pouvoir, est jugée unanimement inacceptable par ses différents clans : ils rejettent « globalement et dans le détail » l'offre de paix.

Mais vu l'écho qu'elle rencontre au plan international, ils ne peuvent rester sans réagir. Ils vont le faire surtout de deux façons : en lançant le processus électoral destiné à leur donner une légitimité « démocratique », et en intensifiant le niveau de violence dans le pays — opérations militaires spectaculaires contre les maquis de l'opposition armée, liquidation de plusieurs responsables islamistes emprisonnés lors de la répression sanglante en février 1995 d'une « mutinerie » à la prison de Serkadji, intensification des massacres perpétrés par de faux islamistes, multiplication des milices... C'est aussi l'époque où les GIA frappent à nouveau des cibles étrangères, et pour la première fois à l'extérieur du pays : assassinat de deux Français expatriés en mai 1995 à Ghardaïa, attentats aveugles en France qui, de juillet à octobre, font dix morts et près de deux cents blessés, suivis en mai 1996 de l'assassinat de sept moines trapistes de Tibhérine, près de Médéa. Dans tous ces cas, les services de renseignements occidentaux acquerront la conviction que ces crimes ont été commis à l'initiative des services algériens<sup>73</sup>, dans le but de dissuader le gouvernement français

73. Voir notamment : Henri TINCQ, « La sécurité algérienne pourrait être impliquée dans le drame de Tibhérine », *Le Monde*, 8 juin 1998. Par ailleurs, au printemps 2000, lors du procès de trois Algériens accusés de terrorisme en Grande-Bretagne, le tribunal a relaxé les inculpés en motivant notamment sa décision par l'existence de « documents secrets émanant de ministères britanniques et qui s'appuient sur des rapports des services de renseignements britanniques et américains [qui] font état d'actes de terrorisme perpétrés par les forces de sécurité algériennes. [...] Selon un autre document, rien ne permettrait d'attribuer à des islamistes les attentats à la bombe commis à Paris en 1995, alors que l'un des attentats de cette époque aurait pu être "commandité par le gouvernement algérien" ».



d'appuyer la démarche de l'accord de Rome et de le convaincre au contraire de soutenir l'option de « guerre totale » des généraux algériens.

À partir de la fin 1996, Liamine Zéroual et Mohamed Betchine agissent comme s'ils semblent convaincus que la réforme constitutionnelle approuvée par référendum leur offre un nouvel espace d'autonomie. Et que cette politique de violence tous azimuts n'est plus la meilleure manière d'assurer la pérennité du régime. Ils commencent alors à rechercher les voies d'une solution plus « politique », qui passerait notamment par un accord avec les islamistes du FIS.

Les premières divergences se font jour sur la manière de constituer le nouveau parti « officiel » — ce sera le Rassemblement national démocratique (RND) — dont le principe a été décidé, dans la perspective des prochaines élections législatives et communales, par l'ensemble des « décideurs » militaires réunis en « conclave » en janvier 1997 : simple substitut à un « État-FLN » trop usé, pour les « janviéristes », ou parti « présidentiel » porteur d'un « renouveau » du système, pour Zéroual et Betchine ? Dans cette logique, ces derniers engagent des pourparlers discrets avec les chefs politiques du FIS, en particulier Abdelkader Hachani (lequel sera libéré de prison en juin 1997) et Ali Djeddi.

On ignore bien sûr le détail des débats qui se mènent alors entre le clan Zéroual/Betchine et celui des généraux « éradicateurs ». Toujours est-il que ces derniers envoient au premier plusieurs « signes » qui manifestent leur désaccord. Le premier est sans doute l'assassinat, le 28 janvier 1997, de Abdelhak Benhamouda, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (le syndicat officiel), que Liamine Zéroual avait pressenti — contre l'avis des « janviéristes » — pour prendre la tête du nouveau parti officiel. Un crime revendiqué par un groupe islamique se disant « indépendant et libre » et qui va donner lieu à une mise en scène bien dans la tradition des « services » : l'assassin présumé, Rachid Medjahed, rapidement arrêté, est contraint à faire des aveux télévisés, avant d'être

exécuté alors qu'il était détenu au secret ; et on apprendra que les membres de son groupe ont tous été tués quelques jours après (ce qui justifiera l'absence de toute enquête officielle et nourrira la rumeur attribuant l'assassinat aux « janviéristes » ; mais une autre rumeur l'a attribué au contraire au clan présidentiel, qui aurait découvert que A. Benhamouda était prêt à se désolidariser de lui ; il est en tout cas certain que cet assassinat est une conséquence de la lutte entre les deux clans). On parle même d'une tentative d'assassinat contre Zéroual<sup>74</sup>.

Comme cela avait été systématiquement le cas les années précédentes, chaque fois qu'intervenait une tentative de rapprochement entre certains secteurs du pouvoir et les représentants du FIS<sup>75</sup>, on assiste alors à une nouvelle flambée de violences, surtout dans le centre du pays. Nesroulah Yous en rend compte précisément : « Depuis le mois d'avril, dans la région de Médéa, les massacres ont pris des dimensions effroyables. Des familles entières fuient et comme nous avons de nombreux voisins originaires de Tablat, nous essayons d'en héberger quelques-unes. Ce que nous racontent les réfugiés est inimaginable et effrayant. Ils n'ont pas fui les maquisards, au contraire : ce sont eux qui leur ont conseillé de partir, parce que les "égorgeurs" allaient arriver, hordes de groupes occultes dont on ne connaît pas les commanditaires. Des témoins racontent qu'ils ont vu arriver ces "terroristes" en hélicoptère avant de faire leur sale besogne. Des militaires se faisant passer pour des islamistes terrorisent la population. [...] Ces témoignages terrifiants ne proviennent pas seulement de cette région. Tout au long de l'été, les chiffres de morts et les noms de localités touchées vont défiler comme une funèbre litanie ; souvent nous rencontrons des rescapés de Thalit, El-Omaria (dans la région de Médéa), Aïn-Defla, et plus

74. *Maghreb Confidential*, n° 311, 30 janvier 1997, cité dans *An Inquiry into the Algerian Massacres*, op. cit., p. 34. Sur l'assassinat de Abdelhak Benhamouda, voir : Jean-Pierre TUQUOI, « La confession d'un terroriste à la télévision algérienne », *Le Monde*, 26 février 1997 ; « L'étrange mort, en prison, de l'assassin du syndicaliste algérien Abdelhak Benhamouda », *Le Monde*, 23 avril 1997.

75. Comme celle menée à partir du printemps 1994 par le nouveau président Liamine Zéroual, au départ avec l'aval des « décideurs » qui l'avaient nommé, et qui sera contraint par les mêmes à y mettre brutalement fin sept mois plus tard (cf. Nourredine KHELASSI, « La fausse libération des leaders du FIS : une occasion perdue », in REPORTERS SANS FRONTIÈRES, *Le drame algérien*, op. cit., p. 219).

selon le journal *The Guardian* du 21 mars 2000 » (Algeria Interface, Paris, 23 mars 2000, [www.algeria-interface.com](http://www.algeria-interface.com)).



près de chez nous, Bougara, Baba Ali, Souhane, Beni Ali, où des dizaines de victimes périssent sous les balles et les lames d'assaillants sanguinaires<sup>76</sup>. »

C'est d'abord cette conjoncture extraordinaire qui conduit à formuler l'hypothèse d'une décision du clan Lamari/Médiène/Lamari (ou d'une partie de ce dernier ?), prise probablement au cours du premier semestre 1997, d'utiliser tous les moyens — y compris celui des massacres — pour torpiller les initiatives du clan Zéroual/Betchine, désormais jugées trop « divergentes ». Cette décision peut paraître presque logique si l'on prend en compte la « schizophrénie » très singulière de ces généraux : ils ont toujours agi — tous les observateurs s'accordent sur ce point — comme si, pour eux, un champ politique civil ne pouvait exister que s'il était structuré autour de vrais/faux partis « démocratiques » (vrais/faux « islamistes », vrais/faux « laïques », etc.) qu'ils puissent manipuler ; et comme cet objectif pacifique n'est jamais durablement assuré, ils entretiennent dans le même temps les variantes extrémistes et violentes de ces courants (GIA manipulés, milices « républicaines »), qu'ils contrôlent dès leur création, et utilisent les unités spéciales de l'armée dont ils sont absolument sûrs.

En « activant » ces forces, ils adresseraient des « signaux » à leurs partenaires/adversaires, dont ils savent qu'ils seront parfaitement compris : c'est à eux, et à eux seuls, de conduire la reconfiguration du champ politique en contraignant le FIS à entrer dans leur jeu (dans cette perspective, il s'agit en fait moins pour eux d'« éradiquer » l'islamisme que de le soumettre totalement). D'où l'importance, à leurs yeux, de faire également comprendre à la base du parti islamiste, cette « plèbe » qu'ils méprisent profondément, qu'elle continuera à souffrir les coups des prétendus partisans du radicalisme religieux tant que le FIS n'aura pas accepté leur domination.

On a vu que, dès 1994, des massacres de civils — « ciblés » parmi les partisans du FIS — sont organisés par des hommes des forces spéciales déguisés en islamistes et par des jeunes militants manipulés, dans le but de couper le parti islamiste de sa base. C'est cette technique qui semble avoir été utilisée à

<sup>76</sup>. Voir *supra*, p. 140.

nouveau à grande échelle au printemps 1997, dans tout l'Algérois, région désormais parfaitement contrôlée par l'armée.

### *La folle dérive des « janviéristes »*

À mesure que l'été 1997 se rapproche, les tensions s'aiguisent entre les deux camps. Dès le printemps, le n° 2 du DRS, le général Smaïn Lamari, prend discrètement contact avec Madani Mezrag, l'« émir national » de l'AIS, dans le but de court-circuiter les négociations engagées entre la présidence de la République et les politiques du FIS. En juin, le parti présidentiel remporte comme prévu les élections législatives et, dans la foulée, Liamine Zéroual limoge en juillet le commandant de la gendarmerie, Abbas Ghezaïel (un « éradicateur »), et le remplace par un homme à lui, Tayeb Derradji. Mais surtout, le président libère deux des dirigeants historiques du FIS, Abdelkader Hachani (en juin) et Abbassi Madani (en juillet), ce qui ne peut qu'irriter les « janviéristes ».

C'est précisément dans cette période que ces derniers lancent dans l'Algérois une vaste opération « antiterroriste » dont rend compte Nesroulah : « Nous remarquons la forte concentration de militaires qui encerclent toute la zone de Caïd-Gacem, les maisons et les vergers. Ils font venir des bulldozers pour creuser des tranchées et se frayer un passage car tout le terrain serait miné. Toutes les nuits, nous entendons des tirs isolés et des rafales de balles. Et pendant tout cet encerclement qui a débuté juste avant les élections législatives du 5 juin 1997 et qui se terminera deux mois plus tard, des bombes explosent partout dans Alger et les attentats et enlèvements se multiplient. Encore une fois, nous n'y comprenons rien ! Durant cette opération de grande envergure, le général-major Mohamed Lamari, chef suprême des armées, se déplace à trois reprises à bord de son hélicoptère pour voir de près la situation à Caïd-Gacem. [...] Et puis soudain, début août environ, les militaires se retirent sans donner d'explications et abandonnent les otages et les groupes. Nous n'avons, une fois de plus, absolument rien compris. [...] Pendant l'été, la rumeur circule qu'un coup d'État militaire se prépare contre Zéroual et tout le monde a peur de ces



soldats<sup>77</sup>. » Une rumeur suffisamment forte pour que les États-Unis, par la voix de leur ambassadeur en Algérie, apportent publiquement leur soutien au chef de l'État.

Début septembre, quelques jours après le massacre de Raïs, situé à quelques kilomètres, ces soldats viennent s'installer à Caïd-Gacem. Nesroulah Yous entend dire qu'il s'agirait d'une unité venue de Biskra (dans le sud de l'Algérie). Une information qui recoupe celle rapportée en 1998 par le leader du FFS, Hocine Aït-Ahmed : « Dans cette histoire, on n'a pas seulement laissé faire ; nous avons des informations selon lesquelles des troupes spéciales venues de Biskra seraient intervenues. Elles auraient été déposées en hélicoptère et dopées pour participer à des massacres à Raïs mais aussi à Béni-Messous<sup>78</sup>. »

L'enchaînement des événements déjà connus conforte en tout cas l'hypothèse d'une planification préalable :

- au début de l'été, quelque 4 000 hommes des forces spéciales sont déployés dans la région, sous la supervision directe du général Mohamed Lamari ;

- en août, ce dernier donne instruction à toutes les unités militaires de ne sortir de leur cantonnement sous aucun prétexte sans un ordre exprès ;

- 28 août et 7 septembre : massacres de Raïs et Sidi-Youcef ;

- 1<sup>er</sup> septembre : Abassi Madani est placé en résidence surveillée, au motif qu'il aurait répondu favorablement à l'appel au dialogue lancé par le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan ;

- mi-septembre : les soldats des forces spéciales commencent à patrouiller dans Bentalha et exigent des habitants qu'ils cessent de monter les gardes ; à la demande des militaires, des tombes sont creusées dans le cimetière de Sidi R'zine, qui

serviront à inhumer une partie des victimes du massacre de Bentalha (voir *supra*, p. 203) ;

- 21 septembre : la « trêve », qui prendra effet le 1<sup>er</sup> octobre, est signée entre Madani Mezrag (AIS) et Smaïn Lamari (DRS) ;

- 22 septembre : massacre de Bentalha ;

- 5 octobre : l'armée convoque la presse pour assister à une offensive militaire spectaculaire contre le village d'Ouled-Allal, présenté comme le repaire des GIA qui auraient perpétré les massacres.

Cette dernière initiative est importante : c'est la première fois depuis le début de la guerre que l'armée médiatise de la sorte une opération antiterroriste — ce que souligneront à l'envi les titres des quotidiens algérois (« L'armée rompt le silence », « L'armée révèle »). Alors que tout indique qu'il s'agit, de bout en bout, d'une mise en scène — Nesroulah Yous parle, à juste titre, d'« opération alibi » et se demande « si les militaires n'avaient pas, comme cela est souvent arrivé, liquidé des prisonniers politiques pour présenter leurs corps comme ceux de ces dangereux terroristes<sup>79</sup> ». L'affaire d'Ouled-Allal clôt ainsi une première séquence de trois mois dont on doit constater que la médiatisation — y compris celle des grands massacres — aura été orchestrée de bout en bout.

Pour les organisateurs de ces crimes, l'ensemble de l'opération aurait permis de faire passer plusieurs « messages » : au président Zéroual que ce n'est pas à lui d'organiser la reconstitution du champ politique en négociant pour son compte avec les dirigeants du FIS ; à ces derniers et aux chefs de l'AIS, qu'ils n'ont d'autre choix que d'accepter une trêve à leurs conditions, s'ils veulent que prenne fin la terreur qui frappe leurs partisans ; au peuple algérien qu'il n'a plus d'autre recours, dans ce tourbillon de folie sanguinaire, que de continuer à plier l'échine et à se soumettre à la loi des « décideurs » ; et, enfin, à la communauté internationale, de comprendre une bonne fois pour toutes que la « barbarie islamiste » est capable de telles horreurs qu'il est dans son intérêt de soutenir les seuls qui peuvent lui faire rempart, fussent-ils corrompus et peu fréquentables (c'est le sens de l'exceptionnelle couverture médiatique des grands

77. Voir *supra*, p. 136-137.

78. « La politique d'éradication a échoué », entretien avec Hocine AÏT-AHMED, in J.-P. CHAGNOILLAUD (dir.), *Confluences Méditerranée*, n° 25, printemps 1998, p. 103. Cette information rejoint celle rapportée par plusieurs observateurs faisant état de l'existence à partir de 1994 d'une « unité 192 » (ainsi nommée en référence au coup d'État de janvier 1992), unité du DRS placée sous la direction du colonel « Bachir » Tartag et chargée de ce type d'« opérations spéciales » (voir *supra*, p. 267, le témoignage du transfuge « Adlane Chabane »).

79. Voir *supra*, p. 232.

massacres permise — sous un strict contrôle — aux organes de presse étrangers). Et au-delà de ces objectifs « stratégiques », il n'est pas exclu, on l'a vu, que le choix des quartiers martyrs ait également permis de régler d'autres « problèmes », comme la nécessaire élimination de témoins gênants et la liquidation de sympathisants de l'opposition armée.

Dans les trois mois qui suivent, les escarmouches entre les deux clans ne cesseront pas. Et les massacres, moins spectaculaires, continueront à être très nombreux, jusqu'à l'accalmie qui suivra les grands massacres dans la région de Rélizane, à l'ouest du pays, qui font près de 1 000 morts entre la fin décembre 1997 et les premiers jours de 1998. Une accalmie observée à partir de février 1998, coïncidant avec l'extraordinaire opération de relations publiques internationales organisée par les « décideurs » algériens, sur laquelle nous allons revenir<sup>80</sup>.

La « guerre des clans » se poursuit de façon moins sanglante tout au long du premier semestre 1998, culminant à l'été par une violente campagne d'une partie de la presse « indépendante » contre Mohamed Betchine. Elle se conclut par la démission du président Liamine Zéroual le 15 septembre, et celle de son « conseiller spécial » deux mois plus tard. Les « janviéristes » ont gagné, et ils organiseront, en février 1999, l'élection — truquée comme les précédentes — de leur nouveau paravent civil, Abdelaziz Bouteflika (lequel ne manquera pas, comme ses prédécesseurs, de chercher à son tour à s'émanciper de ses mentors...).

80. Cette conclusion rejoint celle des auteurs de *An Inquiry into the Algerian Massacres* (op. cit., p. 24-43), qui ont tenté de reconstituer l'évolution du nombre et de l'ampleur des massacres de la fin 1996 à la fin 1998 : ils constatent que chaque événement laissant envisager une amélioration de la situation politique est systématiquement suivi d'une intensification des violences attribuées aux islamistes. La courbe ne cesse de monter à partir d'avril 1997, date à laquelle le pouvoir du clan Zéroual/Betchine semble se consolider, et ne baisse sensiblement qu'au moment de la visite des différentes délégations étrangères, pour atteindre un niveau relativement bas au moment de l'annonce de la démission de Zéroual en septembre 1998.

## Aux origines de la violence

Nous avons bien conscience que le sinistre « scénario » que nous venons de présenter pour expliquer les massacres atroces de l'été 1997 n'est pas prouvé de façon définitive, et qu'il comporte très probablement des lacunes. Les faits avérés — dont ceux rapportés dans ce livre par Nesroulah Yous — accréditent tous la première hypothèse d'une implication — directe ou indirecte — de certains secteurs de l'armée. On dispose à l'évidence de moins d'éléments précis pour déterminer les causes d'une telle implication, et en particulier la seconde hypothèse que nous venons de présenter, celle d'une planification des massacres par tout ou partie du commandement militaire dans le cadre d'un conflit avec le clan présidentiel. En l'état des informations disponibles, celle-ci semble la plus vraisemblable, mais on ne peut exclure que d'autres facteurs et d'autres acteurs aient pu intervenir. En tout état de cause, nous le disons et le répétons : seules des enquêtes indépendantes pourront trancher cette question cruciale, lourde de conséquences.

Quoi qu'il en soit, l'évaluation de la pertinence de cette double hypothèse ne peut faire l'économie d'une seconde « mise en perspective » avec ce que l'on sait du mode de fonctionnement du pouvoir algérien depuis une quinzaine d'années et du poids de l'histoire coloniale dans celle de l'Algérie indépendante.

## Cynisme et crainte de la « rue »

Pour les « décideurs » militaires, la lutte contre la mouvance islamiste surgie à la fin des années quatre-vingt n'a en effet jamais été politique, au sens classique du terme : il ne s'est pas agi pour eux, comme on l'a souvent prétendu, de combattre un projet de société dont ils récuseraient l'essence totalitaire. Leur objectif a toujours été — il l'est toujours, près de neuf ans après le début de la guerre — de détruire ceux qui pourraient entraîner le peuple dans une révolution risquant de mettre fin à leurs privilèges et de tarir définitivement les sources de leur fortune : essentiellement les commissions sur les échanges commerciaux



(exportations de gaz et de pétrole, importations de biens de consommation) représentant chaque année plusieurs milliards de francs<sup>81</sup> (et qui impliquent la complicité des intérêts occidentaux, tout particulièrement en France, facteur important du soutien français au régime algérien).

Une fortune qu'ils tiennent par-dessus tout à préserver et, plus encore, à transmettre à leurs enfants, comme l'a rapporté le journaliste José Garçon, de façon saisissante, en citant les propos d'un « très haut responsable » recueillis après la violente répression des émeutes d'octobre 1988 : « Pendant trente ans, nous avons pu nous déchirer, nous mettre des couteaux dans le dos. Mais nous prenions soin de ne jamais abandonner un dirigeant exclu, ne serait-ce qu'en continuant à lui rendre visite. Car nous étions unis par une certitude : nos enfants devaient nous succéder. Nous savions que le jour où cette loi serait rompue, cela en serait fini pour nous tous, car la rue, elle, ne se contenterait pas d'une tête, mais les exigerait toutes<sup>82</sup>. »

Respecter cette « loi », telle semble bien avoir été la seule boussole des « décideurs » algériens depuis la cassure de 1988 et le déclenchement de la guerre en 1992. Mais ce cynisme absolu, ce mépris et cette crainte constante de la « rue », ne seraient certainement pas aussi déterminés s'ils ne s'inscrivaient pas dans une tradition de pouvoir caractérisée par le clanisme et la manipulation de la violence, qui remonte à la guerre d'indépendance.

« À la direction, il n'y a plus de tendances politiques mais des clans. Les liens personnels prennent la place des affinités politiques. Personne n'a de stratégie cohérente pour le présent et pour l'avenir. *Le problème est de durer* [souligné par nous]. Chacun se méfie de chacun et se préoccupe surtout de réagir à toute initiative pour pouvoir éventuellement la neutraliser. » Ces lignes saisissantes s'appliquent pratiquement mot pour mot

81. Voir à ce sujet l'une des très rares études avançant des estimations plausibles sur la question : Abderahim ZEROUALI, « Les circuits de l'argent noir », in REPORTERS SANS FRONTIÈRES, *Le drame algérien*, op. cit., p. 112. Ainsi que : Fatiha TALAHITE, « Économie administrée, corruption et engrenage de la violence en Algérie », *Revue Tiers-Monde*, n° 161, septembre 2000.

82. José GARÇON, « Les mécanismes du pouvoir : opacité et organisation de la confusion », préface à Djallal MAITI, *La nouvelle guerre d'Algérie*, op. cit., p. 13.

au fonctionnement actuel du pouvoir algérien. Elles concernent pourtant la direction du FLN à la fin 1957, selon l'historien Mohammed Harbi, au moment où cinq chefs militaires (Belkacem Krim, Lakhdar Bentobbal, Abdelhafid Boussouf, Amar Ouamrane et Mahmoud Chérif) ont pris le contrôle de l'appareil contre le « politique » Abbane Ramdane, à la suite des graves revers subis lors de la « bataille d'Alger » menée avec une brutalité inouïe par l'armée française<sup>83</sup>. Mohammed Harbi commente en ces termes ce tournant décisif de la guerre d'indépendance : « Ainsi commence l'ère des seigneurs de la guerre. » Cette « ère » semble toujours durer, quatre décennies plus tard, avec une différence majeure : les chefs militaires qui hier avaient confisqué le pouvoir se battaient pour l'indépendance de leur pays, ceux d'aujourd'hui ne l'accaparent que pour préserver leurs privilèges.

#### *L'héritage du « système Boussouf » et de la guerre « à la française »*

Dès le début de la guerre, comme l'explique Mohammed Harbi dans un article remarquable, « pour se prémunir contre le noyautage et les infiltrations, réunir les informations destinées à neutraliser les activités de personnes supposées hostiles, les dirigeants du FLN mettront en place des services spéciaux, qui seront connus à partir de 1960 sous le nom de MALG. Mais leurs attributions, qui devaient à l'origine se limiter à la collecte de renseignements, finiront par s'étendre à la surveillance du FLN lui-même et au contrôle des populations. Et les services spéciaux vont aussi jouer un rôle central dans les luttes entre les factions<sup>84</sup> ». À partir de 1956, son principal responsable, Abdelhafid Boussouf, utilise « la terreur pour imposer le monopole du pouvoir, susciter la délation, semer la méfiance qui décourage la critique, l'organisation et la révolte<sup>85</sup> ». Il sera notamment l'organisateur, en décembre 1957, de l'assassinat de Abbane

83. Mohammed HARBI, *Le FLN, mirage et réalité. Des origines à la prise du pouvoir (1945-1962)*, Éditions JA, Paris, 1980, p. 204.

84. Mohammed HARBI, « Le système Boussouf », in REPORTERS SANS FRONTIÈRES, *Le drame algérien*, op. cit., p. 89.

85. *Ibid.*

Ramdane, le leader charismatique du FLN qui, lors du congrès de la Soummam en août 1956, s'était imposé face à ceux qui voulaient que les armes commandent au politique (le FLN prétendra que Abbane Ramdane était mort au combat, tué par les militaires français). Bénéficiant d'une formation dans les écoles du KGB à partir de 1958 — ce sera la fameuse promotion « Tapis rouge »<sup>86</sup> —, les hommes du système Boussouf ne cesseront d'étendre leur influence au sein de l'appareil du FLN-ALN.

Comme on l'a rappelé, en juillet-août 1962, l'état-major de l'« armée des frontières », dirigé par le colonel Houari Boumediene, organise un coup d'État contre le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) et les *wilayas* combattantes de l'intérieur, et prend le pouvoir au prix d'affrontements meurtriers ; il imposera Ahmed Ben Bella à la présidence comme façade civile pendant trois ans. Après l'éviction de leur chef, les « Boussouf's boys » « reporteront leur fidélité sur le colonel Boumediene et constitueront les premiers cadres de la fameuse Sécurité militaire, qui va devenir la colonne vertébrale du régime »<sup>87</sup>.

Ses chefs successifs n'auront aucun état d'âme pour éliminer ceux qui constituent à leurs yeux une menace. En témoignent notamment les assassinats (à l'étranger) de Mohamed Khider (1967), Belkacem Krim (1970) et Ali Mécili (1987). Et quand cette violence « ciblée » ne suffira plus, ils n'hésiteront pas à passer à la répression de la « rue » (octobre 1988) puis, à partir de 1992, à la violence « de masse ».

C'est donc dans cette tradition — trop rapidement évoquée ici — que s'inscrivent les « janviéristes » qui mènent la « seconde guerre d'Algérie » (à l'exception du général Médiène, tous sont d'anciens « DAF » — déserteurs de l'armée française — ralliés au FLN au cours de la guerre de libération).

86. « Ils y apprendront la mise en scène, l'organisation des provocations et des complots préventifs pour détruire l'adversaire. Initiés au terrorisme d'appareil, les effets de [leur] apprentissage n'apparaîtront en pleine lumière qu'après l'indépendance » (*ibid.*). S'il y a une « culture Armée rouge » dans l'armée algérienne, c'est de celle-là qu'il s'agit, bien plus que celle de la lourdeur bureaucratique.

87. *Ibid.* Rappelons que Houari Boumediene avait été l'adjoint de Abdelhafid Boussouf à la tête de la wilaya V.

Cela explique sans doute que, dans un étrange mimétisme rétrospectif, ils aient largement repris les méthodes de la « sale guerre » menée par l'armée française au cours de la première guerre d'Algérie, méthodes qui perfectionnaient elles-mêmes celles utilisées depuis le début de la colonisation pour briser la résistance des « indigènes »<sup>88</sup>.

Dans leur version « rationalisée », ces méthodes sont celles théorisées par la doctrine dite de « contre-insurrection » mise au point à partir de leur expérience en Indochine et en Algérie par des militaires français, les colonels Garde et Trinquier — doctrine dont on sait que les officiers supérieurs algériens l'ont étudiée de près, y compris dans son avatar américain ultérieur de la « counter-insurgency » (on pourrait parler dans le cas de l'Algérie de « counter-djihad »). Le concept clé de cette doctrine est d'isoler la guérilla de la population qui la soutient — « retirer son eau au poisson » — en combinant « action psychologique » et « opérations spéciales » n'ayant qu'un lointain rapport avec les techniques de guerre classiques, comme l'explique un spécialiste américain : « Pourquoi le régime algérien n'a-t-il arrêté ni jugé aucun des assaillants ? Pourquoi interdit-il à la presse d'interroger les survivants des massacres ? Pourquoi est-il capable de protéger les vastes régions pétrolières et gazières alors qu'il se montre impuissant à protéger le petit peuple ? Pourquoi les massacres n'ont-ils pas eu lieu dans les quartiers riches de la nomenklatura ? Pourquoi frappent-ils les zones à sympathie islamiste ? Comment expliquer la contradiction entre la proximité et la passivité de l'armée lors de ces carnages barbares ? Cette « proximité-passivité » est-elle accidentelle, contingente ? Non ! Selon les témoignages à notre disposition, ces massacres ont une structure commune et cette

88. Dans un article très documenté, Sadek Sellam propose un étonnant parallèle entre les méthodes de guerre utilisées aujourd'hui en Algérie et celles d'hier : Sadek SELLAM, « Algérie : des colons aux colonels. Camps, extermination, éradication », in Catherine COQUIO (dir.), *Parler des camps. penser les génocides*, Albin Michel, Paris, 1999, p. 322-348. Pierre Vidal-Naquet, pour sa part, souligne que « la terreur d'État emploie très exactement les techniques qui furent celles de Robert Lacoste, du général Massu ou, à son niveau modeste, de Jean-Marie Le Pen » (Pierre VIDAL-NAQUET, « L'Algérie, société militaire ? Réflexions sur trois moments d'une histoire : 1958, 1988, 1998 », in Gilbert MEYNIER (dir.), *L'Algérie contemporaine. Bilan et solutions pour sortir de la crise*, L'Harmattan, Paris, 2000, p. 169-181).



“proximité-passivité” des forces armées du régime y est répétitive, systématique. Dans la tactique de guerre contre-insurrectionnelle, cette proximité-passivité se nomme coordination opérationnelle, cela s'appelle la “zone gelée”. C'est cette même coordination opérationnelle qui a été observée dans les massacres de villageois par les juntes militaires d'Amérique latine, au Salvador et au Guatemala par exemple, et en Rhodésie dans les années soixante-dix. Le GIA est une organisation de la contre-guérilla islamiste (c'est-à-dire une fausse guérilla “camouflée” en une vraie), totalement contrôlée par la DRS qui gère la coordination de ses “opérations spéciales” avec les unités régulières de l'armée algérienne. Ces “opérations spéciales” visent à discréditer la vraie guérilla, à capitaliser sur les violences pour faire basculer la société, et donc à couper les vrais groupes islamiques armés des civils qui les soutenaient<sup>89</sup>. »

Dans la pratique, les « janviéristes » ont en tout cas porté à une échelle inédite les deux grands volets de l'action des militaires français entre 1954 et 1962 : barbarie et manipulation. Du côté de la barbarie, figure d'abord l'usage généralisé de la torture, parfois pratiquée dans les lieux mêmes où sévissaient autrefois les tortionnaires français, comme les caves des commissariats de Cavaignac et Châteauneuf à Alger. Ou encore la sinistre habitude de mutiler les cadavres des « terroristes » abattus avant de les exposer publiquement<sup>90</sup>. Ou les enlèvements opérés par les forces de sécurité, suivis d'une « disparition » définitive<sup>91</sup>.

89. Interview de J. SMITH, « GIA is a counter-guerrilla force », *Africa Human Rights Newsletter*, vol. 2, n° 7, 9 septembre 1997. Si nous partageons assez largement cette analyse, celle-ci doit être nuancée. Comme on l'a vu, en effet, on ne peut parler « du GIA » comme une « organisation » classique, fût-elle de « contre-guérilla » : la réalité est certainement plus complexe. Depuis 1993, le sigle GIA a été utilisé aussi bien par des groupes réellement autonomes que par d'autres contrôlés par l'armée, voire par des unités spéciales de celle-ci.

90. Voir Omar CARLIER, « D'une guerre à l'autre », in J.-P. CHAGNOILLAUD (dir.), *Confluences Méditerranée*, n° 25, printemps 1998, p. 136.

91. Voir à ce sujet le dossier très complet établi par ALGERIA-WATCH, « Vous nous les avez enlevés vivants, rendez-les nous vivants. » *Dossier sur les disparitions suite à des enlèvements par les services de sécurité*, Berlin, avril 1999 ([www.algeria-watch.de/awrapdisp.htm](http://www.algeria-watch.de/awrapdisp.htm)). Voir également les témoignages (dont ceux d'un policier et

Du côté de la manipulation, les Français avaient créé des faux maquis pour déconsidérer ceux de l'ALN, comme la fameuse « Force K » dirigée par Boukabous, un messaliste retourné, en fait contrôlée par les capitaines Conille et Hentic ; ou ils avaient équipé en sous-main des « groupes d'autodéfense » — dont certains passeront d'ailleurs, à leur grand dam, du côté de l'ALN, comme dans le cas de l'opération « Oiseau bleu »<sup>92</sup>. Ils ont également joué sur les divisions du camp nationaliste, en soutenant discrètement des maquis opposés au FLN, comme celui de l'Armée nationale du peuple algérien du « général Bellounis »<sup>93</sup>.

Autre technique : la désinformation, qui provoqua des dégâts considérables dans les rangs de l'ALN. Ce fut le cas en 1958, avec la tristement célèbre « opération Amirouche » (la « bleuite », du nom des bleus de chauffe portés par les supplétifs algériens du capitaine Léger, l'officier français responsable de l'opération) : les militaires du contre-espionnage français avaient arrêté des combattants de l'ALN, et les avaient ensuite relâchés après leur avoir laissé croire que nombre de leurs camarades de combat étaient des traîtres à la solde de l'ennemi. Cette intoxication a conduit le colonel Amirouche, chef de la wilaya III (Kabylie), à faire torturer et assassiner près de deux mille moudjahidines<sup>94</sup>.

Autre technique utilisée tout au long de la guerre par l'armée française : la mobilisation de forces supplétives « indigènes » — quelque 260 000 hommes, dont les plus connus furent les harkis — pour diviser la population<sup>95</sup>.

d'un officier dissidents) réunis dans le dossier *À propos du terrorisme* ([www.algeria-watch.de/awter.htm](http://www.algeria-watch.de/awter.htm)).

92. Camille LACOSTE-DUJARDIN, *Opération « Oiseau bleu »*, La Découverte, Paris, 1996.

93. Voir sur ce point le livre étonnant de Chems ED DIN, *L'Affaire Bellounis. Histoire d'un général fellagha* (précédé de « Retour sur la guerre d'Algérie », par Edgar MORIN), Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 1998.

94. Cf. Benjamin STORA, « Amirouche et les “purgés” de 1958 », in REPORTERS SANS FRONTIÈRES, *Le drame algérien*, op. cit., p. 71.

95. Voir Mohand HAMOUMOU, *Et ils sont devenus harkis*, Fayard, Paris, 1993 ; et également Pierre VIDAL-NAQUET, « Alger-Paris-Alger », préface à la réédition de : Paulette PIÉU, *Ratonnades à Paris*, précédé de *Des harkis à Paris*, La Découverte, Paris, 2000.

Toutes ces techniques de manipulation — faux maquis, désinformation, forces supplétives —, on a vu que les généraux « janviéristes » les ont utilisées. Dès 1992-1993, certains d'entre eux sont très probablement à l'origine d'escadrons de la mort « civils » (OJAL et OSRA), dont l'existence fut toutefois éphémère, car la manipulation des islamistes radicaux des GIA se révélera rapidement plus efficace dans la guerre contre-insurrectionnelle<sup>96</sup>. Au-delà des nombreux éléments factuels que nous avons cités et qui établissent cette manipulation, l'analyse des déclarations ou revendications attribuées aux GIA ne laisse aucun doute sur son ampleur, surtout à partir de 1995 : dans l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, on ne connaît guère en effet de groupes de guérilla prétendant se battre contre un pouvoir oppresseur et qui revendiquent en même temps *ouvertement* — ici au nom prétendument de l'islam — la lutte *totale* contre le peuple opprimé...

Par ces méthodes, les « janviéristes » ont activement contribué à généraliser dans tout le pays une culture de la violence et de la mort, détruisant toutes les bases du lien social, banalisant une situation où la vie n'a désormais plus aucune valeur. Cette logique, grâce au climat ainsi créé et au soutien d'une communauté internationale en quelque sorte anesthésiée par la position française, conforte l'hypothèse que certains d'entre eux en soient venus à combiner barbarie et manipulation pour planifier les massacres de masse de l'été 1997. Des massacres qui doivent être considérés, au regard du droit international, comme des crimes contre l'humanité.

### La communauté internationale complice

Il est certain que l'on ne disposait pas, à l'automne 1997, d'un témoignage aussi précis que celui de Nesroulah Yous, ni de l'ensemble des informations et des éléments d'analyse que l'on vient de présenter. Pour autant, l'horreur des faits rapportés par

les médias internationaux, les doutes qu'ils expriment alors sur les justifications avancées par les officiels algériens pour expliquer l'inaction des forces de sécurité, n'ont pas manqué de susciter de nombreuses réactions, bien timides du côté des États et des organisations internationales, plus vigoureuses du côté des ONG et de la société civile.

### Indignations

Ainsi, pour ne prendre que quelques exemples, dès la fin août 1997, Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, déclare : « Nous sommes en présence d'une situation qui a longtemps été considérée comme un problème intérieur. Il est extrêmement difficile pour nous tous de faire comme si rien ne se passait, comme si nous n'étions pas au courant et devions abandonner la population algérienne à son propre sort » ; et il appelle à une « solution urgente<sup>97</sup> ». Début septembre, en France, le président Jacques Chirac exprime son « indignation », et François Hollande, premier secrétaire délégué du Parti socialiste, appelle la communauté internationale à « prendre des initiatives<sup>98</sup> ». Les Américains manifestent également leur préoccupation, tout en déclarant soutenir les « mesures militaires compatibles avec un état de droit pour protéger les populations<sup>99</sup> ».

Des réactions en effet bien timides, quand on se rappelle que ces États et l'opinion internationale avaient été alertés depuis plusieurs années par plusieurs grandes organisations internationales de défense des droits de l'homme sur les horreurs de la guerre civile en Algérie, imputées aussi bien aux groupes armés islamistes qu'aux forces de sécurité. D'où la revendication de ces dernières d'une commission d'enquête internationale pour faire la lumière sur ces violations des droits de l'homme et leurs responsables. Revendication qu'elles réaffirment avec force en octobre 1997, appelant de surcroît les membres de la

96. Cette technique sera réutilisée plus tard, avec la création du « Mouvement armé berbère » en juillet 1998, que le leader du FFS, Hocine Aït-Ahmed, dénoncera comme une « émanation » du DRS.

97. AFP et Reuters, 30 août 1997.

98. *Le Monde*, 2 septembre 1997.

99. *Le Monde*, 26 septembre 1997.



commission des droits de l'homme de l'ONU à convoquer une session extraordinaire sur la situation algérienne<sup>100</sup>.

Cette idée d'une commission d'enquête internationale commence alors à rencontrer un certain écho auprès de personnalités et d'organisations intergouvernementales (comme Mary Robinson, nouveau Haut Commissaire aux droits de l'homme des Nations unies<sup>101</sup>, le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies, l'UNICEF ou le Parlement européen), et surtout, en France, auprès d'associations françaises et algériennes — dont certaines organisent à Paris le 10 novembre une manifestation de rue très suivie autour de ce mot d'ordre.

Si l'on en juge par la vigueur de leurs réactions, il semble que cette conjoncture — sans doute mal anticipée par les « janviéristes » — ait été jugée très dangereuse par les « décideurs » algériens, tous clans confondus. Ils savent en effet que c'est la France qui donne le « la » de la communauté internationale sur le « dossier algérien » : cela est vrai de l'Union européenne, dont les États membres ont toujours estimé, pour des raisons historiques, qu'il s'agissait du « domaine réservé » du Quai d'Orsay ; mais aussi des Nations unies, et, dans une moindre mesure, des États-Unis eux-mêmes, qui ne se sont jamais résolus à créer un *casus belli* avec Paris pour ce « dossier » de politique internationale somme toute secondaire à leurs yeux.

C'est bien pourquoi le pouvoir algérien n'a jamais ménagé ses efforts pour s'assurer la « neutralité bienveillante » du gouvernement français. Il a su indiscutablement tirer parti de la vieille culpabilité de la gauche « officielle » française, socialistes et communistes confondus, dont les partis ne pouvaient guère en effet se glorifier de leur attitude au cours de la guerre de

libération : cette situation, entretenue par d'anciennes amitiés entre chefs du FLN et leaders de la gauche française, s'est révélée particulièrement favorable aux généraux algériens à partir du début des années quatre-vingt, avec l'arrivée au pouvoir de gouvernements de gauche en France (conjoncture que l'on a retrouvé en Allemagne, où le SPD a toujours soutenu le FLN et le pouvoir). Mais le régime algérien a également veillé à maintenir de bonnes relations — au-delà des protestations périodiques contre le « parti de la France » (*Hizb França*), qualificatif habituel pour stigmatiser ses ennemis politiques dans l'Algérie indépendante — avec la droite française, en particulier celle qui se réclame du général de Gaulle. Et sur ces arrière-fonds politiques, de fructueuses affaires financières (commerciales et politiques) se sont nouées de longue date à haut niveau, à droite comme à gauche, dont on peut concevoir qu'elles ne facilitent pas une vigilance de tous les instants sur les violations des droits de l'homme dont se rendraient responsables les « décideurs » algériens...

Depuis le début de la « seconde guerre d'Algérie », il semble que cette complicité « dormante » n'ait pas suffi aux yeux de ces derniers — à juste titre car son efficacité s'est sans doute réduite avec le renouvellement du personnel politique français. Dès juillet 1995, un conseiller du Premier ministre Alain Juppé estimait ainsi que l'attentat qui venait d'ensanglanter Paris à la station Saint-Michel du RER, attribué aux GIA, pouvait être considéré comme un avertissement en ce sens : « C'est sans aucun doute une action des islamistes. Mais qui est derrière ? Peut-être un clan de la Sécurité militaire algérienne ou du pouvoir qui voudrait nous entraîner à nous allier à eux dans la lutte contre le terrorisme<sup>102</sup> ? »

Une conviction à l'évidence partagée par le nouveau Premier ministre Lionel Jospin. En janvier 1997, cinq mois avant sa nomination, celui qui était alors le chef de l'opposition de gauche avait déclaré, très lucidement, évoquant le drame algérien : « On continue à hésiter entre le risque de l'indifférence et celui de l'engrenage si on s'exprime trop clairement. Voilà, je

100. AMNESTY INTERNATIONAL, FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME (FIDH), HUMAN RIGHTS WATCH, REPORTERS SANS FRONTIÈRES, « Algérie : appel à agir pour mettre fin à la crise des droits de l'homme », 15 octobre 1997. La revendication d'une commission d'enquête internationale a été également mise en avant, dès 1997, par certains partis d'opposition en Algérie et par de nombreux intellectuels algériens (voir notamment : Fatiha TALAHITE, Mohammed HARBI, Lahouari ADDI, « Lettre ouverte aux éradicateurs français », *Libération*, 3 février 1998).

101. Qui déclare en octobre : « Je n'accepte pas que sous le prétexte de ne pas violer la souveraineté algérienne, nous ne puissions rien dire, alors que des gens sont massacrés. Je me suis heurtée la semaine passée sur ce point avec le ministre algérien des Affaires étrangères » (interview au *Nouveau Quotidien*, Lausanne, 17 octobre 1997).

102. Cité par Claude ANGÉLI et Stéphanie MESNIER, *Sale temps pour la République, 1995-1997*, Grasset, Paris, 1997, p. 81.

crois, les raisons du silence. [...] Il n'est pas question d'une capitulation devant des forces qu'on peut à peine identifier, mais nous devons dire que nous ne sommes pas prêts, pour autant, à soutenir le pouvoir algérien quoi qu'il fasse. [...] Un gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche en France, peut se demander si certains, ici ou là, ne pourraient pas être tentés de frapper si nous nous exprimions plus nettement. [...] On peut certes espérer qu'en ne disant rien on sera moins touché. Mais on peut aussi se dire que, si le conflit ne trouve pas de solution, l'accumulation de ces violences est lourde de conséquences pour le futur. Il faut donc faire des choix <sup>103</sup>... »

Trois mois après son entrée en fonction, et quelques jours après les massacres de Raïs et de Sidi-Youcef, le même Lionel Jospin déclarait : « Même si nous ressentons un sentiment d'horreur et de compassion [...], avons-nous toujours à nous sentir coupables ? La France n'est plus responsable de ce qui meurtrit l'Algérie aujourd'hui. Au plan officiel, le gouvernement français est *contraint dans son expression* [souligné par nous]. Prendrait-il des initiatives qu'elles ne seraient pas reçues, nous le savons <sup>104</sup>. » De nombreux observateurs ont notamment attribué ce revirement aux « messages » délivrés au Quai d'Orsay et à certains responsables français, dès la constitution du nouveau gouvernement en juin 1997, par divers émissaires algériens, qui paraissent avoir su faire comprendre à leurs interlocuteurs que « certains, ici ou là », « pourraient être tentés de frapper » si le gouvernement français « s'exprimait plus nettement »...

Il est clair que les généraux d'Alger n'ont pas jugé suffisant ce « verrouillage » à clés multiples, comme en témoigne l'ampleur proprement extraordinaire de l'opération de propagande qu'ils lancent au niveau international à partir de novembre 1997 — une opération qui peut être considérée *a posteriori* comme un indice supplémentaire de l'énormité des faits que certains d'entre eux tenaient à cacher.

### Une extraordinaire opération d'« agit-prop » internationale

Dès le mois de septembre, les décideurs algériens réagissent d'abord très classiquement sur le front diplomatique, un domaine qu'ils maîtrisent parfaitement, forts d'une tradition héritée de ceux qui s'y étaient illustrés avec efficacité au temps du combat pour l'indépendance. Le représentant permanent de l'Algérie aux Nations unies réplique ainsi que les propos de Kofi Annan sont « inacceptables car outrepassant les compétences du premier responsable d'une organisation mondiale fondée sur le respect de la souveraineté des États et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures <sup>105</sup> ». Et à la suite d'un entretien entre le secrétaire général de l'ONU et Liamine Zéroual, des diplomates algériens à New York expliquent au *Monde* : « Nous avons des assurances qu'il est hors de question que le secrétaire général intervienne de nouveau dans nos affaires intérieures, la question est close <sup>106</sup>. »

Un « message » qui paraît suffire à réduire pratiquement au silence les timides indignations du ministre français des Affaires étrangères (« Aujourd'hui, personne n'est en mesure d'apporter une réponse satisfaisante au drame algérien », explique-t-il fin septembre <sup>107</sup>). Mais pas celles des Américains : après les massacres de Rélizane, le 5 janvier 1998, James Rubin, le porte-parole du gouvernement américain, déclarera que son gouvernement souhaite une commission d'enquête internationale pour connaître les commanditaires des massacres <sup>108</sup> (sans pour autant se montrer très actif pour que ce « souhait » aboutisse).

Surtout, la « mise au point » algérienne reste sans effet sur les protestations des ONG et leur écho médiatique au plan international. De même que la campagne menée, d'abord à des fins internes, par certains titres de la presse algérienne, dont témoigne par exemple, dès le 29 août, ce propos d'Omar Belhouichet, patron du grand quotidien algérois *El Watan* : « Les

103. Interview à *Libération*, 27 janvier 1997.

104. Interview au *Monde*, 16 septembre 1997.

105. *Le Monde*, 2 septembre 1997.

106. *Le Monde*, 25 septembre 1997.

107. *Le Figaro*, 24 septembre 1997.

108. *Daily Press Briefing released by the Office of the Spokesman, US Department of State*, 6 janvier 1998.



groupes islamiques armés, dont la quasi-majorité des membres sont issus du FIS, ont déclaré la guerre au peuple algérien. Ils veulent instaurer la république islamique par le "djihad", en massacrant des milliers d'Algériens<sup>109</sup> » ; deux semaines plus tard, on peut également lire dans son journal : « Certaines populations continuent, malgré les malheurs qui frappent les citoyens, d'apporter leur soutien aux groupes terroristes, leur permettant ainsi de bénéficier de larges complicités pour échapper aux opérations de ratissage ou de contrôle<sup>110</sup>. »

Une argumentation qui apparaît aujourd'hui particulièrement choquante après ce qu'on a lu dans ce livre. Mais qui peut être aussi jugée fort médiocre, dès lors qu'il s'agit de convaincre l'opinion internationale. D'où sans doute le constat désabusé dressé par le chef de l'État lui-même, Liamine Zéroual, dans une « directive » du 13 novembre 1997 : « Il convient de corriger l'image qui est véhiculée de l'Algérie à l'étranger, une image souvent fausse car manipulée au gré des intérêts des chapelles politiques intérieures et extérieures. Parce que la promotion d'une image saine de l'Algérie souffre d'un défaut de stratégie [...], de relais complémentaire et d'un encadrement aguerri, l'institution d'une agence de communication extérieure investie de la fonction de produire et de projeter la véritable image du pays aux plans politique, économique, commercial, culturel et touristique, est une nécessité<sup>111</sup>. »

On peut légitimement s'interroger sur le ton faussement naïf de ce texte étonnant de la part du président, très probablement publié à la demande des hommes du clan avec qui il est alors en conflit ouvert — mais dont il se doit malgré tout d'être solidaire... De fait, l'« agence » en question, si contraire aux traditions conspiratrices du « système Boussouf », ne verra jamais le jour. Mais sur le court terme, les missions qui lui sont clairement assignées — jeter le voile sur l'« opération massacres » — vont être mises en œuvre avec une redoutable efficacité.

Dès la fin 1997, plusieurs dignitaires du régime (dont Ali Haroun, ancien dirigeant de la Fédération de France du FLN) viennent discrètement à Paris délivrer la bonne parole à quelques personnalités politiques et intellectuelles, surtout de gauche, jugées influentes. Alors même que les tueries redoublent (plus de 1 000 victimes, on l'a vu, dans une série de massacres qui ensanglantent l'Ouest du pays), cette démarche est suivie d'un véritable ballet de visites, officielles ou non, de personnalités françaises et européennes en Algérie. Les philosophes Bernard-Henri Lévy et André Glucksmann, les premiers, en ramènent les reportages déjà évoqués, qui ne passent pas inaperçus — et vaudront à leurs auteurs un hommage empoisonné du « parrain » des « janviéristes », le général Khaled Nezzar (« Ils ont par leur courage fait connaître la vérité », écrira-t-il début février dans *El Watan*, avant d'assurer « ces hommes de courage et de conviction » de « son plus grand respect » et de sa « plus haute considération »<sup>112</sup>).

Puis ce sera le tour, en janvier et février 1998 : de l'ancien ministre socialiste des Affaires étrangères Claude Cheysson, vieux compagnon de route du régime (il expliquera à son retour qu'il « comprend la réaction d'Alger » refusant l'ingérence que constituerait une commission d'enquête internationale<sup>113</sup>, et que, contre les groupes islamistes armés, « seule la contre-violence est possible<sup>114</sup> ») ; de l'ex-ministre socialiste Yvette Roudy (pour elle, « il est clair que ce sont les islamistes, ces fous de Dieu, qui tuent<sup>115</sup> ») ; d'une délégation du PCF emmenée par Francis Wurtz (« Nous ne retournerons pas en France pour parler de massacres et de viols. Nous dirons ce que nous avons vu. Une Algérie qui vit, qui se bat et construit son avenir<sup>116</sup> ») ; ou encore du président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le socialiste Jack Lang, en visite « privée » (d'où il reviendra avec de « bonnes impressions et [la] conviction que la démocratie a réussi à construire un Parlement pluraliste, un Conseil de la nation, à tenir des élections

109. *El Watan*, 29 août 1997.

110. *El Watan*, 17 septembre 1997.

111. Cité par Jean-Pierre TUQUOI, « Les succès de communication du pouvoir algérien », *Le Monde*, 20 février 1998.

112. Cité par Jean-Pierre TUQUOI, *ibid.*

113. *L'Humanité*, 5 janvier 1998.

114. *L'Express*, 22 janvier 1998.

115. *El Watan*, 1<sup>er</sup> mars 1998.

116. *L'Humanité*, 21 février 1998.



locales et à donner la parole et la responsabilité au peuple et la liberté d'expression à la lumière d'un pluralisme réel et un État de droit au sens propre du terme <sup>117</sup> »).

C'est aussi l'époque d'une visite éclair de vingt-quatre heures, le 19 janvier, de la « troïka » de l'Union européenne, lors de laquelle les trois secrétaires d'État aux Affaires étrangères des Quinze soulèvent publiquement la question des droits de l'homme et demandent au gouvernement algérien de permettre la visite des rapporteurs spéciaux des Nations unies sur la torture et sur les exécutions extrajudiciaires, demande qui restera sans suite. Ils abordent également la « coopération dans la lutte contre le terrorisme », comme l'exigent leurs interlocuteurs algériens <sup>118</sup> — exigence alors réaffirmée par ces derniers lors de diverses rencontres internationales (réunion du « G 15 », conférence au Caire, meeting des ministres de l'Intérieur des pays méditerranéens à Naples).

Et du 8 au 12 février, Alger accueille une délégation du Parlement européen emmenée par le député français André Soulier, non sans avoir auparavant imposé ses conditions. La députée belge Anne André-Léonard racontera plus tard comment a été organisée cette visite : « Alger dit non, c'est clair et net : pas question qu'on mette notre nez dans les affaires algériennes. L'enjeu, c'était : "Si vous insistez sur les massacres, vous n'entrerez pas en Algérie." Oui, il faut reconnaître qu'on n'a pas voulu prendre ce risque-là <sup>119</sup>. » La conclusion du président de la délégation sera sans surprise : les forces de sécurité « ne sont pas impliquées dans les massacres mais constituent une armée mal entraînée et mal équipée pour lutter contre les formes mutantes de terrorisme <sup>120</sup> ». Une complaisance que la journaliste algérienne Salima Ghezali, qui vient justement de recevoir du Parlement européen le prix Sakharov des droits de l'homme, juge en ces termes : « Ainsi l'Europe continue, sans surprise, à ne pas se

définir et, en fait, à soutenir le régime algérien à l'instigation de Paris <sup>121</sup>. »

Cette offensive diplomatique culmine avec la visite en Algérie, du 22 juillet au 4 août 1998, d'un « panel » de personnalités mandatées par les Nations unies, sous la direction de l'ancien président de la République portugaise Mario Soares. Rendu public le 15 septembre, le rapport de cette mission est jugé « conforme à ce qui a été conclu entre nous et l'ONU », comme le déclare cyniquement le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf. De fait, loin de suivre les récentes recommandations de la commission des droits de l'homme des Nations unies, qui avait jugé le 20 juillet nécessaire « notamment des enquêtes indépendantes sur le comportement des forces de sécurité dans les massacres en Algérie <sup>122</sup> », le rapport de la délégation blanchit dans les faits le pouvoir algérien : s'agissant des massacres de masse, il reproduit la version officielle, et les violations des droits de l'homme de la part des forces de sécurité n'y sont qualifiées que de « dépassements » <sup>123</sup>.

Cette liste impressionnante ne serait pas complète sans la mention du battage médiatique orchestré en France autour de prises de position militantes d'intellectuels en vue. Le double point d'orgue en fut assurément le « meeting national unitaire » organisé au palais de la Mutualité à Paris le 21 janvier 1998 sous le titre « Algérie : le silence tue », suivi le lendemain d'une soirée consacrée à la « nuit algérienne » par la chaîne de télévision franco-allemande Arte. Dans son appel au meeting, l'organisation Génération Écologie expliquait sans détours que « la gravité de la situation nous impose désormais de mettre en accusation les assassins avant les autocrates. [...] S'il est vrai que nul n'est parfait, et surtout pas le régime algérien, les assassins, égorgeurs, découpeurs, violeurs, éviscérateurs, sont bien pires ». Un point de vue que l'on retrouvait le lendemain sur le plateau d'Arte, avec une partie des mêmes participants (on y

<sup>117</sup>. Reuters, 4 avril 1998.

<sup>118</sup>. Voir les détails de cette visite et les conditions algériennes dans : Abbas AROUA, « L'UE et les massacres », in *An Inquiry into the Algerian Massacres*, op. cit., p. 778 sq.

<sup>119</sup>. Bentalha, *autopsie d'un massacre*, documentaire télévisé cité.

<sup>120</sup>. Cité par Marcel SCOTTO, « Les députés européens qui se sont rendus à Alger sont hostiles à une enquête internationale », *Le Monde*, 19 février 1998 ; voir aussi : André SOULIER, « Le déclic ? », *La Provence*, 21 février 1998.

<sup>121</sup>. *Le Soir* de Bruxelles, 14 février 1998.

<sup>122</sup>. AFP, 3 août 1998.

<sup>123</sup>. Ce rapport est consultable à l'adresse [www.algeria-watch.de/francais/farticle](http://www.algeria-watch.de/francais/farticle) ; on peut également y lire : ALGERIA-WATCH, « Lorsque le panel rédige un rapport sur mesure... », 20 septembre 1998, et diverses autres réactions.



entendit le directeur de la rédaction de *L'Express* s'exclamer avec force : « Ce n'est pas l'armée qui tue en Algérie ! »).

La même semaine, l'organisateur de cette soirée télévisée, le journaliste Daniel Leconte, expliquait : « J'en avais assez des analyses et des commentaires qui compliquent la situation. Je voulais des faits et non des spéculations. Je m'élève contre ces analyses qui consistent à ne pas vouloir nommer le mal — du style "On ne sait pas qui tue" — et surtout à occulter le fait qu'on tue en Algérie au nom de l'islam ou, du moins, d'une certaine idée de l'islam. On préfère entretenir la confusion à coup d'amalgames entre ces massacres et les exactions qui relèvent de la responsabilité du régime ; et laisser entendre que l'armée ou la Sécurité militaire auraient perpétré des tueries "attribuées" aux islamistes — sans jamais, bien entendu, avancer le moindre élément précis à l'appui de cette thèse. [...] Aujourd'hui, de la même façon, chacun choisit son camp. En ce qui me concerne, je me fie plus aux démocrates et aux journalistes algériens qu'aux censeurs ou autres compagnons de route d'organisations totalitaires <sup>124</sup>. »

Cette prise de position, dont on ne peut mettre en doute la sincérité, illustre bien la fibre dont a su jouer parfaitement le clan des « éradicateurs » algériens : son discours faisant de la « barbarie islamiste » la cause ultime de tous les drames du pays ne pouvait qu'être bien reçu, dans une France profondément laïque, par tous ceux qui avaient décidé de refuser les « analyses et commentaires qui compliquent la situation ». D'où sans doute le succès durable de leur campagne massive de 1997-1998 : près de trois ans après, la perspective de l'envoi d'une commission d'enquête internationale semble plus éloignée que jamais. Et le sang continue à couler en Algérie...

### *Juger les coupables*

Aucune réconciliation, aucune concorde véritable ne sera possible en Algérie sans que justice soit rendue aux victimes. Mais faudra-t-il attendre que l'évolution politique rende possible le jugement des coupables par des tribunaux algériens

indépendants pour que ces crimes soient reconnus ? L'exemple de l'Afrique du Sud et de sa « Commission pour la vérité et la réconciliation » montre que cela est possible. Ce jour viendra certainement ; pourtant, en attendant, n'y a-t-il rien à faire ?

Aujourd'hui, les avancées du droit international ouvrent des perspectives à une action pour la reconnaissance de ces crimes. Grâce à la ténacité des victimes, de leurs familles et des ONG locales et internationales, quinze ans après la fin de la dictature chilienne, l'obstination du juge espagnol Baltasar Garzón a mis fin à l'impunité dont bénéficiait le général Augusto Pinochet. Et le même juge a déclenché un séisme politique en Argentine en inculquant des généraux responsables de plus de 30 000 disparitions entre 1976 et 1983.

Des massacres de l'ampleur de ceux de Bentalha, Raïs, Rélizane, etc., auraient déjà pu être reconnus comme crimes contre l'humanité et, à ce titre, donner lieu à la création d'un tribunal pénal international, comme pour la Yougoslavie, le Rwanda ou, plus récemment, la Sierra Leone. Le silence officiel de la France (qui n'a toujours pas répondu aux accusations concernant ses propres crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis durant la période coloniale et la guerre de libération) et l'intense activité des réseaux et lobbies franco-algériens pour empêcher la constitution d'une commission d'enquête internationale sur l'Algérie dans le cadre de l'ONU ont joué, nous l'avons vu, un rôle déterminant. Si cela ne s'est toujours pas fait et si ces crimes demeurent à ce jour impunis, c'est essentiellement pour des raisons géopolitiques, comme c'est le cas pour les crimes de la Russie en Tchétchénie depuis 1996.

Mais il est néanmoins possible d'agir en se référant au droit international : les auteurs de tortures (crime imprescriptible) et les responsables de disparitions (acte considéré comme un « crime continu » par la législation internationale) peuvent être poursuivis par des tribunaux étrangers. Il paraît donc difficilement concevable, dans cette conjoncture, que les responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité en Algérie puissent continuer à échapper à la justice. Que certains de ces responsables soient des « combattants » islamistes, cela est indiscutable ; mais force est de constater qu'aucun d'eux n'a jamais été jugé et condamné par la justice algérienne, ce qui

<sup>124</sup>. *L'Express*, 22 janvier 1998.

*qui a tué à Bentalha ?*

justifie pleinement dans leur cas la mobilisation des instruments du droit international. Cela vaut *a fortiori* pour certains des chefs de l'armée algérienne : nous l'avons vu, le témoignage de Nesroulah Yous ne peut laisser aucun doute sur l'implication de forces placées sous les ordres d'une partie d'entre eux dans le massacre de Bentalha ; et nous avons essayé de réunir, dans cette postface, un ensemble d'informations et de faits montrant qu'il ne s'agit là en aucune façon d'un événement exceptionnel depuis le début de la guerre en 1992.

Les noms de certains de ces responsables militaires, toujours en activité aujourd'hui, sont connus. Des soupçons graves et précis pèsent sur eux. Il est nécessaire d'agir, à partir de l'exemple des expériences latino-américaines et sud-africaine, afin que des enquêtes indépendantes soient engagées pour faire la lumière et déférer les coupables devant les tribunaux compétents.

Notre espoir est que le livre courageux de Nesroulah Yous contribuera à précipiter cette échéance. Et qu'il aidera ainsi à mettre fin au cauchemar que vit, depuis plus de huit ans, le peuple algérien.

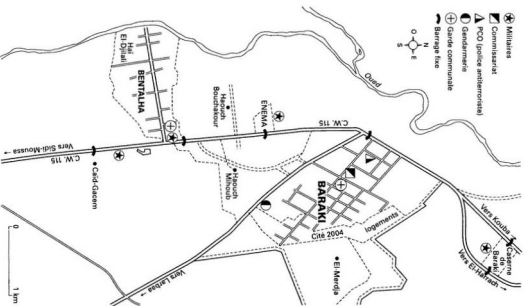
Paris, Berlin, septembre 2000

## *ANNEXE*

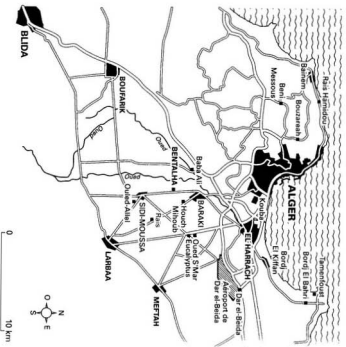
---

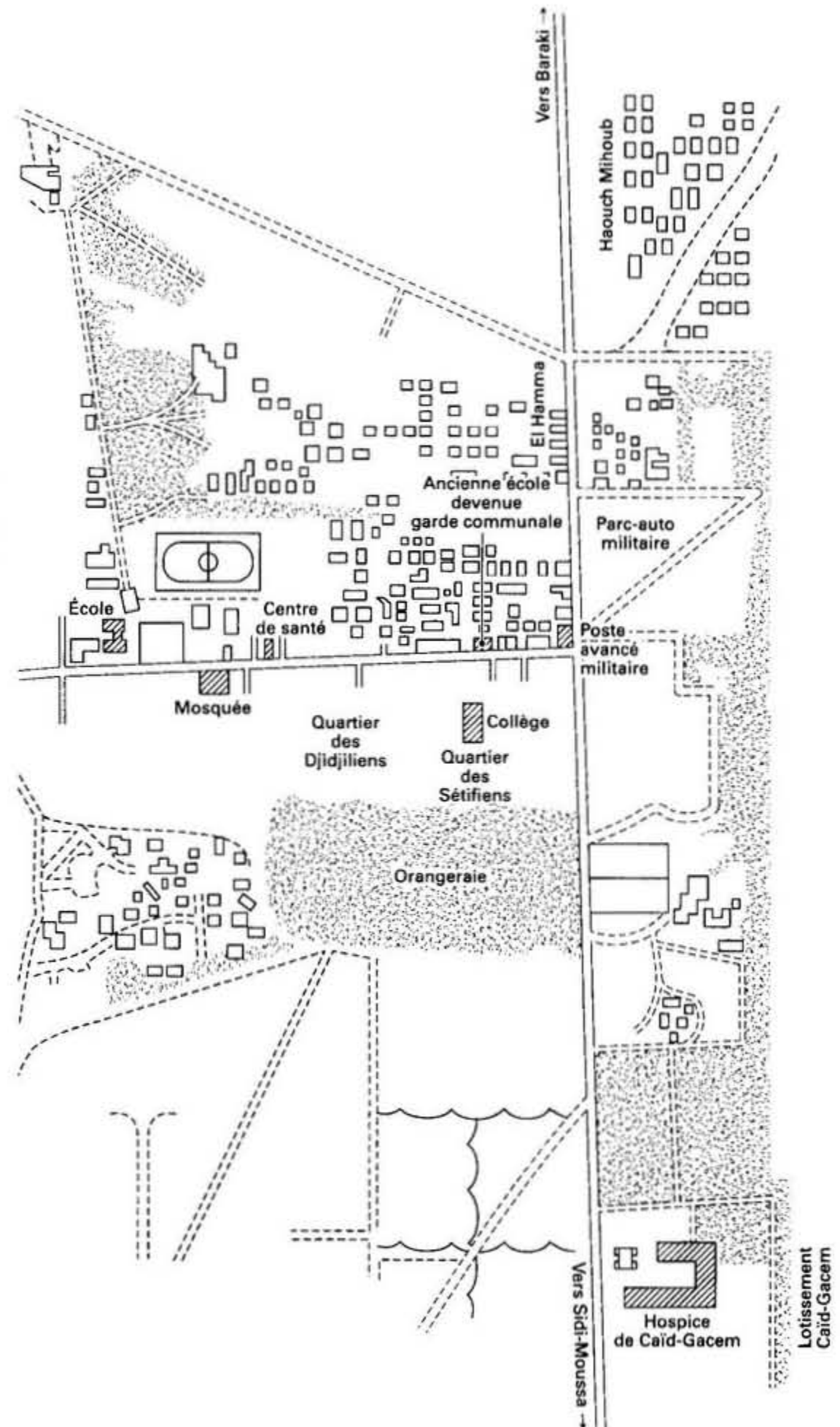
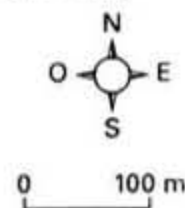


# BARAKI ET BENTAJHA



# LES ENVIRONS D' ALGER







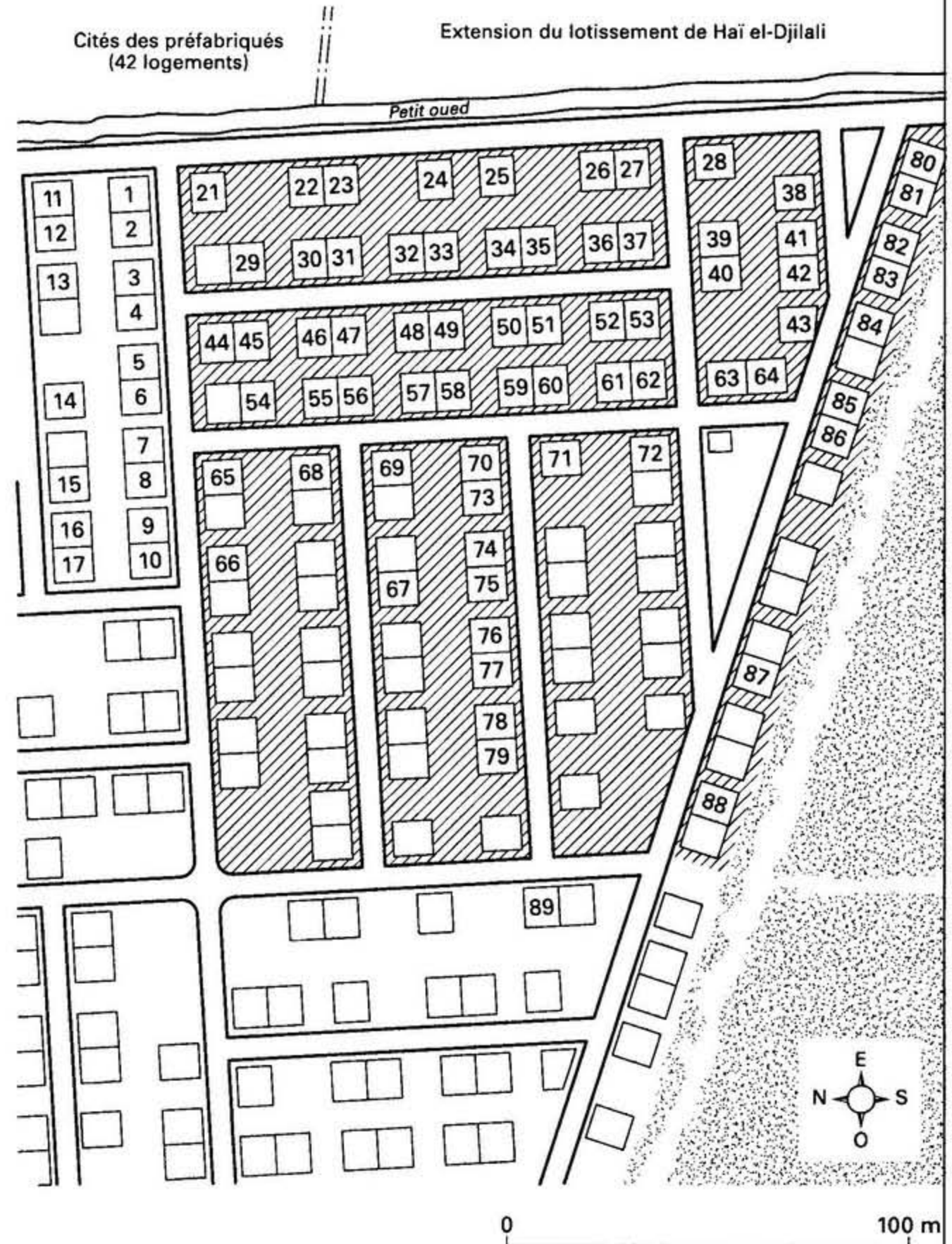
## Liste des habitants du quartier

1. **Mustapha Benyahia.**
2. **M'hamed Benalia.**
3. **Chouch Boukhadra.**
4. **Nassia Bouti.**
5. **Mohamed.**
6. **Brahim Maafi**  
(père du disparu Fodhil).
13. **Le boulanger**  
(gendre de Cheikh Amar).
18. **Le coiffeur.**
20. **Abderrahmane.**
22. **Fatma et Lyes.**
23. **Ammi M'nouar**  
(père d'Adlane).
25. **Abdelkader Tlidjine**  
(père de Fouad).
26. **Famille Hafsi.**
27. **Famille Benyattou.**
28. **Saïd Frama**  
(première maison attaquée).
29. **Moussa Koudri**  
(frère de Boualem et oncle de Ramdane et Abderazek).
30. **Cheikh H'ssen.**
31. **Ali Djidji.**
32. **Cheikh M'hamed Menguelati**  
(père de Yacine).
33. **Ramdane**  
(venait de s'installer).
34. **Beau-frère de Mohamed Brahimi**  
(venait juste d'acheter la maison).
35. **Travailleur à Air Algérie.**
37. **Messaoud Belaïdi.**
38. **Famille Djorlaf.**
44. **Nesroulah Yous.**
45. **M'hamed et Salima Lachani.**
46. **Abderazek**  
(neveu de Moussa Koudri ; la maison appartient au capitaine Zéroual).
47. **Abdelkader Menaoui**  
(la maison appartient à l'adjudant-chef Abdelhamid Gouasmia).
48. **Famille Benyettou**  
(commerçant de Baraki).
49. **Mohamed Brahimi, dit « Tourdo »**  
(commerçant, originaire de Bentalha).
50. **Mohamed Benziada**  
(père de H'ssen et d'Abdessalam).
51. **Maison inhabitée.**
52. **Homme aveugle**  
(la maison appartient au commerçant Akli).
53. **Famille Zouaoui**  
(dont les enfants Hammoud et Bouzid sont entrés dans les GLD).
54. **Mustapha Aïtar, dit « Djaro ».**
55. **Warda**  
(femme de feu Larbi, qui était retraité du ministère de la Défense ; la maison appartient au commandant Hassan).
57. **Tahar.**
58. **Famille du vieil adjudant de la garde républicaine assassiné en 1994.**
59. **M'sili.**
60. **Zaïdi**  
(beau-frère d'un militaire).
65. **Messaoud**  
(originaire de Bentalha).
66. **Famille Koullal.**
67. **Ramdane**  
(également locataire de la maison n° 33).
68. **Arezki Farès.**
70. **Omar.**
71. **Mohamed, dit « Chocolat »**  
(frère d'El-Hadj, sous-officier en retraite, assassiné en 1995).
73. **Saïd Adila.**
74. **Mohamed Boulal.**
75. **Mohamed Tablati.**
78. **Messaoud, dit « Domino ».**
79. **Ahmed Aïtar.**
80. **El-Azraoui**  
(n'habitait plus là lors du massacre : sa maison a été démolie par l'armée en 1996).
81. **Famille El-Kechbour.**
83. **Mohamed Ghazal**  
(il se trouvait à la prison d'El-Harrach lors du massacre).
86. **Mekati.**
87. **Famille Boubeker.**
88. **Boudjemaa.**
89. **Djeha**  
(patriote, frère de Slimane).

À chacune des maisons figurant sur le plan ci-contre, j'ai attribué un numéro (par souci de simplification, il s'agit d'une numérotation arbitraire et non pas de la numérotation réelle, qui n'aurait pu être indiquée de façon facilement lisible) ; ce sont ces numéros qui sont mentionnés dans mon récit.

Pour chaque numéro, j'ai indiqué dans cette liste le nom du locataire principal ou de la famille habitant la maison à l'époque où s'est déroulé le massacre ; pour certaines, je n'ai pu indiquer que le prénom et pour d'autres je n'ai pu mettre aucun nom (j'ai dû reconstituer cette liste de mémoire, plusieurs années après les faits, et j'ai oublié certains noms ; de plus, plusieurs des maisons étaient habitées par des personnes arrivées peu de temps avant le massacre, que je n'ai pas - ou mal - connues).

Comme dans le récit, j'ai mentionné le prénom avant le nom de famille (contrairement à ce qui se pratique d'habitude en Algérie).



## Table

---

<b>Introduction. En quête de vérité .....</b>	<b>7</b>
---	----------

### *I/ LA SALE GUERRE AU QUOTIDIEN*

<b>1. Le grand rêve de la démocratie .....</b>	<b>13</b>
<i>Les années folles .....</i>	13
<i>Le FLS maître de la situation .....</i>	15
<i>Sauver ou brader la démocratie ? .....</i>	20
<i>Janvier 1992, une illusion s'effondre .....</i>	22
<i>Bentalha, un village en marge de la capitale .....</i>	26
<i>Démocratie usurpée ou sauvée ? .....</i>	30
<b>2. L'engrenage se met en place .....</b>	<b>34</b>
<i>La chasse au « barbu » .....</i>	34
<i>La vie de quartier .....</i>	37
<i>L'apparition des groupes armés .....</i>	40
<i>Les lois des groupes .....</i>	43
<i>Un étranger s'aventure dans notre cauchemar .....</i>	45
<i>Délaissés des autorités .....</i>	47
<i>Exécutions sommaires .....</i>	51
<i>La « guerre des communiqués » .....</i>	54



<b>3. Entre groupes armés et militaires .....</b>	<b>59</b>
<i>L'étau se resserre .....</i>	<i>59</i>
<i>L'évasion de Tazoult .....</i>	<i>62</i>
<i>Le diktat des GIA .....</i>	<i>63</i>
<i>Impunité .....</i>	<i>66</i>
<i>L'affaire des neveux .....</i>	<i>69</i>
<i>Une opération de grande envergure .....</i>	<i>75</i>
<i>Scènes d'horreur .....</i>	<i>81</i>
<b>4. Dérapages, confusion, incompréhensions .....</b>	<b>84</b>
<i>Les destructions d'infrastructures .....</i>	<i>84</i>
<i>Étranges émirs .....</i>	<i>88</i>
<i>Le cortège des morts .....</i>	<i>91</i>
<i>Faux maquis .....</i>	<i>95</i>
<i>Meftah entre commandos spéciaux, faux et vrais maquis .....</i>	<i>99</i>
<b>5. L'armée prend le dessus .....</b>	<b>106</b>
<i>Les élections présidentielles et le redéploiement des forces de sécurité .....</i>	<i>106</i>
<i>Les premiers patriotes font leur apparition .....</i>	<i>109</i>
<i>Les gardes communales font leur apparition .....</i>	<i>112</i>
<i>L'assassinat de Sidali .....</i>	<i>114</i>
<i>La vengeance des patriotes .....</i>	<i>117</i>
<i>La vie reprend dans le quartier .....</i>	<i>121</i>
<i>La tuerie des jeunes .....</i>	<i>123</i>
<i>La question de l'armement .....</i>	<i>129</i>
<i>La disparition d'Amine .....</i>	<i>133</i>
<b>6. L'été des massacres .....</b>	<b>136</b>
<i>Caïd-Gacem et l'offensive militaire .....</i>	<i>136</i>
<i>Les terroristes retranchés de Caïd-Gacem .....</i>	<i>138</i>
<i>Les massacres s'amplifient et la panique aussi .....</i>	<i>140</i>
<i>Le massacre de Raïs .....</i>	<i>143</i>
<i>Les semaines qui précèdent le massacre .....</i>	<i>149</i>

## II / LE MASSACRE

<b>7. Une soirée presque comme les autres .....</b>	<b>157</b>
<i>« Ils ne savent pas ce qui les attend » .....</i>	<i>157</i>
<i>Les premières bombes sonnent le glas .....</i>	<i>161</i>
<i>« On va tous vous égorger ! » .....</i>	<i>166</i>
<i>« Nous sommes ici pour vous envoyer chez votre Dieu ! » .....</i>	<i>170</i>
<b>8. La folie .....</b>	<b>174</b>
<i>Deuxième étape : chez Warda .....</i>	<i>174</i>
<i>Pris au piège ? .....</i>	<i>177</i>
<i>Troisième étape : chez Aïtar .....</i>	<i>179</i>
<i>Une horreur en accompagne une autre .....</i>	<i>180</i>
<i>Une résistance acharnée et vaine .....</i>	<i>183</i>
<i>Quatrième étape : les fantômes de la nuit .....</i>	<i>187</i>
<i>« Nasro, ils nous ont eus ! » .....</i>	<i>190</i>
<b>9. Lendemain d'horreur .....</b>	<b>193</b>
<i>À l'hôpital .....</i>	<i>193</i>
<i>La mort partout... ..</i>	<i>196</i>
<i>« Vous êtes les racines du terrorisme » .....</i>	<i>198</i>
<i>Peu à peu, les choses se précisent .....</i>	<i>202</i>
<i>Les assaillants .....</i>	<i>207</i>
<i>Les forces de sécurité observent le spectacle sans intervenir .....</i>	<i>212</i>
<i>« Va où tes pieds te porteront et venge-toi ! » .....</i>	<i>215</i>
<i>Panique généralisée .....</i>	<i>220</i>
<b>10. Manipulations et mensonges .....</b>	<b>222</b>
<i>Un groupe de légitime défense pitoyable .....</i>	<i>222</i>
<i>Les journalistes sous surveillance .....</i>	<i>227</i>
<i>Les militaires et l'opération alibi d'Ouled-Allal ...</i>	<i>230</i>
<i>Évasion et ressourcement .....</i>	<i>233</i>

# POSTFACE / CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ par François Geze et Salima Mellah

Un témoignage accablant .....	236
Les grands massacres de l'été 1997 .....	239
Pourquoi les militaires ne sont-ils pas intervenus ? .....	239
Les explications des généraux .....	242
Qui étaient les « égorgeurs » ? .....	248
Qui est tué ? .....	255
Autodéfense ou chasse à l'islamique ? .....	258
L'enfermement de la « sale guerre » .....	260
1992-1993 : entre maquis et groupes locaux .....	261
1994-1995 : l'instrumentalisation des CIA .....	265
L'armée contrôle le « triangle de la mort » .....	270
1997 : la guerre des clans .....	271
« Éradicateurs » et « dialoguistes » .....	272
La folle dérive des « junteurs » .....	277
Aux origines de la violence .....	281
Cuisine et crainte de la « rue » .....	281
L'héritage du « système Roussouf » et de la guerre « à la française » .....	283
La communauté internationale complice .....	289
Indigénat .....	289
Une extraordinaire opération d'« agi-prop internationale » .....	293
Juger les coupables .....	299
<b>Annexe</b> .....	301

Composition Faccompa, Lixieux